

Jean-Marc Éla

Quand l'État pénètre en brousse...

Les ripostes paysannes à la crise

KARTHALA

Trente ans après le formidable espoir qui accompagna les Indépendances africaines, on arrive à un constat d'échec : crise économique et sociale, crise de l'environnement, crise démographique et alimentaire... Mais il s'agit surtout de la crise de l'agriculture dans un continent où environ 90 % de la population est rurale et reste soumise aux exigences démesurées d'États dont le principal souci est de perpétuer les privilèges d'une minorité.

« *Quand l'État pénètre en brousse* » montre comment les pratiques de développement à l'œuvre depuis les années soixante ont systématiquement utilisé les paysans et leur force de travail. Dans le domaine politique, les États ont imposé le parti unique afin d'étouffer toute tentation démocratique, sous le prétexte que la lutte pour le développement ne souffrirait pas la dispersion des forces. Quant aux cultures commerciales destinées au marché mondial, elles ont fragilisé des économies qui connaissaient un équilibre, certes précaire, mais qui étaient fondées sur des pratiques ancestrales et empiriques ayant fait leurs preuves.

L'auteur, à nouveau, affirme sa confiance dans le dynamisme des paysans africains. Là où l'État, sous la pression, accepte de laisser s'exprimer la créativité des paysans, associations et groupements villageois reprennent alors l'initiative, devenant acteurs des changements de leur milieu. C'est ainsi qu'ils peuvent « répondre aux défis du présent ». A partir de la relation des paysans au pouvoir, l'essai du sociologue camerounais apporte une contribution originale au débat en cours sur l'État, la société et le développement en Afrique noire.

Jean-Marc Éla est né à Ebolowa (Cameroun). Après des études effectuées aux Universités de Strasbourg et de Paris-Sorbonne, il enseigne depuis 1985 à l'Université de Yaoundé. Il est également professeur invité au Centre international de formation et de recherche en population et développement (Louvain-la-Neuve).

Les Afriques

Collection dirigée par Jean-François Bayart



ISBN : 2-86537-272-3

© Éditions KARTHALA, 1990
ISBN : 2-86537-272-3

Jean-Marc ÉLA

Quand l'État pénètre en brousse...

Les ripostes paysannes à la crise

Éditions KARTHALA
22-24, boulevard Arago
75013 PARIS

DU MÊME AUTEUR

La plume et la pioche. Réflexion sur l'enseignement et la société dans le développement de l'Afrique noire, CLE, Yaoundé, 1971.

Le cri de l'homme africain, L'Harmattan, Paris, 1980, trad. anglaise et néerlandaise.

De l'assistance à la libération. Les tâches actuelles de l'Église en milieu africain, Centre Lebreton, Paris, 1981, trad. allemande et anglaise.

Voici le temps des héritiers. Églises d'Afrique et voies nouvelles, en collaboration avec R. Luneau, Karthala, Paris, 1981 (trad. italienne).

L'Afrique des villages, Karthala, Paris, 1982.

La ville en Afrique noire, Karthala, 1983.

Ma foi d'Africain, Karthala, Paris, 1985 (trad. allemande, anglaise et italienne).

Fede e liberazione in Africa, Cittadella Editrice, Assisi, 1986.

Cheikh Anta Diop ou l'honneur de penser, L'Harmattan, Paris, 1989.

Avant-propos

Les « usages » de la dépendance

Confronté aux problèmes que posent l'aggravation des inégalités de développement, la persistance du sous-développement et les mutations internes du capitalisme, le chercheur est écartelé entre des tendances contradictoires. Pour éviter toute dérive idéologique, il lui faut refuser de faire d'un instrument de lutte un outil d'analyse. Dans ces conditions, il risque de masquer des mécanismes structurels au moment où, pour faire œuvre de science, il croit se situer au-dessus des conflits réels. Telle est la situation inconfortable où l'on se trouve dans le débat actuel sur le rôle de la (re)colonisation dans les processus de sous-développement en Afrique noire (1).

Pour beaucoup, ce qui est apparu jadis comme le « fardeau de l'homme blanc » tend à devenir une cause de remords dont la justification n'est pas évidente, tandis que les décolonisés se penchent sur leur passé immédiat pour rendre compte de leurs malheurs d'aujourd'hui. Ce recours au passé fait problème à l'heure du révisionnisme ambiant (2) où ce qu'on appelle le « Tiers monde » depuis 1952 apparaît comme un mythe à jeter dans les poubelles de l'his-

(1) Sur ce débat, cf. B. Étemad, « Grandeur et vicissitudes du débat colonial. Tendances récentes de l'histoire de la colonisation », *Revue Tiers monde*, t. XXVIII, n° 112, oct.-déc. 1987.

(2) Lire à ce sujet C. Coquery-Vidrovitch, « Les débats actuels en histoire de la colonisation », *op. cit.*, pp. 780-783.

toire (3). Dans ce contexte, il est difficile d'analyser les problèmes fondamentaux de l'Afrique sans se heurter à une sorte d'*a priori* théorique : rompre avec les théories dépendantistes (4) des années 60 en renonçant à privilégier l'impact de la colonisation comme seul facteur explicatif de ce qui se passe dans les États confrontés à une grave crise économique et sociale.

Dans le monde noir africain qui regroupe la majorité des pays « les moins avancés », il a été tentant, au cours des dernières décades, de remettre à leur place les formes économiques de la dépendance et les modalités historiques de l'impérialisme et de la surexploitation du travail pour rendre compte des blocages ou des impasses des anciens territoires d'outre-mer (5). La problématique du sous-développement était replacée dans le contexte général de l'analyse de l'impérialisme en Afrique noire (6). Avec le modèle théorique qu'il impose, ce choix de recherche ne va plus de soi.

Dans certains cercles intellectuels et groupes d'études, l'on en vient à se demander si la colonisation, à supposer qu'elle ait jamais eu lieu, n'a pas été utile et « bénéfique » aux sociétés indigènes ou, mieux, une « chance » pour les élites de ces sociétés (7). Au lieu de s'appesantir sur les cruautés dont les Européens auraient fait preuve, des historiens s'interrogent sur la façon dont le colonisé devint, à son tour, colonisateur (8). Dans cette perspective, il paraît inutile de ramener toutes les difficultés économiques de l'Afrique à la prétendue dépendance vis-à-vis des forces extérieures dominantes. Il convient désormais de prendre en compte l'historicité

(3) Sur la crise du tiers mondisme, lire « Une bête à abattre : le "tiers mondisme" », *Le Monde diplomatique*, mai 1985 ; Y. Lacoste, *Contre les anti-tiers mondistes et contre certains tiers mondistes*, La Découverte, 1985.

(4) Sur ces théories, voir les études de A. G. Frank, S. Amin, I. Wallerstein, A. Emmanuel et Furtado.

(5) Lire *Connaissance du Tiers monde, Approche pluridisciplinaire*, Cahiers Jus-sieu, 10/18, 1978.

(6) Pour cette approche, voir P. Jallée, *Le pillage du Tiers monde*, Maspero, 1982, S. Amin, *Impérialisme et sous-développement en Afrique*, Anthropos, Paris, 1976.

(7) Concernant ce débat, cf. B. Étemad, art. cit.

(8) Voir H. Brunschwig, *Noirs et Blancs dans l'Afrique noire française*, ou *Comment le colonisé devient colonisateur (1870-1914)*, Paris, 1983.

propre des sociétés autochtones (9) et de se donner un autre axe de recherche à partir des contradictions internes des États où les classes dirigeantes ne sont pas des marionnettes sur la scène mondiale.

« Il faut rendre aux pouvoirs africains et aux sociétés africaines leur autonomie et leur consistance propre : on constate alors que les influences étrangères s'exercent sur un milieu qui n'est pas amorphe, dans un "élément" qui n'est pas neutre (...). Bref, "la cause fondamentale du développement des choses et des phénomènes n'est pas externe, mais interne ; elle se trouve dans les contradictions internes des choses et des phénomènes eux-mêmes. Les causes externes opèrent par l'intermédiaire des causes internes" » (10). Seulement, en insistant de façon unilatérale sur l'autonomie de l'État africain, on risque de perdre de vue le poids considérable du capital et de l'encadrement étranger dans l'économie africaine. On ne peut ignorer les formes de dépendance qui se renouvellent dans les pays où un véritable processus de recolonisation est en cours (11). L'avènement de l'État postcolonial ne saurait masquer l'aliénation qui se poursuit dans les secteurs de la vie quotidienne au moment où l'industrie de l'imaginaire, la communication, les transactions commerciales et le safari technologique sont contrôlés par les grandes puissances (12). La réalité des influences étrangères et des contraintes de l'économie mondiale s'exercent dans cette « Afrique étranglée » dont parle R. Dumont. Démasquée jadis par F. Perroux, la politique de « strangulation » (13) se mani-

(9) Sur la contribution de G. Balandier sur ce point, lire *Sens et puissance*, PUF, 1971, p. 6.

(10) Cité par E. Terray, *L'État contemporain en Afrique*, L'Harmattan, Paris, 1988, pp. 10-11.

(11) Voir Tibor Mende, *De l'aide à la recolonisation*, Seuil, 1972.

(12) Sur cette situation, cf. William (de) G., « Domination de la technique et technologies de la domination : transfert de technologie et développement », *Politique africaine*, 18 juin 1985, pp. 5-15 ; B. Verhagen, « Zaïre ; les chaînons de la dépendance », *La Revue Nouvelle*, Bruxelles, fév. 1978 ; « Transfert de technologie ou impérialisme technologique : le cas du Zaïre », *Cahiers du CEDAF*, Bruxelles, n° 5-6, 1981. Lire aussi les textes réunis par C. Coquery-Vidrovitch et A. Forest, *Décolonisation et nouvelles dépendances. Modèles idéologiques et culturels dans le Tiers monde*, PUF, 1986.

(13) Voir G. Ngango, *Les investissements d'origine extérieure en Afrique noire*, Présence africaine, 1975, p. 389.

feste partout où les États, tirant leurs recettes des exportations des produits agricoles, doivent brader leurs ressources à des prix de famine. Le sort du petit paysan africain est lié à la volonté de puissance des forces sociales qui contrôlent le marché de la Bourse. Dans les situations concrètes où se trouvent les pays d'Afrique, les influences extérieures interviennent pour fixer les conditions de vie qu'elles imposent à des peuples entiers. L'effondrement des prix d'exportation de l'Afrique a aggravé la tourmente qui la frappe. A titre d'exemple, le budget d'investissement de la Côte d'Ivoire est tombé de 360 à 80 milliards de F CFA en 1985. La conjoncture « met à jour les artifices d'un pays géré comme une plantation » (14).

Marquées par le traumatisme colonial, les sociétés africaines restent soumises aux mécanismes de domination interne au capitalisme en expansion. Si la « crise » dont on parle depuis 1970 est celle du capitalisme dans la phase actuelle de son histoire, la fragilité des États dont beaucoup vivent « sous perfusion » est d'autant plus accentuée que leurs économies sont liées à cette « économie-monde » (15) imposée à la planète depuis que la Méditerranée a cessé de jouer le rôle primordial de lien et d'échange entre l'Europe et le reste du monde (16). La décolonisation des années 60 n'a pas ébranlé le système de dépendance mis en place à l'échelle mondiale depuis que l'Occident s'est heurté au choc des nouvelles humanités. Aussi, l'impact du système dominant dans lequel l'Afrique est entrée ne peut être écarté de l'analyse des situations mettant en question l'avenir de millions d'hommes et de femmes. Les États africains ne sont pas seulement intégrés aux luttes d'influence que se livrent les grandes puissances, mais certains pays sont des bases militaires des nations étrangères qui veillent aux intérêts occidentaux sur le conti-

(14) Voir C. Moutout, « Chute des cours du cacao, impéritie des dirigeants. Qui croit encore au "miracle ivoirien" ? », *Le Monde diplomatique*, décembre 1988.

(15) I. Wallerstein, « L'Économie-Monde », *Connaissances du Tiers monde*, 10/18, pp. 97-112 ; lire aussi C. Coquery-Vidrovitch, « Les conditions de la dépendance : histoire du sous-développement », *Décolonisations et nouvelles dépendances*, pp. 25-48.

(16) Voir F. Braudel, *La Méditerranée et le monde méditerranéen au temps de Philippe II*, Paris, Colin, 1976.

nent (17). Autour des jeux et des enjeux stratégiques et des forces dominantes en présence, des alliances se nouent. Les convergences d'intérêts et les relations de pouvoir ne sont pas à négliger dans les dynamiques socio-historiques en cours. Dès lors, surestimer la « spécificité » des sociétés africaines auxquelles l'on restitue, enfin, leur « historicité » (18), c'est masquer les dominations qui, du dehors, structurent ces sociétés. Au moment où des groupes de recherche ont tendance à ne considérer que les contradictions internes de l'Afrique elle-même, pour rendre compte des processus actuels, il faut rappeler avec insistance les données et les relations internationales où se définissent les manœuvres et les stratégies qui marquent les sociétés indigènes (19). Nous ne pouvons comprendre les défis de ces sociétés en ignorant le rôle et l'action des superpuissances ou des puissances moyennes, des organismes de crédit, les banques et les multinationales, les conglomerats étrangers et leur stratégie, les marchés des capitaux qui pèsent sur les projets et les orientations de la vie locale en Afrique. Le marché des cultures d'exportation, le financement de la dette, le capital extérieur, les interventions militaires et le personnel étranger nous rappellent ces données élémentaires.

Peut-être devra-t-on tenir compte des influences qui s'exercent sur le continent au moment où ce dernier risque de n'être qu'une simple source d'approvisionnement de matières premières à bas prix, un marché potentiel pour demain dans une époque de vieillissement des populations du monde industriel, tandis que le taux élevé de croissance démogra-

(17) Lire R. Luckham, « Le militarisme français en Afrique », *Politique africaine*, 5 fév. 1982, pp. 75-110 ; mai 1982, pp. 45-71.

(18) Voir la contribution de G. Balandier à cet effort, *Anthropologie politique*, PUF, 1969 ; *Sociologie actuelle de l'Afrique noire*, PUF, 1971 et *Sens et puissance. Les dynamiques sociales*, PUF, 1971 ; se reporter à J. F. Bayart, « Les sociétés africaines face à l'État », *Pouvoirs*, Revue française d'études constitutionnelles et politiques, n° 25, pp. 23-29, 1983 ; *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Fayard, 1988, pp. 19-61.

(19) Pour la prise en compte de cette dimension, voir de nombreux articles dans *Politique Africaine* : notamment, n° 2, mai 1981 ; 9 mars 1983 ; 10 juin 1983 ; 7 sept. 1982 ; déc. 1983 ; lire surtout L. Gouffern, « Les limites d'un modèle ? A propos d'État et bourgeoisie en Côte d'Ivoire », mai 1982, pp. 33-34.

phique caractérise l'Afrique noire (20). Les effets de la crise économique mondiale ouvrent la voie à une série d'interventions qui risquent de réduire davantage la marge d'autonomie de l'Afrique à partir des plans d'ajustement structurel mettant à genoux des États entiers. Comme le rappelle le cas de la Zambie, ces lois draconiennes n'aident en rien à résoudre les graves problèmes de l'économie mais pèsent, en revanche, sur le sort des pauvres (21). En particulier, les politiques d'austérité ne semblent pas résoudre le problème du chômage et de la fraude dans les pays qui sont au bord de l'asphyxie (22).

Des efforts renouvelés d'approche et de réflexion doivent nous amener à situer les dynamiques des sociétés locales dans la perspective de ce qu'il faut considérer comme le « développement du sous-développement », si l'on veut prendre au sérieux les déséquilibres sociaux, la montée de la violence des pouvoirs, l'ampleur des pénuries et des crises alimentaires au milieu des disparités internes aggravées par le poids des facteurs qui conduisent à la marginalisation progressive de l'Afrique sur le plan international.

On ne peut dissimuler la situation réelle : l'emprise destructurante des mécanismes de « strangulation » élaborés par les conglomérats privés qui tentent d'assujettir l'ensemble des secteurs vitaux des économies africaines en bloquant toute émergence de contrepois locaux qui se constitueraient à partir des dynamiques socio-économiques internes. Des contra-

(20) Voir l'ouvrage publié sous la direction de D. Tabutin, *Population et sociétés en Afrique du sud du Sahara*, L'Harmattan, 1988. J. Vallin, *La population mondiale*, La Découverte, Paris, 1989 ; sur les défis du nombre dans la crise de l'agriculture africaine et de l'environnement, lire les articles de R. Dumont dans *Le Monde diplomatique* de mars 1989 et mai 1990.

(21) « La Zambie dans le carcan de la politique d'austérité », *Le Monde diplomatique*, janvier 1988.

(22) Sur ce point, voir « Soudan : le glaive du FMI », *Afrique-Asie*, 30 décembre 1985 ; « Nigéria : la rebuffade » ; « Côte d'Ivoire : Le FMI favorise-t-il la fraude ? », *Africa*, juillet 1987.

Concernant les difficultés et le caractère peu encourageant des perspectives offertes par les programmes d'ajustement, lire G. Duruflé, *L'ajustement structurel en Afrique ?*, (Sénégal, Côte d'Ivoire, Madagascar), Karthala, 1988.

dictions se manifestent entre le poids des forces dominantes et les efforts visant à reprendre le contrôle des positions stratégiques occupées par les lobbies financiers. Il convient de prendre en compte l'enjeu politique de ces contradictions dans la mesure où toute forme d'opposition à « la politique de strangulation » est perçue comme une résurgence du « nationalisme » dont il faut briser l'essor en éliminant les « éléments » ou les équipes susceptibles de compromettre le maintien des tendances favorables aux intérêts étrangers. On ne peut contrôler tous les rouages de l'économie sans étendre ses tentacules dans les sphères de décision de manière à introduire les « effets de stoppage » dans les institutions qui régissent la vie d'une nation.

Le vrai problème est celui-ci : comment les groupes sociaux internes se retrouvent-ils dans le « jeu du monde » à partir des situations de domination dont la gestion impose des choix politiques et économiques ? Dans ces situations, à quels jeux jouent l'État postcolonial et les forces sociales internes ? Pour quels intérêts ? Bref, quel spectacle les « sociétés africaines » se donnent-elles à elles-mêmes en fonction des conflits qui résultent des influences étrangères et des contraintes qu'elles imposent ? En un sens, le devenir des sociétés contemporaines en Afrique se détermine à partir des « usages » que ces sociétés font de leur « historicité » pour s'inventer et se construire au sein des nouvelles dépendances. Compte tenu de ce processus d'invention ou de production de sens et de langages, de mémoires et de savoirs, de rites et de systèmes politiques et économiques à partir d'une situation de domination structurelle, il faut bien faire retour à l'Afrique elle-même, à sa responsabilité et à ses contradictions internes. La capacité des sociétés africaines à réagir par rapport aux contraintes et aux interventions extérieures ainsi qu'aux nouvelles formes de domination peut servir de guide pour comprendre les « bricolages » qui s'inventent, les langages qui s'édifient, la genèse des rapports sociaux et des formes politiques spécifiques à laquelle nous assistons. Il faut repérer ces zones de création et d'invention pour rejoindre les Africains dans les trajets où s'élaborent les modes de gestion collective de la vie quotidienne. Ainsi, l'articulation de ce qui

se fait « par le haut » au niveau international et de ce qui s'observe « par le bas » sur le plan interne, devient le lieu d'intelligibilité des sociétés vivantes. Ce lieu se définit autour de la confrontation entre « les dynamiques du dehors et les dynamiques du dedans » (23).

Une approche « par le bas » (24) doit s'inscrire dans l'espace de ce qui s'observe « par le haut », compte tenu des structures de domination externe par rapport auxquelles les forces sociales internes mettent en œuvre des dynamiques spécifiques dans les rapports de force qui s'organisent autour de l'État et de ses implications socio-économiques. Face aux sociétés qui reconstruisent leur mémoire à partir des modalités d'intervention des forces sociales en présence, un effort d'invention théorique s'impose. Il ne suffit plus de reproduire des schémas commodes élaborés sur les mécanismes de la dépendance économique ; il faut inventer un autre langage pour articuler l'essentiel de ce qui se dit à partir des protagonistes à l'œuvre dans le contexte actuel d'émergence d'une société inédite. Peut-être les sociétés rurales constituent-elles le lieu privilégié à partir duquel l'on peut identifier les conflits et les contradictions majeurs qui surgissent au cœur des dynamismes historiques en cours dans les États où les élites autochtones cherchent à organiser la vie sociale et politique au bénéfice de leurs intérêts ? Pour tenter de dégager la vision que les sociétés africaines ont de leurs univers à partir des défis actuels, il semble nécessaire de revenir à la question centrale qui interroge l'État lui-même et les logiques qu'il invente pour imposer son hégémonie. Dans les pays décolonisés où les intérêts économiques des groupes privés sont restés intacts, les classes régnautes ne risquent-elles pas de capturer l'État pour élargir leur base sociale et consolider leur position ?

Dans cette perspective, au-delà des affrontements purement ethniques, il convient d'aborder les affrontements politiques

(23) Pour cette approche, voir G. Balandier, op. cit., p. 10 ss.

(24) Voir J. F. Bayart, « La politique par le bas en Afrique noire », *Politique africaine*, 1^{er} janvier 1981, pp. 53-82.

et sociaux qui se manifestent autour des rapports entre l'État et le « développement ».

Il nous faut comprendre ce qui se passe dans les zones rurales où vit la majorité des populations africaines à partir des stratégies qui s'élaborent dans les cercles privilégiés du pouvoir, compte tenu du renforcement des ressources économiques en faveur d'une classe bien délimitée qui tend à centraliser le pouvoir politique. Au moment où de nouveaux rapports s'établissent entre l'État et le capital à partir des projets de développement agricole, l'utilisation politique des ressources du travail paysan nous oblige à mettre en lumière les rapports qui s'instaurent entre l'État et les paysans. Plus précisément, c'est le système de contrôle de ces ressources qui doit être examiné. En prenant en compte les marges de manœuvre que les forces dominantes externes laissent aux élites indigènes, il faut analyser les processus de décision d'où émergent les nouvelles inégalités dans les formes actuelles de domination politique. Dans le tournant des années 60, Fanon avait amorcé ces réflexions à un moment où l'on commençait à prendre en considération les problèmes sociaux et politiques de la décolonisation (25), ainsi que les aspects économiques de ces années comme le suggère le début des études sur les problèmes de développement (26). Après le départ des anciens colonisateurs, on ne peut éviter de s'interroger sur le rôle des classes capables de porter leur pays pour lui faire réaliser son destin. Nous touchons au problème fondamental des classes dirigeantes dans l'analyse des questions du développement. Dans quelle mesure ces classes orientent-elles les « opérations de développement » de telle façon que les pratiques mises en œuvre se traduisent par une aggravation de la misère ou par une sur-exploitation ? Autrement dit, les classes dominantes des pays libérés de la tutelle coloniale sont-elles des classes exploiteuses à partir des réseaux de com-

(25) F. Fanon, *Les Damnés de la terre*, Maspéro, 1961.

(26) Lire à ce sujet un document de l'INED, daté de 1956, qui fut une sorte de « Bible du développement » et dont l'influence a été considérable jusqu'en 1965 : INED, *Le « Tiers monde », Sous-développement et développement*, sous la direction de G. Balandier, PUF, Paris, 1956.

plicité qu'elles entretiennent avec le « capitalisme périphérique » au moment où la lutte contre l'impérialisme est un thème favori de l'idéologie officielle ? S'il ne suffit pas d'avoir un État pour que soient détruits les systèmes de dominations et d'inégalités, la situation de la majorité des populations africaines amène à se demander si les classes dirigeantes travaillent vraiment pour leur peuple. Dès lors, pour comprendre les problèmes de développement, l'attention doit se porter sur les formations sociales dans les pays qui ont accédé à l'indépendance.

On a pu vérifier la nouveauté et la fécondité de cette approche dans les études de terrain menées au Sénégal, sur la place des marabouts dans l'État, et les registres où les groupes dominés s'organisent pour s'exprimer sans toujours pouvoir remettre en question l'ordre établi. En prenant au sérieux les stratifications qui s'opèrent en milieu rural (27), les chercheurs commencent à s'orienter vers une analyse de la réalité à partir des cris des acteurs dans leur histoire. Compte tenu de l'émergence des antagonismes internes aux sociétés postcoloniales, on entrevoit l'intérêt des recherches sur les dynamismes économiques différentiels dans les régions que l'on croyait à l'abri des mutations et des conflits politiques et sociaux. Certes, il n'est pas facile de rompre avec les clichés de l'ethnologie coloniale qui tend à évacuer les conflits dans la configuration des sociétés rurales. S'il faut bien s'ouvrir aux formations sociales dominées, dans la mesure où les mécanismes de l'agriculture d'exportation et les contraintes du commerce mondial l'imposent, la recherche « africaniste » reste polarisée par les terrains conventionnels où l'on se préoccupe de la façon dont se reproduisent les relations ancestrales d'échange (28). Une nouvelle articulation des relations de parenté et du procès de travail a introduit des dynamiques dans les rapports longtemps figés autour des catégories d'âge,

(27) J. Copans, *Stratification sociale et organisation du travail agricole dans les villages wolof mourides du Sénégal*, EPHE, Paris, 1973 ; lire aussi *Les marabouts de l'arachide*, Le Sycomore, 1980.

(28) Voir *Essai sur la reproduction des formations sociales dominées (Cameroun, Côte d'Ivoire, Haute-Volta, Sénégal, Madagascar, Polynésie)*, ORSTOM, Paris, 1977.

de lignage ou de sexe (29). Dans cette perspective, le contrôle du monopole des ressources rares dans les sociétés villageoises devient un lieu d'analyse des systèmes de domination qui fonctionnent entre les groupes sociaux et les lignages (30). Confronté à ces systèmes dans l'historicité des sociétés postcoloniales, le chercheur doit s'interroger sur le pouvoir et l'État dans les régions où les élites dominantes s'intéressent de plus en plus à l'agriculture. Pour rendre compte de la capacité des sociétés indigènes à se construire dans le contexte international dont le poids ne peut être négligé, il semble donc nécessaire de s'interroger sur l'avenir des paysanneries africaines à l'intérieur des formations sociales en gestation depuis l'avènement de cette réalité incontournable : l'État qui constitue l'événement postcolonial de l'histoire de l'Afrique contemporaine. Ainsi, les rapports entre le politique et l'économique offrent de nouveaux « objets » de recherche dans les territoires quadrillés par les sociétés de développement jusqu'au fond de la brousse.

En Afrique francophone, l'ouvrage collectif publié sous la direction d'Yves-André Fauré et de Jean-François Médard, *État et bourgeoisie en Côte d'Ivoire* (31) ainsi que le débat qu'il a provoqué (32) suggèrent tout l'intérêt qu'il y a à étudier de très près les pratiques de développement pour comprendre comment fonctionnent les sociétés nées de la décolonisation. L'on savait jusqu'ici que de nombreux pays d'Afrique produisent le café, le cacao, le coton et l'arachide, l'hévéa et le bois, le palmier à l'huile, etc. Il suffit de dépouiller la collection de *Marchés tropicaux* pour se rendre compte de l'importance de ces produits et de leur exportation. Par ailleurs, depuis des années, la presse ne cesse de rappeler que ces produits sont extrêmement vulnérables aux

(29) Lire les articles de P. Bonte, P. P. Rey, E. Terray, Cl. Meillassoux dans *Dialectiques, Anthropologie tous terrains*, 21, 1977. Voir aussi G. Balandier, *Anthropologie politique*, PUF, 1978.

(30) Concernant ce point de vue, cf. Cl. Meillassoux, *Femmes, greniers et capitaux*, Maspero, 1979.

(31) Fauré Y.A. et Médard J.-F., *État et bourgeoisie en Côte d'Ivoire*, Karthala, Paris, 1982.

(32) Voir L. Gouffern, art. cit. ; B.-K. Campbell, « Le débat sur la dépendance. A quand un renouveau ? », *Politique africaine*, 9 mars 1983, pp. 131-139.

fluctuations de la « conjoncture internationale ». Cette économie d'exportation repose surtout sur des plantations « familiales », et le poids de l'État dans le domaine de la production et de la commercialisation pèse lourd. Dans un secteur où l'histoire coloniale a mis en évidence le rôle des sociétés de traite et des commerçants syro-libanais ou grecs, occulter la fonction économique de l'État dans les secteurs qu'il tend à monopoliser risque de voiler les liens qui s'établissent entre les politiques de pouvoir et les activités économiques.

Ce que dévoile le cas ivoirien dans ce débat où des anthropologues, des politistes et des sociologues interviennent dans une perspective pluridisciplinaire, c'est, précisément, ce « complexe politico-économique » (33) élaboré par les élites dirigeantes à partir des choix auxquels elles ont à faire face dans une série de domaines où chaque décision obéit à une logique interne. Si l'agriculture occupe une place centrale dans l'économie de la majorité des pays tropicaux, il faut donc mettre en lumière les contradictions qui surgissent dans les sociétés où la « bourgeoisie d'État » est un élément essentiel des rapports entre le politique et l'économique. La redistribution et l'utilisation du surplus paysan constitue un repère fondamental où les stratégies des classes dirigeantes obligent à dépasser les lieux communs des discours sur le développement en Afrique noire.

Pour comprendre comment fonctionnent les sociétés post-coloniales, il faut donc s'ouvrir aux systèmes de domination dont A. B. Diop a fait une analyse dans la société wolof (34). En effet, il s'agit d'une situation fondamentale qui se retrouve dans les régimes où différents compromis se négocient entre les appareils de pouvoir et les forces sociales internes. Cette situation indique un lieu où il convient de se placer pour découvrir les rapports qui naissent autour des nouveaux systèmes d'accumulation et de contrôle politique. L'on doit examiner le jeu de ces rapports dont l'impact ne peut être occulté dans les régions promises à un des avènements les plus problématiques du monde contemporain. Il faut sortir

(33) Cf. A. R. Zolberg, *La redécouverte de la Côte d'Ivoire*, op. cit., p. 123.

(34) A. B. Diop, *La société wolof, tradition et changement*, Karthala, Paris, 1981.

l'Afrique du ghetto des analyses cliniques pour mettre en lumière les logiques sociales et dégager les mécanismes structurels internes qui aggravent les situations de sous-développement dans les pays où l'État postcolonial est loin d'être innocent. Il s'agit de revenir à la « crise des sociétés » qui s'ouvre au lendemain des indépendances, au moment où, « loin d'incarner concrètement les besoins du peuple (...), le leader va révéler sa fonction intime : être le président général de la société de profiteurs impatientes de jouir, que constitue la bourgeoisie nationale » (35).

S'interroger sur les impasses du développement rural en Afrique conduit à examiner l'emprise des élites postcoloniales sur les mécanismes du pouvoir et les interventions économiques. Dans quelle mesure peut-on considérer l'État comme un instrument de domination et un facteur d'inégalité entre les mains des classes qui ont pris la relève des colonisateurs ? Tel est l'objet de notre étude. Pour tenter de répondre à cette question centrale, il nous faut revenir à la base et engager le débat « au ras du sol », au niveau où la production paysanne est un enjeu socio-politique.

Si ce sujet s'impose, ce n'est pas parce que, en un sens, l'État en Afrique, avec ses mythes et ses symboles, ses « heurs et ses malheurs » (36), est à la mode, comme le suggèrent d'innombrables publications, des colloques et des recherches pluridisciplinaires auxquelles nous renvoyons le lecteur (37). Ce qui nous préoccupe, c'est de ressaisir ce phénomène majeur de notre société à partir du village, au moment où les nouveaux pouvoirs s'organisent pour assurer le contrôle de l'espace en milieu africain. Il faut observer ce qui se passe quand l'État pénètre jusqu'en brousse, selon les systèmes et les logiques qui s'imposent à l'analyse.

Le règne de l'économisme (38) nous a fait oublier le poids des forces et des contraintes politiques sur les « terrains » où

(35) F. Fanon, *op. cit.*

(36) Voir J. F. Bayart, *Politique africaine*, 11 septembre 1983, pp. 3-6.

(37) A titre d'exemple, voir les textes publiés sous la direction de E. Terray, *op. cit.* ; « Colloque sur la problématique de l'État en Afrique noire », *Présence africaine*, 127/128, 1983 ; B. Asso, *Le chef d'État africain, L'expérience des États africains de succession française*, Éd. Albatros, 1976.

(38) Cf. *Le Monde diplomatique*, mars 1988.

les groupes d'intérêts sont actifs. « Pas d'impôt, pas d'État », disait-on au Tchad, à l'époque de Tombalbaye, pour obliger les paysans à cultiver le coton. En Afrique noire, depuis la colonisation, l'État n'a cessé de jouer un rôle majeur dans le marché du travail paysan. On ne peut réduire les villages à des zones de réserve de traditions figées au moment où les pratiques de pouvoir visent à organiser « toute la vie » et toutes les initiatives aux mains de l'État. Il faut donc reconsidérer la relation du monde rural à la « modernité » dans le contexte politique de la prétention de l'État postcolonial à la toute-puissance. Dans cette perspective, les « sociétés paysannes » longtemps abandonnées par les théoriciens de la révolution, accèdent à la dignité de champ d'analyse critique. Au-delà des regards ethnologiques, les historiens, les économistes et les sociologues mettent en lumière les rapports entre « sociétés » et « économie » paysannes depuis bon nombre d'années (39). Sans nier les multiples formes de dépendance qui résultent de l'irruption du capitalisme dans l'agriculture africaine (40), ce qui doit attirer l'attention, ce sont les modes de gestion du pouvoir et les formes d'intervention qui, à partir de l'emprise de l'État, accélèrent la désagrégation des paysanneries africaines. Si l'on veut renoncer aux discours bureaucratiques et aux analyses conventionnelles, il importe de faire apparaître l'enjeu des conflits qui dessinent « le paysage politique » des zones rurales en tenant compte des forces sociales impliquées dans les projets agricoles.

En mesurant l'ampleur des conflits et des ruptures qui opposent les paysans à l'État ainsi que les « bricolages » inventés pour le contester ou « jouer » avec lui, on peut alors cerner les modes de gouverner qui, en cette fin du XX^e siècle, nous ramènent à cette question de la démocratie que l'on trouve au cœur des aspirations de la deuxième génération de l'indépendance (41). L'on tente de poser ici cette question à par-

(39) Cf. H. Mendras, *Les sociétés paysannes*, Armand Colin, Paris, 1976.

(40) Voir S. Amin, *L'agriculture africaine et le capitalisme*, Anthropos, Paris, 1975 ; lire aussi *La question paysanne et le capitalisme*, 1974.

(41) Lire sur ce point A. Mbembe, *Les jeunes et l'ordre politique en Afrique noire*, L'Harmattan, Paris, 1984 ; *Afriques indociles. Christianisme et pouvoir en société postcoloniale*, Karthala, Paris, 1988.

tir des mécanismes de subordination qui consacrent la tutelle des villages en milieu africain. Un véritable développement est-il possible sans une levée de tutelle ? Comment gouverner en inventant d'autres rapports entre l'État et les paysans ?

Pour éviter tout malentendu, relevons les limites des réflexions qui voudraient esquisser une réponse à ces questions. Le sujet de notre étude incite à la prudence et à la modestie face à la multiplicité des situations et à la complexité des problèmes qu'elle fait surgir. On ne peut parler aujourd'hui « du paysan africain ». Des différences subsistent d'une région à l'autre. Il faut tenir compte de cette variété extrême pour découvrir les spécificités des sociétés partielles avec leurs problèmes propres inextricablement liés à l'extraordinaire complexité d'un faisceau de facteurs plus ou moins connus. Averti des difficultés d'une fresque bâtie à grands traits, nous devons nous garder de tomber dans les travers d'un inventaire clinique qui masque l'essentiel et réduit la réflexion. Il nous reste peut-être la possibilité d'offrir des éléments de discussion sur les défis auxquels les mutations des sociétés rurales acculent l'ensemble des pays d'Afrique.

Ce qui autorise le risque à courir dans ce sens, c'est l'importance du secteur agricole et rural dans la genèse et le développement des formes spécifiques de domination et d'inégalité qui fonctionnent dans les sociétés postcoloniales. La structure fondamentale de ces sociétés doit être considérée globalement à partir des interventions étatiques dans les projets agricoles. Une telle approche paraît devoir s'imposer dans le contexte de crise de l'agriculture africaine où toute perspective de changement reste bloquée sans un véritable transfert de pouvoir aux paysans.

En Afrique noire où l'agriculture emploie l'essentiel de la population active et constitue une source capitale des finances de l'État, on saisit l'enjeu des questions qui se posent à partir des produits agricoles. Autour du riz ou de l'arachide, du coton ou du cacao, c'est la question de l'État et de la société qui est posée compte tenu des possibilités d'accumulation que se disputent les groupes de pression. Ces produits sont politiquement situés et « traités » (42). Il faut

(42) Lire « Les paysans et le pouvoir », in *Politique africaine*, 14, 1984.

donc retrouver l'importance de la production paysanne pour ressaisir, derrière les organismes de développement rural ou les mécanismes de commercialisation et les projets agro-industriels, le jeu des rapports de force en présence, les phénomènes de pouvoir et l'ampleur des prélèvements opérés sur le monde rural dans les pratiques des élites dirigeantes. Il s'agit, en définitive, de mesurer le poids des questions socio-politiques masquées par les perspectives économistes qui donnent à penser que ce qui relève de l'agriculture ne fonde pas, en réalité, les rapports concrets entre l'État et la majorité des Africains dans les différents pays du continent.

Par-delà la disparité des régions et la diversité des situations locales, ce qui importe ici, c'est l'analyse de la structure des rapports au sein des systèmes socio-politiques où l'avenir des ruraux est compromis dans la construction actuelle de l'État en Afrique noire. Il paraît difficile d'aborder la question paysanne sans identifier les enjeux et les contraintes politiques qui risquent de bloquer tout changement dans ces pays où la tâche primordiale reste, presque partout, de réinventer la démocratie. A partir du village, nous proposons des éléments d'analyse et de réflexion pour un débat qui ne peut plus être éludé. Dès le départ, il faut dégager l'arrière-plan qui éclaire l'approche des problèmes paysans dans la majorité des États africains.

Les jeux du pouvoir

Au lendemain des indépendances, on a pu croire à la mort des idéologies en Afrique noire. Dès lors, toute incursion dans ce domaine se réduisait à une simple archéologie de l'imaginaire des sociétés marquées par les mouvements nationalistes depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Sans doute, la disparition des grands leaders historiques a porté un coup fatal à la production des idées-forces qui ont mobilisé les générations des années 50 (1). Dès 1961, l'assassinat de Lumumba met en crise le rêve de l'État unitaire. Avec la chute de Nkrumah en 1966, disparaît l'une des grandes figures du panafricanisme. Assassiné lui aussi en 1973, Amilcar Cabral laisse un grand vide parmi les générations qui s'éveillent à la pensée radicale (2). Frantz Fanon, le célèbre auteur des *Damnés de la terre* (3), continue de fasciner les élites ainsi qu'un autre mort récent, Ch. A. Diop,

(1) Voir J. Ziegler, *Main basse sur l'Afrique*, Seuil, 1978 ; lire aussi le texte de Fanon sur la mort de Lumumba, dans *Pour la révolution africaine*, Maspero, 1979, pp. 190-196.

(2) Sur Cabral, cf. J. Ziegler, *Contre l'ordre du monde : les rebelles*, Seuil, 1983 ; Mario de Andrade, *Amilcar Cabral : essai de bibliographie politique*, Maspero, 1980 ; voir surtout l'hommage rendu à cet homme qui a servi de figure emblématique des mouvements de libération en Afrique, *Pour Cabral : symposium international Amilcar Cabral*, Paris, Présence Africaine, 1987.

(3) Sur l'œuvre de Fanon, lire I. Gendzier, *Franz Fanon*, Seuil, 1973 ; R. Zahr, *L'œuvre de Fanon Frantz*, Maspero, 1970 ; « Il y a 20 ans mourrait... Frantz Fanon », *Sans Frontières*, Spécial Fanon, février 1982.

qui a rendu à l'Afrique sa mémoire à partir de ses travaux sur l'Égypte des Pharaons (4). Il faut bien reconnaître qu'on assiste à la déconfiture des mouvements intellectuels susceptibles de mobiliser l'ensemble des hommes du continent.

Naguère, l'expérience tanzanienne de l'Ujamaa fut, avec Nyéréré, un grand espoir pour de nombreux Africains (5). L'humanisme de Kaunda ne passionne plus que quelques érudits en quête de sujets d'étude.

Quant aux discussions sur le « socialisme africain » (6), elles sont de plus en plus abandonnées au fur et à mesure que les frontières de la liberté reculent avec l'émergence des régimes où le pouvoir se divinise et en vient à utiliser la violence comme méthode de gouvernement. Tel fut longtemps le cas de Sékou Touré qui a installé un État de terreur en Guinée tout en se réclamant du « socialisme scientifique ».

L'opposition entre « l'Afrique révolutionnaire » et « l'Afrique modérée » n'est plus qu'un vague souvenir des anciens militants de la FEANF. Parfois, des cercles intellectuels et littéraires organisent des débats sur la « Négritude » que certains penseurs, n'hésitent pas à réduire à une théorie de la servitude comme l'a fait Marcien Towa (7). Nous gérons la « Crise du Muntu » (8). Dans le désarroi actuel, « l'Unité africaine » pour laquelle les générations d'étudiants ont sacrifié des nuits de sommeil dans des congrès houleux ne constitue guère le thème favori des discussions dans les campus de Nairobi, de Kinshasa, de Dakar, d'Abidjan ou de Yaoundé. Le diplôme n'est plus une garantie d'emploi dans la fonction

(4) Cf. notre essai, *Ch.-A. Diop ou l'honneur de penser*, L'Harmattan, Paris, 1989.

(5) Voir S. Urfer, *Ujamaa, espoir du socialisme africain en Tanzanie*, Aubier, Paris, 1971.

(6) Sur l'échec des « socialismes africains », cf. G. Chaliand, *Mythes révolutionnaires du Tiers monde*, Seuil, 1979, pp. 190-198 ; concernant les impasses des villages communautaires au Mozambique : F. Jorge Cardoso, « Fermes d'État et développement rural », *Politique africaine*, 29 mars 1988, pp. 41-50 ; sur l'ensemble des résultats peu probants des expériences de socialisation agricole, consulter A. Arecchi et A. Arkoun, « Villages socialistes en Afrique », *Environnement africain*, 1982, n° 76.

(7) M. Towa, L.S. Senghor, *Négritude ou Servitude ?*, CLE, Yaoundé, 1971.

(8) F. Eboussi Boulaga, *La crise du Muntu. Authenticité africaine et philosophie*, Présence africaine, Paris, 1977.

publique. Aussi, la hantise du chômage devient le souci quotidien des jeunes des lycées et des universités. Reste le mythe de « l'authenticité » imposé par un régime où « l'article 15 » (9) permet à des millions d'hommes de « tailler le cail-lou » pour survivre au milieu des richesses confisquées par les groupes dominants (10) dont certains se constituent en gendarmes du monde comme l'a rappelé l'intervention étrangère à Kolwesi.

L'Afrique semble avoir perdu toute capacité d'imagination pour produire des utopies mobilisatrices. Les jeunes et les élites urbaines préfèrent se jeter dans les sectes ou les mouvements mystiques qui envahissent les grandes métropoles et les campus universitaires afin d'étouffer l'émergence de toute conscience critique et d'empêcher les pauvres de faire acte de folie dans les conflits où ils n'ont rien à perdre (11). Devenu un grand marché du religieux, le continent noir risque de s'engloutir avec le retour en force de l'irrationnel dans les sociétés en crise profonde d'identité.

Cette situation n'est pas étrangère à la crise de la culture dans les États où un seul homme, parce qu'il concentre entre ses mains la totalité du pouvoir, se croit investi de la mission de penser pour tous, en marginalisant les intellectuels turbulents par la censure, l'intimidation et la répression policière. Le sous-développement de la pensée autonome et le tarissement des idées neuves sont la conséquence de l'emprise du pouvoir dans les domaines de la production culturelle.

Dans beaucoup de pays, l'État a créé une situation d'hibernation intellectuelle où fleurit une littérature de griots (12). Les pouvoirs répressifs accélèrent la fuite des cerveaux et imposent un environnement favorable au règne du consensus. Si les ouvriers sont contrôlés par les syndicats gouvernementaux dans les grandes métropoles, les ports et les zones d'explo-

(9) Voir *Jeune Afrique*, 22 décembre 1982 ; lire surtout C. Braeckman, « Les Zaï-rois en état de survie », *Le Monde diplomatique*, mai 1988.

(10) « Zaïre : la curée », *L'Économiste du Tiers monde*, juillet-août 1978.

(11) Sur ce phénomène, un aperçu de Th. Perret, « Les sectes en Afrique », *Africa*, septembre 1987, pp. 41-43 ; J.-M. Ela, « Christianisme et nouveaux mouvements religieux en Afrique noire », *Fraternité matin*, 16 mars 1989, p. 2 ; A. Mbembe, « La revanche du paganisme », *Lettre*, mars 1988, pp. 11-15.

(12) Voir J.-M. Ela, *Le cri de l'homme africain*, L'Harmattan, 1980, pp. 82-93.

tation minière, forestière ou agro-industrielle qui sont les bases d'implantation du capitalisme périphérique, comment les classes dirigeantes s'organisent-elles pour « contrôler » le monde rural à travers la relation à l'espace propre aux nouveaux appareils de pouvoir ?

Pour replacer les défis paysans dans le contexte socio-politique actuel, il convient d'examiner la fonction des mythes qui s'élaborent autour des problèmes de développement dans une période de vie intellectuelle où toute créativité semble bloquée par la mainmise de l'État dans les différents lieux de production de la culture au sein des sociétés postcoloniales.

Rêve unitaire et mythes du développement

Ces pratiques sont liées à la mise en place d'un système hégémonique d'où naissent aujourd'hui de nouvelles possibilités d'accumulation et d'inégalité. La décolonisation a permis à une nouvelle classe dirigeante de monopoliser les instruments du pouvoir et de l'exercer dans différents domaines de l'administration. Pour justifier les nouvelles formes de mise en dépendance de la majorité des populations, les élites au pouvoir ont procédé à une vaste opération de restructuration idéologique. Loin de mettre fin à la production des mythes, l'accomplissement des rêves messianiques propres aux mouvements nationalistes s'accompagne d'une intense production idéologique qui renaît autour de la légitimité de l'État et des contradictions des sociétés postcoloniales. Comme le rappelle bien Yves Benot, « la production idéologique est l'une des fonctions et des armes des équipes au pouvoir » (13). A cet égard, dans la majorité des pays d'Afrique, le « développement » demeure l'axe majeur de tous les discours officiels. Après les luttes nationalistes, il semble bien que la « bataille du développement » soit le souci

(13) Y. Benot, *Indépendance africaine, idéologie et réalités*, I, Maspero, 1975, p. 30.

primordial de l'Afrique des indépendances. Ce qui donne ici à réfléchir, c'est l'ampleur de ce thème dans les régimes où, souvent, le « politique » reste un domaine réservé aux bourgeoisies d'État. Tout se passe comme si le « développement » est le seul sujet que l'on peut aborder, en marge du football, sans être inquiété dans la mesure où ce que l'on en dit s'accorde avec les discours officiels. Comment rendre compte de la légitimité du discours développementiste au milieu d'hommes et de femmes qui vivent les désillusions amères des espérances avortées ? Dans le contexte d'une Afrique « déboussolée », « trahie », « bloquée » et « étranglée », le « développement » ne serait-il pas une sorte d'idéologie de substitution qui tend à devenir le terrain de manœuvre des forces sociales dominantes ? Il faut s'interroger sur la fonction des concepts à la mode dans les États où la transition de la colonisation à l'indépendance s'est faite au détriment de la majorité des populations africaines. Pour mettre en lumière cette contradiction fondamentale, délimitons l'espace où s'enracinent les discours qui remontent à une tradition mythique propre à la pensée occidentale des temps modernes. La naissance des théories du sous-développement et du développement dans l'histoire de la pensée occidentale n'est pas fortuite, de même que les analyses et les réflexions, les procès et les mises en question actuelles qui répondent à une fonction précise : garantir un ordre en crise (14).

Les récits du développement s'apparentent à des mythes comme le rappelle un groupe d'universitaires suisses dans un livre qui se lit comme un conte (15). Enracinés dans l'Europe des lumières et dans l'expansion colonialiste qui étend la domination européenne à l'ensemble du globe, ces mythes contribuent à ancrer dans la conscience occidentale la conviction que le progrès et la croissance n'ont pas de limite. Aussi, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'on a assisté « à l'acceptation généralisée des normes occidenta-

(14) Lire à ce sujet J. Freyssinet, *Le concept de sous-développement*, Mouton, Paris, 1966 ; on y trouve une abondante bibliographie sur ce sujet.

(15) Voir les textes réunis et présentés par G. Rist et F. Sabelli, *Il était une fois le développement...* Éd. d'en bas, Lausanne, 1986.

les du progrès économique et de la croissance » (16). Dans cette perspective, sous la pression des nationalismes qui s'affirment à travers les mouvements intellectuels des années 50, un autre regard sur les peuples exotiques s'impose au moment où l'on s'aperçoit qu'avec la mise en valeur des colonies, il n'y a pas eu « véritablement progrès » pour les indigènes mais « contradiction » selon la remarque de Richard Molard (17). Après la conférence de Bandoung et les Congrès des Écrivains et Artistes noirs qui remettent en cause l'image du Noir dans la vie intellectuelle de l'Occident, il n'est plus possible de situer en marge de l'histoire et de la culture les peuples dont on admire l'art et étudie les mythes et les religions, les formes de pensée, les dynamismes internes, les cultures et civilisations originales. Depuis la Mission Griaule qui inaugure les études sur les peuples et les cultures d'Afrique, les ouvrages de Frobenius ou les recherches des « africanistes », il faut considérer autrement les sociétés qui aspirent à leur indépendance (18).

Dans les conférences internationales et après leur « lancement » dans l'opinion mondiale par le IV^e Point Truman, les mythes du développement s'élaborent au cours des années où un vaste mouvement porte les peuples noirs à s'affranchir de la tutelle coloniale. Les « primitifs » des XVIII^e et XIX^e siècle (19) vont devenir les « sous-développés » des années 60 (20). Au nom de la « mission civilisatrice », les colonisateurs avaient justifié l'exploitation des peuples conquis en se référant à la théorie du sauvage qui a longtemps marqué l'imaginaire des sociétés occidentales. La décoloni-

(16) G. Corm, « Saper l'idéologie du développement ? », *Le Monde diplomatique*, avril 1978. Lire aussi *La perspective occidentale du développement*, Mouton, 1972. Sur l'histoire du concept de développement, lire Susong, C. Coquery-Vidrovitch, D. Hemery, J. Piel (Éds.) *Pour une histoire du développement. États, sociétés et développement*, L'Harmattan, 1988, pp. 41-108.

(17) R. Molard, *Afrique occidentale française*, Berger Levrault, 1949.

(18) Voir dans ce sens les contributions d'A. Gide, Th. Monod, M. Griaule, J.-P. Sartre, P. Masson-Oursel, G. Balandier au premier numéro de *Présence africaine*, nov.-déc. 1947.

(19) Voir les textes réunis et présentés par J.-L. Amselle, *Le Sauvage à la mode*, Le Sycomore, 1979.

(20) Cf. L. Dayan, « Du bon sauvage » au « sous-développé », *Revue Tiers monde*, t. XXV — n° 100, oct.-décembre 1984, pp. 901-912.

sation exige une autre approche des peuples avec lesquels de nouvelles relations s'imposent dans le cadre de l'Euro-Afrique où s'enracinent les idéologies de la « coopération ». Car, « l'aide au développement » s'inscrit dans la politique extérieure des grandes puissances. Déjà, un effort de « développement » méthodique avait été organisé sous l'égide du FIDES. En Afrique centrale, cela se traduit par la mise en œuvre d'infrastructures, routes et chemins de fer, qui absorbent la grande partie des capitaux du « plan Marshall ». En favorisant la promotion des élites indigènes qui acceptent de faire alliance avec elles, les anciennes métropoles coloniales aménagent un espace où leurs intérêts seront maintenus dans le nouveau cadre des échanges. A partir des organisations internationales, on retrouve, à travers les problématiques du développement, « le regard de l'autre » selon une pratique qui a conduit l'Occident à penser la différence et à gérer les autres peuples en fonction des modèles inspirés par les mythes du progrès. « On pense d'aujourd'hui », disait Foucault. Dans ce sens, les théories du sous-développement et du développement se situent dans un temps qui pourrait bien être celui des crises et des désillusions brisées et des incertitudes. Les sociétés occidentales découvrent les failles au sein des espaces économiques qu'elles se sont constituées depuis la traite des Noirs et les conquêtes coloniales. Dans une période de transition où les valeurs et les hiérarchies sont mises en question, l'émergence des peuples nouveaux amène à s'interroger sur soi. A travers les ruptures sous-jacentes aux continuités historiques, le regard porté sur les « sociétés autres » donne la possibilité de s'examiner soi-même, par un phénomène de « détour » que Balandier analyse avec lucidité dans un livre récent (21). Il faut replacer les discours actuels sur l'Afrique dans ce contexte mondial où le sous-développement est le miroir fidèle (22) des pays de l'hémisphère Nord au moment où l'on prend conscience de l'écart qui sépare les nations riches et les peuples du Sud.

(21) G. Balandier, *Le détour, pouvoir et modernité*, A. Fayard, 1985.

(22) Sur ce thème, lire G. Rist, *Images des autres, image de soi ? Comment les Suisses voient-ils le Tiers monde ?*, Éd. Georgi St-Saphorn, 1978.

« Sous-développement » ? « Crise de l'économie » ? « Pillage du Tiers monde » ? Jamais, avant l'époque contemporaine, l'homme ne s'était lancé dans un tel défi : repenser le monde et l'économie, les échanges et les rapports entre les peuples, le système de répartition des richesses à travers le développement économique et la division internationale du travail. Cette division n'a pas été accompagnée par un juste partage des savoirs, des techniques, des ressources et des pouvoirs. Si les bénéfices réalisés à partir du travail paysan n'ont servi qu'à accélérer les progrès dans les pays industrialisés depuis l'économie sucrière au moment où l'Afrique est une source de main-d'œuvre servile, ne faut-il pas démystifier le concept de sous-développement ?

On se heurte ici à l'histoire du capitalisme qui s'est effectuée au travers d'une civilisation de conquête dans un contexte où, dès l'ère du mercantilisme, la rencontre de l'Occident avec l'Afrique est placée sous le signe de l'esclavage et du conflit (23). Le choc brutal des rapports sociaux qui se nouent autour des formes d'exploitation, le heurt des institutions et des modèles culturels imposés dans la foulée de la pénétration du système économique occidental jusqu'au fond des villages de brousse, mettent en lumière les blocages qui résultent de l'invasion d'une modernité aliénante ; cette invasion a perturbé les peuples qui avaient créé des États puissants et des civilisations brillantes dont l'archéologie et l'histoire retrouvent aujourd'hui les traces (24). Car la situation qu'on découvre en Afrique à la fin de l'ère coloniale est un phénomène de l'histoire moderne marquée par la domination des économies industrielles sur les sociétés rurales. Pour la comprendre, on ne peut raturer la mémoire des

(23) Voir E. William, *Esclavage et capitalisme*, Présence africaine, Paris, 1968 ; lire aussi I. Wallerstein, *La capitalisme historique*, La Découverte, 1985. Sur l'impact culturel de cette rencontre, lire F. de Meideros, *L'Occident et l'Afrique (XIII^e-XV^e siècles)*, Karthala, Paris, 1985 ; M.-Cécile Besnay-Berling, Alphonse de Sandoval, « Les jésuites et la descendance de Cham », in *Etudes sur l'impact culturel du nouveau monde*, L'Harmattan, 1981, pp. 49-60 ; L. Hanke, *Colonisation et conscience chrétienne au XVI^e siècle*, 1948.

(24) Cf. B. Davidson, *Afrique ancienne*, 2 vol., Maspero, 1973 ; Ch. A. Diop, *Les fondements économiques et culturels d'un futur État fédéral d'Afrique noire*, Paris, Présence africaine, 1977.

peuples qui retrouvent dans le choc avec l'Occident le début d'une crise, portée aujourd'hui sur les écrans, dans les familles africaines et les tribunes internationales.

Cependant, les pays de la périphérie se réapproprient les mythes selon lesquels le « développement » qu'ont connu les pays industrialisés aurait une vocation universelle ; cette révolution constituerait un modèle unique que les « peuples attardés » devraient reproduire s'ils veulent échapper à la pénurie et accéder aux normes de consommation des « sociétés avancées » (25).

En Afrique noire, l'idéologie du développement s'exprime, en un effort de rationalité, dans les plans quinquennaux, les statistiques de production, de produit national, d'exportation... Elle appelle à travailler plus, afin d'obtenir de meilleurs revenus au profit de chacun et de sa famille. La tolérance et la bienveillance dont jouit ce discours sont frappantes dans les régimes politiques en quête perpétuelle de légitimité. Là où les classes dirigeantes n'acceptent d'entendre que l'écho de leurs discours, le récit du développement risque d'empêcher la prise de conscience des problèmes qui ne figurent guère sur la liste des priorités des planificateurs. La vie quotidienne apporte un démenti aux discours où l'on s'applique à désamorcer les conflits en germe face à la montée des inégalités sociales occultées par les bilans mystificateurs. Si l'on veut dévoiler les contradictions internes des sociétés actuelles où les groupes majoritaires sont exclus des fruits de la croissance économique, il faut s'interroger sur les problèmes réels masqués par une littérature d'évasion qui prolifère dans les régimes où règne la peur d'aborder les questions essentielles de la vie de tous les jours.

En 1980, une enquête a révélé l'importance des problèmes socio-économiques dans les pays d'Afrique : difficultés d'alimentation, de logement, d'accès à la santé et à l'emploi (26).

Évacuer ces problèmes en parlant du « développement », c'est tenir un discours qui comporte une part d'idéologie et

(25) C. Furtado, *Le mythe du développement économique*, Anthropos, 1978.

(26) Voir *Jeune Afrique*, 12 mars 1980.

peut servir, de ce fait, d'instrument politique. C'est ce qui se passe dans les États où ce discours prend corps dans les différents appareils de pouvoir alors qu'un petit club de nantis prospère au milieu de la majorité de la population vivant dans les conditions de pauvreté absolue. Il faut bien s'en rendre compte : des formations sociales sont en cours à partir de l'État postcolonial à l'intérieur duquel les positions de pouvoir tendent à devenir des facteurs d'accumulation et d'enrichissement. Sous couvert étatique, se dissimulent des intérêts divergents qui expliquent les conflits internes dans les sociétés en mutation. Dans des pays où le mimétisme et la perversion du sens des institutions élaborées en Occident à partir de l'État jacobin ne sont pas rares (27), ces changements sont importants.

La sacralisation du pouvoir

On ne peut séparer l'idéologie du développement des mythologies du pouvoir dans les régimes où les élites dominantes risquent d'enfermer l'État dans la « sphère du sacré » (28) pour placer les maîtres du pouvoir à l'abri de toute contestation. Si le mythe de l'État unitaire justifie une sorte de divinisation du chef, la mobilisation de toute une société pour le développement échappe difficilement à des formes théocratiques qui légalisent la liquidation des opposants. Le « chef » étant infaillible par définition, toute « culture du désaccord » devient intolérable. Aussi, toute forme de discordance doit-elle être écartée dans le dispositif politique et institutionnel qui garantit la pratique du pouvoir.

(27) Lire E. Le Roy, « Le modèle européen en Afrique francophone. Logique et mythologie du discours juridique », *Décolonisation et nouvelles dépendances* ; voir aussi C. Coquery-Vidrovitch, *Afrique noire. Permanences et ruptures*, Payot, Paris, 1985, p. 112.

(28) Sur ce thème, voir les analyses de M. Kamto dans sa thèse *Pouvoir et Droit en Afrique noire*, LGD, Paris, 1987.

Nous sommes au cœur des mécanismes qui fonctionnent dans l'État en Afrique noire (29).

L'obsession de l'unité hante les dirigeants africains. Dans la majorité des pays, la relation de la population au pouvoir n'admet qu'« un seul bonnet sur une seule tête » selon le mot de Senghor (30). Le recours à l'unanimité négro-africaine sert ici de caution culturelle pour justifier l'instauration d'un pouvoir personnel et d'un climat de force. Depuis plus d'un quart de siècle, des millions d'Africains ont troqué les libertés fondamentales contre le « développement national ». Dès les premières années de l'indépendance, il a semblé que le chemin du « développement » passait par le parti unique. Dès lors, la division politique et la reconnaissance des désaccords ne pouvaient conduire qu'au conservatisme économique et à la régression nationale. Pour que soit donné au peuple ce « reste » attendu après l'obtention du royaume politique dont parlait Nkrumah, le parti unique était l'instrument nécessaire du progrès économique et social. Les responsables des gouvernements africains modulent ce thème sur tous les tons. En référence à cette fable, Ahidjo a dénoncé 25 ans durant ce qu'il nommait « la diversité » et « la pluralité des partis au Cameroun » :

« Si en effet, l'émiettement des forces politiques, le multipartisme satisfont l'idéal démocratique des vieux pays du monde occidental qui n'ont plus qu'à se préoccuper de bâtir une nation, qui se trouvent déjà dans le processus des mutations sociales et technologiques dans les temps modernes, cet émiettement par l'existence des forces politiques divergentes fondamentalement antagonistes, ne peuvent représenter, dans notre contexte, qu'un élément de désordre et de stagnation sinon de recul, en ce sens qu'en cristallisant les divisions,

(29) Pour une analyse globale de ces mécanismes, cf. A. Mbembe, *Afriques indociles. Christianisme, pouvoir et État en société postcoloniale*, Karthala, Paris, 1988, pp. 127-152. Sur le même thème, nous renvoyons à l'ensemble de nos ouvrages, surtout, *Le Cri de l'homme africain*, *L'Afrique des villages*, *La ville en Afrique noire* et *Ma foi d'Africain* ; voir aussi *De l'assistance à la libération. Les tâches actuelles de l'Église en milieu africain*, Centre Lebreton 1982.

(30) Cité par E. Le Roy, *op. cit.*, p. 120 ; Ahidjo reprend cette formule pour repousser toute forme de bicéphalisme, cf. le texte cité par *l'Effort Camerounais*, 29 mars 1970.

ils deviennent nécessairement de sérieuses entraves au progrès (31). »

Assumer la libre expression d'une jeunesse en crise dans les pays aux ressources limitées paraît encore difficile à admettre. On fait croire aux Africains que l'état normal, c'est l'autoritarisme ou la dictature tandis que la pluralité politique et la démocratie sont le privilège des pays riches (32). Le « multipartisme conduit à l'anarchie » : telle fut, naguère, la réaction de certaines capitales africaines après les incidents qui ont marqué la réélection d'Abdou Diouf. Dans les formules actuelles, on retrouve les bonnes leçons que les conseillers techniques ont longtemps distribuées dans les anciens Palais des Gouverneurs des colonies où, pour la sécurité des intérêts étrangers, il faut repousser les « dangers du pluralisme outre-mer » (33). La création d'espaces autonomes d'expression se heurte au contrôle de l'État.

Au Kenya, pays considéré comme allié de l'Occident, le pouvoir en place s'emploie à justifier le parti unique alors qu'à l'Est, la rigidité du système stalinien est battue en brèche par la réforme en cours en URSS au sein de l'État-parti (34). En Chine aussi où le regard se tourne vers l'Ouest, les contraintes de la modernisation conduisent à des remises en cause profondes pour répondre aux demandes démocratiques des nouvelles générations (35). En Afrique noire, le chantage à « l'unité nationale » impose un arsenal juridique, véritable épée de Damoclès sur la tête du peuple. Au Cameroun, l'ensemble des lois sur la presse et la subversion (36)

(31) Conseil national de l'UNC, 5 novembre 1967.

(32) Cf. G. Mathias, P. Salama, *L'État surdéveloppé. Des métropoles au Tiers-monde*, La Découverte, 1983, p. 89.

(33) Lire « Le Cameroun de 1960 à 1980 », *Marchés tropicaux*, 7 novembre 1980.

(34) Sur la justification du parti unique au Kenya, cf. *Marchés tropicaux*, novembre 1988 ; concernant la réforme en Union Soviétique, lire M. Fero, « Qui a peur de la démocratie ? » *Le Monde diplomatique*, mars 1988 ; cf. aussi *Le Monde diplomatique*, décembre 1987 ; J.-M. Chauvier, « Un front populaire » pour la « perestroïka » ? *Le Monde diplomatique*, juillet 1988.

(35) Voir L. Marcou, « Le grand virage du communisme chinois », *Le Monde diplomatique*, décembre 1986 ; R. Lew, « Société contre pouvoir ».

(36) Pour un inventaire systématique de cet appareil juridique, voir A. Eyinga, *Mandat d'arrêt pour cause d'élections. De la Démocratie au Cameroun*, L'Harmattan, pp. 42-46.

appartiennent aux appareils d'un régime de fer dont le fonctionnement repose, en fin de compte, sur un système de domination fondé sur le parti unique. L'on a évoqué l'étrange longévité des dictatures les plus outrancières qui ont fait de nombreuses victimes en Ouganda, sous Idi Amin, dans la Guinée équatoriale de Macias Nguema ou l'Empire de Bokassa. Mais soupçonne-t-on l'ampleur des méthodes de répression mises en œuvre par les dirigeants considérés comme les « sages » d'Afrique ? Au Cameroun, l'indépendance arrachée par les armes s'accompagne de la mise en place d'un système de contrôle politique et policier sans commune mesure avec les images de la stabilité qui rassurent les investisseurs étrangers. Dans un État qui se soucie d'abord de l'ordre, le parti instaure un climat de suspicion et d'auto-censure généralisée qui empêche tout rayonnement intellectuel et culturel dans une région où, dans la foulée de l'émancipation nationale, est née une des littératures les plus riches du continent. Dans son obstination à traquer toute forme d'opposition, l'État de l'UNC frappe d'interdit des pans entiers d'histoire en occultant systématiquement la contribution de l'UPC à l'avènement de l'indépendance (37). Les polémiques qui ont opposé Amnesty International aux autorités de Yaoundé sous le règne d'Ahidjo, dévoilent l'ampleur des violations des droits de l'homme que symbolisent Yoko, Mantoum et Tcholliré, véritables centres de torture non moins célèbres que les geôles zaïroises ou les camps de mort de Boiro. Les rigueurs que l'État réserve aux opposants sont exemplaires, comme le rappellent les victimes du « train de la mort » en 1962 ou les exécutions capitales de 1972. Mais le petit voleur, surpris en ville, risque aussi la peine de mort alors que les clients du régime se permettent de détourner les ressources publiques par diverses pratiques d'accumulation, héritage d'un régime qui a conduit à l'inhibition institutionnelle, à l'étouffement du peuple et à la régression dans la plupart des secteurs de la vie nationale (38).

(37) Lire l'introduction d'Achille Mbembé aux textes réunis sous le titre *R. Um Nyobe. Les écrits sous maquis*, L'Harmattan, 1989.

(38) Voir le dossier de *Jeune Afrique Économie* sur le Cameroun, décembre 1981.

Pour comprendre la situation socio-politique qui a régné pendant un quart de siècle au Cameroun, il faut relire *l'Archipel du Goulag*, un classique de l'analyse du phénomène totalitaire. Au cœur d'un régime qui n'hésite pas « à copier les méthodes fascistes », selon les consignes données lors d'un stage de formation des responsables du parti unique (39), domine la figure de l'Egocrate qui rêve d'être une sorte de Staline en chéchia rouge. Pour faire accéder les pauvres au progrès et au bien-être, l'UNC se réfère à des principes nazis. Le « développement » n'est donc possible que si l'on retire aux groupes dominés toute capacité politique dans une société minée pas l'absolutisme du pouvoir et dominée par la peur et « l'auto-intimidation » (40).

Dans la quasi-totalité du continent, chaque chef d'État reprend la mythologie du parti unique pour anéantir la moindre trace de libre expression. En 1978, Houphouët-Boigny déclare que le parti unique est un moyen de lutte contre le colonialisme sournois et « anonyme qui a eu jusqu'à présent des porte-parole dans la division de nos pays » (41). Au Gabon, déclarait Omar Bongo en 1984, « si quelqu'un vient vous parler de multipartisme, attrapez-le et frappez-le bien. Je vous l'autorise » (42). Face à l'épouvantail du tribalisme que le système totalitaire agite pour refouler les conflits politiques dans le champ des clivages ethniques et régionaux (43), les dirigeants s'attribuent des « armes légales » pour instaurer un climat de peur fondé sur la délation et la torture. Dès lors, le thème de la « construction nationale » installe

(39) Voir *L'Unité*, 10 août 1962.

(40) Cf. les articles célèbres de J.-P. Bayemi, « Muets comme des carpes », *L'Effort Camerounais*, 19 août 1962 ; « Cessons d'avoir peur », 29 janvier 1969 ; « L'auto-intimidation », 30 mars 1969 ; « Psychose de la peur », 19 août 1962.

(41) *Fraternité Matin*, 20 juin 1978.

(42) Cf. *Marchés tropicaux*, mai 1984, p. 1 155.

(43) Voir Lanciné Sylla, *Tribalisme et parti unique en Afrique noire. Esquisse d'une théorie générale de l'intégration nationale*, thèse de Doctorat de 3^e cycle, Paris X-Nanterre, 1973 ; sur le même sujet, J.-P. Chrétien, « L'Alibi ethnique dans les politiques africaines », *Esprit*, juillet-août 1981 ; sur la manipulation idéologique du pluralisme ethnique, lire Elikia M'Bokolo, « Le séparatisme katangais », dans *Au cœur de l'ethnie, Ethnies, tribalisme et État en Afrique*, La Découverte, 1985, p. 221.

une sorte de « stalinisme banania ». Le parti unique réduit la majorité des couches sociales à la soumission des groupes dominants dans le contexte d'une économie sous tutelle (44). Car, le capital extérieur a besoin de « sécurité » pour sa prospérité dans ces États étroitement impliqués dans le jeu des grandes puissances.

Pour justifier la répression des mouvements de contestation, il faut, au départ, donner du pays une bonne image à l'étranger et maintenir une réputation de stabilité politique propre à encourager les investisseurs internationaux alléchés par une réglementation bienveillante. Mais « l'unité nationale » est aussi invoquée en réplique à toute forme de pluralisme politique susceptible de mettre en cause le conservatisme des régimes qui ne procèdent à des réformes que pour consolider les positions des équipes au pouvoir. Marquées par l'idéologie léguée par les anciens maîtres, ces équipes ont un sens de l'autorité et de l'ordre qui expose à la répression tous les acteurs et les mouvements tentés de remettre en question les pratiques étatiques. D'où l'institutionnalisation de l'état d'urgence qui impose un calme trompeur (45).

Les groupes sociaux dominés vivent dans l'insécurité permanente, soumis à l'arbitraire du parti au pouvoir (46). Le mythe de la stabilité soustrait à l'examen les modes de gestion des ressources nationales qui favorisent la gabegie et le gaspillage. Toute discussion sur les raisons fondamentales de l'écart entre les classes dirigeantes et le reste de la population relève des « disputes stériles » qu'il faudrait dépasser afin de mobiliser les masses « pour les tâches constructives » dont le bénéfice revient, en réalité, aux grands dignitaires du parti unique. La concentration des richesses entre les mains d'une élite est inscrite dans la nature des régimes où les libertés sont confisquées par les dirigeants élus à « 150 % des suf-

(44) Lire Ph. Hugon, *L'analyse du sous-développement en Afrique noire. L'exemple de l'économie du Cameroun*, PUF, 1968, pp. 132-158.

(45) Cf. J. Owona, « L'institutionnalisation de la légalité d'exception dans le droit public camerounais », in *Revue camerounaise de Droit*, n° 6, 1974.

(46) Cf. « Les tentations d'un parti au pouvoir », *L'Effort Camerounais*, 27 août 1961.

frages » (47), au cours de rites électoraux qui constituent une véritable mascarade (48). Les appareils du système étatique mobilisent les populations pour voter « le candidat de la justice sociale » alors que la bourgeoisie politique a des revenus 10 à 100 fois supérieurs à ceux des masses bien qu'elle n'exerce aucune fonction économique. Vers la fin de la première décennie, la classe privilégiée (2 %) gagne 50 milliards par an alors qu'elle ne comprend que 50 000 actifs. Les masses rurales touchent 60 milliards alors qu'elles comptent 2 100 000 actifs (49). Après le « Congrès de la maturité » qui impose le concept de « développement autocentré » dans le discours officiel, le langage populaire parle de « développement autoventré » pour illustrer les résultats d'une politique couvrant le détournement quasi institutionnel des ressources publiques par les hommes de l'UNC, parti unique.

Cette situation est générale à la majorité des États où les inégalités rurales témoignent d'un modèle de développement qui privilégie les élites urbaines. Les clivages visibles aujourd'hui dans les sociétés africaines sont le produit d'un long processus qui s'inscrit dans la formation de l'État postcolonial. On le constate dès le début de l'indépendance. Comme le rappelle R. Dumont, « une vie de paysan "vaut" un mois et demi de travail du parlementaire » (50). Tel est le contexte où les appareils répressifs garantissent la prospérité des élus du parti unique qui légalise le pillage organisé des rentes pétrolières en liquidant toute opposition.

Le mythe de l'unité nationale risque de masquer les clivages qui s'accroissent avec la formation de l'État et les programmes de développement. Dans les régimes où les dirigeants se donnent des attributs d'éternité en s'installant à vie au pouvoir, le contraste entre le développement de la classe dominante et la majorité gouvernée révèle la faillite de l'État à promouvoir le bien-être pour tous. Si les interven-

(47) Cf. *L'Effort Camerounais*, 22 mars 1970, p. 8.

(48) Lire *Aux urnes, Élections et pouvoirs en Afrique noire*, Pédone, 1978.

(49) Ph. Hugon, *op. cit.*, p. 234.

(50) R. Dumont, *L'Afrique noire est mal partie*, Seuil, Paris, 1962, p. 71 ; lire aussi R. Dumont, Cl. Reboul, M. Mazoyer, *Pauvreté et inégalités rurales en Afrique de l'Ouest francophone*, BIT, Genève, 1981.

Voir aussi « Le salaire des Africains », in *Jeune Afrique Plus*, n° 2, sept.-oct. 1983.

tions technico-économiques améliorent les conditions de vie d'une minorité, il faut aussi prendre en compte les stratégies socio-politiques qui s'organisent autour de l'État dans le contexte où les appareils institutionnels risquent d'être manipulés au service des intérêts de classe. On ne peut ici aborder les problèmes de développement comme s'ils se posaient dans une société homogène. Comment ignorer les stratifications qui s'opèrent dans les régions où le capitalisme n'a cessé d'occuper le terrain depuis la colonisation ? Si le rapatriement des bénéficiaires est une pratique élaborée par les sociétés multinationales qui s'implantent en Afrique noire, il faut aussi comprendre la situation du peuple à partir des effets de domination interne imposée par les groupes qui assurent le contrôle des institutions. Nous vivons au sein de systèmes où les exclus du pouvoir sont les mêmes que l'on écarte des profits des fonctions publiques puisque celles-ci constituent une condition d'accès à la richesse et aux honneurs.

Gouverner et manger

On le voit dans les pays d'Afrique où les revenus de base sont excessivement bas, il faut mesurer les effets socio-économiques des carcans du monopartisme imposé par les élites dirigeantes si l'État est loin d'être neutre et homogène : le capital national s'investit peu au profit des paysans qui n'ont pas toujours bénéficié des fruits de l'indépendance. Tantôt des groupes sociaux dominants ont su, au moment de la conquête coloniale, contrôler à leur profit les changements induits par la présence européenne. Tantôt, ces groupes ont été évincés par des élites nouvelles qui doivent leur ascension à leur intégration au sein des coalitions formées autour du grand Timonier (51). Celui-ci, en dépit du caractère personnalisé du pouvoir, doit tenir compte des forces

(51) Voir J.-F. Bayart, « Permanence des élites traditionnelles et nouvelles formes de pouvoir », *Le Monde diplomatique*, novembre 1981.

sociales dont l'homogénéité n'est pas acquise *a priori*. Car l'État est le lieu d'un arbitrage permanent des rapports de force sur lesquels le chef s'efforce de construire son pouvoir. Il s'agit toujours d'assurer l'équilibre entre les groupes sociaux en compétition, compte tenu des différents mécanismes de reproduction mis en place à partir des stratégies d'appropriation du capital public. Selon les pays, ce phénomène s'intensifie avec l'arrivée des recettes agricoles ou pétrolières et impose sans cesse une redistribution des cartes en fonction des enjeux ou des circonstances. L'adaptation des forces sociales au pouvoir dominant se manifeste par les « relations alimentaires » entre l'État et les groupes courtisans du développement national. On ne se serre pas impunément les coudes autour du « père de la nation ». On sait que cela « rapporte ». A travers le parti au pouvoir, il faut identifier les intérêts en jeu et les rapports de force qui se concentrent autour des appareils étatiques et des systèmes économiques. Car l'essentiel se joue dans les coulisses, à l'insu du peuple, par des forces dont le poids est considérable dans les décisions et les choix qui se prennent. Dans les régimes où, selon le mot de Fanon, « le parti unique est une forme moderne de la dictature bourgeoise sans masque, sans fard, sans scrupules, cynique » (52), l'État ne semble guère échapper aux « convoitises » des groupes sociaux dominants. Si l'accès au pouvoir d'État permet d'orienter à leur profit les politiques de développement, comment ces groupes ne s'organiseraient-ils pas pour accroître leur pouvoir sur l'ensemble de la société, constituer et élargir la base économique de ce pouvoir ? En Afrique noire, « l'accès au pouvoir (...) donne une emprise sur l'économie, beaucoup plus que l'inverse » (53). Il faut donc considérer l'État comme un « objet de litige » que se disputent les classes dominantes. A partir de la participation de l'État à de nombreux programmes de développement financés par les ressources publiques ou les capitaux étran-

(52) F. Fanon, *op. cit.*, p. 124.

(53) Sur ce problème : B. S. Sklar, « La domination de classe sur le continent africain », *Esprit*, septembre 1978. Voir aussi G. Balandier, *Anthropologie politique*, PUF, Paris, 1969, pp. 197-198.

gers, on mesure l'enjeu des luttes qui s'organisent là où les élites au pouvoir cherchent à se reproduire à tous les niveaux de la vie nationale. Toute la question est de savoir si les projets de développement ne risquent pas de conforter le pouvoir des catégories sociales dominantes. Là où l'on ne cesse de souligner le rôle de l'État dans le processus de développement, l'étatisation de l'économie ne permet-elle pas aux élites dirigeantes de se constituer en classes dominantes ? Si l'État s'organise pour masquer les jeux du pouvoir, il importe de démontrer les mécanismes de ces jeux dans un contexte où l'art de gouverner est inséparable de l'acte banal de « manger ».

Cette tâche s'impose dans les régimes où la bourgeoisie nationale est économiquement impuissante. Si elle a choisi ici et là le parti unique, c'est, en effet, pour acquérir une puissance économique à partir de l'État. La course au pouvoir est d'autant plus âpre que le système étatique permet de se constituer une base économique. Pour satisfaire son appétit de jouissance, la bourgeoisie choisit la répression pour écarter toute participation du peuple à la table où le capital international laisse des miettes de développement dans les sociétés périphériques.

Ces articulations sont évidentes dans les situations où la fameuse « stabilité » du pays confine à l'immobilisme. Si les décors changent, peu de choses bougent. « L'unité nationale » est proclamée et revendiquée à chaque occasion, mais le slogan recouvre une situation plus complexe où les déséquilibres régionaux n'épuisent pas le champ des conflits. En fait, la dimension tribale des clivages est d'autant plus valorisée qu'il n'existe aucun débat politique réel autour des conflits d'intérêts qui s'instaurent au-delà des différences régionales. Car ce qui est en cause, c'est la prépondérance des coalitions formées pour gérer l'État au profit d'une clientèle qui, en fin de compte, transcende les régions et les ethnies.

Dans cette perspective, la situation des masses paysannes ne peut dépendre des seuls effets pervers du néo-colonialisme. Les élites autochtones qui ont la haute main sur les affaires de l'État ont leur part de responsabilité et elles utilisent ses appareils pour satisfaire les besoins et les désirs nés de leur

intégration dans le monde de la marchandise, créé par le capitalisme périphérique.

Ces stratégies semblent avoir été programmées depuis la colonisation. Voici ce qu'écrivait dans les années 50 un administrateur au Congo belge : « Il faut organiser une classe d'indigènes évolués (...). Ces classes moyennes seront la "bourgeoisie noire" qui commence à se développer partout, que nous devons aider à s'enrichir et à s'organiser et qui, comme toutes les bourgeoisies du monde, seront opposés à tout bouleversement aussi bien à l'intérieur que venant de l'étranger » (54).

Aujourd'hui, ces nouvelles classes doivent jouer le jeu. Car, il faut bien paraître maître chez soi. Mais il s'agit aussi de couvrir les nouvelles contradictions de la société et présenter l'image d'une pauvreté uniformisante et partagée. Les mythes du développement, assumés par les élites au pouvoir, se chargent de fonctionner dans ce but à travers les appareils étatiques. Ces mythes sont liés aux idéologies des régimes africains où l'idée de « classe » introduit les groupes dirigeants sur un terrain difficile pour des analyses qui dérangent. Ce concept perturbe. Aussi, les « guides éclairés » n'ont cessé de le repousser, comme le rappellent les déclarations sur l'absence de classes faites par de nombreux dirigeants (55). Ceux-ci mettent en avant des idéologies du consensus puissant dans le passé des sociétés ancestrales les éléments permettant d'occulter les inégalités économiques et sociales qui n'auraient de place nulle part dans le paradis du communautarisme négro-africain. Les Empires noirs du passé auraient été édifiés selon ces schémas : il est donc inutile de soupçonner l'existence d'une classe qui produit les richesses et celle qui en profite au sein des grands royaumes africains. De l'époque coloniale à l'indépendance, cette structure communautaire serait restée intacte en dépit de l'intégration des élites traditionnelles au marché mondial et des nouvelles for-

(54) Cité dans *Le Monde diplomatique*, novembre 1981.

(55) Sur le débat sur les classes sociales en Afrique noire, Cf. S. Seytane, *Les classes sociales et les dirigeants politiques de l'Ouest africain, Partisans*, mai-juin, 1966 ; lire aussi C. Batsch, La « sagesse » contre la lutte des classes, *Le Monde diplomatique*, novembre 1981.

mes de gestion du pouvoir. La complexité des sociétés actuelles a été longtemps occultée par le débat tradition/modernité.

Si l'on tient compte des nouvelles stratifications sociales qui s'élaborent à partir des articulations entre l'État et le développement, peut-on refuser d'admettre que la bourgeoisie africaine naissante ne s'est alliée aux paysans et aux manœuvres dans le combat contre la domination coloniale que pour des raisons tactiques : cette alliance cachait un désir d'appropriation du pouvoir colonial au bénéfice des élites indigènes. Ceux qui ont pu jouer un rôle de libération politique et formelle se sont mis à construire la nation sur la base de l'exclusion de la majorité des profits de l'indépendance. Les problèmes de développement obligent à ressaisir l'importance de l'État dans le processus d'accumulation des richesses (56). Il faut donc intégrer les classes dirigeantes et les stratégies complexes de relation au pouvoir dans l'analyse des problèmes de développement compte tenu de l'ampleur des enjeux et des conflits internes des biens, la circulation et la distribution des revenus s'opèrent selon les oppositions d'intérêts engendrés par les différenciations sociales. Il n'est plus possible d'occulter les forces sociales qui s'affrontent dans la phase de construction nationale où l'État contrôle l'essentiel des choix et des décisions en matière de développement économique et social.

Un débat de société

Pour échapper aux ruses du pouvoir, il faut donc démasquer les idéologies du développement qui s'ordonnent autour des mythes de l'unité nationale et de la stabilité. Si l'on veut retrouver la vérité du réel, il suffit de méditer sur les promesses avortées et analyser les contradictions entre l'abon-

(56) Pour cette approche, voir les pistes tracées par A. Mbembé dans un article éclairant sur « État, violence et accumulation. Leçons d'Afrique noire », Centre Lebret, août-septembre 1988.

dance dans laquelle l'État a longtemps évolué et la pénurie persistante des masses paysannes et urbaines. On s'est aperçu de cette opulence quand il a fallu soumettre l'État à l'épreuve d'un nouveau mode de vie où la « crise » l'oblige à réduire son niveau de consommation. Depuis des années, l'habitude du malheur contraint la majorité des populations à se limiter à l'essentiel. La « crise » dénonce la gabegie de l'État au milieu du sous-développement du peuple. En même temps s'effondre l'image officiellement défendue de l'État comme « moteur du développement national ». En réalité, une idéologie conservatrice s'est emparée de l'espace culturel en faisant croire que les groupes sociaux dominants travaillaient pour le bonheur de la « nation ». L'opulence des classes dirigeantes met en doute la capacité de l'appareil d'État à épargner à l'ensemble des populations les difficultés économiques de la vie quotidienne dans les sociétés où les paysannes avalent des tonnes de poussière pour vendre les vivres en ville et font la queue dans les pharmacies pour acheter les médicaments, les dispensaires de brousse restant délibérément vides depuis des années. Au-delà des envolées lyriques et des énoncés officiels sur le « développement national », on apprend à découvrir une sorte de « confrérie » pratiquant le maraboutage de ses fidèles en lui faisant croire que l'État s'occupe d'eux et prend soin de leur bien-être. Le projet étatique reste contrôlé par des groupes courtisans qui s'emploient à produire des stéréotypes destinés à dissimuler la subordination de l'accumulation nationale à des intérêts clientélistes socialement différenciés.

Si les « booms économiques » et les « miracles » vantés ici et là n'ont profité qu'à une poignée d'affairistes et aux dignitaires des régimes au pouvoir, on en vient à mesurer « les mensonges de l'État » dont la fonction se borne à distribuer des sinécures selon un mode de répartition qui exige le partage des rentes agricoles ou des aides extérieures considérées comme un bien de famille. On ne peut plus parler de « développement » comme s'il s'agissait d'un phénomène neutre. Autour des pratiques diverses, ce qui est en cause, c'est une série de problèmes touchant la nature de l'État et sa finalité.

Tout le discours actuel tend à occulter le problème des rapports de classe qui se développent à partir des articulations entre l'État et les investissements destinés au développement. Si l'on veut admettre l'existence d'une classe dominante dans les clivages qui s'opèrent, on doit bien reconnaître l'intensité des liens économiques et politiques qui se nouent autour du « partage de l'État » et de la croissance économique. Un projet de classe dominante est engagé dans la conquête du pouvoir et du capital dans les sociétés nées de la décolonisation. Cette situation offre un intérêt théorique évident. Car, on ne peut éluder le problème des bases sociales des régimes en place. Dans cette perspective, une étude de la formation de l'État en Afrique ne peut se faire en marge de toute considération sur les nouvelles stratifications sociales. Aucune analyse pertinente de l'État ne peut ignorer la domination de classe en Afrique noire. De même, on ne peut plus se contenter des théories economicistes des problèmes de développement comme si ces problèmes se posaient en marge des intérêts que poursuit la bourgeoisie d'État qui élabore et applique les politiques de développement. Les agents du pouvoir s'adressent aux paysans au cours des « campagnes de sensibilisation » agricole et des tournées administratives et économiques en laissant les villages dans l'ignorance des classes sociales qui contrôlent l'agriculture de rente. On tient au peuple le discours du développement au moment où une minorité confisque le pouvoir pour améliorer son sort dans les sociétés où la situation de la majorité est de plus en plus difficile. Si l'on ne veut pas faire du « développement » un gadget idéologique que l'État reprend à son compte pour dissimuler sa nature de classe, une économie du développement ne peut se concevoir sans une analyse qui assume les conflits et les contradictions, voilés par les appareils d'État, visibles au sein des populations abandonnées à la musique des bars qui prolifèrent jusqu'au fond des brousses.

Dans les régimes où il n'y a pas de fortune qui ne vienne de l'État, comment parler du développement sans procéder à une nouvelle répartition du pouvoir ? La transformation des rapports sociaux internes n'est-elle pas un préalable à tout

effort de développement « national » ? Comment se risquer à relever ce défi dans les pays où l'État contrôle les mécanismes du langage politique et s'oppose à l'avènement d'une société plurielle ?

Si l'extrême pauvreté de la majorité de la population peut conduire à des actes incontrôlables, peut-on mobiliser les énergies populaires sur les objectifs « d'unité nationale » en évitant le problème des rapports de classe qui s'instaurent ? Une certaine façon de parler de la stabilité politique et du développement économique risque de déboucher sur une mystification dangereuse là où les pouvoirs écartent toute possibilité de discussion sur les contradictions qu'ils engendrent. Tout est organisé pour que rien n'ébranle les « précieux acquis » et ne perturbe les stratégies d'accumulation où la corruption tend à devenir une institution officielle. Or il arrive un temps où le peuple en a assez des discours qui ne changent rien à sa condition misérable et se libère des substituts que sont les bars, le football ou le sexe dont le commerce prospère sur les trottoirs des libéralismes sous les tropiques (57). A travers ces mécanismes, c'est aussi le jeu du pouvoir qui se donne en spectacle : il s'agit là, en effet, de puissants moyens d'évasion et de contrôle. Mais tout système qui favorise une élite et ne permet pas l'amélioration des conditions de vie pour tous, s'expose à des tensions et des conflits graves. Renoncer à changer le système de société qui s'est implanté à la faveur d'un modèle de développement élitiste, c'est entretenir une politique qui vise à protéger les intérêts des groupes minoritaires.

On ne peut donc parler du rôle de l'État dans le développement sans procéder à la transformation des rapports sociaux internes. Ce dont les gens ont besoin, si l'on veut bien se mettre à l'écoute des aspirations qui viennent d'en bas, c'est de la refonte concrète et profonde des rapports d'inégalité et de domination dans lesquels les nouvelles sociétés tendent à se figer depuis plus d'un quart de siècle.

(57) Voir M. Maubert, *Politiques alimentaires et structures sociales en Afrique noire*, PUF, 1985.

Tel est le débat essentiel qui est au cœur d'une autre problématique du développement dans l'État postcolonial. La révolution anticoloniale menée conjointement par les paysans, les manœuvres et les « évolués » a été confisquée au profit des bureaucraties urbaines. Devant cette situation grave, il faut mesurer l'enjeu des démarches visant à « saper l'idéologie du développement » et à dépister « les mensonges de l'État ».

Depuis des années, la pensée africaine a souffert de nombreuses carences dans l'analyse des mécanismes qui sont à l'œuvre dans le mode d'organisation de la société actuelle. Un effort de reprise de la recherche doit se déployer en prenant une distance critique par rapport aux discours dominants. Le paradoxe, c'est que l'État monopolise, contrôle et distribue le savoir de la société pour organiser sa propre nature en tant qu'État. Il réussit par là — curieux tour de passe — à inverser les effets et les causes. Il clame son attachement à « l'unité nationale » et sa mission de « moteur de développement », mais il met à l'abri les groupes dominants qui provoquent la déchirure du tissu social et marginalisent la majorité des citoyens. A partir des monopoles dont bénéficient les détenteurs de la moindre parcelle d'autorité, se construit une société fondée sur l'expropriation et la dépossession. L'État se donne ainsi toujours pour ce qu'il n'est pas ; il faut donc porter un regard lucide sur les contradictions inhérentes au fonctionnement des systèmes politiques actuels.

Le sociologue qui néglige ces contradictions et ces rapports complexes risque fort de ne pas comprendre et, encore moins, de faire comprendre les phénomènes socio-politiques et économiques qui s'offrent à l'analyse critique. Il faut accepter la mise en évidence des mécanismes de domination et démontrer le type particulier de dépendance qui risque de bloquer la montée d'une multitude dans les sociétés postcoloniales. La richesse et les conditions de bien-être sont des objets de luttes sociales dans les États où le développement, les projets d'innovation et les engagements officiels risquent d'être confisqués par les groupes dominants. C'est pourquoi, le problème majeur n'est pas seulement la production des riches-

ses mais leur distribution. Dès lors, le développement n'est pas seulement pour demain, il se cherche dans les débats d'aujourd'hui où s'affrontent les forces sociales en présence. Ce qui est en cause, c'est un mode d'organisation sociale. Aussi, un problème de société est au centre de la réflexion sur le développement en Afrique noire. Ce problème est politique par essence. Car, il s'agit d'inventer une autre manière de gouverner en interrogeant les mythes fondateurs de l'État postcolonial à partir des attentes et des inquiétudes des gens « sans importance ».

Dans cette perspective, on doit regarder de près ce qui se passe au village où l'État intervient à partir des sociétés de développement qui soumettent des régions entières à la domination des appareils dont le contrôle échappe aux paysanneries que l'on s'efforce d'intégrer à la logique du pouvoir. Comment se traduit l'emprise de l'État dans les sociétés où le rural doit être remis au centre des préoccupations dans les régimes où la force, héritière de la violence coloniale, risque de légitimer l'organisation de la pénurie et le dénuement de la majorité des populations actives ?

L'État au ras du sol

Rarement le monde rural aura été, en Afrique, l'objet de tant de bienveillance. Depuis bientôt une trentaine d'années, les discours politiques, les programmes ministériels, les interventions des organisations internationales et les gestes humanitaires se multiplient en faveur des paysans noirs ; colloques, séminaires, conférences et publications portent un regard scrutateur sur les hommes et les terroirs qui, pourtant, n'ont jamais manqué de s'organiser pour tenter de vivre dans un cadre souvent difficile.

Aujourd'hui, toutefois, cette « sollicitude » n'est plus, en apparence, celle du colonisateur « sûr de lui et dominateur » ; elle s'apparente plutôt à celle d'un médecin légiste chargé d'établir les conditions de décès d'un patient malmené, à moins qu'elle ne rappelle la démarche d'un anthropologue collectant les vestiges d'une société en voie d'extinction.

Une chose frappe dans cet intérêt pour « le village » décidément suspect à force d'être unanime. Dans tous les cas, en effet, le regard porté sur la société rurale et le diagnostic qui l'accompagne sont extérieurs : c'est celui de citadins en quête ou en mal de « développement équilibré », de racines, de modèles. Dès lors, la crise que vit le monde rural ne serait-elle pas en Afrique la projection et comme la réplique d'une crise autrement plus suffocante, celle d'une société urbaine en gestation, qui doit à la fois se nourrir et vivre

à l'occidentale à partir des ressources qui proviennent, pour l'essentiel, des villages ? Ainsi, une fois de plus, le monde rural n'aura été défini que par et pour la ville qui, en milieu africain, est d'abord la « Capitale » (1). Pourvoyeuse des hommes qu'exige l'agriculture, la société rurale, exsangue, se laisserait dessaisir du dernier bien : sa capacité d'exister pour elle-même et de construire son avenir à partir de ses valeurs. Elle n'aura donc jamais été qu'un réservoir, sinon une réserve pour la société dominante dont l'État est aujourd'hui l'incarnation. Un « développement rural » est-il possible si le monde paysan n'échappe pas à l'aliénation à laquelle l'État semble le soumettre ? Autrement dit, peut-il être autre chose que le domaine de l'exploitation agricole et le laboratoire de toutes les expériences agro-industrielles, bref, une sorte de « lieu sûr » où l'on tente d'imposer les modèles qui servent à la prospérité des minorités urbaines ? En définitive, le paysan, quant à lui, peut-il encore « résister », prendre en main son destin, définir des valeurs et des façons de vivre qui lui soient propres ? Peut-il élaborer une « civilisation rurale » ? Dans cette perspective, que faire pour que la ruralité ne soit plus un réservoir de main-d'œuvre, mais un espace de liberté, un lieu où peuvent se prendre des initiatives créatrices et surgir les valeurs d'une société dont le maître mot ne serait plus « croissance » mais recherche d'un art de vivre et de gérer l'avenir ? En fin de compte, comment faire du rural un espace du politique où s'invente le quotidien ?

Le contexte de l'agriculture africaine nous accule à aborder en priorité le phénomène rural en terme d'économie. Si l'on s'efforce de prendre en compte les aspects humains, bien concrets et significatifs d'un vécu, par exemple, l'habitat, l'alimentation et la santé, les femmes paysannes et les jeunes, il n'est pas excessif de constater que la dimension politique des problèmes agricoles est largement occultée dans la plupart des études portant sur les villages (2).

(1) Cf. J.-M. Ela, *La Ville en Afrique noire*, Karthala, 1983.

(2) Voir H. Desroches, P. Rambaud (sous la direction de), *Villages en développement. Contribution à une sociologie villageoise*, Mouton, Paris-La Haye, 1971.

Ces villages méritent mieux que des clichés commodes dans la mesure où, surtout dans les pays dépourvus de ressources minières et pétrolières, ils sont au centre des enjeux que se livrent les groupes d'intérêts qui bénéficient de « l'État fort » en Afrique noire.

La figure du père

Il faut examiner l'emprise qui s'exerce à travers les formes « d'encadrement », imposées ou négociées, de communautés douées de particularités et de droits légitimes sur leurs sites et leurs terroirs.

Ainsi, les villages organisés sous le mode de la palabre se voient imposés des agents qui représentent le pouvoir extérieur et incarnent l'État central. Dans telle région, un garde champêtre veille sur les forêts ; son choix ne relève nullement des décisions prises par un conseil de villages. Nommé par le pouvoir, il est envoyé dans les zones rurales où il agit en agent d'État. Cette banalité met en lumière l'articulation entre les États et les villages dans les pays africains. Aux réseaux traditionnels faisant largement appel aux élites locales souvent privilégiées, se sont substitués des appareils très centralisés portés par des « leaders » détachés du milieu local et menant les affaires au nom de l'État. Pour les paysans habitués à leurs hiérarchies et à leurs sages, il s'agit d'une mutation radicale qui les confronte à des mécanismes où le contrôle de l'espace s'opère à travers les hommes et les structures qui renvoient aux différents visages du « national » et de l'« étatique ».

Insistons sur le processus de construction de l'État en tant que forme d'appropriation du pouvoir et de domination politique. De nombreux exemples montrent que bien des leaders apparaissent comme des monarques absolutistes qui réinventent l'État colonial en le gérant comme un patrimoine familial. Dans chaque territoire, l'État est perçu d'abord à partir d'un centre de pouvoir personnalisé. Il reste indisso-

ciable de la figure de celui qui l'a institué ou l'incarne. La représentation de l'État s'élabore autour du « grand héros national » dont le portrait stéréotypé revient dans les différents « genres littéraires » suscités par l'autoritarisme patrimonial. Une analyse des « motions de soutien » mettrait en évidence les mythologies du pouvoir qui s'inventent à partir des situations où le modèle autoritaire patrimonial bureaucratique impose des rites auxquels il faut bien se conformer pour être en sécurité. Ces « textes » fabriqués de toutes pièces selon un code établi s'enracinent dans les schémas culturels en fonction desquels il convient, sans doute, de parler de l'État en Afrique noire. On retrouve partout, un système de cour qui se reproduit autour du « père de la nation » (3) ou du « président-fondateur ». Ce système est de rigueur dans les régimes monarchiques à prétention démocratique. Pour se dire, l'État utilise les symboles où les langages du pouvoir réinventent les formes culturelles de la tradition des griots dans la mesure où la distance n'est pas très grande entre le chef d'hier et le « grand Timonier » : le port de la canne, de la toque de léopard ou l'usage du chasse-mouche sont autant d'insignes du pouvoir. Le mode de gouverner s'inscrit dans un « contexte africain » pour justifier la personnalisation du pouvoir. L'autoritarisme est ici un trait de « l'identité africaine ». Il faut donc puiser dans la symbolique du terroir, les langages qui servent à désigner ce qu'on croit être une tradition africaine du pouvoir (4). La gestion de l'État donne lieu à des inventions culturelles où des « rites » et des « savoirs » s'élaborent à partir des systèmes totalitaires.

Ceux que l'on considère comme « les élus de Dieu », les « Moïse de l'Afrique » ou les « Apôtres de la Paix » ont su habilement se concilier les nouvelles élites universitaires des

(3) Sur ce thème, on peut trouver une abondante littérature dans la presse officielle ou les discours des militants. Pour une étude de cas, voir à titre d'exemple J. F. Bayard, *L'État au Cameroun*, 1979, pp. 253-255, *Cameroun Tribune Tupare*, 22/2/1980, *Solonga*, 22 janvier 1976, p. 6 ; 31 janvier 1976, p. 2 ; *Fraternité-Matin*, 21 janvier 1983, p. 14-15.

(4) Sur l'autre tradition du pouvoir en Afrique, lire Edem Kodjo, *Et demain l'Afrique...* Stock, 1985, pp. 153-155 ; voir aussi C. Coquery-Vidrovitch, *Afrique noire, Permanences et ruptures*.

années 60-70 pour fabriquer toute une mythologie et son développement à travers les médias, voire les écoles dans un contexte où un puissant appareil de répression s'est intégré dans la culture populaire. On ne peut écarter ici la responsabilité de nombreux intellectuels qui ont été les grands théoriciens des régimes corrompus. L'« acclimatation » des groupes dominés à une entreprise totalitaire ne peut se concevoir sans le soutien efficace des cadres supérieurs qui se sont taillés des fiefs au sein des pouvoirs dont la longévité s'explique par l'appui solide et constant d'une classe de dévots. L'art de l'État postcolonial consiste à annexer et à « utiliser » des intellectuels qui se chargent, pour conserver leurs positions, d'étouffer le débat politique. Il faut tenir compte des basses besognes confiées à ces élites pour comprendre toute la production symbolique que l'on peut débusquer, ici et là, à travers les mythes que les régimes africains se sont forgés depuis l'accession au pouvoir des chefs de l'État. Cette production culturelle a sa fonction dans les stratégies de légitimation des pouvoirs qui vont jusqu'à récupérer les cultes traditionnels, les mouvements mystiques ou les Églises établies (5). Le poids de ces stratégies s'exerce dans tous les espaces de la vie nationale. Il pèse particulièrement sur les villages de brousse où les hagiographes exercent une grande influence.

Pendant longtemps, on a réduit les zones rurales à des zones de « repli » des traditions ancestrales. Pour retrouver l'Afrique réelle et authentique, il faudrait se rendre en brousse, loin des villes occidentalisées. Là, les villages se composeraient de « sociétés ethnologiques » où il est possible d'étudier les coutumes et les mœurs indigènes dans les régions qui vivent à l'abri des turbulences de l'histoire et des conflits propres aux sociétés « modernes ». Les crises internes et les clivages des sociétés rurales nous obligent à renoncer à cette approche rousseauiste qui enferme les paysanneries africaines dans un monde statique et homogène ; il faut bien se rendre compte des changements liés à la pénétration de

(5) Voir Corni M. Toulabar, *Le Togo sous Eyadéma*, Karthala, Paris, pp. 110, 211-213.

l'État dans les zones rurales. Cette orientation s'impose si l'on veut revenir au lieu de production des richesses dont nous verrons l'enjeu politique. Il faut replacer le village dans les efforts de construction de l'État et prendre en compte les stratégies qui s'élaborent à partir du contrôle de l'espace propre aux systèmes centralisés dans les pays d'Afrique. Il suffit de la création de la moindre unité administrative pour que le pouvoir central soit présent au cœur des villages peuplés d'agriculteurs, d'artisans ou d'éleveurs à travers la figure de celui qui actualise et rend présent le « chef de l'État » lui-même. Les notables et les élites traditionnelles perdent leur prééminence pour devenir de simples auxiliaires de l'administration centrale qui les nomme ou les destitue. La subordination de l'État est inhérente au nouveau système de contrôle de l'espace à travers la « récapitulation » du pouvoir autour d'une figure centrale, celle du « Père de la nation. » Il faut replacer les ruraux dans ce système de dépendance pour se rendre compte des mutations qui accentuent les transformations amorcées par l'État colonial en Afrique noire.

Au-delà des formes traditionnelles de l'oralité africaine, les paysans doivent se mettre à l'écoute des nouveaux maîtres de la parole dans les systèmes politiques qui sont en même temps des lieux de production des savoirs dans la mesure où l'État tend à imposer une seule « manière de voir » et de dire qui soit « légitime ». En effet, les problèmes du langage qui constituent un des domaines privilégiés de la vie sociale comme en témoigne la réflexion contemporaine (6), sont liés aux appareils du pouvoir qui tient ici comme ailleurs, à occuper souverainement l'espace de la communication. Toute production du discours doit être soumise au langage d'État dans un contexte où les instruments de communication sont aussi les instruments du pouvoir.

Par la radio nationale, organisme d'État, dès le lever du jour, à partir de la capitale ou des métropoles régionales, les populations les plus reculées communiquent avec le pouvoir à travers la « pensée du jour » qui situe des millions

(6) Lire, à titre d'exemple, *Problèmes du langage*, Gallimard, 1966.

d'auditeurs dans l'espace de représentation délimité par l'idéologie dominante. Dans certains pays, le « culte de la personnalité » s'est développé au point d'aboutir à une sorte d'idolâtrie du pouvoir. Les quotidiens officiels d'information comportent, de rigueur, en tête d'affiche, l'image du « père de la nation » avec, souvent, l'extrait d'un discours marquant les grandes orientations du régime en place. Si les périodes électorales soumettent l'opinion à un véritable marketing politique à travers les meetings, les slogans, les mots-clés et les thèmes du discours dominant, les services de propagande s'organisent pour valoriser l'image du pouvoir. Il s'agit d'élaborer une stratégie de la communication et d'en définir les axes de manière à renforcer la légitimation du parti gouvernemental et du candidat unique. Ainsi, il est difficile d'éviter toute rencontre avec l'État dans les trajets de la vie quotidienne.

On pourrait faire l'inventaire des « objets » qui appartiennent à une « économie politique du signe » dans un contexte où l'État postcolonial tient à s'imposer « spectaculairement » (7), à s'exhiber et à inscrire les marques de sa souveraineté dans les différents réseaux de communication avec la société. Telle est la fonction des noms de stades de football, ces vastes lieux de rassemblement des foules. A longueur de semaines et de saisons sportives, des millions de spectateurs se familiarisent avec le pouvoir par le nom du lieu des compétitions, le sport lui-même étant lié à la politique. De même, à l'heure des émissions radiophoniques qui touchent l'ensemble des régions d'un pays, les détenteurs des pouvoirs habitent l'imaginaire social à travers les indicatifs ou les chants composés à la gloire des « Guides Éclairés ». Certains régimes font naître des instincts d'intégration à partir des airs que l'on se surprend à fredonner après les avoir tant entendus sur les antennes de la radio nationale.

Composés par les griots du pouvoir, ces airs deviennent une sorte de folklore qui met en condition l'ensemble des groupes sociaux. Leur répétition au fil des jours impose un rythme qui accentue l'intégration de l'imaginaire dans l'espace

(7) F. Fanon, *op. cit.*, p. 124.

de contrôle de l'État. « Vingt ans de paix, vingt ans de progrès », tel fut naguère l'air imposé à des millions de Camerounais pour leur faire accepter un régime de fer mis en place par un homme qu'un langage de cour s'est plu à qualifier d'« Apôtre de l'Unité. » Dès l'école maternelle, les enfants se familiarisaient avec cette image, au cours des activités récréatives où les maîtresses leur faisaient célébrer « notre président », « père de la nation ». Les ressources artistiques du peuple sont mises, par le pouvoir, au service de l'idéologie dominante. Ces techniques d'expression sont particulièrement efficaces en milieu rural où les paysans vont souvent aux champs ou se promènent à travers le village, un petit transistor à la main. L'accès à la « modernité » passe par l'acquisition d'un outil entièrement contrôlé par l'État pour en faire l'unique tam-tam qui diffuse le message des nouvelles autorités. On mesure l'impact de ces messages dans les régions où d'autres sources d'information n'existent pas, tandis que les populations illettrées ne disposent d'aucun autre système de référence et de confrontation. Cet art de gouverner associe le peuple au renforcement du pouvoir en suscitant chez lui une capacité de reprendre les thèmes du discours officiel lors de toutes formes d'invention culturelle qui mettent en relief la créativité populaire.

On retrouve ces thèmes dans les commentaires que les gens du peuple font des institutions et des événements qui marquent la vie nationale. Le mot « Parti », intraduisible dans beaucoup de langues est utilisé dans les villages sans qu'il soit nécessaire de recourir à des explications savantes. Tout le monde sait de quoi il s'agit. Et, généralement, dans l'esprit de nombreuses populations, il est question de l'État lui-même dans la mesure où le président du Parti est aussi le chef de l'État. Aussi, pour écarter tout soupçon de non-adhésion au régime en place, les gens s'approprient les mécanismes officiels de légitimation et s'organisent pour créer un « environnement » qui met en évidence leur soumission à l'idéologie régnante. Pour des raisons de sécurité, le refus de toute dissidence s'exprime par une sorte de mouvement « volontaire » d'intégration au régime. Ainsi, l'espace habité tend à devenir une aire de l'idéologie.

Les nouveaux fétiches

Le fait qu'on soit amené à changer le décor dès le changement de régime met en lumière cette « incubation » du pouvoir dans la vie quotidienne. Par exemple, on voit des modes vestimentaires où la figure du pouvoir colle à la corporéité des citoyens dans la majorité des pays d'Afrique noire. Qu'il suffise d'évoquer la tenue de ces « femmes du parti » qui, au champ ou au village, arborent l'effigie du « président » sur des poitrines généreuses. Ici, l'habit du parti gouvernemental est une marque de militantisme et d'adhésion au régime en place. Tout se passe comme si l'État cherchait un contact physique avec le peuple dans les pays où les maîtres du pouvoir jouissent d'une sorte de vénération mystique. Dès lors, « porter le président » est un rite auquel tout bon citoyen doit se soumettre. Comme la demeure, le « corps propre » devient un lieu du pouvoir dans ces régimes qui n'opposent à la mainmise étrangère qu'un « nationalisme folklorique et bariolé tout au plus des couleurs de nos tissus indigènes » (8).

Si l'image du pouvoir s'impose du dehors à partir des appareils d'État, comme on l'a vu naguère au Zaïre où la télévision faisait descendre Mobutu du ciel à chaque émission, dans la majorité des pays d'Afrique, la décoration de la maison tend à intégrer ces objets-signes qui renvoient à la personnalisation du pouvoir. Dans les villages de brousse, on trouve aujourd'hui, comme en ville, l'image du chef de l'État accrochée au mur d'une case délabrée. Ce détail est porteur d'une lourde signification dans les sociétés où, en dehors des bâtiments publics, les hauts cadres de l'administration doivent faire acte d'allégeance à l'égard du régime au pouvoir en exhibant en bonne place, dans leur salon, la photo du Président. Que les paysans reproduisent les mêmes « tactiques » souligne l'emprise du pouvoir qui investit l'imaginaire au point que chaque habitant se voit comme si le

(8) Ch. A. Diop, *Les fondements économiques et culturels d'un État fédéral d'Afrique noire*, Présence africaine, Paris, 1974, p. 45.

regard du Président était braqué sur lui, attentif aux moindres gestes et paroles, la nuit comme le jour. Le pouvoir veille à l'intérieur des villages, à partir d'un simple portrait qui relie le terroir à l'État. Comme les stades, la presse ou les billets de banque, l'habitat lui-même est un lieu « occupé » par les pouvoirs en place. Le « domicile » lui-même est incorporé au parti-État. La cellule familiale offre une base sociale à la structure du pouvoir. L'interférence des appareils d'État et des manières d'habiter s'enracine dans les échanges les plus ordinaires de l'existence quotidienne. L'art de la décoration investit les figures et les symboles qui attestent l'extension du champ du pouvoir jusque dans l'intimité familiale. Une demeure ainsi « habitée » n'est pas un espace neutre. Il faut la replacer dans « ce que veut dire » l'État ; la maison revêt une coloration spécifique dès lors qu'elle est placée en « situation officielle » par rapport à l'homme qui incarne les institutions. Elle s'intègre dans les « langages légitimes » dans le contexte général des mots et des signes distinctifs du système dominant.

Tel est aussi le rôle du « tissu du parti » dans la majorité des États africains. La fidélité au régime en place impose sa part dans le budget de l'homme et de la femme en ville comme au village. Car, le pagne du parti n'est pas un vêtement comme les autres où l'on chercherait à prouver son rang social. Il ne s'agit pas ici d'un signe de prospérité pour les femmes dont les dépenses vestimentaires stimulent le commerce des tissus et favorisent la multiplication des ateliers de couture qui constituent un secteur du « système » informel en expansion.

Naguère, les membres des confréries chrétiennes monopolisaient le port des uniformes, avec des images du Sacré-Cœur de Jésus, de la Sainte Vierge ou d'une sainte Patronne. Lors des voyages de Jean-Paul II en Afrique, on voit des hommes et des femmes arborer des vêtements portant l'effigie du Saint-Père. Dans le cadre des Églises, on s'est habitué à lier vêtement et religion. Aujourd'hui, à la place des effigies de la Sainte Vierge ou des Saints, on trouve en permanence les chefs d'États africains. À côté des tenues par lesquelles les femmes d'une tontine ou d'une association

d'entraide marquent leur identité par le choix de motifs et de couleurs spécifiques, on rencontre un pagne spécial pour les « femmes du parti ».

C'est avec ce pagne qu'on accueille les hôtes de marque en visite dans le cadre des échanges entre États. Tel dirigeant européen a eu droit à un pagne portant son effigie bien mis en relief sur les tissus colorés, à côté de celle du chef de l'État du pays d'accueil, en signe d'« amitié » et de « coopération » entre les deux peuples. Le vêtement tend à devenir une sorte de pancarte et un véritable laisser-passer dans la mesure où la tenue du parti assure la sécurité du militant. Pour aller en ville ou accomplir une formalité administrative dans un service public, les gens de la brousse se croient parfois obligés de porter l'habit du parti comme pour prouver leur adhésion aux idéaux du régime. Ainsi, par le langage imprimé, le corps est annexé à l'idéologie du pouvoir. A la photo du « président-fondateur », s'ajoutent les « légendes » qui traduisent la volonté du parti dominant. On trouve ici un exposé en images de toute une politique. Par l'implantation du parti dans les zones rurales, il ne s'agit pas seulement d'occuper un terrain mais de transformer les populations paysannes en support de la propagande politique (9). L'État se constitue donc un style propre dans l'espace intérieur, celui du corps avec ses manières d'habiter et de s'habiller. Nous sommes en présence d'un « art de faire » qui incorpore le vécu et le quotidien dans l'espace du politique. A travers le port du pagne ou la photo du président collée au mur d'une case de brousse, il est difficile de déterminer la part qui reste au peuple si le « corps » et l'espace domestique sont « occupés » par le pouvoir.

Le geste « ordinaire » d'arborer l'effigie d'un dirigeant révèle une stratégie du pouvoir en œuvre dans la majorité des États de l'Afrique noire qui vivent sous le régime du parti unique. Il faut lier ces pratiques à l'image de l'État dans les villages de brousse. Pour la majorité des paysans, le rôle de l'État a été longtemps perçu à travers la collecte

(9) Sur ce sujet, lire Egbomi Ayina, « Pagnes et politique », *Politique africaine*, 27, sept.-oct. 1987, pp. 47-54.

de l'impôt ; mais aujourd'hui « la carte du parti » et la tenue des militants font aussi partie des signes du pouvoir. En un sens, l'État, c'est encore le « commandant », comme à l'époque coloniale où le « ngomena » est le représentant local de l'autorité qui vient de l'extérieur et s'impose aux indigènes. Les contraintes du pouvoir étaient naguère perceptibles à travers les travaux forcés, le travail obligatoire dans le champ du Chef, le paiement d'impôts arbitraires de plus en plus lourds, l'obligation de faire des cadeaux divers prélevés sur l'élevage et les récoltes, le paiement des redevances coutumières, les corvées administratives. Aujourd'hui, l'image que les ruraux se font de l'État n'est pas seulement celle que leur laissent les représentants de l'administration ; à l'impôt qu'il faut payer pour se soumettre à une institution dont on ne voit pas toujours le lien avec les ressources de l'État, s'ajoute désormais l'obligation de la carte du parti et de l'identité nationale. Par-delà les nouveaux fétiches qui révèlent l'omniprésence du Chef dont les traits se confondent avec ceux de l'Egocrate (10), il faut repérer la logique du système totalitaire, les ambiguïtés qu'il véhicule et les obstacles qu'il suscite sur la voie du développement.

Faire le vide

L'État en Afrique tend à exister en dépossédant les gens d'eux-mêmes ; il trouve sa nature et sa consistance en faisant le vide autour de lui. Dans les régimes où la figure du pouvoir se confond avec « l'image du père », le peuple est soumis à un véritable processus d'infantilisation. L'autorité du « père de la nation » ne souffre aucune contestation légitime, et l'ensemble du peuple est maintenu dans un état d'immaturité. Face à l'État, il n'y aurait donc qu'un peuple mineur dont la seule attitude est la soumission filiale. Il faut replacer l'ensemble des discours sur le pouvoir dans

(10) Voir Lefort, *Un homme en trop*, Paris, Seuil, 1976, pp. 57-89.

ce contexte global de subordination et d'irresponsabilisation légitimé par l'instauration des partis uniques dont la prolifération est l'un des phénomènes majeurs de la vie politique en Afrique noire depuis bientôt trente ans (11). Cette situation marginalise de larges secteurs de la société à tous les niveaux. L'État africain s'approprie les espaces vitaux à travers les différents organes intégrés aux appareils de commandement : communication, syndicats, mouvements de femmes et de jeunesse ... « Sous le couvert des institutions de l'État (...) observe J.-F. Bayart, les dominés et les exploités de l'État postcolonial, tendent à être les dépendants des sociétés pré-coloniales (12). » Pour maintenir l'unité nationale et la stabilité des institutions, tout se passe comme s'il fallait assurer le « contrôle de la société par l'État » (...). Cette entreprise porte d'abord sur l'accès des autres acteurs historiques au système politique. La plupart des régimes restreignent cette faculté en s'opposant à l'organisation autonome et plurale des groupes sociaux subordonnés et en engendrant un effort totalisant d'intégration (parti, centrale syndicale, organismes annexes réservés aux jeunes, aux femmes, aux étudiants). Il s'agit essentiellement d'inscrire ainsi les dominés dans l'espace de domination, dans une perspective de genèse et d'inculcation de l'État » (13).

Dans les régimes politiques où toute opposition est illégitime, où le désaccord apparaît comme un signe de « délinquance » qui impose des mesures de « rééducation civique » dans les camps de torture, cette stratégie du vide comporte des risques graves. Relevons les coûts socio-économiques de ces procédures dans les systèmes où la politique est devenue un moyen de faire fortune au milieu des classes sociales qui s'enfoncent dans la misère. Il importe d'examiner les pratiques de développement initiées dans les villages par des régimes qui gèrent le pouvoir en se mettant à l'abri de toute contestation.

(11) A. Mbembe, *Les jeunes et l'ordre politique en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan, 1985.

(12) J.-F. Bayart, « Les sociétés africaines face à l'État », *Pouvoirs*, 25, 1983, p. 29.

(13) *Id.* p. 34.

Les formes d'autoritarisme inhérentes à l'État postcolonial risquent de bloquer les sociétés rurales. Dans les États où le peuple, à partir des bases paysannes de la société globale, joue un rôle de figurant, les structures de pouvoir ne sont pas faites pour promouvoir les stratégies de développement. Nous étudierons les effets de domination qui résultent de l'emprise des sociétés de développement. Il faut s'interroger ici sur la capacité d'un système politique à réaliser les objectifs visés par les modèles de développement imposés par les modes de gestion du pouvoir en milieu africain. Il ne s'agit plus de savoir, comme nous l'avons montré naguère (14), si l'État est contre les paysans à travers toutes les ponctions qu'il exerce dans de nombreux pays. Personne n'ose plus parler de développement sans inclure la nécessaire participation du peuple, reconnu comme le principal auteur et la finalité ultime de ce développement. Tel est le sens du « développement autocentré » dont la formule est reprise à tous les niveaux des discours institutionnels, sous des formes diverses. La persistance avec laquelle le thème de « la participation populaire » imprègne l'idéologie officielle amène à s'interroger sur la réalité effective de cette participation et ses possibilités.

S'il n'y a pas de développement « sans les masses », comment articuler cette exigence avec les systèmes politiques qui condamnent les populations locales à subir la domination des structures d'un État omniprésent ? Ce qui est ici en cause, c'est le préjugé selon lequel les sociétés africaines ne sont pas prêtes pour la démocratie. Aussi, « les difficultés de la modernisation économique et les sacrifices qu'elles imposent à la population exigent un régime fort » (15). Défini par référence à ce modèle, le développement impose, ainsi que nous l'avons vu au début de cette étude, le refus de toute pluralité politique. Il faut briser toutes les structures et toutes les forces « rebelles » ou « réactionnaires » qui sont des obstacles au « progrès » et faire participer le peuple à l'œuvre de « construction nationale ». Ce système a conduit à une fai-

(14) Voir *L'Afrique des villages*, chap. IV : L'État : pour ou contre les paysans ?

(15) M. Duverger, cité par P.F. Gonidec, « Typologie des régimes politiques africains », *Pouvoirs*, 25, p. 75.

ble participation du peuple à l'exercice du pouvoir aussi bien au sommet qu'à la base. Pourtant, dans les sociétés postcoloniales, si l'on a assisté à la centralisation du pouvoir, voire à sa progressive militarisation, nulle part, les groupes sociaux dominés n'ont été au rendez-vous du développement. En fait, le contrôle du peuple ne semble pas créer les conditions favorables à la prise d'initiatives concrètes. Il est exceptionnel que, dans un État où le régime du parti unique a été instauré, soit entretenu un climat d'enthousiasme qui stimule la créativité populaire. C'est plutôt l'immobilisme qui règne. L'on s'interroge sur les blocages socio-culturels du développement. Peut-être faut-il se pencher aussi sur le poids des appareils de l'État qui paralysent les énergies créatrices. En l'absence de contrepoids institutionnel, l'ivresse du pouvoir et la hantise des complots favorisent des comportements autocratiques dans les régimes dont la légitimité est faible. Il faut mesurer les coûts humains des systèmes rigides qui finissent par devenir insensibles aux besoins des masses paysannes pour consolider les pouvoirs fragiles qui s'avèrent incapables de relever les défis du développement.

La participation des populations dans le but d'accélérer le processus de développement s'accorde mal avec le système de contrôle politique propre à la centralisation du pouvoir dans l'ensemble des pays d'Afrique noire. En effet, rien ne garantit une réelle autonomie des collectivités locales dès lors que celles-ci sont dépossédées de leurs prérogatives essentielles au profit de l'État central. Comment imaginer alors des pratiques de développement rural à partir des forces sociales qui échappent au contrôle du pouvoir ? En réalité, le contrôle du développement par le « haut » s'est traduit, depuis l'indépendance, par l'émergence d'une bureaucratie d'État dont la logique combinée au clientélisme, a détourné de leurs objectifs initiaux les espaces d'initiatives populaires et dévoyé la conception d'un « développement autocentré » qui inspire la plupart des discours officiels. Examinons attentivement les conséquences de cette intervention autoritaire dans la vie des paysans.

Le surplus agricole : un enjeu politique

Pour sortir l'agriculture africaine de la crise, les solutions techniques ne manquent plus. Les experts insistent sur la priorité à accorder à la recherche agronomique qui ne devrait plus porter exclusivement sur les cultures d'exportation selon une habitude héritée de l'époque coloniale. De même, on ne peut continuer à réserver les engrais aux grandes plantations conduites par des organismes d'État ou des compagnies privées contrôlées par des sociétés multinationales. Dans les zones rurales où l'agriculture reste sous-développée, l'amélioration des rendements par extension des surfaces cultivées exige l'amélioration des techniques culturales. Pour franchir un pas décisif, la mécanisation est indispensable dans les milieux où les instruments de travail n'ont pas changé depuis bientôt un siècle. Les jeunes qui veulent rester à la terre et aspirent à devenir des agriculteurs, ne peuvent plus travailler avec la daba. Si les prix élevés stimulent le développement agricole, les infrastructures de communication facilitent l'évacuation des produits et stimulent les familles paysannes. On se rend compte aussi que l'ingénieur agronome a sa place parmi les paysans où il est appelé à se salir les mains pour jouer un rôle efficace dans la révolution agricole qui s'impose à l'Afrique.

Si l'on ne peut faire pousser des plantes sans bonne terre et sans eau, on comprend également les préoccupations qui se font jour autour des problèmes de l'environnement. A cet égard, l'irrigation est un impératif dans les régions en voie de désertification. Compte tenu des gaspillages après récolte, les offices de stockage mis en place par les organismes d'État et les silos de réserves alimentaires gérés par des organisations internationales ont privilégié jusqu'ici les céréales et les légumineuses.

Il faut se préoccuper aujourd'hui des tubercules et des fruits dont la protection après récolte pose un grave problème. Ces sujets sont débattus au cours des séminaires et des colloques dans de nombreux pays d'Afrique. Dans la mesure où le paysan ne fait de prodiges que s'il y trouve son inté-

rêt, peut-être l'essentiel du débat agricole ne doit-il pas s'enfermer dans les questions purement techniques (16). Des chercheurs se demandent si la paysannerie ne risque pas de se replier dans ce que G. Hyden appelle « l'économie de l'affection » (17). Cette attitude constitue un obstacle majeur dans un système de profit où les financements des opérations agricoles doivent être rentabilisés.

On entrevoit les conflits entre les systèmes agricoles où le capitalisme a fait irruption et les modes de production qui obéissent à d'autres logiques. Ces considérations sont rares dans les sociétés d'études où seuls entrent en ligne de compte, les facteurs techniques et économiques dans le développement agricole en milieu africain. C'est sur ces problèmes que se concentre l'analyse des experts (18). Or, l'argent et la technologie ne suffisent pas. Il faut un environnement socio-politique dans les milieux de production agricole. Ici, l'entreprise de démystification peut être douloureuse mais salutaire. De nombreux discours proclament la fonction motrice de l'État dans le développement en gommant largement les clivages idéologiques pour couvrir les intérêts modernistes des couches qui gèrent le pouvoir. Dès lors, il est utile de mettre en évidence l'incapacité de l'État à réaliser les objectifs qu'il s'assigne à partir des structures politiques qui excluent toute forme de démocratie locale. Cette tâche s'impose si l'on veut sortir des approches technocratiques qui ne prennent pas en compte les obstacles institutionnels inhérents à la centralisation étatique en Afrique noire. Car, s'il est impossible de nier les problèmes techniques qui se posent, comme on le voit dans les pays sahéliens où l'avance du désert constitue un défi à l'ensemble des États de la région, il faut prendre au sérieux les contraintes politiques qui pèsent sur le travail paysan. L'injec-

(16) Sur ces questions, lire le dossier « Paysans d'Afrique » in *Jeune Afrique Économie*, n° 10, juillet 1982.

(17) Voir G. Hyden, « La Crise africaine et la paysannerie non capturée », *Politique africaine*, 18, juin 1985, pp. 93-113.

(18) Cf. R. Dumont, *Développement agricole africain*, PUF, 1965 ; voir aussi le dossier Agriculture : « Vive le modernisme », *Le Journal de l'économie africaine*, 29 mai 1986.

tion de capitaux dans l'agriculture et les opérations de « modernisation » rurale ne suffisent pas à surmonter les contradictions fondamentales entre la majorité des petits planteurs et les classes dirigeantes qui n'hésitent pas à faire appel à la violence pour protéger leurs intérêts. Dès lors, comment freiner l'exode rural par la mise en valeur optimale des terres et favoriser l'intégration de l'agriculture dans le développement du pays sans s'interroger sur la nature réelle de l'État et sa finalité ?

Le discours agraire sert à légitimer l'emprise de l'État dans les opérations de développement rural ; il a donc des répercussions politiques. Mais, on peut aussi se demander si, à travers les interventions étatiques, l'agriculture ne constitue pas un prétexte pour les classes dominantes qui cherchent à asseoir leur pouvoir à partir des projets dont elles assurent le contrôle dans une région donnée. Relevons le caractère politique de certaines grandes opérations dont profitent les élites régionales et destinées à renforcer le prestige des régimes au pouvoir. Tels sont ces « projets-vitrines » qui, comme les grands barrages ou d'autres travaux d'envergure, ne répondent pas aux attentes des petits agriculteurs. En Côte d'Ivoire, certaines interventions sont placées directement sous la tutelle du chef de l'État. Ce qui frappe en Afrique noire, c'est le déploiement spatial de l'action de l'État, peu de projets fonctionnant sur le mode décentralisé. Et rien ne garantit que les intérêts des « sans pouvoir » soient pris en compte dans la planification régionale dont parlent les textes officiels. Pour des raisons politiques, une route bitumée peut être détournée d'une agglomération sans qu'on prenne en considération les difficultés des ruraux enfermés dans les villages enclavés. L'État ne cesse d'amplifier et de conforter son rôle dans les différents projets d'aménagement du territoire et de développement régional. Qui sont les vrais bénéficiaires des projets mis en œuvre ? On ne peut échapper à cette question dans les régimes où les conflits semblent ouverts entre la bourgeoisie d'État et les commerçants qui cherchent à contrôler la paysannerie. On l'a vu naguère au Mali et au Niger où l'État s'est substitué à l'appareil de commercialisation colonial en monopolisant la commerciali-

sation des produits agricoles (19). L'éviction des maisons de traite qui avaient fait fortune en achetant ces produits, met en évidence le rôle stratégique de l'agriculture. L'État prend ici la place de la classe marchande qui perd le contrôle des campagnes. Dès lors que les sociétés d'État ont en main la commercialisation des produits de base, c'est la classe politique qui occupe la première place dans le domaine agricole. Sans doute, il arrive que les commerçants bénéficient des mesures de faveur et participent à la nouvelle organisation de la traite. L'équilibre des forces est rétablie par la nouvelle alliance entre les deux groupes. Pour éviter les conflits perturbateurs, la bourgeoisie d'État s'associe avec les hommes d'affaires pour pressurer la paysannerie : la commercialisation des produits de base est un révélateur des classes qui se constituent dans le processus de formation de l'État post-colonial.

Les classes dominantes ont mis en place les mécanismes « d'une économie de partage du surplus paysan » (20). C'est pourquoi, il faut considérer les catégories sociales et les rapports de force en présence à l'intérieur des projets initiés par l'État. De même, il est essentiel de repérer les groupes sociaux susceptibles d'orienter dans le sens de leurs intérêts les objectifs des programmes, les investissements et les résultats des opérations agricoles. En effet, les alliances ou les conflits qui s'établissent autour des stratégies de développement agricole, organisent une logique de pouvoir qui se confond avec celle des groupes sociaux dominants. Ce pouvoir n'intervient pas seulement dans les décisions à prendre en matière d'investissements, de choix technologiques ou d'orientation de la production. Il se retrouve au niveau du contrôle que les classes dominantes ont du marché et de l'appropriation du surplus qu'elles réalisent.

(19) Voir *L'État contemporain en Afrique*, pp. 25-28.

(20) Sur ce sujet, cf. P. Jacquemot, *Le Mali, le paysan et l'État*, L'Harmattan, Paris, 1981, pp. 9-20 ; lire aussi G. Belloncle, *La question paysanne en Afrique noire*, Karthala, Paris, 1982, pp. 63-73. Sur le même sujet, H. Derriennic, *Famines et dominations en Afrique noire. Paysans et éleveurs du Sahel sous le joug*, L'Harmattan, 1877 ; J.-M. Ela, *L'Afrique des villages*, Karthala, 1982, J. Giri, *L'Afrique en panne*, op. cit. pp. 66-72.

C'est pourquoi, l'arachide et le coton, le riz ou le palmier à huile, le sucre, le thé et le cacao s'intègrent dans l'espace du politique où s'affrontent des groupes d'intérêt. Toute politique agricole se réalise en fonction de cet état de fait. « L'arachide est politique (21). » Cette formule appliquée au Sénégal trouve ses correspondances dans l'ensemble des pays où les ressources de l'État sont liées à la production agricole devenue, par le fait même, le centre de gravité des intérêts divergents.

Au-delà de la signification économique de la production agricole, il faut prendre en considération les rapports de force qui s'établissent entre l'État et les paysans à partir des opérations de développement rural. Tout programme visant à augmenter la productivité se situe par rapport à des acteurs sociaux dont les intérêts sont loin d'être convergents. Dans cet univers social, on ne peut oublier les sociétés étrangères qui se nourrissent de l'agriculture d'exportation au niveau international ainsi qu'une foule d'intermédiaires dont le rôle ne peut être négligé dans les stratégies qui s'élaborent autour des « marchés tropicaux ».

En Côte d'Ivoire, rappelons la création du groupe londonien Gill and Duffus qui est, avec le groupe S. W. Berisford, le plus gros négociant mondial de cacao. Le négoce des produits tropicaux donne lieu à la naissance des sociétés d'exportation gérées par les intérêts étrangers. Le poids de ces compagnies « africaines » de produits agricoles est déterminant dans l'échange inégal. On a vu se développer des unités de transformation des produits tropicaux à l'intérieur des pays d'Afrique. Tel est le cas de Cacao Barry (22) dont les filiales ont subi naguère des pertes importantes. A la suite de ces difficultés, le gouvernement français est intervenu pour préserver leur monopole face aux prétentions d'un groupe britannique qui, comme l'a déclaré J. P. Cot, alors ministre de la Coopération et du Développement, « menaçait de le

(21) Voir Y. A. Fauré, « Les termes de l'échange », *Politique africaine*, 14, juin 1984, p. 3.

(22) Sur ce groupe, cf. « Cacao-Barry au Cameroun : Histoire d'une rencontre », *Jeune Afrique Économie*, n° 10, sept./oct. 1987.

racheter et de tenir à la merci des pays comme la Côte d'Ivoire et le Cameroun. Avec le trésor français, mais aussi le secteur bancaire nationalisé, nous avons réussi à éliminer ce dernier » (23). Dans le secteur agricole où les groupes d'intérêts ont établi des empires, il faut désormais compter avec les relais locaux qui se constituent autour des élites autochtones à partir de l'État que l'on retrouve dans tous les secteurs de l'activité agricole. Cette intervention est massive dans le commerce des produits agricoles qui échappent totalement aux travailleurs villageois. A travers les entreprises d'État qui contraignent les paysans à vendre à l'administration, les bourgeoisies nationales édifient leur fortune avec des profits réalisés autrefois par les firmes de traite ou les commerçants syro-libanais.

On ne peut considérer les produits agricoles comme une source de revenus monétaires pour les ruraux sans déterminer les rapports entre les paysans et l'État à partir des mécanismes de contrôle et de dépossession des producteurs de base au niveau commercial. Après les sociétés de traite, l'État exerce un monopole exclusif sur ce secteur vital. A cet égard, les caisses de stabilisation ou les offices nationaux de commercialisation des produits de base apparaissent comme un instrument du pouvoir, au même titre que les sociétés de développement, l'armée ou le parti. Ces structures sont liées au système des prix agricoles et à la fiscalité qui permet de sous-payer le travail paysan. Au-delà des politiques de crédit agricole et des « révolutions vertes » qui aboutissent souvent à l'émergence d'une mince couche de planteurs privilégiés, il faut percevoir la dimension stratégique du développement agricole. Compte tenu de l'importance de l'agriculture comme facteur d'accumulation dans un univers social dont les intérêts sont contradictoires, le surplus paysan fait de la production agricole un enjeu socio-politique.

Cette situation se remarque dans les régions où domine la monoculture d'exportation. Ainsi, la dictature de l'arachide est à l'origine des rapports politiques entre de nombreux Sénégalais compte tenu du monopole d'État longtemps

(23) Voir *Afrique-Agriculture*, n° 88, décembre 1982, p. 9.

assuré par l'ONCAD qui est devenu un véritable instrument d'exploitation du monde rural (24). Des observateurs ont montré le rôle de l'État dans le processus d'appauvrissement des paysans du Mali et du Niger (25). Au Ghana et au Nigeria, les « marketing boards », créés pour stabiliser les prix d'achat aux producteurs n'ont guère joué leur rôle ; les gouvernements ont utilisé ici, comme ailleurs, les ressources accumulées dans les offices de commercialisation pour d'autres usages que pour la stabilisation des produits agricoles. Le paysan sert à des investissements qui ne concernent pas le monde rural. S'il y a des pays où la ponction des revenus paysans a été moins forte comme en Côte d'Ivoire, elle tend à croître dans la majorité des États africains. Au Cameroun, le sous-développement de la région cacaoyère montre que les paysans n'ont pas tiré profit des prix des produits agricoles sur les marchés mondiaux comme le montre le tableau ci-contre.

On assiste à la dégradation des conditions de vie des paysans dans les régions où l'agriculture n'a cessé de contribuer au fonctionnement de l'État et à l'entretien de ses agents sans que la protection sociale des populations rurales soit un souci pour « le Père de la nation. » Sous le régime Ahidjo, il fallait fermer les yeux sur « l'or noir » dont les comptes non bancaires étaient le secret de l'État. Seul « l'or vert » devait mobiliser l'attention du pays. Tandis que les discours célèbrent la valeur du métier d'agriculteur, les villages se retrouvent dans les mêmes conditions de sous-développement. Or la production des richesses nationales dépend des petits paysans. En 1980, au Congrès de Bafoussam, l'on constate que « le secteur primaire contribue (...) à 35,6 % environ dans la formation de la Production Intérieure Brute » (26). Comme le remarquait Félix Tonye Mbog, alors ministre de l'Agriculture, « les paysans sont actuellement presque les seuls responsables des principales cultures d'exportation et des cul-

(24) Cf. N. Casswell, « Autopsie de l'ONCAD. La politique arachidière au Sénégal, 1966-1980 », *Politique africaine*, 14, juin 1984, pp. 39-73.

(25) Voir H. Derriennic, *op. cit.* ; P. Jacquemot, *op. cit.* ; lire aussi L. Amselle et E. Grégoire, « Complicités et conflits entre bourgeoisies d'État et bourgeoisies d'affaires au Mali et au Niger », dans *L'État contemporain en Afrique*, pp. 23-46.

(26) Voir « Tout sur le Congrès de Bafoussam », *Cameroon Tribune*, 19 fév. 1980.

Détournement des revenus des paysans : l'exemple du cacao (prix en CFA) (27)

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Prix à l'exportation (1)	775	637 (- 17 %)	493 (- 23 %)	635 (+ 29 %)	640 (+ 0,8 %)	1 019 (+ 59 %)	1 148 (+ 13 %)	940
Prix payé au paysan (2)	260	290 (+ 11,5 %)	300 (+ 3,5 %)	310 (+ 3,3 %)	330 (- 6,5 %)	370 (+ 12 %)	410 (+ 11 %)	420 (+ 2,5 %)
Rapport (2) / (1)	33,5 %	45,5	69,8	48,8	51,5	36,3	35,7	—
Valeur de la production totale								
1) en millions de \$		277,3	—	148,1	161	217,2	226,8	—
2) en milliards CFA		58	—	—	57	89	107	

(27) Voir le numéro spécial de *Peuples noirs, Peuples africains* sur le Cameroun, juillet-août 1987, p. 234.

tures vivrières, c'est-à-dire les principaux artisans de notre développement agricole » (28). Ainsi, les productions cacao-yères ont représenté à peu près 60 % de nos ressources en devises au cours des vingt dernières années et ont donc constitué la principale source de financement de notre développement. L'augmentation simultanée durant cette période du prix relatif des inputs et des besoins en biens de consommation et d'équipement, a entraîné un désintéressement croissant des paysans pour des revenus agricoles qui diminueraient en termes réels » (29).

Comme le rappelle l'exemple du cacao, si la production a stagné pendant près de 15 ans, avec un record de 120 900 tonnes en 1980-1981, c'est en raison des carences d'un régime incapable de stimuler les paysans par des prix rémunérateurs. Que la conjoncture internationale soit bonne ou mauvaise, les paysans subissent toujours les effets des politiques locales qui ne favorisent guère la juste répartition des richesses dont ils sont producteurs. La prétendue « justice sociale » ne change rien à la situation des gens de brousse.

Au Nord-Cameroun où le prix officiel du coton était fixé à 28 F CFA en 1964, « même le relèvement des prix au cours des dernières années, observe M. Platon, est insuffisant pour rendre attractive cette culture » (30). Pour une plante exigeante qui accapare les sols fertiles, la majorité des populations d'une vaste région ne reçoit que des « prix de misère » selon les termes de Platon en 1976. En 1980, le même auteur écrit encore au sujet de la culture du coton : « Il est indispensable de maintenir une culture qui, même de peu de rapport, est indispensable dans le Nord où les ressources agricoles de remplacement sont très peu nombreuses dans les zones non irriguées » (31). Si les superficies cultivées sont régulièrement en hausse, la rémunération versée aux paysans continue à stagner (32). « Le coton ne paie pas », observe

(28) Cf. *Afrique-Agriculture*, n° 66, février 1981.

(29) *Id.*

(30) Cf. *Marchés tropicaux*, octobre 1976.

(31) *Id.* novembre 1980.

(32) Pour le café et le cacao, voir les chiffres fournis par le *Bulletin de l'Afrique noire*, 30 jan. 1980 ; lire aussi *Cameroon Tribune*, 3 juin 1982.

encore Platon (33). Ce constat est général pour l'ensemble des produits d'exportation alors que les dignitaires de l'UNC, « Grand Parti National », distribuent des miettes de l'économie d'exportation à ceux qu'ils appellent depuis Bertoua, « les seigneurs de la terre camerounaise ». Aucun pays d'Afrique n'échappe à ces pratiques dans les régimes où les paysans sont les grands oubliés de la croissance économique. Au Tchad, le prix du coton n'a pas varié pendant plus de dix ans (34) tandis que les impôts ne cessaient d'augmenter.

La situation actuelle des paysans africains doit être considérée comme l'aboutissement d'une politique dite de développement et comme le point où s'articulent des modes de domination et d'exploitation des pays soumis aux contraintes de l'économie mondiale. En un sens, dans le cadre de l'échange inégal, les prélèvements du surplus paysan donnent à penser qu'il n'y a pas d'État sans la main-d'œuvre constituée par les travailleurs agricoles sous-payés. L'agriculture est un domaine trop « stratégique » pour échapper à la « convoitise » des forces sociales dominantes dans un contexte où l'État lui-même est engagé dans la lutte pour la survie. On ne saurait trop insister sur ce fait : à travers les opérations et les programmes agricoles, c'est le développement de l'État qui est en jeu. Comme le rappelle bien G. Belloncle, « l'État a, en effet, intérêt à ce que la production augmente, tant la production vivrière qui permettra de nourrir les populations urbaines, que la production des cultures destinées à l'exportation, qui permettent de remplir les caisses du trésor. Et de fait, des efforts importants sont consentis et il n'est plus guère de région qui ne soit l'objet d'un projet de développement agricole "intégré", c'est-à-dire se fixant pour objectifs à la fois le développement des cultures d'exportation et des cultures vivrières et autant le développement social (santé, éducation, approvisionnement en eau) qu'économique » (35).

(33) *Art. cit.*

(34) Sur les ravages de la culture du coton, voir « Le Tchad divisé », *Le Monde diplomatique*, mai 1976, p. 11.

(35) G. Belloncle, *op. cit.*, p. 71.

Ainsi, sous couvert de « développement rural », les forces sociales dominantes organisent le ponctionnement des paysanneries. Il faut donc s'assurer de l'omniprésence de l'État dans le secteur rural pour lui permettre de renforcer son pouvoir dans ce secteur et contrôler l'ensemble des processus de l'économie paysanne. Il s'agit des secteurs clés qu'il faut confier à des hommes de confiance. En Côte d'Ivoire, l'État a fait de la Caisse de stabilisation un instrument décisif de sa reproduction (36). Ce mécanisme fonctionne ailleurs selon les procédés identiques qui se traduisent par les politiques des prix permettant d'assurer une base socio-économique au pouvoir d'État. Un fait est sûr : l'enjeu de la question paysanne se situe à ce niveau où l'État doit s'organiser pour se défendre contre toute forme d'intrusion dans un secteur névralgique où il tient à conserver le monopole de tout le système agricole. Il faut donc que soit brisée toute résistance dans les lieux de production en bloquant toute capacité d'organisation qui aiderait les paysans à revendiquer leurs droits. Le partage des rentes agricoles exige une gestion du pouvoir qui tient les producteurs en marge des centres de décision.

Dans les régimes où les élites postcoloniales ont pris soin de donner à l'État les moyens de contrôle et d'intervention sur les processus économiques, on peut se demander si les mécanismes de pénétration de l'État en milieu rural ne situent pas les projets de développement sous l'emprise de l'autoritarisme des systèmes en place. Si l'État doit se trouver seul sur le terrain où se jouent les intérêts des groupes dominants, il lui faut instituer un modèle d'organisation de la vie agricole lui permettant de devenir un grand ponctionneur. Autrement dit, le monopole de l'État sur le surplus paysan impose un système politique où toute contestation doit être écartée.

Il en résulte un mode d'« accumulation excluante » justifié par la constitution d'un État autoritaire. On le voit : la problématique du développement se déplace du domaine économique au domaine politique (37). Nous retrouvons le rôle

(36) Cf. *État et bourgeoisie en Côte d'Ivoire*, p. 143.

(37) Pour cette approche, lire « Le rôle de l'État dans le Tiers monde », *Revue Tiers monde*, t. XXIV, n° 93, janvier-mars 1983.

de l'État dans les mécanismes d'inhibition qui empêchent toute énonciation politique en dehors des structures dont les groupes sociaux privilégiés assurent le contrôle total. A la limite, l'État postcolonial est redevable de sa position et de son pouvoir à l'éviction des paysans dans le contrôle de la production agricole. Dans ces conditions, toute intervention en milieu rural s'inscrit dans l'horizon des rapports de force qui cherchent à faire le vide pour assurer la suprématie des classes gouvernantes.

L'État africain est-il grippé ? Cette question vient à l'esprit là où un état de crispation tend à bloquer le débat sur les problèmes de fond touchant la nature du pouvoir dans les sociétés postcoloniales. Si l'on considère l'extraordinaire créativité du peuple qui se manifeste par un véritable boom associatif à travers des groupes divers, on constate une sorte de rupture entre l'intransigeance du pouvoir et la « capacité politique » dont les gens font preuve dans les associations où ils expérimentent des modes autonomes de gestion démocratique. Au moment où prolifèrent les « petits métiers » qui donnent peut-être une image de l'Afrique de demain, on assiste à un bourgeonnement extraordinaire des pratiques populaires en marge du champ étatique. Ces pratiques se développent dans la plupart des régimes musclés qui ont tendance à inhiber toute prise d'initiative et de responsabilité. Comme nous le verrons, dans l'épreuve des pouvoirs autoritaires ou totalitaires, les groupes sociaux ont appris à s'organiser et à détourner les appareils officiels pour échapper à l'ensemble des instruments d'oppression politique mis en place par différents régimes. Plus la coercition est forte, plus l'imagination populaire invente des « tactiques » et techniques de survie pour déjouer la vigilance du pouvoir.

Pour les générations marquées par la tradition coloniale de la chicotte, il y a là, de toute évidence, un défi à l'instauration du monocéphalisme politique. En un sens, l'État postcolonial a hérité des pratiques de l'autorité coloniale. Cet héritage survit à travers la « dérive totalitaire » des régimes dont le parti s'arroge la prétention « de parler pour le peuple alors qu'il ne laisse pas des gens s'exprimer ». Dans cette situation, les pratiques de l'État paraissent déphasées et

« anachroniques » dans la mesure où elles sont en « retard » par rapport à l'état d'esprit et aux pratiques démocratiques des sociétés marquées par la « culture de la palabre ». En se référant à cette culture, les groupes dominés tentent de vivre en dépit des contraintes institutionnelles imposées par les régimes monopartisans. Malgré l'autoritarisme ambiant, ces groupes font preuve d'un dynamisme qui se manifeste par des initiatives permettant de trouver une issue là où tout semble bloqué par les pouvoirs. C'est dans la nature de ce divorce et la rupture entre l'idéologie de l'État et la créativité des groupes sociaux dominés que réside le lieu des conflits actuels entre les appareils officiels et les modes d'organisation populaire. Nous reviendrons sur ce problème.

Les processus de mise en dépendance relèvent d'une sorte de pathologie du pouvoir qui se heurte de plus en plus aux nouvelles aspirations des générations actuelles et aux efforts de nombreux groupes, mouvements et acteurs pour empêcher « l'État d'exercer le monopole du pouvoir ». Il y a en effet, comme l'a bien observé J. F. Bayart, une sorte de « revanche des sociétés africaines » face à un État qui limite la créativité sociale et procède à « l'émasculation politique » de pays entiers. Ainsi, l'enjeu de la situation politique actuelle, dans la plupart des pays africains, c'est la production d'espaces autonomes où les groupes sociaux puissent évoluer en toute sécurité. Les pratiques populaires mettent à l'épreuve la rigidité des institutions et des partis porteurs des logiques de l'État postcolonial. Au milieu des « archaïsmes » qui reprennent en Afrique les rites staliniens propres au « culte de la personnalité », on assiste à l'émergence de nouveaux acteurs qui cherchent à échapper aux stratégies qui restreignent la capacité des gens à s'organiser par eux-mêmes. Des groupes sociaux refusent de se laisser enfermer dans l'espace de domination où les asphyxient les procédés d'intégration étatique. Se manifeste ainsi une série d'attitudes, de réactions et de ripostes spécifiques à la situation de conflit résultant de la volonté d'émancipation des groupes dominés et de l'ostracisme de l'État. Tel est le paradoxe du pouvoir africain au moment où les élites indigènes élaborent des constitutions qui ne sont qu'une technique de camouflage des-

tinée à donner aux nouveaux appareils les apparences d'un État « moderne ». Peut-être n'a-t-on ici qu'un « État sous-développé » (38) alors que la quasi-totalité des régimes africains prétendent à la démocratie dans leurs constitutions (39).

On mesure l'hypocrisie de ces références face à l'attitude des pouvoirs devant l'émergence des nouvelles sensibilités sociales et politiques. Des millions d'hommes et de femmes ont vécu sous des dictatures burlesques qui ont discrédité l'Afrique dans l'opinion internationale comme on l'a vu dans l'empire de Bokassa ou l'Ouganda d'Idi Amin. On se rappelle aussi les tyrannies meurtrières que furent la Guinée de Sékou Touré ou la Guinée équatoriale de Macias Nguéma. L'unanimité était de règle sous le Cameroun d'Ahidjo qui voulait diriger le pays comme un grand lamidat. De hauts responsables, incapables d'initiatives, devaient vivre « muets comme des carpes » selon l'expression de J. P. Bayemi. Dans les régimes où l'on rêve de « mourir au pouvoir » (40), toute autre manière de voir et de penser est taxée de « subversion » et l'on ne lésine devant aucun moyen pour maintenir l'ordre nécessaire à la spoliation des biens publics.

Dans les systèmes où l'État n'a cessé d'affirmer son rôle dans les processus de développement, les classes dirigeantes tentent d'empêcher l'émergence de toute forme d'organisation extérieure aux appareils qu'elles contrôlent. En dépolitisant les paysans, il faut les convaincre que les problèmes agricoles ne sont pas des problèmes politiques. Aussi doit-on revenir à la question que posait Seyni Kountché avec lucidité et courage : « Pourrions-nous, par nos recherches, réussir une société de développement, dans un pays où on a tué le sens de l'initiative du peuple, en lui refusant toute voix au chapitre ? (41). »

(38) Voir J.-F. Médard, *L'État sous-développé en Afrique noire : clientélisme politique ou néo-patrimonialisme ?* Centre d'Étude d'Afrique noire, Université de Bordeaux, 1982/I.

(39) Y. A. Fauré, « Les constitutions et l'exercice du pouvoir en Afrique noire. Pour une lecture différente des textes, lire *Politique africaine*, 1, 1980, pp. 34-52.

(40) Sur ce point, Edem Kodjo, *Jeune Afrique*, 5 août 1987.

(41) Cité par R. Dumont, *Pour l'Afrique, j'accuse*, Plon, 1987, p. 93.

Infantiliser le peuple : tel est le rôle des mécanismes de contrôle par lesquels l'État postcolonial écarte tout ce qui prétend exister en dehors de lui. Après l'indépendance, cette stratégie s'est imposée au niveau des villages avec l'omniprésence du pouvoir étatique qui se manifeste dans la vie quotidienne de nombreux pays africains.

3

Interventions étatiques ou organisations paysannes ?

En Afrique noire, le coût de l'administration demeure élevé. Les dépenses de fonctionnement absorbent l'essentiel du budget de l'État. Dans les pays qui ont à supporter les charges de la souveraineté nationale, il faut bien compter sur l'agriculture pour faire face à l'ensemble des dépenses publiques dans un contexte où l'État est souvent le plus gros client des sociétés privées comme l'atteste le marché de l'automobile dans un grand nombre de pays. La constitution et l'enrichissement de la bourgeoisie d'État impliquent un contrôle accru de la paysannerie dans les régimes où le sous-développement des campagnes semble un effet de la sur-administration liée à la centralisation du pouvoir. Il faut approfondir l'analyse des mécanismes qui contribuent à la dépossession des paysans d'Afrique.

Subordination du travail agricole et « déguisement »

A cet égard, quelques faits retiennent l'attention. Les dirigeants africains ont donc substitué à l'appareil de commercialisation colonial, des sociétés d'État dans le but de réali-

ser l'accumulation par le biais de la commercialisation forcée des produits d'exportation. Ainsi, au Mali, au Niger et en Guinée sous le régime de Sékou Touré, le commerce des céréales constitue un secteur d'État. Il faut se demander si une mobilisation politique de la paysannerie n'est pas programmée dans les États d'Afrique afin d'accentuer le contrôle des surplus agricoles.

Après la colonisation qui a intégré les populations indigènes dans un mode de production dominant au profit de groupes d'intérêts extérieurs, les politiques nationales de développement agricole s'adaptent à ce système en privant les paysans de leur autonomie afin de masquer la réalité de l'exploitation dans les zones rurales. Les appareils de l'État ont pris le relais du système colonial en imposant des structures d'encadrement qui enferment les producteurs locaux dans les nouvelles formes de domination. Comme le remarque bien Goussault, « l'initiative de l'État a pour objet premier une action sur la production agricole pour assurer la formation et l'appropriation de plus-values au profit du mode de production dominant la formation sociale » (1). Ce processus s'inscrit dans une stratégie globale qui met en œuvre non seulement des instances idéologiques mais aussi des facteurs économiques et politiques. Subordonné au capital étatique, le travail paysan s'effectue dans un contexte où le pouvoir d'État s'articule avec les chefferies locales « pour garantir à la fois le consensus social et l'exercice de l'autorité centrale » (2). C'est ce que rappellent la présence du pouvoir traditionnel lors des marchés de coton et les primes distribuées par l'administration aux chefs traditionnels qui constituent une véritable classe-appui (3) pour les modèles de production dominant dans les régions où ils s'enrichissent grâce à la location des terres et aux redevances coutumières (4).

(1) V. Goussault, « L'État et le développement de l'agriculture : le concept d'intervention », *Revue Tiers monde*, t. XVII, n° 67, juillet-septembre 1976, p. 623.

(2) Y. Goussault, *art. cit.*, p. 624.

(3) Cf. Poulantzas, *Pouvoir politique et classes sociales*, II, Maspéro, 1971, p. 196.

(4) A titre d'exemple, au Nord-Cameroun, lire J. M. Ela, *Structures sociales et changements économiques chez les montagnards du Nord-Cameroun*, Université de Paris V-Sorbonne, 1978, pp. 224-225.

A travers les sociétés de développement spécialisées dans une production de rente, l'État occulte ces processus de domination en recourant à l'idéologie de modernisation qui joue le rôle d'un modèle culturel intégré aux appareils de pouvoir. Si l'on tient compte de la fonction de ce modèle dans les milieux dits « traditionnels », on mesure l'enjeu des programmes agricoles dans le domaine idéologique et politique : pour les classes dominantes, il s'agit, à partir des appuis locaux, de légitimer leur emprise dans les régions où les prélèvements opérés sur la production paysanne impliquent une véritable institutionnalisation des exactions. Dans ce sens, « le déguisement » est partie intégrante de l'intervention de l'État dans le domaine agricole (5).

Dès lors, il est urgent « de dépasser » l'économisme « et le technicisme des travaux contemporains sur le développement agraire » (6). Le rôle de l'idéologie et les procédés d'occultation dans les systèmes agricoles nous poussent à dévoiler les enjeux politiques liés aux programmes étatiques d'intervention dans le développement rural.

Dans la majorité des pays africains, l'intervention de l'État dans ce secteur ne se fait pas seulement par l'intermédiaire des sociétés de développement et des services d'animation rurale mais aussi, naturellement, du parti dominant. Ce modèle s'impose dans le contexte des conflits entre la bourgeoisie d'État et les commerçants dans un secteur où les récoltes constituent un objet de dispute entre les forces sociales. Au Mali, « la bourgeoisie d'État se méfiait (...) de l'emprise des marchands en milieu rural et souhaitait que l'État devienne leur partenaire économique privilégié en se substituant à eux » (7). Ces conflits illustrent les négociations qui se réalisent autour de l'agriculture dans les sociétés postcoloniales où les classes politiques cherchent à disposer d'une assise populaire. Aussi l'ensemble de la machine économique d'État est-il souvent coiffé par le parti au pouvoir dans la mesure où il faut contraindre les paysans à œuvrer pour le développement dans les cadres institutionnels.

(5) Y. Goussault, *art. cit.*, p. 624.

(6) Y. Goussault, *art. cit.*, p. 635.

(7) J. L. Amselle et E. Grégoire, *op. cit.*, p. 33.

Le contrôle de la paysannerie

Pour « encadrer » les paysans, les pouvoirs les obligent par diverses mesures à acheter des cartes du parti, à assister à des réunions et à s'inscrire dans l'aire de l'idéologie dominante. Tous les régimes pratiquent l'encadrement des paysanneries par des institutions centralisées. Aux structures d'autorité de type féodal ou de type patriarcal intégrées au système politique dominant, s'ajoutent les modes de contrôle propres à l'idéologie régnante. Ainsi, au Burkina Faso, la mise en place, dans les villages comme dans les quartiers des villes, des « comités de défense de la révolution » (CDR) était destinée à imposer une nouvelle légitimité. Sous des formes diverses, chaque régime invente ses mécanismes de contrôle des populations paysannes. L'encadrement des masses paysannes par le parti unique domine (8) jusqu'ici dans la majorité des États africains.

Si les travailleurs des villes sont tenus en main par les syndicats gouvernementaux dans les régimes où le droit de grève est interdit, en brousse, « le Grand Parti national » demeure le cadre unique dans lequel doit s'établir la relation entre le pouvoir et les populations. On peut s'interroger sur l'impact ou l'ambiguïté de ce que les militants appellent « notre Grand Parti ». Ces partis se définissent comme des « partis de masse ». Dès lors, en dehors des fonctions formelles, il faut souligner les fonctions informelles qu'ils assurent en créant un « environnement politique » favorable au consensus et à l'encadrement des groupes sociaux. Au-delà de l'achat des cartes ou des meetings populaires, ce qui importe, c'est d'amener les gens à se réapproprier et à intérioriser l'idéologie au pouvoir. Comme nous l'avons noté plus haut, il s'agit d'occuper l'espace domestique en entretenant

(8) P. Geschière, « Paysans, régime national et recherche hégémonique. L'implantation de l'UNC, le "Grand Parti national" dans les villages maka », *Politique africaine*, 22 juin, 1986, pp. 73-100.

Dans les villages, les leaders du Parti sont les responsables de cet encadrement de la population. Cf. M. Prouzet, *Le Cameroun*, Paris, Pichon, 1974, p. 334.

un climat social où aucune réflexion irrévérencieuse ne peut se faire contre le régime sans qu'un membre de la famille ne l'écarte d'instinct des échanges ordinaires et n'exprime sa désapprobation spontanée. En d'autres termes, à travers les réseaux de sociabilité propres aux groupes de parenté, il s'agit de neutraliser toute forme d'opposition. « En présence d'un membre du parti, le peuple se tait, se fait mouton et publie des éloges à l'adresse du gouvernement ou du leader (9) ». Dans cette perspective, la socialisation politique de la population s'opère par le canal des modes d'expression des cultures populaires. On le voit dans les villages, avec les danses et les chants des femmes qui, autour des Pères-Fondateurs donnent à la lyrique africaine une dimension « politique » ou idéologique.

Il faut accorder une attention particulière à ces modes d'intégration des paysans dans les nouveaux rapports de domination : « le parti, véritable instrument du pouvoir entre les mains de la bourgeoisie, renforce l'appareil d'État et précise l'encadrement du peuple, son immobilisation. Le parti aide le pouvoir à tenir le peuple » (10). Ainsi, le parti contrôle les populations et exerce sur elles sa pression, notamment dans les villages où les dirigeants se méfient toujours des masses rurales dont le mécontentement et les espoirs trahis peuvent créer des difficultés aux gouvernements. Cette méfiance est particulièrement vive dans les régions où certains leaders n'ont jamais été acceptés. Implanter le parti au pouvoir dans ces régions ne peut se faire sans que soit brisée la résistance des populations locales. En Afrique noire, les dirigeants vivent dans l'incertitude du lendemain. Aussi, au moment où il donne l'impression de sombrer dans la léthargie, le parti constitue, avec l'armée et la police, un pilier du régime. N'a-t-il pas mission de dénoncer les opposants réels ou potentiels ? Dans ces pays sous-développés où l'on pense qu'une certaine dose de dictature est nécessaire à la mise en place des conditions de développement, le parti sert de baromètre, de service de renseignement. On transforme le militant

(9) F. Fanon, *op. cit.*, p. 136.

(10) *Id.*, p. 129.

en délateur. On lui confie des missions sur les villages » (11). Le parti est un véritable écran entre l'État et le peuple : « Au lieu de se donner comme mission fondamentale la libre circulation des idées du peuple vers la direction, il (...) interdit. Les dirigeants du parti se comportent comme adjuvants et rappellent constamment au peuple qu'il faut faire « silence dans les rangs » (12).

Instrument docile entre les mains des leaders, le parti ne peut devenir le lieu où les revendications des paysans se font entendre. Les paysans sont les véritables producteurs de richesses nationales dans les États où l'agriculture est l'activité économique principale. Ainsi, le souci d'implanter le « Grand Parti national » jusqu'au fond de la brousse n'obéit pas seulement à la volonté d'asseoir le régime dans toutes les couches sociales, mais aussi de protéger les intérêts des groupes qui profitent de l'État pour élargir leur base économique. Dans ces conditions, laisser les paysans se réunir, leur laisser la possibilité de s'exprimer et de discuter en toute liberté de leurs problèmes, ne peut manquer de soulever des questions politiques inhérentes au développement rural.

Pour empêcher l'émergence de cette conscience des enjeux politiques des problèmes du village, il s'agit de créer des structures contrôlées par le pouvoir. Ces structures transforment les réunions des comités de base en « acte liturgique » où l'on écoute les mots d'ordre sans pouvoir discuter les questions réelles. Le paradoxe du parti unique, c'est l'intégration des populations paysannes dans des institutions politiques qui servent les intérêts des groupes dominants. C'est par là qu'il est possible de neutraliser les paysans qui, en dépit de leur majorité numérique et de leur contribution à l'économie nationale n'ont aucun poids politique réel. « Crève, mais que je m'enrichisse » : telle est la formule qui résume la pratique des régimes où l'on retire la parole à ceux auxquels on fait croire qu'ils ont leur place dans les nouvelles institutions politiques, au moment où tout est organisé pour leur faire accepter leur exploitation. Les paysans doi-

(11) F. Fanon, *op. cit.*, p. 136.

(12) *Id.*

vent être réduits au silence pour écarter toute protestation en provenance des villages où l'administration ne s'aventure guère, aujourd'hui, comme à l'époque coloniale, sans la compagnie de l'armée ou de la police. L'arrière-pays est resté une terre inconnue et « peu sûre » pour les autorités implantées dans la ville. L'État ne sait jamais comment les paysans peuvent réagir. Pour parer à toute éventualité, le pouvoir encadre les masses rurales en créant ses propres organisations.

De fait, l'État impose un cadre juridique et institutionnel à tout ce qui veut exister et fonctionner à titre officiel ; toute organisation doit être soumise aux appareils de pouvoir. Dès lors, il faut s'attendre à toutes sortes de blocage dans les systèmes où le formalisme des instances locales n'encourage pas toujours les individualités créatrices à faire preuve d'initiative. Souvent, on ne peut ni accéder à des positions de pouvoir ni s'élever dans les hiérarchies villageoises ou régionales sans une intégration poussée dans les systèmes dominants. Autour des nouvelles structures de pouvoir, le village devient un lieu de conflit où les luttes d'influence se jouent entre les hiérarchies traditionnelles, les jeunes ruraux scolarisés, les anciens fonctionnaires retraités, les « élites originaires » et les nouveaux leaders politiques. Les problèmes de développement rural s'intègrent dans ces rapports de force où les contraintes de l'encadrement politique et la discipline du parti limitent l'espace de liberté.

Ainsi, les paysans doivent attendre de l'État-providence les prix des produits de leur travail. Il ne leur est pas possible d'organiser un petit mouvement pour réclamer de meilleurs prix. Cela n'est pas envisageable dans les régimes où le système coopératif a été vidé de son sens en tombant sous le contrôle de l'administration, comme à l'époque des sociétés indigènes de prévoyance (13). Les groupements villageois échappent difficilement aux tracasseries administratives. Ces difficultés s'accumulent quand les paysans refusent d'entrer

(13) Sur les problèmes du mouvement coopératif, lire D. Gentil, *Les pratiques coopératives en milieu rural africain*, éd. CEDEC, Université de Sherbrooke, 1979 ; *Les mouvements coopératifs en Afrique de l'Ouest : interventions de l'État ou organisations paysannes ?* L'Harmattan, 1986.

dans des organisations artificielles pour créer des organisations autonomes. Les sociétés paysannes ne sont perçues qu'à travers la problématique de « l'encadrement ». Cette vision n'est pas innocente. Elle reflète une stratégie hostile à toute forme d'initiatives qui échappent à l'emprise de l'État. Au sein des régimes établis, aucun paysan n'est membre du Comité central du parti au pouvoir. L'État impose aux organisations paysannes marginalisées un cadre économique précis. Les gens doivent accepter les décisions venues d'ailleurs. Il ne faut pas se faire d'illusion sur les organisations suscitées par les sociétés de développement : elles fonctionnent d'abord dans l'intérêt de l'État et reproduisent, en fait, un système de domination dans un contexte où les projets officiels s'assurent le monopole du développement rural. Face à l'État, on ne trouve guère d'interlocuteurs valables. Dans toutes les structures d'encadrement, les rapports sont verticaux. Dans la pratique actuelle du pouvoir dans les régimes africains, peut-on s'attendre à autre chose ?

Les paysans risquent d'être cantonnés dans les secteurs marginaux au sein des opérations de développement où les appareils d'État directifs étouffent les initiatives paysannes. On ne peut parler de véritables organisations paysannes gérées par leurs membres, si elles ne sont pas en mesure de peser sur les orientations de l'État et de se faire entendre et respecter. L'essor des initiatives autonomes est ressenti comme une menace pour les intérêts de l'État. Considérer la coopérative comme l'affaire de l'État et non celle des coopérateurs, c'est supposer que l'ordre ne peut régner dans le monde rural que si les organisations paysannes disparaissent ou sont placées sous le contrôle des appareils étatiques.

Dans cette perspective, on comprend les difficultés qui s'accumulent pour bloquer l'émergence des groupes représentant les intérêts réels des paysans. On veut bien admettre les associations paysannes qui réalisent des investissements dans le domaine où les budgets de l'État n'ont pas à intervenir. Dans les pays où la société civile commence à s'affirmer, les paysans inventent des formes d'organisation au niveau villageois. Mais, lorsque celles-ci dépassent le village et risquent de poser des problèmes qui touchent à la nature

de l'État, elles sont confrontées à un problème de reconnaissance juridique d'autant plus insurmontable que l'accusation de « subversion » reste une menace permanente.

Les pouvoirs mesurent parfaitement le poids de ce type d'organisation où peut se faire entendre la voix des paysans avec leurs problèmes réels. L'une des stratégies de l'État consiste à rentrer dans ces structures pour en neutraliser le dynamisme. C'est ce qui se passe dans les pays où les associations villageoises sont transformées en instrument de l'État au même titre que les institutions officielles. Il s'agit toujours de contraindre les paysans d'entrer dans des organisations artificielles et de les empêcher de se regrouper selon leurs propres critères. Les contraintes imposées à l'émergence des initiatives paysannes manifestent cette intolérance qui s'inscrit dans les stratégies politiques de la majorité des États en Afrique noire. On retrouve ces réflexes dans l'un des rares États d'Afrique francophone engagé dans la voie du pluralisme politique au cours de la dernière décennie.

Au Sénégal, les paysans ont longtemps été « biberonnés » par l'État qui les étouffait sous sa tutelle (14) ; Adrien Adams a bien montré les tensions entre les groupements de production et la SAED, société d'État opposée aux initiatives qui échappent à son contrôle (15). C'est toujours la même stratégie de subordination de la société à l'État. Il semble aujourd'hui que tout ce qui échappe à l'État et va aux organisations non étatiques puis aux « leaders paysans » porte atteinte à l'intégrité des institutions nationales et à la stabilité du régime au pouvoir. Pour les dirigeants politiques, le développement rural se conçoit sans un véritable « mouvement paysan » susceptible d'entrer en conflit avec les intérêts de l'État.

Toute tentative visant à donner aux paysans un début d'autonomie se heurte donc au centralisme des régimes qui trouvent insupportables les initiatives prises en dehors de leur espace de domination. Une vision coloniale du pouvoir entre-

(14) Lire C. Cot, « Sénégal : les tribulations de l'arachide », *Afrique-Asie*, 20 mai 1985, p. 30.

(15) A. Adams, *La terre et les gens du fleuve*, L'Harmattan, Paris, 1985.

tient une sorte de contentieux entre l'État et le village dans les systèmes politiques qui ont tendance à considérer les organisations autonomes comme des structures anti-gouvernementales. Ces structures se situent au cœur des zones de productions stratégiques. On s'en rend compte dans les régions où l'arachide, le coton, le cacao et le café procurent l'essentiel des devises. A travers le foisonnement d'expériences et la diversité des structures, on retrouve les grandes tendances qui rendent compte des rapports entre l'État et les paysans. En Afrique noire, l'État préfère remplir de nombreuses fonctions plutôt que de les confier aux organisations de base. Les groupements paysans sont tolérés si leurs activités correspondent aux préoccupations du pouvoir. Dans cette perspective, les structures du développement rural se définissent en fonction de la stratégie des acteurs qui contrôlent le pouvoir.

Au lieu de considérer la responsabilité des paysans dans leur communauté, les pouvoirs se fabriquent des organisations à l'image de leurs projets d'intervention dans les zones rurales. On a vu se constituer des groupements d'agriculteurs à l'instigation des grandes sociétés de développement. Il s'agit souvent des groupements liés à la mise en valeur de techniques à promouvoir. Dans ce cas, c'est la société de développement qui fixe les objectifs aux groupements. Les associations de producteurs reposent sur cette structure qui renforce un certain type de rapports entre l'État et les paysans dans un système où ceux-ci sont des exécutants et non des véritables partenaires.

Pour profiter des opportunités offertes par l'État, les paysans doivent accepter de rentrer dans les modes d'organisations créées à leur intention. Quand ces avantages n'existent plus, les groupements disparaissent. Ainsi naissent et végètent ici et là des « villages pilotes », des « comités de développement villageois », des « groupes de défense sanitaire », des coopératives. Pour faciliter leur intervention, les opérations de développement et les projets mettent en place des structures paysannes qui leur conviennent.

« Généralement, l'existence et l'efficacité de telles structures (...) sont liées à la seule présence de l'institution publi-

que qui doit exécuter le projet, et souvent même à l'existence d'une subvention extérieure. Dans ce cas, les paysans sont informés que, s'ils veulent bénéficier de l'aide extérieure, ils doivent se constituer en groupements de producteurs et respecter les règles fixées par la société de développement » (16). L'État et les « développeurs » imposent les structures coopératives pour se garantir eux-mêmes contre les risques de non remboursement des crédits. S'ils ne sont pas prêts à permettre aux coopératives d'affirmer leur pouvoir sur elles-mêmes et celui de négocier avec les institutions et le commerce, ils sont par contre prêts à exiger que la solidarité joue au sein de la coopérative, lorsqu'ils sont, eux, créanciers. La pratique des dirigeants et des développeurs est donc, la plupart du temps, d'encourager les profits individuels et de collectiviser les pertes, sans toutefois laisser les organisateurs mettre en place pour collectiviser ces pertes des possibilités d'accroître les moyens propres de la coopérative (17).

Ainsi les organisations coopératives s'imposent pour faciliter la collecte des produits agricoles et le remboursement des crédits. Elles permettent à l'État d'assurer une emprise politique en atteignant plus facilement les paysans groupés que les paysans isolés.

Dans les régions où l'État se confond avec les oligarchies locales et régionales, ces groupements sont récupérés ou manipulés par ces oligarchies.

Beaucoup d'organisations paysannes inventées par les bourgeoisies d'État à l'intention du monde rural sont liées aux cultures d'exportation. L'adhésion à ces organisations « extérieures » devient obligatoire. Dans certains aménagements hydro-agricoles, on ne peut avoir une parcelle si on n'adhère pas aux groupements officiels. Le crédit ne peut fonctionner dans beaucoup de cas que s'il est couplé à la commercialisation. Ce modèle domine dans la plupart des expériences où les organisations ne sont guère le produit des initiatives paysannes mais des instruments de l'État.

(16) H. Dupriez, *Paysans d'Afrique*, 1980, p. 200.

(17) *Id.*

En Afrique noire, les « développeurs » tendent à étouffer les dynamismes internes des sociétés rurales sans lesquelles les problèmes des villages ne peuvent trouver de réponses inventées par les paysans eux-mêmes. Ces dynamismes font peur. Car, ils obligent l'État à « desserrer les contraintes » qu'il impose à la paysannerie. Des jeunes ruraux qui se regroupent en marge des structures officielles éveillent la méfiance des représentants de l'État autoritaire. Ceux-ci veulent maintenir les rapports descendants. Sur le terrain, on retrouve l'encadreur qui sait et le paysan ignorant. Le rôle de l'animateur se limite à être une courroie de transmission à sens unique, c'est-à-dire du sommet à la base. L'on pressent que tout peut changer si les paysans s'affirment et s'attaquent à certains intérêts économiques.

Pour éviter les conflits potentiels, on polarise les paysans sur les sujets qui écartent toute remise en cause pouvant modifier les rapports actuels entre les paysans et le pouvoir. Il peut être difficile de gouverner avec des ruraux capables d'intervenir dans les débats agricoles où leurs intérêts sont en contradiction avec la domination des notables, l'emprise de l'État et les luttes d'influence des responsables du parti ou des élites locales et régionales. On s'en tient donc au statu quo en réduisant les problèmes agricoles à des problèmes techniques devant lesquels les villageois doivent reconnaître leur incompetence et leur ignorance (18).

Un apolitisme organisé

Les thèmes abordés par l'« animation rurale » écartent toute référence au politique au profit des préoccupations écono-

(18) Voir B. Joinet, *Tanzanie, Manger d'abord*, Karthala, 1981 ; sur le rêve Ujamaa, lire R. Dumont et Marie-France Mottin, *L'Afrique étranglée*, Seuil, Paris, 1980 ; « Nouveaux développements de l'expérience des villages Ujamaa en Tanzanie », *Rev. franc. Et. pol. afric.*, janvier 1971 ; voir aussi Ph. Marchesin, « La politique de villagisation en Afrique de l'Est. Étude comparative : Tanzanie, Burundi, Rwanda », dans *Les politiques de l'eau en Afrique noire*, pp. 315-338.

mistes et technicistes. On en arrive à des situations paradoxales où les communautés villageoises dont la promotion est un objectif des politiques officielles se trouvent vidées pratiquement de tout pouvoir de décision. Si les « leaders villageois » se forment dans les « séminaires » divers, ils ne jouent leur rôle qu'à l'intérieur des réseaux de relations établies à partir des institutions publiques. La nécessité d'appartenir à un réseau « acceptable » est renforcée par le rôle du parti unique qui contrôle la candidature à l'élection en accordant ou en refusant l'investiture en fonction des façons d'être légitimées par le pouvoir. Tout semble empêcher une contre-stratégie nécessaire pour atténuer la centralisation des pratiques de développement. Il faut toujours se concilier les grâces des représentants de l'administration centrale. Si une association villageoise naît pour prendre part au développement d'une localité, elle ne peut être reconnue et tolérée que si elle accepte d'être « apolitique ». Ainsi s'opère la dissocia-tion entre l'économique et le politique : elle vise à renforcer l'implantation du parti gouvernemental dans les zones rurales. Dans les systèmes qui ont la faveur des États africains, une réelle organisation politique indépendante du parti unique est inconcevable. En Tanzanie, les villages Ujamaa constituent un exemple unique où l'on s'efforce de redonner à la paysannerie sa liberté de décision et les moyens de s'exprimer et de gérer ses propres affaires dans un État à parti unique (19). Il s'agit là d'un projet de société où la politique de villagisation est étroitement liée à une politique de développement et tente de supprimer la tutelle préalable de la capitale en confiant des pouvoirs importants à la base à l'échelon national.

Malgré les difficultés réelles et les résultats contrastés sur le plan économique (20), les villages Ujamaa peuvent être considérés comme une expérience originale où les assemblées et les conseils de village s'efforcent d'apporter aux défis du sous-développement la réponse d'un État qui entend maî-

(19) Voir *10 ans après la déclaration d'Arusha*.

(20) R. Dumont, *op. cit.*, pp. 141-146.

triser son destin en redonnant le pouvoir aux paysans (21). Signalons aussi l'expérience manquée des « villages communautaires » au Mozambique où, au départ, le contrôle du développement-accumulation locale, planification, organisation du travail, distribution des résultats devait s'appuyer sur les paysans qui sont la majorité du peuple. Au Zimbabwe, une organisation sociale qui s'appuie sur la base est à l'origine des tentatives en cours dans les régions où les paysans s'associent en coopératives au niveau du travail, des outils, des achats et de la vente. Ces organisations sont de nature démocratique. La politique gouvernementale s'oriente dans le sens d'une approche décentralisée qui se traduit par l'expérience des comités de développement pour les villages élus au sein de chaque centaine de familles rurales. Ainsi, remontent vers les autorités les besoins et les désidérata des villageois. Le socialisme et la décentralisation semblent ici faire bon ménage. Ces cas sont rares dans les systèmes où aucun domaine ne doit échapper au contrôle des régimes autoritaires. Dans la majorité des États africains, peu de villages ou de « comités de développement » sont des centres de décision autonomes reconnus par l'administration centrale. Dans l'ensemble des pratiques du pouvoir, cela relève de la logique bureaucratique peu propice à la participation populaire. De plus, les fonctionnaires sortis des écoles et des universités sont marqués par un modèle culturel qui tend à considérer les ruraux comme ignorants et inaptes à prendre des décisions susceptibles d'œuvrer au développement. Ce qui aggrave cette tendance, c'est la pratique d'infantilisation permanente d'un « développement autocentré » mis en œuvre dans le cadre de l'État contemporain en Afrique noire.

Dans un régime de centralisation et de parti unique, les collectivités locales n'ont pas de statut d'adulte ; le détournement des espaces de participation populaire par l'État se traduit par une absence de démocratie locale qui est l'un des effets pervers dont il faut aujourd'hui mesurer l'impact

(21) Voir Cl. Meillasoux et Ch. Verscheura, « Entre l'État et les « bandits » armés par l'Afrique du Sud, les paysans ignorés du Mozambique », *Le Monde diplomatique*, octobre 1985.

sur les problèmes de développement rural. On ne peut plus se permettre de parler du « développement par le peuple » sans s'interroger sur le statut du peuple au niveau institutionnel. Comment exhorter les gens à prendre réellement part à leur développement quand le poids de l'administration est énorme dans la plupart des activités et des organismes de développement ? Quelle part de responsabilité revient aux paysans s'ils doivent être soumis à la dépendance des sociétés d'intervention contrôlées par l'État ? Les ruraux sont contraints de passer par des fonctionnaires pour solliciter les semences et les engrais, les fongicides, les crédits ou le matériel agricole. Parfois, c'est la date des semis et l'ouverture des marchés qui sont fixés par l'État, sans oublier, bien sûr, le prix des produits agricoles imposés d'autorité. Quand on se rappelle les lourdeurs et les lenteurs administratives dans les capitales africaines, on imagine les difficultés et les retards auxquels s'exposent les paysans dans les pays soumis aux aléas climatiques. Quelle crédibilité accorder aux discours officiels qui valorisent le métier d'agriculteur quand toute initiative est refusée aux villageois dans les programmes d'action dont dépend l'avenir du monde rural ? Faut-il se fier à une « administration de développement » dont l'honnêteté ou la compétence ne sont pas toujours établies dans le contexte de laisser-faire et de corruption généralisée qui envahissent l'univers bureaucratique de l'État africain ? Les pratiques du pouvoir conduisent à une démobilisation des populations locales. Dans plusieurs régions d'Afrique noire, « l'interventionnisme autoritaire de l'État n'a le plus souvent pas réussi à mobiliser la paysannerie au service des projets de l'administration. Il a créé une sorte de dualisme dans les aménagements : ceux qui ont été décidés et construits par les communautés qui les gèrent au mieux de leurs intérêts, et ceux que l'administration ou une société publique a mis en place et que les villageois n'exploitent pas, sauf exception, de manière correcte. Ils les considèrent comme des corps étrangers dans leur terroir. Bien des investissements coûteux réalisés par l'État au profit des campagnes ont été inutiles » (22).

(22) F. Conac, « Les enjeux de la participation paysanne dans les politiques de l'eau », in *Les politiques de l'eau en Afrique. Développement agricole et participation paysanne*, Economica, Paris, 1985, p. 103.

Décoloniser l'État ?

Dès lors qu'on retire tout pouvoir au peuple et qu'on limite sa mission à exécuter les décisions prises en son absence, on vide le discours sur le développement « auto-centré » de toute consistance. A travers les structures de développement rural, les interventions de l'État n'ont cessé de refuser une réelle participation aux paysans d'Afrique. Pourtant, les gouvernements et les agences de développement sont de plus en plus conscients de la nécessité de cette participation (23). Seulement, dans les pays qui se réclament de cette exigence, rien ne semble avoir été entrepris pour permettre aux ruraux de trouver des structures appropriées pour mettre en valeur leurs dynamismes. Dès que les paysans essaient de s'organiser pour revendiquer leurs droits, il est fréquent qu'ils soient brutalement réprimés. La plupart des politiques de développement actuellement en vigueur, au lieu d'être l'instrument de participation paysanne, permettent d'étendre et d'organiser le contrôle des paysans par l'État.

Dans différents pays, les gouvernements ont institué des délégations d'agriculture qui reproduisent la dépossession des paysans dans un système où les délégués ne sont pas toujours des techniciens mais des hommes politiques. Mais on a oublié que des organisations non étatiques s'occupaient des agriculteurs : coopératives agricoles, sociétés d'intérêt collectif, syndicats agricoles ou mutuelles agricoles ne sont pas des appareils d'État. En Afrique noire, l'encadrement agricole est resté l'affaire des pouvoirs dans un contexte où l'agriculture a été organisée sur le modèle colonial de la production d'exportation. Ce modèle n'est-il pas anachronique et inadapté au contexte actuel où les populations locales sont en mesure de s'organiser pour améliorer leurs conditions de vie ? En d'autres termes, ne faut-il pas faire des sociétés de développement une affaire des planteurs eux-mêmes ? On peut

(23) Voir G. Belloncle, *Participation paysanne et aménagements hydro-agricoles*, Karthala ; sur le même sujet, cf. *La participation populaire au développement en Afrique noire*, Karthala, 1984.

imaginer que l'État fasse confiance aux paysanneries en redéfinissant ces sociétés de telle manière qu'elles évoluent à partir des organisations paysannes dont les leaders transmettraient des messages techniques et assureraient la formation de leurs membres. Il en résulterait non seulement une réduction des effectifs des équipes dont la gestion pose des problèmes graves de trésorerie, mais aussi une décentralisation qui manque au système actuel. Dans la situation de crise des économies africaines, il faut s'interroger sur l'efficacité des sociétés de développement dont les résultats limités ne correspondent pas aux coûts imposés à l'État. Or, il est difficile de stimuler la production agricole sans reconnaître une responsabilité accrue à la société rurale qui s'organise à partir des dynamismes endogènes. Le problème de l'agriculture est un problème de société, et la question véritable n'est plus aujourd'hui de savoir qui participe, mais qui contrôle. En effet, pour parvenir à un meilleur ajustement entre les pratiques actuelles et leurs objectifs, il ne suffit plus d'amener les paysans à accroître les rendements agricoles, mais de contribuer au pouvoir politique et économique des travailleurs de la terre. Tout peut changer si l'État trouve en face de lui les interlocuteurs directs du monde rural qui élaborent les organismes chargés de négocier avec les appareils de pouvoir dont la tâche se limiterait à appuyer les initiatives locales. Avec les organisations paysannes qui ne ressemblent pas à celles des développeurs, un véritable mouvement paysan peut naître. L'émergence de ce mouvement est bloquée dans les régimes où la domestication du peuple n'épargne pas les gens de la brousse.

Dans les pays où les coopératives sont surtout implantées pour la collecte des produits d'exportation, elles ne sont rien d'autres que les instruments des gouvernements, comme on le voit dans les régimes inspirés du système libéral. Dans ces organisations trop liées à l'État, les paysans sont condamnés à la soumission, incapable d'organiser une résistance organisée sans être étouffés par les mécanismes officiels de contrôle.

Au Cameroun, le parti unique procédait, sous le régime d'Ahidjo, à la formation des miliciens « pour connaître tous les gens qui vivent dans les villages et toutes les choses qui

s'y trament ». Voici les recommandations célèbres d'un ancien ministre des Forces armées : « Il vous revient désormais de démasquer tous les éléments subversifs, tous les fauteurs de troubles qui pourraient s'infiltrer parmi les populations ». Dans ces conditions, disparaît tout cadre autonome de débat sur les politiques agricoles autour desquelles la convergence des intérêts entre le pouvoir et les paysans est loin d'être établie. L'État-parti reste stérilisé par la peur de voir des organisations de paysans intervenir dans les conflits réels et échapper à son emprise ; il organise donc l'étouffement des forces sociales dominées. Et l'exiguïté de la marge de manœuvre laissée aux populations rurales doit être telle que les paysans doivent s'en remettre à l'État-providence.

Pour surmonter les difficultés engendrées par des organismes imposés d'en haut, ne faut-il pas redéfinir les rapports entre l'État et le peuple ? A partir des problèmes posés par la production paysanne, une décolonisation de l'État implique une révision du modèle de gouvernement qui confie le monopole du pouvoir à une minorité extérieure au monde rural. Dans cette optique, au lieu d'organiser les paysans dans des structures officielles centralisées, les paysans s'organiseraient eux-mêmes pour défendre leurs intérêts. Les entreprises villageoises de développement seraient des lieux du pouvoir dans les sociétés postcoloniales où les bourgeoisies d'État ne peuvent réellement se battre pour les gens de la brousse. Or, pour maintenir le statu quo, toute tentative d'éveil des masses rurales représente un danger pour les pouvoirs qui, dans les villages, s'appuient sur les notables ou des théocraties liées aux systèmes féodaux. On l'a vu au Sénégal au début des années 60, lorsqu'une véritable expérience d'animation rurale, en élevant le niveau de conscience des paysans, s'est heurtée aux intérêts établis (24). Face aux mécanismes d'exploitation créés par des organismes soumis à la tutelle administrative, il est dangereux de réveiller les paysans. Il faut donc s'en tenir à la vulgarisation des techniques culturelles en évacuant les problèmes politiques de la production agricole.

(24) R. Dumont, *Paysanneries aux abois*, Seuil, Paris, 1972.

En ces temps difficiles, les dirigeants africains mettent en avant les obstacles extérieurs qui paralysent le continent. Peut-être doit-on insister sur les contraintes politiques dont souffrent les masses africaines dans les sociétés où l'on ne peut pas manquer à la fois d'eau potable, de nourriture, de route et de démocratie. En un sens, le véritable drame actuel de l'Afrique, c'est la prolifération de ces micro-États autoritaires et incapables de devenir un espace de mobilisation des hommes, de leurs intelligences et de leurs imaginations pour promouvoir des réponses adaptées à des problèmes concrets. Au moment où les grandes puissances vont sur la lune, pourquoi les Africains ne chercheraient-ils à atteindre les villages pour repenser l'ensemble des problèmes d'un continent où le regroupement des ressources humaines et économiques permettrait de relever les défis qu'un seul petit État ne peut relever avec les maigres moyens dont il dispose ?

Dans des pays où le poids démographique commence à peser sur l'avenir des générations actuelles, il sera de plus en plus difficile d'esquiver le débat sur la nature d'un État dont la gestion autoritaire étouffe les initiatives populaires. Le problème est de savoir si pour durer, l'État ne sera pas forcé d'accepter une paysannerie capable d'intervenir dans les politiques de production et de commercialisation en sujet autonome. Pourquoi le peuple n'est-il pas souverain quand il s'agit de l'agriculture qui est d'abord son affaire ? En Afrique, peut-être l'État n'a pas d'avenir s'il n'accepte pas de composer avec la société civile. Tel est le compromis qu'impose le cas paysan : les pays africains doivent inventer à partir des problèmes du village une autre gestion du pouvoir.

Paysans d'Afrique, un peuple en marge ou en marche ?

« La crise, c'est la sécheresse des banques », chante un musicien gabonais. Dans les villages, la situation est plus dramatique, car les gens sont plus pauvres qu'au moment de l'indépendance.

Le cacao et le café d'Afrique ne font plus recette. Les producteurs de base sont réduits à s'en débarrasser à n'importe quel prix comme d'une marchandise qui a perdu sa valeur. L'effondrement des cours des matières premières illustre le drame des agriculteurs livrés aux caprices des spéculateurs. Et l'avenir des familles africaines est lié aux jeux de hasard de la Bourse de New York et de Londres.

Les petits paysans doivent vendre maintenant leur récolte à des prix de misère et se nourrir de riz importé. Voici venu « le temps des incertitudes » dans les villages où, depuis la colonisation, les pouvoirs ont imposé les « cultures de rente » dont il fallait augmenter les superficies et améliorer les rendements. Les consommateurs dictent des prix sans tenir compte des coûts de production et des charges sociales. Le sort de la majorité des Africains, (hormis peut-être les catastrophes et le safari), ne préoccupe nullement le monde industriel. La dégradation des prix des produits tropicaux met en

lumière la structure du pacte colonial dans les régions où les forces dominantes occidentales ont bloqué toute industrialisation en milieu africain. Mais on ne peut ignorer le poids des mécanismes internes d'appauvrissement au sein des régimes où de nouvelles relations s'établissent entre les groupes sociaux à partir des interventions étatiques dans les opérations et les projets de développement.

Dans ces régimes, les Offices de stabilisation devant garantir le prix d'achat aux producteurs sont devenus, bien avant la crise actuelle, les caisses noires de l'État postcolonial. En effet, les faibles prix du cacao, du café ou du coton ne sont pas des phénomènes nouveaux : ils ont jalonné toute l'histoire coloniale (1). Mais, il convient de s'interroger sur les structures sociopolitiques et économiques nées dans les nouveaux États où le surplus agricole n'a cessé d'être confisqué par les minorités dirigeantes.

La sclérose des structures administratives

On peut s'étonner de la crise de l'agriculture dans les régimes où l'État a investi l'ensemble de la société au point de l'anéantir. Les observations que nous avons faites plus haut donnent à penser que l'État en Afrique est une réalité toute-puissante : rien n'est moins sûr. Car, cet État qui aspire à la toute-puissance est souvent porté à bout de bras par des troupes étrangères implantées dans certaines régions d'Afrique. Quelque 6 600 militaires français sont actuellement stationnés en Afrique, principalement en Côte d'Ivoire, au Sénégal, en Centrafrique, au Gabon, à Djibouti et au Tchad, dans le cadre de la mission « épervier ». Il n'est pas rare que ces troupes interviennent pour remettre en place des régimes défaillants. Alors qu'il joue au plus fort avec les populations sans défense, l'État s'avère incapable de nourrir ses

(1) Voir W. Rodney, *Et l'Europe sous-développa l'Afrique*, Éd. caribéennes, Paris, 1986, pp. 160-164.

propres agents et doit tendre la main à l'extérieur pour que les salaires mensuels soient versés, souvent, avec un grand retard. La volonté de tout contrôler dissimule une situation inconfortable dans laquelle, en dépit des apparences, l'État n'est pas sûr de lui-même. Il se demande toujours d'où peut venir le danger qui menace sa sécurité, sa longévité. Au moment où certains détenteurs de pouvoir s'égarent à Dieu et soumettent l'ensemble de la société à un véritable culte de la personnalité, on trouve un État dont la présence réelle ne dépasse pas quelques bidonvilles qui se développent comme des zones d'ébullition. D'aucuns parlent aujourd'hui d'un « État fantôme ». Dans ces villages où les gendarmes en tournée rançonnent des gens qui ne savent ni lire ni écrire, les organisations imposées d'en haut illustrent la présence d'un État faible et vaporeux. En même temps qu'il écrase les paysans par le poids de ses structures, l'État tente de dissimuler les limites de sa toute-puissance.

Ce qui donne ici à réfléchir, c'est la place prépondérante de l'administration dans le processus de production agricole et le rôle dévolu à la bureaucratie dans les programmes de développement rural. Or, dans la plupart des pays d'Afrique, la méfiance des appareils d'État à l'égard des initiatives locales cache le projet hégémonique des classes dirigeantes. Dans les régimes où les équipes au pouvoir vivent dans l'incertitude du lendemain, les élites régionales n'hésitent pas à utiliser les réalisations des groupes de base comme instrument de promotion. Elles perçoivent ces initiatives comme une sorte d'accumulation des chances en vue d'une carrière politique. Dans cette perspective, la croissance du secteur agricole risque de contribuer au développement de la bureaucratie, classe assurant d'abord sa survie au travers des interventions de l'État qui renforce son pouvoir.

Pour orienter la croissance de l'agriculture dans le sens choisi par les grands décideurs, les élites bureaucratiques disposent largement des moyens institutionnels et économiques qui constituent leur part du pouvoir dans le secteur agricole. Il s'agit non seulement d'une partie importante du capital à investir dans l'agriculture mais des diverses subventions à la production, du contrôle des exportations officielles et des

importations, de la création d'organismes de développement, des services d'encadrement de l'agriculture et de formation des agriculteurs, de la commercialisation et des crédits agricoles, etc. Les choix politiques se traduisent à travers ces instruments du pouvoir qui accentuent le poids de la bureaucratie dans les programmes de développement rural. Or, les structures administratives qui ont pris la relève de l'État colonial constituent le plus souvent, des structures à palabre où l'on discute de niaiseries. Comment faire progresser les paysans avec un système pyramidal dont les intérêts ne coïncident pas avec les problèmes des ruraux ? En Afrique noire où le temps ne semble pas exister dans le paradis bureaucratique, les personnes investies de pouvoir n'osent pas prendre la moindre responsabilité. Le dossier de financement d'un projet de développement peut « souffrir » longtemps dans plusieurs bureaux avant de parvenir au ministère de tutelle. Parfois, il faut aller jusqu'en « haut lieu » pour avoir une réponse définitive. On devine l'énorme gâchis de temps et les multiples barrages qu'un projet rencontre sur sa route. Des décisions importantes sont suspendues à la signature des responsables fantômes qui accrochent leur veste sur un fauteuil vide pour donner l'illusion de n'être pas loin. Quand les interventions étatiques sont décidées, elles sont exécutées avec une mentalité de fonctionnaire par des représentants du pouvoir qui ne se font pas remarquer par leur rapidité et leur courtoisie.

Des organismes relevant de ministères différents ne travaillent pas toujours dans un esprit de concertation. Il en résulte une incohérence qui crée la confusion chez les paysans. Comme on l'a remarqué naguère en Casamance, « les sociétés d'intervention s'entrecroisent parfois sur les mêmes champs et le paysan ne sait à quel saint se vouer (...). Or au lieu d'être en mesure de se tourner vers le gouvernement pour dire à celui-ci : « Mission accomplie, nous avons produit, encadré, formé les producteurs et remis leurs coopératives à des gestionnaires tirés de leur sein », elles s'incrustent, prolifèrent et (...), s'entrecroisent (2). »

(2) « La question casamançaise », *Africa*, janvier 1984, p. 29.

La prolifération de ces sociétés met en évidence l'absence d'une approche globale qui tienne compte de la complexité des problèmes ruraux.

Au Cameroun, des milliers de paysans ont vu défiler une armée d'experts, de techniciens et d'agents d'encadrement sans que rien ne change dans leur vie quotidienne. Dans les régions septentrionales, le Semnord (Secteur Expérimental de Modernisation du Nord) a encadré, entre 1954 et 1974, les actions de développement rural. On peut relever, à titre d'exemple, les casiers de colonisation créés pour faciliter la descente des montagnards depuis les secteurs surpeuplés des Monts Mandara vers les plaines voisines aux densités humaines plus faibles. Les résultats de ces opérations n'ont pas été très concluants. Il a fallu tout recommencer dans les régions de Mora où se situaient les principaux casiers (Mokyo et Doulo-Gané). Pour l'ensemble de l'ancienne province du Nord, l'État a créé la Sodecoton qui est aujourd'hui le maître d'œuvre de plusieurs projets de développement.

Ces cas illustrent l'explosion rapide des organismes d'intervention dont on se demande s'ils sont toujours bien adaptés aux vrais besoins des paysans. Des organismes dont on avait dit beaucoup de bien sont morts, remplacés par d'autres. Chaque fois, il a fallu investir des sommes énormes avec le concours des organismes internationaux et des services d'aide au développement. Peut-être les cadres expatriés et les nationaux engagés dans ces vastes programmes ont-ils fait fortune. Pour les petits paysans, ces investissements n'ont rien changé dans leur vie. La concentration des interventions dans les zones jugées plus « utiles » et rentables risque d'aggraver les disparités régionales. Les paysans sont écartelés entre les agents multiples qui proposent, chacun, leurs méthodes en ignorant parfaitement ce que les autres apportent. La popularité de beaucoup d'encadreurs n'est pas évidente. Rappelons ces « boy-coton » dont parlent les paysans dans le Sud du Tchad. Au sein d'organismes déchirés par des conflits d'intérêts opposant les cadres de haut niveau ou d'origines diverses, il y a risque d'enlissement dans la routine des procédures et la sclérose des fonctionnaires incapables de s'inscrire dans les dynamismes concrets qu'exige une politique cohérente de développement rural.

Faire de la bureaucratie un vecteur des processus de modernisation rurale a de graves incidences qu'il faut relever. Ces groupes investis de plus en plus de pouvoir à partir des sociétés d'intervention ne risquent-ils pas de rechercher leur propre croissance comme l'objectif ultime des programmes d'intervention ? Ne peuvent-ils pas susciter des blocages dans les secteurs d'activités où ils ne trouvent pas leur profit ? Dans les pays d'Afrique où les expériences de développement ont abouti presque partout à la formation d'un État autoritaire, doué d'un pouvoir autocratique et d'un système de décision centralisé et bureaucratisé, peut-on échapper au démantèlement de la société paysanne, à son éloignement de la prise de responsabilité et, en dernière analyse, à son sous-développement et à sa marginalisation ? Il n'est pas évident que la « dépendance de l'extérieur » suffise à rendre compte du marasme actuel dont les paysans sont les principales victimes dans « un continent qui se meurt » (3).

Un continent à la dérive ?

Au cours des dernières décennies, l'échec de nombreux projets, les perturbations du système monétaire international et l'état du marché des matières premières à partir des années 1970, enfin la crise alimentaire de nombreux pays ont détérioré les conditions de vie de la majorité des Africains. Les mythes de la croissance se sont envolés sous les effets de la crise de l'énergie dans les pays où le désir d'échapper à l'étau de la dette extérieure et de la dépendance alimentaire se heurte aux impératifs des grands trusts qui imposent aux pays pauvres de produire ce qu'ils ne consomment pas et pour lequel ils sont sous-payés jusqu'à mettre en crise le fonctionnement de l'État. Dans les régions où le secteur agricole a plus contribué à financer la croissance des appareils de pouvoir qu'à

(3) Lire sur ce sujet, Cl. Brisset, « Un continent qui se meurt », in *Le Monde diplomatique*, oct. 1986.

répondre aux besoins prioritaires des agriculteurs, on mesure l'ampleur de la dégradation des conditions de vie. L'Afrique bat aujourd'hui un certain nombre de records mondiaux. Le taux d'accroissement démographique donne le vertige dans des pays où la production agricole n'a cessé de baisser ; le drame de millions de réfugiés venus d'États qui ont fait de la violence et de la répression un instrument du pouvoir est un aspect de la tragédie d'un continent où la dignité de la vie est sans cesse menacée. L'Afrique tend à devenir un vaste marché de la santé envahi par les grands trusts pharmaceutiques. La situation est préoccupante dans les zones rurales et les secteurs populaires des centres urbains où l'état sanitaire et nutritionnel se dégrade. Dans les États où les politiques de développement n'ont pas pris en compte les problèmes humains, on n'est pas surpris par le taux de mortalité infantile pour lequel l'Afrique occupe le premier rang dans le monde (4).

Après le Plan d'Action de Lagos et malgré des cris d'alarme des grandes institutions internationales, l'appauvrissement économique du continent continue. Peut-être la situation a-t-elle empiré depuis les années 1970. Edem Kodjo, ancien secrétaire de l'OUA, déclarait à un groupe de chefs d'État en 1978 : « L'Afrique est mourante. Si les choses continuent ainsi, huit ou neuf seulement des pays actuels survivront dans les prochaines années. Toute chose égale par ailleurs, la pauvreté absolue, à moins d'un déclin, gagnera probablement du terrain. Il est clair que notre vieux continent est maintenant au bord du désastre » (5).

Dès 1970, au terme de la première décennie de leur développement, S. Amin dressait un bilan critique de l'évolution économique des États de l'Afrique de l'Ouest, et mettait en évidence les blocages qui s'expriment par les mêmes difficultés économiques (6). Dépendance alimentaire croissante, effondrement des cours, dégradation de l'environne-

(4) Voir le rapport de l'UNICEF, « *A portée de main : un avenir pour les enfants d'Afrique* », 1986 ; *Le Monde*, 3 janvier 1986.

(5) Cité par L. Timberlake, *L'Afrique en crise. La banqueroute de l'environnement*, L'Harmattan, Paris, pp. 12-13.

(6) S. Amin, *L'Afrique de l'Ouest bloquée*, éd. de Minuit, 1971.

ment, endettement, déforestation et fragilité des sociétés paysannes : la situation est devenue si dramatique que l'Afrique tend à devenir le « cauchemar du monde ». Appauvrissement économique sans précédent et triomphe des États autoritaires vont ici de pair.

Le pouvoir postcolonial n'a apporté à beaucoup d'hommes et de femmes que l'obligation de « la carte d'identité nationale et du parti unique » (7) ; mais pour eux, aucun signe d'espoir ne pointe à l'horizon. En effet, l'Afrique noire semble faire l'unanimité dans le pessimisme. Non seulement les besoins, ici, sont aigus et souvent dramatiques mais les contraintes et les obstacles sont d'une telle nature que les blocages présents semblent insurmontables. Dans l'impasse où se trouvent enfermés les États africains, la pauvreté a un avenir prospère. Telles sont les sombres perspectives qu'annoncent les organisations internationales les plus prudentes : « Le développement en Afrique continuera à être paralysé, conduisant vers la fin du siècle à ce que la Commission économique pour l'Afrique a appelé un « cauchemar politique, social, économique » (8). Ces difficultés s'accumulent au moment où la croissance urbaine, par son ampleur et sa brutalité, s'inscrit à l'horizon 2 000 comme l'une des grandes questions du continent (9). Tandis que le reste du monde progresse, l'Afrique est « en panne » (10).

Il est surprenant que nous soyons arrivés là dans les pays qui n'ont manqué ni d'aide ni d'experts au cours des années où « conseiller l'Afrique est devenu une industrie importante » (11). A partir de nombreux projets où sont intervenus des milliers de coopérants et de techniciens, le « modernisme » au lieu de provoquer le développement, a donné lieu au développement du sous-développement. Il faut bien regarder en face l'avenir d'un continent à la dérive : « A l'échelle des nations, les conditions socio-économiques seraient carac-

(7) A. Kourouma, *Les soleils des indépendances*, Le Seuil.

(8) *Un programme d'action concertée pour le développement stable de l'Afrique au sud du Sahara*, Banque mondiale, 1984.

(9) Voir J.-M. Ela, *La ville en Afrique noire*.

(10) J. Giri, *L'Afrique en panne, 25 ans de « développement »*, Karthala, 1986.

(11) L. Timberlake, *op. cit.*, p. 12.

térisées par la dégradation de l'essence même de la dignité humaine. La population rurale, qui ne survivrait qu'à un prix intolérable, sera confrontée à une pénurie quasi désastreuse de terres cultivables dans lesquelles des familles entières devraient subsister sur à peine 1 hectare. La pauvreté atteindrait des dimensions inimaginables dans la mesure où le revenu paysan deviendrait presque négligeable par rapport au coût des biens manufacturés et des services » (12). Mais on ne peut oublier les profits que réalisent les grandes banques commerciales, les fuites de capitaux et les facilités accordées aux investissements extérieurs dans les pays (13) où le faible coût de la main-d'œuvre permet de réaliser les bénéfices rapides à partir des États accablés par le poids de l'endettement.

Au regard du monde contemporain, l'Afrique tend à devenir un « continent naufragé économiquement et socialement » et qui a besoin d'une « aide humanitaire » (14). Peut-être les Africains eux-mêmes ne réfléchissent-ils pas assez sur les configurations du monde de demain qui se dessinent au moment où les principaux marchés se déplacent vers l'Est. L'Afrique semble désormais intéresser très peu de gens « sérieux », ou en tout cas, qui veulent faire des affaires sérieuses. Vu du dehors, ce continent se caractérise par la sclérose de ses intelligences et de ses imaginations. Objet de pitié ou de ricanements pervers, il impose un effort de lucidité à tous ceux qui s'efforcent de comprendre le sens de ces évolutions. Il faut entreprendre un travail d'analyse et de recherche en rehaussant le niveau de réflexion dans un contexte où les systèmes naguère les plus rigides et les plus clos tentent de s'ouvrir économiquement et politiquement et réaménagent leur réinsertion dans leurs environnements sous-régionaux. L'Afrique doit comprendre que l'avenir appar-

(12) Voir *La CEA et le développement de l'Afrique 1983-2008*.

(13) Lire l'article « Comment le Tiers monde finance les pays riches », *Le Monde diplomatique*, septembre 1986 ; G. Ngango, *Les investissements d'origine extérieure en Afrique noire francophone. Statut et incidences sur le développement*, Présence africaine, Paris, 1973.

(14) Un dimanche soir, Giscard parlait de l'Afrique à la TV au cours du débat électoral sur les dernières présidentielles en France : sur ce thème, lire E. Saouma, « Afrique : éviter le naufrage », in *Le Monde diplomatique*, septembre 1986.

tient aux seuls peuples qui auront su, à temps, se défaire des rigidités inutiles et des archaïsmes encombrants pour inventer des réponses hardies aux questions qui se posent.

Au-delà de la recherche du sensationnel ou de l'exotique profondément biaisée par les clichés commodes, il faut replacer les contraintes et les blocages de ce « continent au bord de l'abîme » dans les dynamiques sociales de chaque pays en intégrant dans une vision d'ensemble cohérente les vraies questions qu'une approche sectorielle risque de négliger ou de taire. En dépit de la détérioration incessante des perspectives qui fait désormais l'unanimité de tous les diagnostics, l'Afrique réelle ne peut être perçue à travers le prisme déformant de l'égalité de la misère. La fidélité au réel met en cause les idéologies du consensus élaborées par les partis au pouvoir pour masquer les disparités économiques et sociales qui s'aggravent (15). L'analyse d'une situation qui, à tout moment, peut être explosive impose une autre vision capable d'apporter une interprétation et une solution alternatives.

Le monde rural n'est pas un monde clos en marge des liens de domination et d'exploitation ; mais les « usages » de l'État dans les régimes où la majorité des paysans ne sont guère représentés dans les chambres d'Agriculture et où les commerçants et les hommes politiques sont confortablement installés, renforcent les alliances entre les classes dominantes, les hommes d'affaires et le pouvoir.

Dans les pays où les forêts risquent de disparaître, tandis que de nombreux États sont transformés en poubelles des puissances industrielles, on ne saurait ignorer les défis de l'environnement dans les régions du continent où les populations rurales risquent d'être confrontées à une pénurie de terres cultivables. Les problèmes de la sécheresse ne sont plus une préoccupation régionale mais touchent l'ensemble de l'Afrique. Cette situation s'étant aggravée au cours des dernières décennies, maîtriser la sécheresse et la famine est un problème à résoudre d'urgence. Ce défi lancé à l'agriculture africaine met l'État à l'épreuve dans une conjoncture où les déficits budgétaires augmentent. On risque de se retrouver

(15) Voir « L'Afrique des bourgeoisies », *Le Monde diplomatique*, novembre 1981.

devant des États dont le poids ne cesse de se réduire dans l'espace géopolitique du monde contemporain. Si la crise de l'agriculture venait à persister, elle entraînerait la fin de l'État en Afrique. Il faut pourtant se garder de toute généralisation dans la situation de crise qui n'affecte pas la société globale d'une façon homogène. Mais, le paysan de base est directement confronté à l'épuisement des bonnes terres, privé d'argent pour acquérir les techniques et les engrais qui favorisent l'amélioration des rendements. Il a le sentiment que tout va pour lui de mal en pis.

La pauvreté rurale, un effet de domination

La Banque mondiale a entrepris un certain nombre d'études sur la « pauvreté rurale » (16). La pauvreté absolue y est définie « par un niveau de revenu en dessous duquel ne peut même pas être maintenu le minimum en matière de nutrition, d'habitat et de commodités individuelles ». La pauvreté relative est celle « qui témoigne des disparités considérables entre les niveaux de vie des classes les plus aisées et des plus défavorisées ». Dans cette perspective, environ 85 % des individus en état de pauvreté absolue se trouvaient dans les campagnes du Tiers monde au début des années 70. Parmi les régions étudiées, c'est en Afrique que l'on note les privations les plus graves si l'on tient compte des incidences de la pauvreté absolue dans les différents domaines de la vie quotidienne. Les données concernant la mortalité infantile attestent une corrélation évidente entre les problèmes de santé et la situation économique et sociale (17). Ces problèmes sont aigus dans les zones rurales où les petits exploitants forment

(16) Voir l'étude de la Banque mondiale sur la pauvreté rurale, Washington, W. C., 1975 ; lire aussi *Études sur la réforme et la pauvreté*, FAO, Rome, 1984 ; sur le même sujet, cf. Leif, E. Christoffersen, « La Banque mondiale et la pauvreté rurale », *Finances et développement*, vol. 15, n° 14, déc. 1978.

(17) Sur ce problème, lire J. Blanc, *Malnutrition et sous-développement*, PUG, 1975.

le plus grand nombre des familles paysannes. A chaque étape du plan, on signale les mêmes contraintes identifiées au lendemain des indépendances. Voici des années qu'on ne cesse de relever l'absence de circuits de commercialisation pour un écoulement adéquat des produits agricoles. Rappelons aussi le nombre limité des agents chargés de la « vulgarisation » et de « l'encadrement ». Leur formation est insuffisante, ceux qui sont affectés sur le terrain ne brillent pas par un dynamisme exceptionnel. Dans les villages reculés, un grand nombre meurt d'ennui ou sombre dans l'alcoolisme qui se développe dans les zones rurales. Peut-être les paysans ne sont-ils réellement pris en charge que dans les régions contrôlées par certaines sociétés de développement qui assurent elles-mêmes la formation de leurs agents. Le sort des paysans n'ayant guère évolué depuis l'indépendance, l'exode rural continue à vieillir la population agricole, et les prix des produits agricoles restent très bas. Rien ne motive les jeunes à rester en brousse dans un contexte où les surplus sont « écrémés » au profit de la bureaucratie urbaine. « Pas une seule fois de 1966 à 1982, le planteur de cacao du Cameroun n'a reçu plus de 58,3 % du prix international journalier fixé pour le cacao. En 1977 par exemple, année où le prix journalier a atteint un record moyen de 5 789 dollars/tonne, il n'a reçu que 18,6 % de ce prix. L'agriculteur brésilien, par contre, a reçu 80,8 % du prix élevé en 1977 et n'a jamais reçu moins de 49 % du prix entre 1966 et 1982 » (18).

Maintenant, on admet généralement que les politiques suivies par beaucoup de gouvernements africains ont contribué à réduire les revenus des agriculteurs (...) : en particulier par les taux de change surévalués qui favorisent les importations, les lourdes taxes imposées sur les cultures d'exportation, l'organisation inefficace de la commercialisation et des autres services agricoles, l'importation subventionnée d'aliments et l'aide alimentaire. Les revenus urbains (...) sont très supérieurs à ceux des agriculteurs. Les bas prix alimentaires dans les villes (...) ont contribué à la migration de la campagne vers la ville » (19).

(18) L. Timberlake, *L'Afrique en crise*, p. 97.

(19) Cité par L. Timberlake, *op. cit.*, lire aussi Ph. Hugon, *op. cit.*

Le sous-emploi qui sévit dans les zones rurales pose un problème de rémunération du travail agricole. Les élites dirigeantes préfèrent s'approprier la rente agricole au lieu d'inciter les producteurs par des prix élevés ; la pauvreté rurale est liée aux prix trop bas imposés par l'État. Dans les pays où la petite exploitation fournit la majeure partie de la production agricole, les grands programmes dirigés par les organisations officielles n'ont pas répondu aux espoirs qu'on avait placés en eux. En réalité, la diminution des revenus des travailleurs agricoles et les migrations paysannes qui accentuent le chômage invitent à une réflexion profonde sur les politiques gouvernementales.

La crise de l'environnement et l'archaïsme des techniques culturales peuvent être un alibi qui dissimule les stratégies des classes dominantes. Ne faut-il pas constater les retards dans le démarrage de certains projets et la mise en œuvre difficile de beaucoup d'autres ? La plupart des interventions prévues par les plans quinquennaux sont perturbées par des problèmes d'organisation et de gestion.

Pourtant il n'y a pas que des échecs et des impasses du développement en milieu rural. Dans bien des cas, de réels efforts ont été entrepris dans plusieurs secteurs, selon les régions et les pays. En dehors des structures de développement rural dont nous avons souligné l'inefficacité et la sclérose, des interventions ont conduit à la création de ressources importantes. Et puis, il y a le dynamisme des populations elles-mêmes. Les voix autorisées n'oublient pas, d'ailleurs, d'en faire l'éloge à l'occasion des grands rendez-vous du monde rural.

Sur le terrain, de nombreux projets sont mis en œuvre dans divers secteurs de la production agricole. Qu'il suffise de rappeler la place qu'occupent la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Cameroun dans le marché mondial du cacao, du café ou de la banane. Le secteur agro-alimentaire tend à devenir, comme nous le verrons, un domaine privilégié d'investissements où les fruits et les légumes jouent un rôle déterminant dans les échanges extérieurs. Ainsi en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Mali, au Sénégal, au Cameroun et au Kenya, les plantations d'ananas et de mangues, les périmètres maraîchers et les

champs de haricots verts nourrissent les pays riches. Les cultures de contre-saison qui se développent dans les régions sahéliennes sont un exemple de cet apport des pays de la faim aux sociétés de la grande bouffe (20). Évoquons aussi le marché des oléagineux où la part de l'Afrique n'est pas négligeable. Enfin, dans les pays où les politiques de l'eau supposent des investissements considérables, de grands aménagements hydro-agricoles sont mis en place.

Les sociétés rurales doivent produire plus et s'intégrer au réseau d'échanges commerciaux du monde extérieur. Ce principe reste l'axiome de base des développeurs dans les régions où l'agriculture vivrière a été longtemps sacrifiée à ce qui est apparu comme une panacée : l'extension des cultures commerciales en tant que source de profits et moyen d'intégration dans le système économique international (21). Dans les pays de savane, pour justifier le développement de la culture du coton, les gouvernements et techniciens de la CFDT ont souvent mis en avant les arguments suivants :

- le coton est une plante spéculative de choix. Il assure aux paysans un revenu supérieur aux autres cultures et apporte à l'État des devises étrangères ;

- du fait de sa rentabilisation, la culture cotonnière retient l'attention des organismes internationaux d'aide et de coopération, qui sont prêts à lui accorder les crédits nécessaires à son développement ;

- les autres cultures profitent pleinement de ce développement : l'encadrement très important peut également s'occuper de l'ensemble de l'agriculture ; le matériel et les techniques en place peuvent aussi servir à cet effet ; le coton s'intègre parfaitement dans la rotation des cultures traditionnelles, etc.

Autour de ces principes, sont nés des offices ou organismes régionaux de développement prenant en charge les plans d'ensemble de développement agricole. Dans les régions où plane la menace de la famine, l'abandon des cultures vivrières

(20) Cf. S. Bessis, « Le scandale des cultures de "contre-saison" », *La France contre l'Afrique*, Maspero, 1981, pp. 159-171.

(21) Voir S. Bessis, *L'arme alimentaire*, Maspero, 1979, pp. 40-50.

est allé de pair avec l'extension de la culture du coton. Les dizaines de milliers de morts, paysans et nomades du Sahel n'ont pas péri du manque de coton et d'arachide.

Dans les zones forestières, la majorité des petits planteurs sont confrontés à des problèmes de survie. Les réalisations spectaculaires de la Caisse Cacao en faveur des producteurs ne peuvent être considérées comme une réussite si l'on tient compte de l'ampleur de l'exode rural qui met en lumière l'absence de perspective de promotion pour la majorité des jeunes de la région. Des générations ont vieilli en consacrant leur force de travail à une production dont les bénéfices n'ont cessé d'enrichir les dignitaires des partis au pouvoir. On ne discute plus sur les raisons pour lesquelles les milliers de petits paysans et artisans sont si pauvres (22). Mais on peut affirmer que les encouragements à la monoculture ne profitent qu'aux sociétés multinationales qui contrôlent les marchés tropicaux.

Cependant, il est trop facile de rejeter tous les malheurs sur le dos des autres et d'en faire les boucs émissaires de la dégradation des conditions de vie en Afrique noire. Il nous faut découvrir nos propres responsabilités et mettre en lumière le rôle des partis et des minorités au pouvoir. Malgré les contraintes de l'environnement international face auquel nos offices de commercialisation sont en état d'infériorité, les gouvernements en place et les forces sociales dominantes ne disposent-ils pas d'une marge de manœuvre et d'initiative ?

En dépit de la crise actuelle, les potentialités agricoles du continent africain sont considérables. L'Afrique ne saurait rester prisonnière de l'image que l'extérieur se fait d'elle. Elle doit prendre conscience des ressources dont elle dispose. Rien ne vérifie les analyses des experts qui donnent un point de vue de la situation économique du continent sans chercher à se demander qui en tire profit et qui en souffre. Il est rare que le consensus qui se dégage des diagnostics savants laisse entrevoir les réserves immenses d'une région du monde

(22) Voir l'ouvrage. *Pourquoi sont-ils si pauvres ? Faits et chiffres en 84 tableaux sur les mécanismes du sous-développement*, éd. de la Baconnière, Neuchâtel, 1986.

qui, depuis la colonisation, n'a cessé d'attirer la convoitise des grandes puissances. Peut-être devons-nous rompre avec cette connivence établie entre les systèmes dominants et les discours officiels qui ne voient, au sud du Sahara, que le continent par excellence de la pauvreté. Les gouvernements locaux risquent d'intérioriser l'image d'une « Afrique maudite », oubliant, comme le relève opportunément Edem Kodjo, que « les richesses d'Afrique ont tôt aiguisé les appétits des puissances européennes et depuis la conférence de Berlin, en 1885, le continent vécut à l'ère de la dépendance qui se perpétue à l'heure actuelle (...). L'on nous traite de pauvres et de miséreux oubliant que le continent, dont moins de 10 % du sous-sol sont actuellement prospectés, apparaît comme l'une des régions les plus riches de la terre » (23). Cette situation était connue en Occident depuis les relations de voyage et les missions des explorateurs du siècle dernier. Pour faire « main basse » sur les richesses, considérées comme une « réserve » des grandes puissances, l'indépendance des peuples noirs ne fut jamais envisagée par les pays colonisateurs. C'est ce que rappelle le II^e Congrès international des Instituts d'études africaines au lendemain des années 60 : « L'Afrique dispose de richesses naturelles importantes et d'une grande diversité. En fait, et jusqu'à ce jour, il n'a même pas encore été possible d'en déterminer l'étendue effective. Ne serait-ce pas au seuil de l'Europe un grand réservoir économique (...) qui permettrait à l'Europe de couvrir ses besoins croissants en matières premières ? » (24). Au moment où l'Afrique est présente au « carnaval des nantis » (25) qui se penchent sur un peuple de mendiants demandant encore plus d'aide, une autre connaissance des réalités locales s'impose si nous ne voulons pas que les analyses, les évaluations et les remèdes à nos maux nous viennent aussi de l'extérieur.

Tous les discours sur le nouvel ordre économique international ne servent à rien si les aspects mécaniques de l'application des schémas dépendantistes masquent les responsabi-

(23) Edem Kodjo, « *Et demain l'Afrique* », pp. 118-119.

(24) Cf. *Communautés et Continents*, n° 6, avril 1960.

(25) Voir *Afrique-Asie* du 29 juin 1986.

lités du colonialisme interne et le pillage des ressources nationales par une poignée de familles qui tendent à se reproduire à différents niveaux de la vie sociale. Un rappel des données de base sur les mécanismes internes d'appauvrissement des masses rurales doit tenir compte de la soumission des paysans à la logique de l'État dans les zones de production agricole.

Il faut revenir ici à la pénétration de l'État au niveau local à partir des faits enregistrés en quelque sorte « à nu » sur le terrain des pratiques de développement contrôlées par les sociétés officielles. Pour l'État, investir sur ces lieux n'est pas une opération innocente. L'obligation de l'impôt est la marque de la domination des économies rurales. Elle entraîne la polarisation du secteur primaire vers l'exportation et la priorité donnée au revenu monétaire : ce schéma situe les problèmes économiques du monde paysan en fonction des intérêts des appareils étatiques. Dès lors, ce qui compte, ce n'est pas d'abord l'alimentation des populations mais la collecte des impôts après les marchés des produits d'exportation. L'État est présent au village à travers ses agents d'encadrement dans les périodes « utiles ». Dans ce sens, l'État post-colonial qui gouverne les communautés locales bouleverse les sociétés où chacun a, dans sa sphère, la responsabilité d'une tâche, en fonction de son statut propre et de son rang. Avec ses projets de développement agricole, l'État impose ses objectifs et une logique dont l'établissement met en cause les initiatives locales et les intérêts des sociétés paysannes. Confrontées à des impératifs imposés du dehors, ces sociétés sont mises en question dans leur capacité à progresser selon leur logique et leurs intérêts propres. Dans les régions où l'État est omniprésent et omnipotent à travers les sociétés de développement, on ne peut donc évaluer la situation du monde rural sans prendre en compte les effets de domination des interventions étatiques. Derrière les dimensions visibles de la maîtrise de l'espace agraire se cachent des rapports sociaux, des formes de manipulation de la force de travail et des stratégies d'extorsion de la plus-value. Les pratiques de développement doivent être restituées dans un processus global dans lequel les interventions planifiées profitent d'abord à

l'État. Aucun pays n'échappe à cette situation : partout en Afrique noire la classe dirigeante extrait un surplus à partir des producteurs primaires, quelle que soit l'idéologie du régime. L'État se taille la part du lion dans la distribution de ce surplus. Les classes dirigeantes utilisent leur part de bénéfices pour se constituer en bourgeoisies d'État. Elles tendent à contrôler l'État lui-même en le soumettant à la logique de leurs intérêts dans le cadre de ce qu'il faut considérer comme un « pacte de domination ». Comme nous l'avons vu au début de cette étude, l'État impose à la société un statut qui lui permet de répartir les revenus paysans selon les réseaux clientélistes de manière à écarter les éléments étrangers à la coalition qui se forme autour du maître du pouvoir. Si l'État élargit ses prérogatives en multipliant ses interventions dans le secteur de la production au point d'apparaître comme le moteur du développement, ce n'est pas d'abord pour le bien-être des populations concernées par la plupart des programmes de développement agricole ; c'est pour les intérêts de sa clientèle. Il lui faut établir une assise dans les zones rurales à partir de l'agriculture. Pour contenir les conflits qui naissent des structures d'inégalité inhérentes aux modes de redistribution des surplus paysans, l'État impose des réseaux de solidarité autour d'un parti unique où se dissimulent des tensions qui s'aiguisent au fur et à mesure que les différenciations socio-économiques s'aggravent. La question paysanne se pose sur ce fond de crise où les opérations de développement rural sont un lieu de conflit entre l'État et les ruraux.

Il faut désormais avoir le courage de sortir des schémas economicistes pour tenter de comprendre la pauvreté rurale à partir des processus de prolétarianisation de la paysannerie qui résultent de l'intervention massive de l'État dans le monde rural. Rien ne semble pouvoir changer dans ces zones de production où la majorité des petits agriculteurs ne constitue nullement la clientèle du pouvoir dans les systèmes où, précisément, l'État redistribue des rentes aux groupes subordonnés faisant preuve de soumission et de docilité à l'égard des pouvoirs personnalisés. Les paysans ne peuvent que s'enliser dans la misère au sein des structures socio-économiques où

ils sont exclus des procédures de parrainage dans lesquelles l'État postcolonial choisit ses « notables » à travers les mécanismes de contrôle de la classe politique. Il faut ici saisir la dimension réelle des « disettes » du monde rural dans un contexte où aucune chance d'accumulation n'est possible en dehors des formes d'allégeance et de cooptation dans les hautes sphères de l'État : l'octroi des monopoles sur certains secteurs de l'économie relève des mécanismes de reproduction de l'État en Afrique noire. Dans l'espace de soumission d'où émergent les nouveaux riches des sociétés postcoloniales, les petits paysans sont d'autant plus écartés des nouvelles logiques d'accumulation qu'ils ne représentent aucune menace réelle pour les classes dirigeantes. Inorganisés et massivement écartés des nouveaux lieux du savoir, ils ne constituent pas un poids politique susceptible d'ébranler les équilibres qui s'élaborent autour des « arrangements » et des négociations qu'impose la consolidation du pouvoir.

Les pénuries du monde rural doivent être analysées en fonction des mécanismes d'enrichissement mis en place par les groupes socio-politiques qui ont pris la relève des anciens colonisateurs.

Dès les indépendances, ces groupes ont élaboré des « logiques alimentaires » qui défient toute rationalité économique dans les États minés de l'intérieur par des courtisans se livrant à toute sorte de « trafics » (26). L'importance de ces courtisans se fait sentir à travers les formes de médiocrité qui frappent de nombreux secteurs de l'administration où l'imagination est absente. Le poids de ces groupes pèse aussi sur les ressources publiques grâce aux stratégies d'appropriation et d'accumulation à partir d'un modèle de pouvoir qui légitime, en fin de compte, l'inégal accès à la richesse. Les sociétés postcoloniales fonctionnent de manière à garantir la prospérité d'une classe dominante au moment où la majorité silencieuse végète dans la rareté. Compte tenu des « logiques alimentaires » autour desquelles se dessinent les nouvelles configurations sociales, l'État assume la fonction primordiale de régulation de la « disette » en écartant des zones d'abondance

(26) Voir P. Péan, *L'argent noir. Corruption et sous-développement*, Fayard, 1988.

et de « satiété » les catégories sociales qui ne figurent pas sur la liste des « familles » formées par le millier de personnes introduites dans la « confrérie » des détenteurs de pouvoir et des profiteurs des rentes agricoles.

L'État se sert aujourd'hui de cette « pénurie » pour asseoir les bases de sa domination. C'est pourquoi, il faut « rationner » les ruraux en limitant les frais et les charges qu'impose l'équipement des villages de brousse. Ce qui est cynique ici, c'est que l'État utilise la production des petits agriculteurs pour récompenser ses notables les plus dociles et, de cette manière, gérer le pouvoir avec l'appui incontesté d'une classe de dévots, comme le faisait l'État colonial.

L'état de pauvreté du monde rural est au cœur du système d'inégalité et de domination où le contrôle des ressources économiques est une lutte que se livrent les élites dirigeantes. Dans ce sens, le malaise paysan illustre une situation globale qui découle des mécanismes d'appauvrissement dont l'étude doit être intégrée à l'analyse de l'exercice du pouvoir en Afrique noire.

Les richesses, les honneurs et le luxe sont liés à un pouvoir total dans le cadre d'un parti qui donne une puissance incroyable dans un système où, précisément, arriver au pouvoir, c'est aussi accéder à la richesse.

Nous percevons l'enjeu des discours destinés à justifier le transfert des ressources agricoles à d'autres secteurs dans un contexte où les offices de commercialisation institutionnalisent l'exploitation des paysans. On ne peut parler de l'agriculture sans souligner les inégalités qui apparaissent comme un des éléments du système politico-économique mis en place par l'État postcolonial. Dans les villages traumatisés par les transformations de l'économie coloniale et l'intervention de l'État, il nous faut retrouver le groupe social le plus révélateur des mutations socio-économiques actuelles car, les paysanneries exploitées cristallisent les contradictions nées du choc colonial et des mécanismes de pénétration de l'État contemporain en milieu rural. « Qu'on le sache, si le gouvernement tient, c'est grâce aux paysans » (27). C'est pourquoi, il faut

(27) Propos de paysans sénégalais rapportés par J. Copans, *Sécheresse et famines au Sahel II. Paysans et nomades*, Maspero, 1975, p. 108.

reprendre l'analyse des problèmes paysans à partir des configurations politiques où le renforcement des mécanismes de pouvoir sert les intérêts d'une élite bureaucratique.

Compte tenu de la croissance des inégalités qui résultent de l'intégration des paysans aux mécanismes d'exploitation, l'insatisfaction populaire risque d'exploser dans une colère aveugle. En effet, pour les milieux du pouvoir, tout doit être mis en œuvre pour empêcher le « mouvement social » de s'orienter vers l'expression organisée de revendication et d'action politique institutionnelle. Dans cette perspective, l'État s'affirme contre la société civile au fur et à mesure que la dégradation des conditions de vie de la majorité des populations actives s'accélère.

En définitive, la pauvreté rurale n'est pas une fatalité de la nature mais l'effet d'une stratégie de domination élaborée par les classes qui contrôlent l'État au niveau de l'économie agricole. C'est ce que révèle l'insuffisance des transferts des ressources publiques vers les besoins économiques et sociaux dans les processus d'accumulation qui s'opèrent à partir des dynamiques entre l'État et la société. Ces problèmes n'échappent nullement à la conscience claire des gens de la brousse depuis trente ans.

Indépendances africaines : le point de vue des paysans

Car les paysans ont une vision d'eux-mêmes qui s'opère dans le cadre d'États où il ne se passe pas une semaine ou un mois sans qu'éclate un scandale financier impliquant les « barons » des régimes en place. Dans les zones rurales ou les milieux populaires, la situation sociale et économique s'évalue par rapport à la pratique des pouvoirs qui ne créent pas toujours la possibilité de freiner la corruption et de sanctionner les hauts fonctionnaires, les hommes politiques ou les commerçants véreux. Les paysans analysent leur condition à la lumière des systèmes qui ont fait naître des couches sociales jouissant de situations de rente et qui, échappent à toute

contestation dans les régimes où une redistribution plus démocratique du revenu national s'imposerait avant tout recours à l'aide extérieure.

Les gens de la brousse prennent conscience de leur pauvreté à partir des besoins très simples. Ce regard importe car il faut retrouver aujourd'hui les facteurs qui ne sont pas pris en compte dans les critères d'évaluation des projets avec lesquels la comptabilité nationale nous a trop habitués.

« Nous savons que nous sommes des paysans, que les oiseaux ne volent pas tous à la même hauteur. Nous ne voulons pas être comme les riches de la ville. Nous voulons vivre mieux ».

On mesure la portée de cette confiance d'un vieillard de Piala, village perdu dans l'immensité sahélienne, quand on sait qu'en dépit d'une croissance urbaine vertigineuse et anarchique dont les conséquences sont souvent dramatiques, l'Afrique demeure une Afrique des paysans. Il s'agit de tout un peuple dont l'expression, généralement confisquée par les partis au pouvoir, fait à peine écho, à moins que ne surviennent catastrophes naturelles ou pressions internationales.

Dans cette Afrique où sévit la maladie des grandes capitales, les paysans ne constituent-ils pas ces marginaux auxquels sont promis, au bout de leur exode, chômage et misère dans les bidonvilles qui prolifèrent ? Bref, les paysans africains sont-ils un peuple en marge ou en marche ?

Certes, les situations sont diverses d'un pays à l'autre. Pourtant, le sort des paysans d'Afrique n'a pas été amélioré par l'avènement des nouveaux États. Pour un grand nombre d'hommes et de femmes, peut-être la situation est-elle pire qu'avant. Que les Soleils des Indépendances ne brillent pas pour les gens de la brousse, c'est ce que ne cesse de répéter, d'une région à l'autre, la parole muette qui vient « d'en bas », là où, dans les villages, les paysans ont conscience de vivre en véritables parias des indépendances africaines.

Les populations rurales sont particulièrement conscientes de cette situation dans la mesure où elles ont été plus durement éprouvées par la colonisation. Dans les villages, il a fallu renoncer à certaines illusions. « L'indépendance, c'est

pour les enfants des Blancs », constatent les paysans burkinabè (28). Dès 1961, les paysans du Congo faisaient la même remarque : « L'indépendance n'est pas pour nous, mais pour les gens de la ville » (29). Vers la même période, une inquiétude analogue traverse les villages du Cameroun. « La masse, rapporte le maire de la ville de Nkongsamba, à l'impression que la souveraineté nationale a créé une classe de privilégiés qui se coupe d'elle » (30). Les paysans du Zaïre n'échappent pas à ce désenchantement général : « L'indépendance ne profite qu'aux intellectuels ; nous les paysans, nous sommes des misérables ». D'autres disent, plus crûment : « L'indépendance que nous avons réclamée et que nous avons obtenue, n'est que pour les ministres, les députés, les professeurs et les commerçants » (31). Aucun changement spectaculaire ne semble avoir marqué la vie des ruraux malgré tous les plans de développement. Comme le rapporte un vieux sage du Rwanda, « pour nous, c'est le même régime qui continue avec des maîtres noirs, moins expérimentés que leurs prédécesseurs. Qu'est-ce qu'un pauvre hère peut attendre d'eux ? Nous donneront-ils des vaches, de nouvelles terres et du travail bien rémunéré pour nos enfants ? Ce serait déjà beaucoup s'ils nous laissaient la paix. Ce n'est pas pour nous qu'ils ont demandé l'indépendance, mais pour eux-mêmes (...). Ils ne nous écoutent pas, ils ne nous donnent pas la parole. Peut-on reconnaître un droit, un respect à celui auquel on refuse le dialogue » (32). « Cette indépendance, quand est-ce que ça va finir ? » se demande un paysan gourmantché (33).

Alioum Fantouré, dans son roman *Le cercle des Tropiques*, fait dire à l'un de ses personnages : « Dans nos villages, nous nous demandons ce qu'est l'indépendance. Notre vie n'a pas changé (...). Les impôts ont augmenté (...) et les délégués

(28) Cité par R. Dumont, *Paysan écrasés, terres massacrées*, p. 269.

(29) R. Dumont, *L'Afrique noire est mal partie*.

(30) *Ibid.*

(31) Interview de Christophe Munzihirwa, *Spiritus*, mai 1980.

(32) R. Dumont, *L'Afrique étranglée*, p. 250.

(33) Cité par R. Dumont, *Paysans écrasés, terres massacrées*, p. 269.

du Parti nous dépouillent lors de leurs tournées (...). Si c'est ça l'indépendance, mieux valait supporter les toubabs. »

En Côte d'Ivoire, le fondement de l'expansion qui a duré près de deux décennies a été l'agriculture développée dans un système où l'État est devenu une véritable « vache à lait » grâce à la « Caistab ». Or, la « maison du paysan » n'a enrichi que certains privilégiés au point que l'on parle ici du pays aux « cent milliardaires ».

Les revenus agricoles dégagés par la mytérieuse « Caistab » ont davantage servi au remboursement de la dette qu'à l'amélioration des conditions de vie des producteurs de cacao et de café. Aussi bien, le gratte-ciel de 32 étages installé sur le Plateau d'Abidjan masque la « grande misère des paysans » de Côte d'Ivoire (34).

Dans les villages, note Pascal Koffi Teya, « il existe encore des familles qui se privent de sel, non pas par luxe d'un régime amaigrissant, mais faute de posséder le moindre sou vaillant. En fréquentant les marchés populaires d'Abidjan et de l'intérieur du pays profond, on constate des situations absolument désolentes, voire incroyables. Les femmes discutent à perdre haleine sur le prix du poisson séché. En fait de poisson, ce sont plutôt des miettes pour lesquelles nos parents marchandent, afin de sentir une autre odeur que celle du piment fort dans leurs sauces. Un bœuf tué par le boucher pour un ensemble de villages, finit par se décomposer aux derniers jours de la vente sous l'assaut des milliers de mouches, parce que les paysans n'ont pas de quoi s'acheter un demi kilogramme de viande voire les boyaux ou les intestins (...).

Chez les planteurs-cultivateurs de l'Est (...), la misère s'est étendue sur l'ensemble de la population. Au cœur du pays koulango (...), les hommes ressemblent à leur terre. Ils sont tous desséchés et on peine à leur attribuer un âge précis, tellement ils vieillissent précocément. A quarante ans, on est déjà vieux (...). A chaque rentrée scolaire et universitaire (...), les parents vivent un drame affreux : comment faire ? Où

(34) Cf. « Où est passé l'argent de la Caistab ? » in *Le Journal de l'Économie africaine*, 26 septembre 1985.

trouver l'argent pour payer le transport et donner quelques sous de poche à leurs enfants s'en retournant en ville vers leurs écoles, collèges, lycées et facultés souvent situés à des centaines de kilomètres de distance du village familial ? (...) Les cultivateurs s'enoufo continuent de labourer avec leur daba alors que les discours officiels et les lignes directrices des plans quinquennaux théorisent sur la "mécanisation de l'agriculture". Eux aimeraient savoir où est passée leur part du PNB » (35).

Et Koffi Teya de conclure : « Telle est la vie du monde paysan, le quart-monde national ; il est pourchassé loin du bénéfice des fameux "booms et miracles économiques ivoiriens" »

Dans ce pays que l'on a vanté naguère comme modèle du libéralisme en Afrique noire, le revenu d'un planteur moyen ne permet pas de couvrir les principaux frais d'une famille ivoirienne. Aussi, les « paysans sont toujours pressés de vendre leur café au comptant, le plus tôt possible » (36).

Ces témoignages soulèvent un coin du voile et mettent à nu une situation dramatique que les seules contraintes de l'environnement international sont loin d'expliquer. La « conjoncture » qui frappe les villageois est liée à l'expansion de l'État dans l'univers de la prébende où l'on ne peut ignorer le rôle du pouvoir dans les modes d'appropriation des ressources nationales.

Le « miracle ivoirien » des années 70 s'est limité à l'essor d'une bourgeoisie locale née des moyens planteurs du temps colonial et qui s'est enrichie à travers les appareils d'État et les multiples sociétés publiques. Au Mali, des recherches récentes mettent en évidence les mécanismes internes qui font du paysan le créateur d'un surplus accaparé par les classes dirigeantes dont l'impuissance à mettre en route un projet de développement et de société qui restituerait aux gens de la brousse les fruits de leur travail n'est plus à discuter (37).

(35) P. Koffi Teya, *Côte d'Ivoire : le Roi est nu*, L'Harmattan, 1985, p. 59.

(36) Voir L. Gbagbo, *Côte d'Ivoire : pour une alternative démocratique*, pp. 130-132.

(37) Voir P. Jacquemot, *op. cit.*

Les frustrations ressenties dans le monde rural explique en grande partie le « malaise paysan » au Sénégal où la domination de l'arachide soumet une région entière aux contraintes du marché extérieur. Dans un pays qui fut l'un des principaux terrains d'application des politiques d'animation rurale et de développement coopératif en Afrique noire (38), la difficulté d'être paysan ne résulte pas seulement des conditions naturelles peu favorables ni de la seule et étroite dépendance économique qui se concrétise dans la monoculture d'exportation. Il faut aussi considérer les contradictions des politiques de développement rural élaborées sous le signe de la « négritude » et du « socialisme africain » (39).

Si la mise en place des « communautés rurales » n'a guère supprimé la tutelle des villages à l'égard de l'administration (40), les structures conçues initialement pour libérer les paysans de la spéculation des commerçants locaux se sont transformées en instrument d'oppression (41). L'endettement insupportable des producteurs d'arachide traduit une situation d'insécurité dans un système où l'agriculteur s'est vu obligé de vendre toute sa production à un monopole d'État, l'Oncad, par lequel il pouvait obtenir semences et engrais. Soumis à une bureaucratie de six mille fonctionnaires, il ne recevait ces engrais et semences que trop tard. Et, à l'achat, le peseur n'hésitait pas à voler le paysan illettré. En fait, les semences et les engrais étaient répartis en fonction des alliances politiques (42). Cette situation illustre parfaitement la condition paysanne dans les États d'Afrique où la bureau-

(38) Cf. Y. Goussault, *Interventions éducatives et animation dans les développements agraires* (Afrique et Amérique latine), PUF, 1970 ; R. Dumont, *Paysannerie aux abois. Ceylan, Tunisie, Sénégal*, Seuil, 1972. Sur les pratiques de l'animation en Afrique noire, voir notre point de vue dans *L'Afrique des villages*, pp. 131-156.

(39) Lire Y. Benot, *op. cit.*, L. V. Thomas, *Le socialisme et l'Afrique*, Le livre africain, 1966.

(40) Sur ce point, cf. M. Haubert, « Le paysan, le village et l'utopie », *Revue Tiers monde*, t. XIX, n° 75, juillet-septembre 1987, p. 581.

(41) Lire N. Casswell, « Autopsie de l'Oncad », *Politique africaine*, juin 1984, pp. 39-73.

(42) *Id.* ; voir aussi « Les paysans et la NPA », *Africa*, novembre 1987, pp. 75-79 ; « Entre l'arachide et le niébé », *Afrique-Asie*, 7 septembre 1986, pp. 35-37.

cratie et la corruption se sont développées au point d'apparaître comme un mal inscrit dans les sociétés postcoloniales.

Au Rwanda, un article de la revue « Dialogue » rappelle que les paysans sont victimes d'une forme d'exploitation par le biais de cultures industrielles destinées à l'exportation. Ainsi, le thé apparaît comme une culture ruineuse dont les « villageois » subissent les principales conséquences (43).

En Zambie, R. Dumont évoque ces villages désemparés, manquant de tout, où il ne reste souvent que le « marché noir » pour survivre (44). Dans ce qui est devenu le Burkina Faso, le célèbre agronome a rencontré un paysannat endetté et affamé dans les régions où le développement de la culture du coton tend à satisfaire « les besoins de luxe des privilégiés urbains » (45). Au Nigeria, les effets du boom pétrolier n'ont pas atteint les campagnes. Dans ce pays, géant de l'Afrique noire, les promesses de la « Révolution verte » ne se sont pas réalisées au profit des petits agriculteurs comme le montre l'exode vers les villes où l'on fuit ce que Lagos appelle le « pénible travail de la terre » (46). Dans la plupart des pays, la prétendue « modernisation » de l'agriculture aboutit au dénigrement méthodique des systèmes de culture paysans, conduisant à une sorte d'incohérence construite, celle qui encourage les cultures d'exportation au détriment des cultures vivrières, aggravant ainsi les inégalités entre les villes et les villages.

Comme l'observe Philippe Hugon, « l'inégalité croissante de la répartition des revenus se manifeste par un appauvrissement des masses rurales. Un groupe de privilégiés touche un revenu plus de cent fois supérieur à celui des masses rurales. Le paysan a un revenu annuel qui demeure constant alors même qu'il finance toujours davantage les dépenses de l'État. L'évolution conduit à une paupérisation de la masse rurale » (47).

(43) A. Nugesera, « Le défi du développement rural », *Dialogue*, n° 103, mars-avril 1984.

(44) R. Dumont, *L'Afrique étranglée*, pp. 58-59.

(45) R. Dumont, *Paysans écrasés, terres massacrées*, p. 280.

(46) Cf. « Promesses et difficultés de la "révolution verte" », *Le Monde diplomatique*, décembre 1981, p. 29.

(47) Ph. Hugon, *op. cit.*, p. 228.

Un quart de siècle après un régime de fer où « le père de la nation », symbole et garant de « l'unité nationale » a laissé la fraude et les détournements s'organiser pour « tenir » sa clientèle politique et la contrôler à distance, Paul Biya note avec honnêteté : « La vraie réalité du pays se trouve dans les campagnes et les villages tandis que les villes qui symbolisent la modernité, l'instruction et la richesse, font parfois un effet de trompe-œil au regard des visiteurs étrangers peu avertis qui étendent très rapidement à l'arrière-pays ce qu'ils observent sur la façade. Il faut aussi le dire sans détour, la richesse du pays reste inégalement répartie entre les diverses couches de la population. Dans cette inégale répartition, comment ne pas souligner le cas des travailleurs de la terre, les agriculteurs qui ne bénéficient pas comme ils le devraient, des fruits de leur labeur » (48). Telle est la situation dans laquelle le « libéralisme planifié » a enfermé des millions d'hommes et de femmes dans un contexte où le « développement autocentré » est apparu comme une idéologie qui masque la nature de classe de l'État postcolonial.

Au Kenya, « le système bancaire canalise l'épargne rurale vers la ville pour prêter aux compagnies étrangères (qui trouvent moins chère d'emprunter au Kenya qu'à l'étranger), pendant que la majorité des petits fermiers n'ont aucun accès au crédit » (49). En Tanzanie, les paysans de Tabora sont intégrés au marché mondial à travers l'histoire du tabac. Mais, il n'est pas évident que les producteurs locaux soient les premiers bénéficiaires de cette production (50). Ici comme ailleurs, l'obligation d'accroître la productivité en raison de la monétarisation conduit à une intensification de l'exploitation du travail paysan. Cette situation touche avant tout les familles qui ne disposent pas de terres pour lesquelles la situation est la plus dramatique. Au moment où les sociétés paysannes sont intégrées dans les mécanismes commerciaux du

(48) P. Biya, *Pour le libéralisme communautaire*, éd. Pierre-Marcel Favre, 1987, pp. 10-11.

(49) D. Martin, « Le Kenya, pion ou allié de l'Occident ? » *Le Monde diplomatique*, février 1977.

(50) Voir Boesen J., Mohele A.-T., *The « Success story » of peasant tobacco production in Tanzania, the political economy of a commodity production peasantry*, Upsala, 1979.

capitalisme, ne faut-il pas comprendre les conditions de vie en milieu rural en fonction des rapports de force dans lesquels triomphe l'impérialisme des classes urbaines qui entretiennent des liens étroits avec l'État en Afrique ?

Les pratiques de développement dans le cadre de l'État qui apparaît comme une sorte de self-service des bureaucraties administratives, n'ouvrent pas de portes de sortie. Le « développement rural » devient le mot passe-partout des discours officiels, tandis que les pratiques mises en œuvre constituent un objet de spéculation comme ces grands travaux hydrauliques qui, pour sortir les paysans de la désertification, sont utilisés comme un moyen de chantage aux mains des groupes financiers en quête de rentabilité immédiate. Malgré les discours qui exaltent le paysan, celui-ci apparaît comme un citoyen de seconde zone dans une société où le fossé qui sépare les villes de la campagne s'élargit chaque jour un peu plus. Vivre au village relève d'une sorte d'héroïsme. Beaucoup de parents se demandent si la forêt ne risque pas d'envahir leurs plantations faute de travailleurs. Combien d'enfants seront les agriculteurs de demain ? Telle est la hantise des générations qui ont créé les plantations et dont le vieillissement paraît irrémédiable alors que l'accélération de l'exode rural met en évidence l'impuissance de l'État à améliorer les conditions de vie des ruraux. Les rapports marchands ont perturbé les relations entre les membres de la parenté, donnant lieu à des conflits qui peuvent entraîner la dislocation de nombreuses familles. L'écart qui se creuse entre la bourgeoisie d'État et les paysans devient une autre source de tensions dans les régions où les représentants du pouvoir affichent un mépris souverain à l'égard des ruraux. Les villageois ne peuvent reprendre confiance dans le travail de la terre tant que leurs efforts ne contribuent qu'à leur marginalisation dans la société en gestation. Au moment où de grands projets sont mis en œuvre dans certaines régions, les périmètres maraîchers et les aménagements hydro-agricoles ne constituent qu'un alibi pour l'enrichissement illimité des classes dirigeantes. L'enjeu, c'est le renforcement de leur pouvoir économique.

Pour les gens de la brousse, depuis les indépendances, le « développement » n'a cessé de démontrer une réalité bru-

tales et inavouées : la surexploitation du travail paysan au profit de quelques intérêts.

Rendre compte des situations de pauvreté et de famine par les seules calamités de la nature et la fatalité due au climat, c'est dissimuler les mécanismes de domination qui affectent la vie quotidienne des paysans et des éleveurs d'Afrique noire ; c'est aussi mettre au-dessus de tout soupçon l'ensemble des politiques de développement imposées à la majorité des populations écartées des lieux de décisions où s'élabore l'avenir de la société. L'on s'attend à l'aggravation des conditions de vie dans les campagnes au sein des États qui empruntent pour combler leurs déficits, non pour investir (51). Avec les femmes, les travailleurs et les étudiants, les paysans sont les principales victimes des politiques d'austérité dictées par les bailleurs de fonds aux pays « ajustés » où le verdict de la rue apparaît souvent comme la réponse des groupes vulnérables aux mesures gouvernementales. Partout le passage du FMI accroît les difficultés dans les pays ouverts à l'expansion des investisseurs étrangers par des programmes de « libéralisation » dont la mise en œuvre exige d'ordinaire la répression qui aggrave la fracture entre l'État et la société. Peut-être faut-il renoncer à toute perspective de développement dans les villages où les plans de redressement n'ont pas pour objectif primordial de trouver des solutions aux problèmes locaux ou de permettre aux planteurs de s'équiper. Des perspectives peu encourageantes sont offertes aux pays engagés dans ces programmes où se cherche un type d'ajustement à visage humain comme le conseille aujourd'hui l'Unicef. Au cours des années qui sont celles du FMI (52), le monde rural risque d'être relégué au dernier plan des politiques en cours. En Afrique noire, la recherche agronomique n'est-elle pas victime des coupes budgétaires entraînées par les programmes d'ajustement structurel ? Dans un secteur vital où le nombre d'Africains véritablement impliqués était déjà insuffisant et disposait de moyens limités, les con-

(51) Voir S. Bessis, « Les années du FMI », in *Jeune Afrique Economie*, sept.-oct. 1987, p. 60.

(52) *Id.*

séquences sont graves. Au-delà des schémas dépendantistes dont le mérite est d'avoir réintroduit les contraintes et les déterminations externes masquées par la pensée libérale, il faut éviter d'évacuer le rôle de l'État dans l'aggravation du sous-développement des sociétés postcoloniales. On ne peut « recentrer à la périphérie » (53) sans examiner les forces sociales internes à l'œuvre dans l'articulation des classes dominantes et des sociétés africaines. Dans les pays où le dualisme tradition/modernité domine trop souvent l'approche des problèmes de développement, faute d'intégrer véritablement dans le champ d'analyse les formations sociales indigènes, on ne peut appréhender la condition des paysans africains et comprendre les inégalités qui s'aggravent.

Dans les États, les détournements de fonds publics, les dépenses de prestige et l'évasion des capitaux placés dans les banques étrangères bloquent l'avenir de la majorité des populations africaines. Le désordre de l'économie mondiale peut être un alibi pour les dirigeants du Tiers monde. La chute des prix des produits agricoles ou l'effet dollar ne suffisent pas à rendre compte de la stagnation des zones rurales. Les classes dirigeantes imposent aux gens de la brousse le poids du fardeau de la « crise » : ces classes les invitent à redoubler d'effort pour travailler à sauver l'État de la banqueroute ou à payer les dettes publiques qui n'ont servi qu'à des minorités opulentes. Pour les hommes de terrain, la « crise » ne date pas d'aujourd'hui. Depuis des années, elle est une réalité de tous les jours. Elle se lit à travers les bas prix payés aux paysans et les difficultés sociales au fond de la brousse autant que dans les bas-quartiers où, comme on le voit à Douala, le marasme économique, la faillite des entreprises et la liquidation du salariat ont leur chanson : « Douleur » dont le thème a été détourné pour rappeler les contraintes de la vie quotidienne (54). Cette misère n'a pas attendu la « crise » qui mobilise désormais les discours institutionnels.

La redécouverte de l'État dans le débat sur les voies de développement met en évidence le poids des classes sociales

(53) Cf. J.-F. Médart, *Politique africaine*, n° 1, p. 121.

(54) Voir « Cameroun : Babylone sur Douala », *Afrique-Asie*, 8 février 1987.

qui contrôlent les appareils de pouvoir dans un contexte économique où les principales activités industrielles étant monopolisées par le capital étranger, l'agriculture demeure la base des ressources nationales. Dans les pays où l'option s'est faite en faveur de l'État comme agent central du processus de développement, la bureaucratie administrative est au centre des rapports entre le paysan, l'État et l'argent. Or, en Afrique noire, l'État ne garantit pas seulement les conditions socio-politiques de l'exploitation des producteurs ruraux ; il donne le « pouvoir d'être riche ». Il sert de « relais » pour appartenir à une classe de jouisseurs. L'État est une source de prébendes pour une bourgeoisie autochtone qui vit du travail paysan.

La difficulté de survivre dans une région sans espoir est une révélation pour ceux qui ignorent la vie de brousse. D'où les réflexions des étudiants venus de Yaoundé pour un camp paysan à Yoko : « Nous découvrons les peuples cachés dont on ne parle pas dans les bouquins de l'école ». Ce soupçon porté sur le savoir institué n'épargne pas l'ensemble des moyens d'information, comme les bilans mystificateurs : « Enfin nous découvrons les vraies réalités du pays, celles que cachent les discours et les mensonges des mass médias. »

Telle est cette Afrique réelle qui se confond avec celle des villages exposés aux effets pervers des modèles de développement élitiste. La « déraison du mimétisme », dénoncée par Albert Tévoédjéré, a introduit parmi les élites urbaines des besoins et des désirs liés à un mode de vie à l'occidentale. Ces besoins se paient et exigent des devises qui imposent la culture de l'impôt dont les ressources profitent à un petit nombre de privilégiés.

Une économie invisible

Après le désenchantement des dernières décennies de l'indépendance, de nombreux paysans commencent à penser que les changements de leur vie ne viendront pas néces-

sairement d'en haut. L'avenir se cherche vers d'autres terrains d'expérimentation, à partir d'actions pertinentes où les groupes deviennent acteurs des changements dans leur milieu.

Au-delà des stéréotypes de la misère et de la famine, des communautés paysannes s'organisent et relèvent le défi. Depuis la grande sécheresse de 1973, de nombreuses initiatives sont nées et se sont enracinées dans les pays du Sahel. On pense à ces coopératives d'épargne et de crédit ou à ces « banques de céréales » qui, au Burkina Faso, mettent les paysans à l'abri des commerçants spéculateurs. Des groupements de villageois se sont développés sur une base communautaire à partir des pratiques traditionnelles. Face à leurs problèmes quotidiens, les ruraux sont amenés à se situer et à réagir : manque d'eau, problèmes de terres et de céréales, achats de moulins destinés au village, pharmacie permettant d'éviter de longs déplacements (55). Lors de la sécheresse du Niger, on a vu des nomades se mettre à la culture en travaillant dans une multitude de jardins. Les cultures de contre-saison qui se sont développées ici et là constituent une « riposte » des populations aux défis de la sécheresse et de la famine. De même, dans de nombreuses régions, on constate un engouement pour les coopératives où le dynamisme des femmes se déploie. Une mobilisation et une mutation économique et sociale se font à cause des contraintes de la nature et du climat que les populations s'efforcent de surmonter en se groupant pour des tâches communes. Il serait difficile d'inventorier les mille manières par lesquelles les gens des villages s'organisent pour relever le défi de la pauvreté.

Les clichés de la famine s'imposent à l'imaginaire collectif à travers les représentations caricaturales que les médias diffusent sur l'Afrique ; mais on ne soupçonne pas assez la richesse et la diversité des ressources humaines qui se déploient dans les formes d'initiatives et d'organisations par lesquelles les gens du peuple inventent des techniques pour

(55) Voir *Initiatives paysannes au Sahel. S'organiser et lutter contre la fatalité*, Enda, Dakar, 1985. Lire aussi J.-M. Ela, « Développement agricole et structures non étatiques de participation en Afrique noire », dans *Les politiques de l'eau en Afrique*, Economica, 1985, pp. 69-77 ; *Nouvelles paroles de brousse*, Karthala, 1988.

répondre aux défis du présent. Ce dynamisme se révèle à travers cette « économie invisible » rejetée dans le domaine de « l'informel » où l'on voit une survivance des époques révolues. Il convient d'attirer l'attention sur les nouveaux acteurs de développement qui animent des projets concrets.

L'image misérabiliste d'une Afrique en dérive plonge dans les vieilles représentations d'un continent « maudit ». Elle ne rend pas justice à la créativité des sociétés africaines où l'on assiste à une extraordinaire vitalité des paysanneries dans les domaines de la santé, de l'irrigation et de l'agriculture productive. Les initiatives communautaires illustrent le dynamisme des sociétés au sein desquelles les paysannes jouent un rôle moteur face au défi de la sécheresse et de la faim (56). Ces pratiques et ces initiatives ne sont pas d'abord le fait de l'État. Elles ne sont pas non plus programmées de manière technocratique. Souvent, les grandes institutions financières ignorent le dynamisme interne des groupes de base.

À côté des « pannes » d'une Afrique bloquée, on découvre avec surprise dans les stratégies populaires de survie un réveil considérable de la mémoire des peuples qui se traduit par un ressurgissement de savoir-faire et la capacité collective à s'organiser. Là où les technologies dominantes n'arrivent pas à donner leur vraie place aux dynamiques culturelles, on assiste à un retour du refoulé : les communautés paysannes et populaires retrouvent la parole qu'elles avaient longtemps perdue au cours des interventions où elles sont si souvent niées et méconnues. Peut-être toute la tâche actuelle est-elle de leur redonner la parole. Dans un coude à coude avec les paysans, nous avons pu mesurer l'importance de ces exigences au nord du Cameroun où se pose, avec acuité le problème de l'eau, de la terre et du mil (57).

Pour les populations en quête d'espace vital, les pièges de « l'animation rurale » apparaissent lorsque les paysans ne sont pas assurés de conserver les champs qu'ils louent chaque

(56) Sur ce thème, voir « Réveils des Afriques », in *Lettre*, mars 1988 ; J. Giri, *Le Sahel au XXI^e siècle. Essai de réflexion prospective sur les sociétés sahéliennes*, Karthala, 1989.

(57) Sur cette expérience, *Ma foi d'Africain*, Karthala, Paris, 1985.

année à des notables traditionnels. Comment appliquer les nouvelles méthodes culturales si l'on risque, à tout moment, d'être dépossédé de la terre par les cadres du Parti, les fonctionnaires ou les commerçants qui, en se lançant dans la « révolution verte », ont tendance à confisquer les superficies cultivables ? Permettre aux paysans de se mettre en marche, c'est d'abord susciter des groupes d'hommes capables de sortir des impasses. Dans les régions menacées par les pénuries alimentaires, cela peut commencer par la prise en compte des problèmes fonciers qui conditionnent l'intégration des jeunes en milieu rural, la santé des populations et l'éducation des enfants, l'équilibre de la famille elle-même et les problèmes de nutrition.

Un tel projet suppose l'interrogation mutuelle des secteurs d'intervention puisqu'il ne sert à rien d'apprendre à mieux cultiver si l'on est dépourvu de terre ou si l'on n'est pas maître de ses produits ; amener les paysans à se poser leurs problèmes essentiels et à y trouver des réponses, à décider des actions à entreprendre, est une activité capitale. Pour des paysans abandonnés à l'ignorance par un système scolaire élitiste, une expérience d'alphabétisation conscientisante à partir de l'oralité africaine apporte des outils de réflexion et des moyens d'action. On peut ainsi apprendre à lire et à écrire en assumant les problèmes fonciers et nutritionnels. En même temps, l'apprentissage de la lecture permet d'affronter les marchés de coton où les paysans illettrés se font voler par les peseurs et les acheteurs.

Ce qui se cherche à travers ces démarches, c'est une pratique de développement où le grenier à mil retrouve sa place dans l'économie familiale, en conflit avec une agriculture extravertie qui conduit à la famine. Dans les villages dominés par la culture du coton, polariser les agriculteurs sur le grenier à mil, c'est répondre à une exigence fondamentale : « manger d'abord », non seulement pour ne pas mourir de faim mais aussi pour résister à la spéculation dont les paysans sont victimes pendant les périodes de soudure où les produits vivriers, achetés à bas prix à la récolte sont revendus très chers par des commerçants pratiquant la fraude.

En Afrique, les femmes paysannes travaillent parfois jusqu'à la veille des accouchements ; leur emploi du temps surchargé

ne leur laisse que peu de temps pour le repos et les loisirs. Aussi, tout ce qui permet à la femme de prendre la parole sur les problèmes de la vie au village se trouve intégré à un projet global de transformation des conditions de vie.

Il faut que les femmes puissent s'exprimer sur l'usage des récoltes et l'utilisation de l'argent, en même temps qu'elles ne peuvent rester indifférentes devant le développement des cultures d'exportation qui aggravent les problèmes alimentaires dans une région où la majorité des enfants souffrent de malnutrition. Dès lors, les femmes qui portent la responsabilité de la santé des enfants sont invitées à se prononcer sur les enjeux fonciers dans les régions où le coton chasse le mil. En définitive, ce sont toutes les forces sociales du village qui doivent participer à un projet d'animation globale. Aussi les efforts se concentrent-ils sur les jeunes scolaires.

Lors de rencontres de réflexion et d'échange, les jeunes apprennent à devenir « les yeux du village » et à intervenir pour la défense des paysans. « Faire comprendre aux gens l'utilité de l'hygiène », « conseiller les mamans de bien nourrir les enfants », « diversifier l'alimentation » ou « apprendre aux gens comment avoir de l'eau potable » ; « informer les parents sur les problèmes du pays » ; « les jeunes doivent être le bouclier des paysans sur le marché du coton » : telles sont quelques-unes des responsabilités que les jeunes découvrent dans un camp de réflexion sur la solidarité des élèves et des paysans.

Le projet d'une « école sans murs » exprime ce souci de réexaminer le contenu des programmes en prenant en compte les questions du village où l'enfant peut être facteur de changement. Malgré les contraintes institutionnelles (programmes, horaires, examens), il s'agit d'utiliser des espaces de liberté pour ouvrir l'école aux familles et aux communautés de village de telle manière que les maîtres eux-mêmes, après une initiation préalable aux réalités socio-économiques, soient en mesure de devenir des éveilleurs de conscience dans leur milieu.

L'animation des villages doit être repensée pour s'articuler aux problèmes scolaires. Un véritable mouvement paysan a besoin d'un certain nombre d'outils pour se libérer des

contraintes qui bloquent la marche en avant. Comment rendre au village le pouvoir que les « professionnels » du développement ont confisqué ?

Bien entendu, les difficultés ne manquent pas dans le coude à coude avec les ruraux prolétariés. La sacralisation des pouvoirs coutumiers ou administratifs peut paralyser toutes les innovations dans les villages où la peur du « chef » est un véritable frein au développement endogène. Que faire là où les autorités traditionnelles réclament des impôts en période de soudure, contraignant ainsi des populations faméliques à s'endetter ou à vendre leurs maigres réserves alimentaires ? Dans une Afrique baillonnée, comment promouvoir un autre développement dans une situation où l'exploitation des paysans continue ?

Pour rompre le cercle du développement dans la dépendance qui conduit au développement de la dépendance, on ne peut éviter de redonner aux paysans leur pouvoir créateur en faisant des communautés de village la matrice d'une nouvelle société à construire. Le recours à des associations villageoises paraît indispensable, à condition de ne pas oublier que la tradition africaine n'est pas à l'abri des contradictions et de l'affrontement des intérêts.

Beaucoup de groupements ruraux sont morts de leurs propres contradictions. Le retour à « l'esprit communautaire » précolonial, considéré comme solution miracle, peut nourrir des illusions dangereuses, en masquant non seulement les inégalités et les conflits inhérents à toute réalité sociale mais aussi les différentes formes de domination et de confiscation du pouvoir au profit d'une minorité privilégiée. La vie au village n'est pas seulement une vie de solidarité dans le cadre d'une hiérarchie entre classes d'âge, lignages, familles, sexes et parents (58) ; elle est aussi faite de contradictions et de conflits. Les valeurs communautaires qui seraient caractéristiques des « sociétés traditionnelles » africaines relèvent de plus en plus de l'utopie si l'on prend en considération les ten-

(58) Cf. M. Augé, « L'illusion villageoise », *Arch. inter. de soc. de la coop. et du dév.*, n° 14, juillet-décembre 1973, pp. 240-251.

sions aiguës nées des mutations en cours dans les sociétés rurales.

La marche en avant des collectivités paysannes n'est pas automatique. Elle nécessite une recherche continue et une réflexion permanente sur le devenir des communautés locales dont les intérêts ne sont pas nécessairement ceux de l'environnement régional, national ou international. Une remise en cause des modèles de développement à l'occidentale implique un affrontement avec les pouvoirs centralisés et les forces d'argent. Ainsi, une nouvelle manière d'être au monde se cherche dans les luttes des paysans et dans leur capacité à s'organiser.

En Afrique, tant que les paysans ne parleront pas, l'humanité se trouvera réduite d'une part essentielle d'elle-même. Le changement qui s'impose doit donc être rythmé par des petits pas de libération. Nous sommes sur une longue route, vers la destruction de la misère et l'émergence d'un homme africain délivré des formes renouvelées de l'exploitation néo-coloniale. Comment ne pas méditer les paroles d'un vieux sage d'Afrique :

« Ne croyez surtout pas, dit Hampaté Ba, que la tâche est trop vaste et nos efforts dérisoires. Il n'y a pas d'efforts inutiles : souvenez-vous qu'au départ la graine de baobab n'est pas plus grosse qu'une graine de café. Et pourtant, il en sort un arbre puissant et majestueux dont l'ombrage est bienfaisant à tous. »

On mesure les efforts à faire pour sortir les paysans africains de la marginalisation dans les États où le dolo, l'« africain » clandestin, « l'arki », la bière ou le chanvre indien et les jeux de hasard apparaissent souvent comme le loisir du pauvre dans la plupart des villages abandonnés à leur sort.

Discours agraire et réalités paysannes

Pour la majorité des experts, la situation économique de l'Afrique révèle une crise dont le baromètre est avant tout agricole. Dans les pays où plus de 70 % de la population active vivent dans les zones rurales, l'agriculture résume à la fois les espoirs déçus et les échecs d'un continent qui a cru, en 1960, terminer son voyage au bout de la nuit. Ces rêves ont avorté, en dépit des médiocres performances obtenues au prix d'une dégradation de l'environnement.

Des projets somptuaires ont surtout bénéficié à des minorités nationales ; on peut se demander si les petits agriculteurs n'ont pas été oubliés. Aussi, c'est peut-être par le mépris des paysans que se dévoile la crise du développement en Afrique noire. Il faut donc revenir au point de départ et, comme le suggère G. Belloncle, retrouver « le chemin des villages ».

Une analyse du discours agraire élaboré en fonction des modèles de développement élitiste peut aider à approfondir l'étude des stratégies politiques qui s'organisent à partir des problèmes agricoles.

Dans le contexte actuel, le statut des villages n'est pas très clair. Au Ghana, la ville est apparue naguère comme un espace interdit. Aussi Rawlings renvoie-t-il en brousse les débarqués du Nigeria. Au Zaïre, Mobutu confine loin des

centres urbains les étudiants turbulents ou les députés rebelles. Que représente ici le village pour l'État en Afrique ? Les politiques de lutte contre la délinquance, le contrôle de la circulation entre la brousse et la ville, le refoulement des migrants et la répression contre les opposants dévoilent les significations inscrites dans les mesures prises par un certain nombre de régimes africains. Si le village ne peut-être autre chose qu'un lieu de « refoulement » ou une zone d'exclusion, l'importance reconnue aux problèmes de l'agriculture s'accompagne d'un intérêt accru pour les paysans ? Quelle est la fonction du discours agraire dans un contexte où l'avenir de nombreux jeunes se cherche dans les villages ?

On mesure l'enjeu de ces questions dans les sociétés africaines où les diplômés d'université sont en quête d'emplois introuvables dans les bureaux des grandes capitales. Les chemins d'Europe se ferment de plus en plus aux jeunes d'Afrique (1).

Devant les expulsions massives, les tracasseries policières et administratives ou l'offensive xénophobe qui frappent les travailleurs étrangers en Europe, il faudra désormais apprendre à « vivre chez soi » (2). Une forme de racisme primaire alimenté par les mythes « sidaïques » qu'entretiennent les mouvements rétrogrades (3), fait oublier la contribution historique de ces tirailleurs noirs venus des savanes et des forêts pour libérer les métropoles coloniales occupées par les armées nazies (4). Au moment où la faillite de l'environnement

(1) Lire « Les immigrés sous surveillance. 3,5 millions de suspects », in *Le Nouvel observateur*, 11-17 juillet 1986. Voir aussi le dossier sur le « brûlot des extrêmes droites dans une Europe en fièvre », *Le Monde diplomatique*, juin 1990.

(2) Cf. *Le Soleil*, « Vivre chez soi, vivre mieux », janvier 1987.

(3) Sur ces mythes qu'on retrouve sur les murs du métro parisien avec des formules telles que « Noir = Sida », cf. Escoffier-Lambiotte, « Sidaïques : de la désinformation à l'imposture », *Le Monde*, 27 mai 1987.

(4) Concernant cette histoire et l'apport des Africains à la libération de la France, lire le roman de Doumbi Fakoly, *Mort pour la France*, Karthala. Rappelons aussi le célèbre chant enseigné dans les écoles coloniales après la Deuxième Guerre mondiale : « C'est nous les Africains qui revenons de loin, nous revenons des colonies pour défendre le Pays. Nous avons laissé là-bas nos parents, nos amis et nous avons au cœur une invincible ardeur, car nous voulons porter haut et fier le beau drapeau de notre France entière. Et si quelqu'un venait à y toucher, nous serons là pour mourir à ses pieds... ».

s'accompagne d'une crise du développement, il faut revenir au village et identifier les vrais défis à relever pour « vivre mieux ».

Dans les États d'Afrique où les rêves de grandeur s'inscrivent dans les palais de marbre occupés par les potentats qui ne légueront à leur peuple qu'une société de corruption et le souvenir des camps de torture, peut-être les experts devraient-ils suggérer à la méditation des princes régnants les paysages agraires des pays industrialisés. On est frappé par « le rôle essentiel des subventions dans l'agriculture » (5) dans les anciennes métropoles qui ont imposé à l'Afrique le modèle d'une civilisation du bureau. Le marché des produits agricoles devient un enjeu stratégique dans les rapports de force entre les États modernes. Comment les Africains resteraient-ils passifs devant les stratégies mises en œuvre par les sociétés industrielles pour soutenir l'activité agricole, les recettes des paysans et les revenus de leur famille ? S'ils ne veulent pas financer les excédents industriels des pays du Nord (6), les pays africains ont intérêt à donner tout le poids à l'agriculture dans un contexte mondial où l'on se rend compte qu'« une grande puissance est une puissance agricole » (7). Au-delà des impératifs de survie, ce qui est ici en cause, c'est un secteur d'avenir qui tend à devenir la première branche d'activité pour l'emploi, la création des richesses et l'acquisition des devises. On l'a bien compris dans le Nord où, en dépit des apparences, la solution des grands problèmes économiques passe aujourd'hui par les réponses données aux problèmes de l'agriculture. L'Afrique doit se situer au cœur de ce débat fondamental du monde contemporain, en s'efforçant d'articuler système agraire et cohérence politique dans un contexte où de nouvelles perspectives peuvent s'ouvrir si l'on rend au village sa liberté de produire et de maîtriser les mécanismes des marchés.

Ces exigences imposent une confrontation entre le discours agraire et les réalités paysannes dans la pratique des États d'Afrique noire.

(5) Cf. *Le Monde diplomatique*, mars 1987.

(6) Lire R. Lenoir, *Le Monde diplomatique*, novembre 1986.

(7) *Le Monde diplomatique*, mars 1987.

Priorité à l'agriculture

Il faut bien relever la place des questions agricoles dans les langages institutionnels.

Il n'y a pas d'État africain qui n'ait solennellement et à plusieurs reprises, proclamé l'agriculture « priorité des priorités ». Il suffirait de reprendre l'ensemble des déclarations, des textes ou des discours qui reviennent sur cette affirmation constante des équipes dirigeantes.

La volonté de privilégier les problèmes agricoles s'est affirmée depuis que la faim est devenue la hantise des États dans un grand nombre de pays d'Afrique. Après des années de monoculture d'exportation dont l'option n'a presque nulle part été remise en question, on insiste surtout depuis le Plan d'Action de Lagos, sur l'importance du secteur vivrier qui n'avait jamais été pris en compte par l'État colonial. Celui-ci avait enfermé l'économie vivrière dans la sphère de la reproduction de la force de travail qui incombe au rapport de production domestique où le capital ne s'investit pas (8). Le choc vivrier oblige la majorité des États qui tendent à devenir des empires de la faim à reconsidérer les politiques agricoles. Autour des problèmes de l'agriculture, c'est la volonté de construire l'État qui est engagée, au-delà des problèmes de modernisation rurale, de dégradation des sols ou du machinisme agricole (9).

Dans cette perspective, comment réorganiser l'espace rural en Afrique noire ? Sur quelles bases cette organisation peut-elle reposer ? Si l'on tient compte du rapport de l'homme à la terre dans les civilisations agraires propres aux sociétés africaines, vers quelles voies faut-il s'orienter en partant des capacités de ces sociétés ? En définitive, s'il n'y a pas de développement rural sans paysans, de quels pouvoirs disposent les villages pour permettre aux paysans d'assumer leurs problèmes de développement ? En d'autres termes, quel est le

(8) Cl. Meillassoux, *Femmes, greniers et capitaux*, Maspero, 1979.

(9) Voir J. Heyer, P. Roberts, G. Williams, *Rural Development in Tropical Africa*, Londres, 1981.

poids des paysanneries dans la recherche de nouvelles stratégies de développement rural ? La recherche des pratiques alternatives ne peut échapper à cette question fondamentale. Pour répondre, il convient d'écouter les gens de la brousse car, ce sont encore les paysans qui sont les plus intelligents, observait Senghor. « Quand on leur demande ce qu'ils veulent, ils n'hésitent pas (...). Ces gens, de tout temps, se sont battus contre la sécheresse. Ils ont besoin qu'on les aide, pas qu'on pense pour eux (10). » C'est pourquoi, on doit examiner les voies par lesquelles nous avons pu nous engager jusqu'ici, en faire l'inventaire autocritique : dévoiler les mécanismes qui ne fonctionnent plus et repérer à quel niveau et à quel moment apparaît le dysfonctionnement. Ce qui a pu être proposé comme un « chemin » n'est-il qu'une « impasse » ? Dès lors, comment « imaginer » pour demain d'autres pistes sans redécouvrir ce qui a été négligé, ignoré ou méconnu ? Ne convient-il pas d'être attentif à ce qui naît aujourd'hui et se demander s'il n'y a pas là des possibilités à explorer et à expérimenter ? Ce travail est immense et exige des équipes de recherche. On ne peut procéder ici qu'à des approximations successives à partir d'une réflexion critique sur les pratiques en cours, compte tenu des défis qui surgissent.

Faire de l'agriculture le pivot central d'une politique de développement, tel est le souci des pouvoirs qui, à travers la diversité des climats et des régimes, polarisent leur regard sur le monde rural. On peut s'en rendre compte en examinant les priorités des différents plans quinquennaux qui se sont succédés depuis des années.

Au Cameroun, dès le début de l'indépendance, le 2^e plan fut baptisé « Plan paysan ». Sur les dix pages composant le discours de présentation du IV^e Plan devant l'Assemblée nationale, cinq sont consacrées aux problèmes du monde rural. L'éditorial du premier numéro de la revue trimestrielle du ministère de l'Agriculture rappelle l'importance de ce secteur : « L'Agriculture qui, on l'a dit et répété, est l'épine dorsale de notre économie, se devait d'avoir une revue qui

(10) Cité par R. Dumont, *L'Afrique étranglée*, p. 203.

lui soit propre (...). Dans un secteur qui occupe ou fait vivre trois Camerounais sur quatre, il était normal de disposer d'une documentation sûre, d'un journal permettant de suivre les diverses actions engagées pour que notre agriculture, pilier de notre développement ait toujours la place qu'elle mérite (11). » Ce thème est un lieu commun des discours officiels des États africains. Dès 1959, Houphouët-Boigny déclarait dans son discours d'investiture : « Le premier devoir de mon gouvernement sera d'accorder aux masses rurales une attention particulière et affectueuse. Et cela pour deux raisons concordantes : d'abord, parce que les masses rurales représentent l'immense majorité de la population de ce pays ; ensuite, sans doute pour longtemps, bien que notre avenir minier qui va hâter l'industrialisation du pays s'annonce prometteur, la Côte d'Ivoire demeurera un pays à vocation agricole (12). » On peut retrouver les mêmes formules dans la plupart des pays non producteurs de pétrole ou de cuivre. Les thèmes des congrès des partis au pouvoir reviennent sur ces idées-forces. Ces préoccupations s'imposent dans les régions où l'exode rural est une menace pour la productivité. Face à la crise que traverse l'économie du pays, Paul Biya invitait naguère les cadres de la fonction publique à créer des plantations. « Je demande aux Camerounais de faire de l'agriculture (...). Et, par les temps difficiles que nous vivons, je demande que ceux qui quittent la fonction publique ou qui sont victimes de certaines compressions de personnel se reconvertissent dans l'agriculture (13). »

Repris comme des formules incantatoires, ces thèmes mobilisent l'opinion à travers les manifestations annuelles destinées à bien intégrer l'ensemble des populations dans les régions de l'idéologie dominante. Car, le discours agraire est un instrument politique. Dans cette perspective, depuis 1973 le régime de l'UNC a lancé la « Révolution verte » au Cameroun ; les « comices agricoles » sont devenus une sorte de

(11) *Cameroun Agriculture*, n° I, janvier-février-mars 1986, p. 5.

(12) Cité par A. Touré, « Paysans et fonctionnaires devant la culture et l'État », in *État et bourgeoisie en Côte d'Ivoire*, p. 223.

(13) Cf. *Cameroon Tribune*, 20 février 1987, p. 5 ; voir aussi la communication sur le VI^e Plan, *Cameroon Tribune*, 24 juillet 1986.

« fête du monde rural » (14). Au Togo, 1975 fut « l'année du paysan ». Au Burkina Faso, Thomas Sankara avait tenu à créer un « ministère de la Question paysanne. » Pour stimuler la production, des prix de la « meilleure plantation » sont institués comme on le voit au Cameroun. Dès l'école, certains systèmes éducatifs s'efforcent d'inculquer la valeur du travail manuel afin de ramener les jeunes à la terre. Si la presse rurale en langues nationales demeure un secteur sous-développé, les médias officiels intègrent de plus en plus les problèmes de l'agriculture dans leurs programmes.

Il en résulte un environnement qui s'ouvre aux réalités paysannes. A travers des appareils divers, ce qui émerge au niveau du discours, c'est une « Afrique verte » dont les problèmes s'imposent peu à peu à l'attention du grand public. On voit ici le rôle déterminant des industries de l'imaginaire qui prennent en compte les problèmes agricoles. « Ce pays doit sa réussite à l'agriculture (15) » : tel est le thème du « rêve » que suggère la télévision ivoirienne au moment où elle termine ses émissions après une sorte de bilan de l'état du développement national où l'on retrouve le rapport entre l'État et l'agriculture à travers l'image centrale du président-paysan qui domine en profondeur le petit écran. Le discours agraire a fini par s'imposer dans les pays pétroliers qui avaient longtemps déclassé le travail de la terre. Au Nigeria, le gouvernement militaire qui se retire des affaires en 1979 avait lancé l'opération « Nourrir la nation », programme frère de « l'opération auto-alimentaire » qui s'est imposé au Ghana où le général Achampong avait été renversé par les révoltes de la faim. Au Gabon, si l'on découvre les vertus des « petits métiers » pour survivre à la crise (16) par la « débrouille » comme on le fait au Zaïre, au Sénégal, au Cameroun ou en Côte d'Ivoire, on assiste à une véritable conversion à l'agriculture. Comme le déclarait naguère un haut responsable, « le Gabon s'est engagé dans l'après-pétrole (...). L'orienta-

(14) Paul Biya, Discours d'ouverture du comice agro-pastoral de Maroua, *Cameroun Tribune*, 8 janvier 1988.

(15) Sur ce sujet, lire Abdoulaye Sawadogo, *L'Agriculture en Côte d'Ivoire*, P.U.F. Paris, 1977.

(16) Cf. « Gabon : « Vivre "conjuncture" », in *Africa*, juillet 1987, p. 26.

tion de l'économie vers l'agriculture constitue une nécessité. Le budget du ministère de l'Agriculture qui était seulement d'un milliard de francs CFA passera à 18 milliards en 1983 ».

La revalorisation de l'espace rural s'impose aux États africains qui risquent d'affronter le pouvoir de la rue dans les capitales où la croissance du chômage crée une situation explosive. L'on pressent la gravité de ces problèmes dans les pays où la montée des jeunes donne le vertige aux dirigeants africains. D'où le besoin d'augmenter l'emploi productif dans les régions rurales et de retourner en faveur du monde paysan les facteurs d'accumulation. « Retournez à la terre, augmentez votre production » : tels sont les slogans que les gouvernements propagent dans les villages à partir des radios nationales. Dans les rues de Lomé, on a pu lire de grands placards de propagande préconisant le « retour à la terre » avec les slogans tels que « la terre ne ment jamais », elle « rend cent pour un » (17). « Travaillez la terre, produisez plus et vous vivrez mieux », proclame à Yaoundé une émission consacrée à « l'éveil du monde rural ». Tout vise ici la réhabilitation du métier d'agriculteur. Que les paysans occupent une place de choix dans les discours officiels ne peut surprendre dans les États où l'on reconnaît que les masses rurales représentent l'immense majorité de la population dans un contexte économique où la plupart des pays, en dehors de quelques esclaves, demeurent des régions à vocation agricole. Aussi, les discours officiels situent les paysans « au premier plan des préoccupations du pouvoir » (18).

On peut s'interroger sur la pertinence de ces discours dans les sociétés où toute la culture encouragée depuis l'école et les modèles culturels dominants est élaborée de façon évidente pour une minorité urbaine. En confrontant le discours positif de l'État sur la place primordiale du paysan et la condition réelle faite à celui-ci, ne risque-t-on pas d'aboutir à un constat amer tant le divorce est violent entre le discours et les faits ?

(17) Voir *Le Monde diplomatique*, juillet 1979. Sur ce thème, lire J.-M. Ela, *L'Afrique des villages*.

(18) A. Touré, *op. cit.*, p. 234.

Il suffit de comparer le budget des forces armées et celui de l'agriculture pour se rendre compte de l'écart entre le discours agraire et les pratiques concrètes. Tout se passe comme si la sécurité des détenteurs de pouvoir avait plus d'importance que la « promotion du monde rural ».

Un scénario optimiste sur l'avenir des paysans reste invraisemblable sans d'importantes réformes dans un secteur où l'Afrique consacre moins de 10 % de ses ressources financières. Il ne faut pas s'étonner des maigres résultats obtenus dans l'agriculture ni de la famine qui en découle quand la recherche consacre peu d'efforts en direction des villages où les instruments de travail restent archaïques. En 1984, seuls 24 % des chercheurs étudiant les céréales en Afrique se spécialisaient dans le sorgho et le mil qui représentent plus de 45 % de la production céréalière et occupe 60 % des terres céréalières. En dehors de quelques exceptions comme le Kenya où les variétés de maïs sont utilisées sur près de 40 % de la production, ces variétés ne sont guère nombreuses et pour les rares qui existent la production semencière est insuffisante. Quant à l'engrais, il est tout aussi peu utilisé avec une dose moyenne de 5 kg à l'hectare contre plus de 30 kg pour les cultures d'exportation. Le « décollage » de l'agriculture peut rester longtemps du domaine du rêve tant que les paysans ne disposent pas de moyens de transport, de stockage et de commercialisation ainsi que des intrants indispensables (19).

Comment croire le pouvoir sur parole lorsqu'il accorde la priorité à l'agriculture en oubliant les paysans qui sont le vrai moteur de l'économie rurale ? Si le rôle de l'agriculture pose le problème fondamental du fonctionnement de l'État en Afrique, la réalité du monde rural ne se situe-t-elle pas à distance du discours politique dans les pays où il n'est pas très évident que le « camarade paysan » qui espère une amélioration rapide et concrète de sa condition goûte, lui aussi, aux « fruits de la révolution » ?

« Au Congo-Brazzaville, rapporte J.-F. Bayart, le paysan exploitait 68 % des terres cultivées, assurait 98 % des pro-

(19) Sur ces données, lire *L'Agriculture africaine, les 25 prochaines années. Bilan du développement économique des pays membres et perspectives*, FAO, 1987.

ductions agricoles mais ne recevait que 10 % des investissements agricoles, soit 1 % des investissements nationaux » (20). Ce cas illustre l'ampleur des mécanismes de prélèvements, sur le secteur agricole, les groupes sociaux qui en tirent avantage et le rôle de l'État dans les processus de stratifications sociales à partir des surplus paysans. La décolonisation n'a guère profité aux campagnes. Celles-ci ont reçu les morceaux du pauvre dans le partage » (21). En fait, la « mise au travail » qui se confond avec le « développement » contrôlé par l'État renvoie à un système accru de domination et d'inégalité.

Des villages sous tutelle

La dépendance des paysans à l'égard de l'État est visible dans tout le domaine de la production et de la commercialisation. Et aucun pays n'échappe à cette structure qui marque les villages d'Afrique. Comme le relève C. Coquery-Vidrovitch, « du fait de l'omniprésence à tous les niveaux (production, commercialisation, distribution), de l'organisme de l'État au contrôle souvent tâillon et maladroitement intempestif, le paysan se sent (...) dépossédé du processus productif et prend conscience de son aliénation vis-à-vis d'un système qui lui échappe en totalité » (22).

La mise en tutelle des villages se dévoile dans l'attente de la date des marchés de vente : les régions entières sont soumises aux calendriers fixés par l'administration. Peu importent les difficultés et les contraintes auxquelles les ruraux sont confrontés dans ces zones enclavées où le transport des produits agricoles n'est pas facile. Des gens venant des villages

(20) Voir J.-F. Bayart, *L'État en Afrique. La politique du Ventre*, Fayard, 1989, p. 93.

(21) A. Kaourouma, *Les soleils des indépendances*, Le Seuil, 1976, pp. 22-23.

(22) C. Coquery-Vidrovitch, « Les paysans africains », in *Les sociétés paysannes du Tiers monde*, p. 38.

éloignés attendent plusieurs jours l'ouverture de la campagne commerciale.

La création des organismes de commercialisation a imposé le contrôle étatique sur le secteur agricole. Dans les régions où les grands projets d'État sont des îlots de productivité, la production des petits exploitants tend à devenir l'affaire de l'État avec lequel aucun marchandage des prix n'est possible conformément à la tradition de la palabre qui actualise les systèmes populaires d'échange en milieu africain. Les paysans reçoivent d'en haut le prix de « leurs produits » et doivent s'y conformer le jour du marché fixé par l'État. La dépossession est donc totale. Au Cameroun, comme le rappelle une affiche publicitaire de l'Office National de Commercialisation des Produits de Base, « étudier, organiser, développer, commercialiser..., c'est notre affaire ». Le paysan apparaît comme un simple figurant sur la scène des grandes opérations qui lui échappent. Par les organismes divers, l'Administration s'affirme comme « le principal instrument de sujétion de la paysannerie » (23).

Aujourd'hui, le développement n'est pas l'affaire des paysans, c'est l'affaire des encadreurs, l'affaire des organismes, des sociétés, de ceux qui disent si souvent « non », toujours « Tu dois » et jamais « Que pouvons-nous faire pour appuyer ? » (24).

Depuis des décennies, les États africains n'ont pas trouvé mieux que d'enfermer les paysans dans l'engrenage d'une agriculture dépendante. Dans les régions de savane, les diverses sociétés des fibres textiles illustrent cette emprise des organismes officiels, comme on le voit au Mali ou au Burkina Faso. A travers ces sociétés, l'État intervient lui-même dans le développement d'un produit d'exportation. C'est lui qui définit les objectifs à atteindre. Sur ces bases fonctionne la Sodecao « qui occupe une place maîtresse dans la politique de développement rural du Cameroun » (25).

Voici une importante société d'État dont l'emprise s'exerce dans trois provinces du pays où, sur 310 000 hectares, elle

(23) Voir J.-F. Bayart, *L'État au Cameroun*, p. 243.

(24) Les paroles de brousse que nous citons ont été réunies dans *Construire ensemble*, 1978-1, Développement autonome et autpromotion paysanne.

(25) Th. Perret, « La Sodecao en question », dans *Afrique-Asie*, n° 381, 1986.

encadre 155 000 planteurs. Si le Centre et le Sud sont entièrement contrôlés par la Sodecao, il faut ajouter le département de la Sanaga-Maritime dans le littoral. Créée en 1974, au moment où le Cameroun venait de réussir l'opération 100 000 tonnes, la Sodecao, réorganisée en 1980, doit désormais promouvoir le développement de la culture du cacao par :

- l'encadrement des agriculteurs,
- l'intensification de la lutte phytosanitaire,
- l'animation des planteurs en vue de l'amélioration de la qualité du produit,
- l'amélioration de la productivité vivrière en vue d'assurer un équilibre harmonieux avec la culture du cacao.

On entrevoit les enjeux dont une telle société peut être l'objet quand on se rappelle que c'est de la culture du cacao que le Cameroun tire le 1/3 de ses exportations. On voit tout l'intérêt que représente ici l'économie du cacao dans un domaine où, il y a 15 ans, le Cameroun était loin de la Côte d'Ivoire qui est aujourd'hui, le premier producteur mondial. Dans les régions où les paysans pratiquaient traditionnellement la polyculture, l'État s'est engagé à redresser la situation caractérisée par une production en dents de scie d'autant plus préoccupante que 77 % des cacaoyères ont actuellement plus de 25 ans. Pour trouver 30 000 paysans décidés à planter 1/2 hectare par an comme c'est le cas aujourd'hui, il faut des fonds qui n'ont cessé d'accroître le budget. Pour l'exercice 1985/86, le budget de la Sodecao s'élevait à 15 758 000 000 de Francs CFA contre 11 394 000 000 en 1984/85 et 3 345 000 000 en 1980/81 (26).

Un tel organisme n'échappe pas aux tensions internes et aux difficultés de gestion : en effet, il comprend un important service d'approvisionnement et de matériel où les divers marchés (achats de brouettes, pulvérisateurs, pompes...) impliquent des flux d'argent considérables. Sans l'intervention de la Banque mondiale, l'entretien de plus de 3 000 person-

(26) Voir « Sodecao en bref », *Cameroun-Agriculture*, p. 9.

nes, dont environ 700 encadrent les agriculteurs, poserait d'énormes problèmes de trésorerie. Les conflits qui apparaissent autour des postes clefs révèlent les enjeux socio-politiques d'une société d'État qui intervient dans un secteur névralgique de l'économie nationale. La création de coopératives contrôlées par l'administration centrale dans la région cacaoyère met en lumière l'emprise de l'État non seulement dans la production mais aussi dans l'organisation des marchés locaux. Ainsi, de la plantation au hangar de la coopérative où se tient le marché de cacao, les villageois sont sous la surveillance des sociétés et des organismes d'État.

On peut en dire autant de la Sodecoton qui, par l'intermédiaire de plus de 1 200 agents de vulgarisation, soumet quelque 150 000 cultivateurs à son emprise dans le Nord-Cameroun. De même, Coton-Tchad est un véritable empire avec ses 17 usines et ses 5 000 agents dont 3 000 saisonniers. Cette société est devenue le symbole du pouvoir central. On s'en est rendu compte lors des troubles, au cours d'une année exceptionnelle où la récolte de 1983, avec 162 000 tonnes, a été la plus importante du continent après celle de l'Égypte. Hissène Habré en a retiré, outre des rentrées substantielles pour les caisses de l'État, un argument politique pour conforter l'assise de son pouvoir. Car, dans le but évident de miner celui-ci, les Codos qui jusque-là se contentaient d'attaquer les camions de la Coton-Tchad, sont intervenus au niveau des plantations en brûlant les engrais et les pesticides ou la récolte. Il n'y a peut-être pas de meilleures illustrations de l'articulation de l'État et de l'agriculture dans les pays d'Afrique où les investissements réalisés par les pouvoirs dans le monde rural portent sur les productions précieuses qui engagent directement la nature des régimes en place. En renforçant les structures d'encadrement, l'État accroît aussi son emprise en milieu rural.

On le constate au Sénégal : la SAED et l'OMVERS soumettent les groupes de paysans à des choix et des priorités décidés par les gens qui ont de l'argent et n'ont pas besoin de l'avis des communautés réelles (27). Au Togo, le paysan

(27) Voir A. Adams, *La terre et les gens du fleuve*, L'Harmattan, 1985.

n'est qu'un élément de la stratégie visant la régénération des plantations de cacao et de café dont un appareil monolithique d'État a la charge (28). Dans la majorité des pays, il s'agit toujours de sociétés de développement agricole et de logiques extérieures au monde rural.

Les chantres du « développement autocentré » dissimulent leur volonté de se reproduire en tant que classe à partir de l'agriculture dont les programmes de « modernisation » créent une énorme machine administrative indispensable à l'omniprésence de l'État dans le monde rural. Il faut investir désormais les sphères de production et d'échange en jugulant les paysanneries laborieuses. Telle est la stratégie qui se traduit par les différentes « techniques d'encadrement » de l'agriculture par les sociétés d'État dans les régimes où le « développement rural » passe par le « biais de la bureaucratie » (29).

La priorité accordée à l'agriculture ne se traduit donc pas par la primauté des communautés villageoises qui devraient être la base du développement rural. Car, les opérations menées par les sociétés de développement sont marquées par le centralisme bureaucratique de l'État jacobin. Ce n'est pas aux assemblées de village qu'on accorde une place plus grande ; l'État donne un pouvoir de plus en plus déterminant aux « hommes du savoir » chargés de l'encadrement administratif et technique. Il en résulte une restriction de la créativité paysanne et une soumission accrue aux appareils officiels. Dans ce sens, « mise au travail » et domination sont synonymes en milieu rural.

On peut s'interroger sur le paradoxe d'une « promotion du monde rural » qui naîtrait de l'intervention de l'État dans le développement de l'agriculture alors que les dynamiques « du dehors » semblent étouffer les dynamiques « du dedans ». Car, les sociétés paysannes sont soumises à une double dépendance non seulement par rapport à l'étranger,

(28) Lire G. Pontié et Th. Ruf, « L'opération de rénovation de la caféière et de la cacaoyère togolaise », *Paysans, experts et chercheurs en Afrique noire*, Karthala, 1985.

(29) Lire M. Labonne, « Développement rural et biais bureaucratique dans les pays pauvres », *Revue Tiers-Monde*, t. XXI, n° 84, octobre-décembre 1980, pp. 797-811.

notamment par le marché mondial mais aussi par rapport à l'État et aux catégories nationales privilégiées qui en contrôlent les appareils.

« Pour orienter la croissance de l'agriculture dans le sens choisi par les grands décideurs, les bureaucraties disposent d'une importante panoplie de moyens économiques et institutionnels : partie du capital à investir dans l'agriculture ou ses activités d'amont et d'aval, subventions à la production ou aux intrants, contrôle des importations et des exportations officielles, création d'organismes de développement et de vulgarisation agricoles, services d'encadrement de l'agriculture et de formation des agriculteurs, commercialisation et crédit agricole. Par l'utilisation de ces « variables instrumentales, le pouvoir bureaucratique traduit le vouloir politique » (30).

En confiant l'encadrement des agriculteurs à ses organismes, l'État rappelle qu'il n'y a rien dans l'agriculture qui ne relève de son ressort puisqu'en définitive, le bénéficiaire de la rente agricole est le pouvoir lui-même. Telle est la logique qui préside à la gestion des politiques agricoles où, trop souvent, l'avis des agriculteurs ne compte pas.

Ce que les « encadreurs » risquent d'oublier, c'est que les paysannes et les paysans d'Afrique ont été contraints, pour survivre, de tirer toujours plus de ressources de leurs sols, de leurs forêts ou de leurs rivières et de leur savoir-faire.

Des générations de paysans ont édifié de véritables civilisations agraires qui appartiennent à l'histoire économique et sociale du continent (31). C'est de ce fond de culture que jaillit l'appel à la liberté face au dirigisme des structures étatiques. A travers les projets de développement, les pratiques politiques et les modes d'intervention des pouvoirs, les rapports entre le paysan et le fonctionnaire, le « monde rural » a-t-il jamais été perçu et reconnu pour ce qu'il est et veut devenir : un centre d'initiative et de créativité où, à partir

(30) M. Labonne, *art. cit.*, p. 801.

(31) Voir par exemple P. Pellissier, *Les paysans du Sénégal*, Saint-Yreix, Imprimerie Fabrigue, 1960 ; J.C. Froelich, *Les montagnards « paléonigritiques »*, Orstom-Berger-Levrault, Paris, 1963.

des ressources appropriées, naturelles et humaines, des savoirs et des pratiques s'inventent pour affronter la vie et maîtriser le destin ? Précisément, comment les paysans réagissent-ils à l'emprise de l'État dans le monde rural ? Il nous faut amorcer une réponse à cette question pour élargir le champ de nos observations et de nos analyses.

Culture paysanne et pratiques politiques

Une avalanche d'ouvrages sur l'État en Afrique s'abat actuellement sur le lecteur (1). Mais, la plupart ne dépassent pas le cadre monographique. En prenant le risque de poser la question de l'État à partir du village, nous avons rencontré un problème dont la réponse conditionne toutes les analyses sectorielles. En effet, il semble nécessaire de situer la question paysanne dans le champ politique, c'est-à-dire le champ du pouvoir qui englobe non seulement l'État et ses politiques, mais aussi les rapports entre la société et l'État et, plus largement, l'ensemble des mécanismes de contrôle et d'imposition au sein des groupes et des institutions. Dans cette perspective, il est possible d'éclairer les problèmes du monde rural avec les interventions de l'État. Ce qui se dégage de cette approche, c'est que l'État tend à se définir comme un véritable système de domination à partir des mécanismes de contrôle de la paysannerie et de la production agricole.

Une attention particulière doit être consacrée à ces mécanismes au niveau villageois à travers le jeu des organismes d'État et de la domination des groupes d'intérêts. Il faut aussi détecter les phénomènes de résistance et l'apparition

(1) Cf. J.-F. Bayart, *L'État en Afrique. La politique du ventre*, ce livre comporte une volumineuse bibliographie dans les notes pp. 331-423.

des contre-pouvoirs. Les rapports de force qui s'élaborent autour de l'agriculture à partir de la pénétration de l'État au village dévoilent la dynamique des groupes sociaux qui s'affrontent.

Comment ces conflits s'articulent-ils dans les rapports entre l'État et les paysanneries en Afrique noire ? Une réponse à cette question impose quelques précautions.

Les paradoxes du pouvoir africain

Que les phénomènes de domination soient au cœur des réalités sociales jusqu'en brousse est un fait qui découle de la nature de l'État postcolonial. Mais il faut se garder de réduire tous les systèmes en place à des régimes de terreur comme on le voit en Afrique du Sud. Souvent, on risque de penser que la pratique du pouvoir fait disparaître tout espace de liberté au nom du monocéphalisme que d'aucuns s'obstinent à justifier en se référant à la « tradition africaine ». Pour éviter toute caricature, l'on doit prendre en compte l'historicité de chaque société et les modalités concrètes d'application du « principe autoritaire » qui semble bien régir le fonctionnement de l'État postcolonial (2). Ainsi, sans nullement minimiser l'ampleur des contraintes institutionnelles inhérentes aux régimes mono-partisans, il faut renoncer à polariser l'attention sur le règne de l'unanimité dans les États où le parti unique est partout présent. Derrière les façades trompeuses, se dessinent des confrontations entre des réseaux d'intérêts politiques et économiques qui s'affirment au sein des instances dirigeantes. Dans les régimes où les groupes courtisans ne cessent de plaider en faveur d'un « État fort », on aurait tort d'imaginer que les dirigeants africains s'emploient en permanence à décapiter les leaders potentiels et à liquider l'opposition. En vérité, on assiste à un effort continu d'assimilation qui peut aller jusqu'à réintégrer les

(2) Voir A. Mbembe, *Afriques indociles*, pp. 127-152.

« vieux barons » que l'on croyait à jamais déchus de leur position de pouvoir (3). Des opérations de « limogeage » et de condamnation coexistent avec des rites de « réhabilitation » et de « pardon » attestant la souplesse des systèmes dont la rigidité est plus apparente que réelle dans la mesure où le pragmatisme l'emporte souvent sur les dogmatismes idéologiques. Des opposants notoires ont été « récupérés » après avoir reçu leur part de nourriture dans les régimes soumis à la « gouvernabilité du ventre » dont parle J.-F. Bayart.

En fait, les hommes chargés de mettre en œuvre des politiques de répression ne parviennent pas toujours à respecter les consignes reçues. Dans ces pays où la corruption est une technique de survie, il faut s'attendre à des périodes de relâchement des mesures autoritaires. Par une sorte de libéralité surprenante, des petits agents entretenus par des appareils répressifs en arrivent à ouvrir un champ du possible où un temps de pause succède à des vagues de répression endossées par des « hommes forts » qui dissimulent leurs convoitises. Dans cette conjoncture, tel dirigeant est amené à désavouer les « bavures policières » qui risquent de ternir l'image libérale qu'il veut donner à son régime et de bloquer le processus de décompression politique. Après 25 ans de maximisation du pouvoir du chef de l'État par la voie du contrôle autoritaire, le régime camerounais a opté pour un « Renouveau » comme on l'a vu aux élections municipales et législatives organisées avec soin dans le cadre d'une démocratie contrôlée. En dépit des blocages hérités d'un système autoritaire, un nouvel espace social émerge où les langues se délient et abordent enfin, sans détour, les problèmes réels de la vie quotidienne. « Va dire ! ». Ainsi parle-t-on régulièrement à Yaoundé. L'invention culturelle qui se déploie est une sorte de défi de la société aux appareils de l'État qui mettent en péril l'exercice des libertés publiques et exposent des « gens sans importance » aux arrestations arbitraires.

On est frappé par l'extraordinaire créativité symbolique dont les gens font preuve au pays de l'« Authenticité ». La

(3) Lire « Biya les sort du placard : magnanimité du prince ou stratégie politique ? », *Le Messager*, du 25 septembre au 10 octobre 1985, p. 3.

distance critique vis-à-vis de l'État se traduit par les mots de dérision dont le poids politique est évident. « Mourir pour rien » : tel est le nom que les Zaïrois ont donné au « Mouvement Populaire de la Révolution ». A l'entreprise de légitimation qui s'opère autour des rites et des comportements socio-culturels, visant à donner au pouvoir une assise populaire, s'oppose un travail culturel qui réutilise la symbolique des gouvernés dans le sens de la contestation politique. Ce travail se fait dans les lieux ordinaires de la vie quotidienne au moment où le pouvoir d'État cherche à se fonder sur la violence physique et dissimule sa fragilité par une répression accrue.

Toutes les couches sociales n'ont pas été absorbées par les systèmes dominants. Des milliers de jeunes et de femmes vivent en marge des partis au pouvoir et n'ont jamais été tentés de se procurer la carte d'adhésion ou l'habit du parti pour échapper aux tracasseries policières et administratives (4) ou pour briguer un poste dans un comité de base de leur village ou de leur quartier. On ne peut réduire la situation postcoloniale à un espace de domination où la piété et la dévotion envers le « Père de la nation » constituent les seules conduites des individus et des groupes.

Dans les sociétés contemporaines, le pouvoir lui-même est soumis à l'épreuve du jeu démocratique à partir des pratiques qui défient les tendances les plus autoritaires. Comme nous l'avons noté plus haut, les groupes sociaux ont appris à vivre dans un climat de suspicion et de délation. Les gens « savent s'y prendre » pour inventer des lieux de parole dans les régimes où triomphent l'insolence des mesures arbitraires et les restrictions à la liberté d'expression. La société produit des espaces libres dans les États d'Afrique qui regorgent de détenus politiques. Bien plus, tout se passe comme si le contrôle autoritaire poussait les individus et les groupes divers à inventer des stratégies de survie pour se structurer dans l'autonomie. Un fait est clair : les grèves sauvages qui se multiplient ici et là, la protestation des taximen, ou des

(4) Sur les « rafles », fouilles des cases et les vérifications d'identité, cf. J.-F. Bayart, *L'État au Cameroun*, p. 237.

commerçants et la contestation des étudiants rappellent que les groupes dominés par le pouvoir ne sont pas des enfants dociles qui se laissent mener en abdiquant toute conscience critique. Les régimes les plus autoritaires ont provoqué le développement d'une « culture de la revendication » (5) qui se traduit par des formes diverses. Tel est le paradoxe du pouvoir africain.

Une tradition de lutte

Il existe bel et bien une résistance diffuse à l'égard des régimes où l'on ne s'attend pas à trouver de foyers de production de pouvoir autonome. Il n'est pas facile de mettre au pas tous les groupes sociaux dans les États où tout est mobilisé pour faire régner l'ordre et la discipline dans les capitales où le banditisme, l'alcool ou le chanvre fascinent les analystes des « modes populaires d'action politiques » (6). La ville n'a pas le monopole de ces conduites individuelles et collectives où les « gens sans importance » élaborent des procédures qui mettent en question le pouvoir en évitant de se placer sur le terrain de la légalité où ils seraient pris en flagrant délit de « subversion » et feraient l'objet de mesures répressives. Comme le rappelle l'histoire des résistances et des soulèvements paysans (7), des actes d'insubordination jalonnent les rapports entre l'État et le village tandis que, depuis la colonisation, le pouvoir s'efforce d'intégrer par la contrainte les indigènes au commerce international : boycott des mesures administratives, refus de travailler ou fuite devant les autorités. Les expéditions punitives organisées par l'État dans les villages témoignent d'une remise en question des

(5) J.-F. Bayart, « La société politique camerounaise » (1982-1986), *Politique africaine*, 22, 1986, p. 32.

(6) J.-F. Bayart, *L'État au Cameroun*, p. 257.

(7) Sur ce sujet, lire C. Coquery-Vidrovitch, *Afrique noire : permanences et ruptures* ; lire S. Amin, présentation du livre de Babacar Sine, *Impérialisme et théories sociologiques du développement*, Éd. Anthropos, 1975, p. 41.

rapports d'exploitation. Les paysans africains n'ont cessé de résister à la logique de la domination inhérente de l'État dans la production rurale. Il s'agit souvent d'une fuite dans l'imaginaire par des mouvements religieux où se traduit une conscience aiguë de la domination et de l'oppression (8). Ainsi, le messianisme Baya, en Oubangui-Chari, remit en cause la dure exploitation dont furent victimes les populations de la part des sociétés concessionnaires et de l'administration en quête de main-d'œuvre pour la construction du Congo-Océan et des routes en Haute-Sangha (9).

Tout n'était pas calme dans les plantations où la récolte du caoutchouc épuisait des milliers de travailleurs agricoles dans les conditions de vie qui ont révolté André Gide lors de son voyage au Congo. Les sociétés paysannes d'Afrique n'ont rien ignoré des conflits historiques. Dans le Sahel, des greniers de réserve ont été instaurés de façon autoritaire par l'administration coloniale pour lutter contre ce qu'elle nomme l'imprévoyance des paysans, et sans tenir compte des techniques traditionnelles. L'instauration de ces greniers se heurta au Mali, chez les Soninké, à « l'opposition la plus violente et la plus généralisée qu'ait connue la colonisation dans la région » (10). A Madagascar, les stratégies de défense pendant les événements de 1947 ont conduit à la violence qui a détruit les agents et les symboles de l'ordre colonial remis en question par la rébellion des paysans (11). Les résistances populaires font apparaître un dynamisme insoupçonné. Le soulèvement des Mau-Mau, au Kenya, est un exemple célèbre de révolte anti-coloniale où les paysans se trouvent à l'avant-garde du mouvement révolutionnaire (12). Des révoltes paysannes sont aussi à l'origine de la crise qui a conduit

(8) V. Lanternari, *Les mouvements religieux des peuples opprimés*, Maspero, 1961 ; lire aussi J.-M. Ela, *Le cri de l'homme africain*, pp. 60-65.

(9) Voir les débuts du soulèvement de la Haute-Sangha en 1928, *Annales du CES de Brazzaville*, t. 2, 1966, pp. 33-49.

(10) C. Arditi, « Économie et politiques céréalieres dans le Sahel », *Présence africaine*, 113, 1980, p. 89.

(11) G. Althabe, *Oppression et libération dans l'imaginaire. Les communautés villageoises de la côte orientale de Madagascar*, Maspero, 1982.

(12) R. Buijtenhuijs, *Le mouvement « Mau-mau » : une révolte paysanne et anti-coloniale en Afrique noire*, Éd. Mouton, 1971.

naguère à l'effondrement de l'État tchadien (13). Au Zaïre, relevons l'ampleur des mouvements de protestation dans les zones rurales où s'opère un processus de politisation à partir des contradictions d'une société soumise aux mécanismes d'exploitation de l'État colonial (14).

Les paysans ne sont pas restés passifs devant les situations de domination imposées par la colonisation. Là où la violence demeure le moyen privilégié de mise au travail des populations indigènes, il faut s'attendre à la résistance des groupes dominés (15). Insistons sur ce phénomène dans les régimes qui se situent dans le sillage de l'absolutisme colonial. Les autoritarismes contemporains risquent de faire perdre aux « générations de l'indépendance » la conscience du passé de leurs peuples. Ce potentiel de créativité est mis à l'épreuve dans les États où les élites dominantes ont fabriqué des « fétiches » et des « cultes » pour justifier leur domination en entretenant des structures archaïques qui bloquent l'émergence des conditions de survie de l'Afrique. Les nouveaux despotismes sont confrontés au dynamisme des sociétés locales hostiles à un ordre politique profitable aux groupes qui se complaisent dans l'auto-satisfaction devant la tragédie du continent.

Lors de la décolonisation, les communautés villageoises de Madagascar ont vu l'État et ses représentants comme des figures extérieures. Ces figures ont réveillé chez le peuple la mémoire de la résistance qui est à l'origine de l'indépendance (16). La structure de cet imaginaire demeure vivante dans la vie des paysanneries africaines.

On doit renoncer à considérer les ruraux comme une masse amorphe qui se soumettrait passivement à tous les contrôles par lesquels l'État s'efforce de « capturer » la paysannerie. C'est chaque jour qu'en Afrique les paysans opposent des formes de résistance au système de domination imposé par

(13) R. Buijtenhuijs, *Le Frolinat et les révoltes populaires au Tchad, 1965-1976*.

(14) Cf. P. Demunter, *Masses rurales et luttes politiques au Zaïre. Le processus de politisation des masses rurales au Bas-Zaïre*, Anthropos, 1975.

(15) *Id.*, pp. 233-248.

(16) G. Althabe, *op. cit.*

les élites au pouvoir (17). En marge des coopératives administratives où les doléances des producteurs sont enregistrées avec d'autant plus de bienveillance que rien ne change, il faut s'imaginer une série d'actes, de gestes et d'attitudes par lesquelles les paysans ne cessent de remettre en cause l'ordre des choses imposées par les pouvoirs. Toute cette « vie » et cette « capacité » critique des groupes ruraux impose un autre regard sur ces sociétés. Les villageois ne se laissent pas faire. Ils ne constituent nullement un monde facilement manipulable pour l'obliger à rentrer d'autorité dans les programmes d'État. On se heurterait alors à des réactions farouches. L'intervention étatique en milieu rural est porteuse d'un projet hégémonique qui entre en concurrence avec la logique économique des groupes locaux. A cet égard, il n'est pas sûr qu'à travers les formes d'« investissement humain », la mobilisation imposée aux paysans pour les travaux d'intérêt local soit acceptée car elle rappelle les réquisitions forcées de l'époque coloniale. Partout où les opérations de développement placées sous le contrôle de l'État ont investi le monde rural, la concentration du pouvoir suscite des modes de protestation inévitable. Les villageois n'adhèrent pas sans heurts aux mythes révolutionnaires élaborés par les bureaucraties urbaines. Au Mali, la « révolution active » se traduit par une très forte pression de l'État sur les paysans qui opposèrent alors une forte résistance au changement : la volonté du pouvoir de transformer radicalement le monde rural jointe à la malhonnêteté de certains dirigeants locaux, amène de la part des paysans une réaction de refus et de rejet qui se manifeste parfois de manière violente. Il faut lier ces attitudes aux stratégies qui s'élaborent dans les zones rurales où les responsables veulent moderniser les campagnes et promouvoir le développement.

Contraints d'entrer dans une agriculture qui apparaît comme un instrument de la dépendance, les villages de brousse se trouvent toujours en état de résistance dans une économie qui ne profite pas aux producteurs de base. Depuis

(17) Voir J. Scott, « Everyday forms of peasant resistance », in *The Journal of Peasant Studies*, vol 13, nov. 1986.

la colonisation, le refus paysan a revêtu des formes variées. Les conflits avec l'État appartiennent à l'histoire des campagnes africaines où la plupart du temps, l'aristocratie s'est alliée au pouvoir dominant afin de préserver ses privilèges aux dépens des petits agriculteurs.

Les thèses sur les potentialités révolutionnaires de la paysannerie peuvent laisser sceptique. Mais l'on doit reconnaître au moins le rôle actif des gens de la brousse dans l'histoire de l'Afrique résistante qui met en évidence le dynamisme des sociétés indigènes. L'on découvre aujourd'hui la part des paysans à la mise en œuvre des stratégies de dissidence par rapport à l'ordre colonial. Les paysans bousculent cet ordre par le désordre organisé à travers les différentes pratiques de protestation que l'État réduit à des formes de « rébellion » et de « banditisme ».

Ce qui doit attirer ici l'attention, ce sont les « ripostes » que les ruraux organisent à l'égard des systèmes de domination imposés du dehors. Car les villages constituent une sorte de « maquis » où dans les lieux du quotidien, se développent, sous des formes masquées, les luttes et les résistances des paysans face aux contraintes de l'État. Marquées par les pratiques autoritaires du pouvoir colonial, les sociétés rurales ont compris qu'il fallait éviter les « conflits ouverts » qui donnent prétexte à l'État d'exercer la violence. Dans les villages, les paysans évitent de tomber dans ce piège en « imaginant » des modes de contestation qui ne peuvent pas attirer l'attention des autorités officielles. Pour découvrir les stratégies par lesquelles les groupes locaux cherchent à se désengager des structures d'encadrement et d'intervention autoritaires de l'État central, il faut redonner toute sa valeur à la « banalité » et revenir à la vie ordinaire (18) où, en l'absence de syndicats ou d'espaces de production de pouvoir, les paysans défient les grands appareils de répression. L'analyse de cette « culture du politique » reste à faire dans les sociétés rurales d'Afrique noire.

(18) Pour cette approche, voir M. de Certeau, *L'invention du quotidien*, I. Arts de faire, 10/18, 1980, pp. 35-53 ; lire aussi un article de G. Althabe, « Ethnologie du contemporain, anthropologie de l'ailleurs », in *L'État des sciences sociales en France*, La Découverte, 1986, p. 119.

Un contre-savoir

Le consensus établi par le parti unique ne reflète qu'imparfaitement la réalité quotidienne dans les régimes où la volonté de tout placer sous le contrôle de l'État est une véritable obsession. L'état d'esprit qui caractérise le monde rural échappe à la classification des idéologies, des représentations et des tendances pourchassées par les censures officielles. Les services divers sont à l'affût des moindres tracts qui circulent dans les quartiers urbains ou les campus universitaires où l'agitation des étudiants bouscule les régimes frappés par la sclérose et l'immobilisme. Dans le monde rural, les nouveaux pouvoirs croient n'avoir à faire qu'à un électorat analphabète. C'est là que des formes de dissidence s'expriment à travers ces « paroles de brousse » qui réinventent le style oral pour interpréter l'événement postcolonial.

Dans la majorité des situations, les attitudes et les conduites des groupes ruraux vis-à-vis de l'État et de ses représentants dépendent des structures de l'imaginaire forgées par les luttes anticoloniales. La mémoire paysanne s'est formée à partir des événements de l'histoire coloniale et de l'événement de l'État postcolonial. On ne peut comprendre l'attitude des différentes régions qui composent l'ensemble « national » en faisant abstraction de cette historicité. Car, elle rend compte des comportements et des réflexes des populations locales vis-à-vis des institutions centralisées. En pays bassa, au Cameroun, on se saurait écarter l'impact de l'UPC dans les couches paysannes pour saisir le sens des mots et des gestes produits dans les villages de brousse sous le régime Ahidjo qui a organisé une vaste répression de ce que l'on a qualifié de « rébellion » ou de « terrorisme » (19). A travers la figure de Um Nyobe, on retrouve ce qu'Achille Mbembe appelle « Le pouvoir des morts » (20). Les langages indigènes racontent cette puissance dans les récits paysans donnant

(19) R. Joseph, *op. cit.*

(20) A. Mbembe, « Pouvoir des morts et langage des vivants », *Politique africaine*, 22, juin 1986, pp. 37-72.

un aperçu du travail culturel qui atteste le réveil des sociétés autochtones face à l'État qui occulte les noms des véritables pères de l'indépendance nationale.

Comment organiser « la chasse aux sorcières » en pleine brousse où le politique est lié aux images et aux mots de tous les jours ? Des paysans et des paysannes réactivent la mémoire d'un peuple sous un régime de fer au moment où les enfants des écoles apprennent à ignorer les événements dont les gens ordinaires font le récit quotidien. Les mythes et les contraintes symboliques imposés par les appareils de répression n'ont pas de poids devant le dynamisme culturel des paysans. Dans un régime où il n'y a de vérité que celle des détenteurs du pouvoir, ce que l'on nomme « subversion » ne prend pas la voie des tracts ou des pamphlets : il suffit d'une parabole et d'un jeu de mots provocateurs ou d'une chanson pour marquer le divorce entre les paysans et les institutions forgées dans un contexte où l'État est passé entre les mains des collaborateurs des gouverneurs et des administrateurs coloniaux. L'inventaire des langages propres aux différents terroirs politiques et culturels mettrait en lumière les systèmes symboliques « informels » par lesquels le pouvoir postcolonial est perçu par les gens de la brousse.

Dans les régions où la répression a installé un climat de peur et de méfiance, les paysans « jouent avec l'État » dans un contexte où l'indépendance a surtout bénéficié aux « messieurs de la ville ». Compte tenu du divorce entre l'Afrique réelle et l'Afrique officielle, les régimes en place échouent dans leur prétention à éliminer toute dissonance entre leurs discours et les paroles venues d'en bas.

La crise de l'État se traduit par la mise en question des vérités dominantes ; c'est une crise de crédibilité dans les zones rurales où les paysans, durement éprouvés par la violence coloniale, vivent l'amère frustration de l'immense espoir suscité par le mouvement nationaliste : « Nous avons voté pour le RDA et c'est le malheur qui est venu », disait-on en Guinée sous le régime de Sékou Touré. Devant ce que les indigènes considèrent comme une sorte de colonialisme interne, de nombreuses attitudes sont chargées d'un potentiel profondément politique. Dans ce contexte, les « voix du silence »

expriment une distance critique par rapport aux discours institutionnels. Là où les colonisateurs ont fait semblant de partir en remettant le pouvoir à leurs serviteurs les plus dévoués, on voit se construire un contre-savoir à partir des villages de brousse : il s'agit de cette interprétation globale de l'événement postcolonial qui ne semble guère s'accorder avec les savoirs institués par les groupes dominants. Au sein des rigidités institutionnelles et symboliques, des fissures et des discordances attestent la capacité des paysanneries de résister au règne du consensus et de marquer la rupture avec l'ordre établi. A Madagascar, les paysans ont refusé de s'associer à la fête de l'indépendance, parce que, disaient-ils, « c'est l'indépendance des fonctionnaires, pas la nôtre » (21). A travers ce geste, c'est bien la relation entre l'État et les paysans qui est en question. Les conduites paysannes face à l'État se situent dans ce contexte global où les régimes dominants ont créé une catégorie de privilégiés. Aussi, l'on ne peut se contenter d'analyser l'intervention de l'État dans l'agriculture en se limitant à l'examen des seuls mécanismes de contrôle du surplus paysan : il faut mettre en évidence les dynamiques sociales qui s'élaborent à partir des formes de protestation qui s'articulent dans les gestes et les attitudes des gens de la brousse. Au cœur des rapports entre les paysans et le pouvoir, on découvre des modes de refus par lesquels les groupes dominés contestent le contrôle de la paysannerie par l'État, ses agents, ses appareils d'intervention et les structures d'encadrement des masses.

Tel est le sens de l'absentéisme aux réunions du parti dans les régions où les paysans font preuve d'une grande méfiance à l'égard des méthodes les plus autoritaires (22). La non participation aux réunions du parti n'est pas gratuite : elle est une forme de boycott qui révèle une prise de position délibérée contre l'expansion de l'État par les organisations imposées d'en haut. Cet art de déjouer les mécanismes de contrôle étatique est une dimension du politique chez les culti-

(21) G. Althabe, *op. cit.*, p. 40.

(22) Voir J.-P. Chrétien, G. Le Jeune, « Développement rural et démocratie paysanne, un dilemme ? L'exemple du Burundi », *Politique africaine*, 15, septembre 1984, pp. 94-114.

vateurs africains. Ceux-ci ne voient pas pourquoi ils devraient perdre une journée de travail ou de repos dans les affaires où l'on ne cherche guère à trouver les solutions aux difficultés de la vie quotidienne. De même, la majorité des paysans boude souvent les manifestations prévues pour l'accueil des autorités administratives et politiques en tournée. C'est ce jour que certains choisissent volontairement pour aller en voyage, à la chasse ou pour consulter le devin. On s'arrange toujours pour être absent au rendez-vous en se donnant des excuses valables en cas de poursuites éventuelles ou de représailles. Parfois, une rencontre prévue avec les autorités administratives devient l'affaire du seul chef de village qui appartient au petit cercle de « ceux qui mangent là-haut » et doivent, de ce fait, assumer toutes les dépenses requises pour l'accueil dû au rang des hôtes de marque. Si l'absentéisme est un mode de protestation, il faut aussi remarquer la qualité des hommes qui participent aux réunions organisées par les autorités.

Si la présence des chefs et des notables va de soi, la majorité des participants ne représente pas toujours les groupes les plus importants du village. Les paysans s'organisent pour envoyer à ces réunions des hommes de paille dont la présence n'engage pas le village. Ce « jeu » reproduit des procédés utilisés jadis à l'époque coloniale où les chefs indigènes ont d'abord envoyé à l'École des Blancs les fils d'esclaves ou les cadets de famille en mettant leurs héritiers à l'abri des contraintes administratives auxquelles ils opposaient un refus tacite. Dans certaines régions, les fils de chef n'iront à l'école qu'après la perception claire de l'intérêt de l'institution scolaire comme facteur d'intégration à l'élite née de la colonisation. Dans les sociétés indigènes, il s'agit de ne jamais se brouiller avec les autorités par une forme d'opposition ouverte. Aussi, les paysans n'hésitent pas à négocier avec l'État pour profiter au maximum de ce qu'ils peuvent en tirer. Ces hommes de la brousse qui croient que « les gens d'en haut » les « trompent » et les « mangent » savent aussi qu'à travers la contribution des organismes publics, ce sont leurs richesses qui reviennent dans ce que l'on considère comme la « sollicitude du gouvernement ». Il leur faut donc

chercher à s'approprier leur part considérée comme une juste « récupération » des prélèvements réalisés par l'État. L'éclat de certaines réceptions ou les dons offerts aux autorités en visite et l'enthousiasme de l'accueil sont destinés à provoquer un processus de redistribution des ressources produites par le monde rural.

On retrouve ce jeu complexe de duplicité et d'opposition où les gens des villages savent ménager la chèvre et le chou en même temps qu'un état de dissidence détermine les rapports fondamentaux entre les paysans et le pouvoir.

Les stratégies du pauvre

Le phénomène de l'exode rural tend à s'accroître dans la plupart des régions où le développement de l'État et de ses appareils ne s'est pas accompagné d'une véritable promotion du monde rural.

Pour les jeunes surtout, quitter la brousse pour tenter autre chose ailleurs, principalement en milieu urbain, c'est refuser de travailler la terre au profit d'une élite dominante. L'on rêve à la ville où l'on espère avoir sa part du gâteau de l'indépendance qu'une catégorie de privilégiés n'a cessé de se partager. Autour des palais de marbre et des villas cosues où la consommation du champagne atteint des records exceptionnels, une société de fêtards s'est formée à l'abri des projets de développement et des investissements qui se sont succédés au cours des divers plans quinquennaux. Venir en ville, c'est chercher à s'intégrer à la « vie moderne » en accédant au « progrès ».

Au Cameroun, la culture du cacao s'avère incapable de fixer les jeunes dans les villages. Or depuis la colonisation, cette culture rendue obligatoire par des moyens de coercition variés devait contraindre les populations de la région à se fixer là où les autorités administratives l'avaient décidé. Aujourd'hui, les petites plantations familiales ne permettent plus aux nouvelles générations de s'attacher à leur terre. Les

migrations qui se développent dans le sud du Cameroun traduisent une forme de protestation devant l'échec du cacao à améliorer les conditions de vie des petits planteurs.

Dans ces villages fortement scolarisés, les plantations cacaoyères sont abandonnées à une population en voie de vieillissement. Cette situation est un effet du refus d'une monoculture qui, au lieu d'enrichir, tend plutôt à appauvrir la majorité des petits exploitants. Les adolescents et les jeunes adultes ne voient pas pourquoi ils devraient s'enterrer dans ces villages où la vie s'arrête après les derniers marchés de cacao. L'intensité de l'émigration est liée à la croissance du processus de paupérisation des ruraux. Si un retour au village est souhaité, il ne peut être envisagé qu'après un séjour en ville où l'espoir de revenus plus stables permet de se fixer au village après un âge avancé. En attendant, la culture du cacao n'offre plus qu'une possibilité illusoire de stabilisation de la population (23).

L'exode rural est un effort désespéré pour échapper à la marginalité sociale imposée par le modèle de développement « extraverti » qui accorde la priorité à la ville. Il ne s'agit pas ici d'une attitude qui témoignerait du mépris pour la vie au village ou le travail de la terre mais d'un véritable refus du « travail aliéné » dans la mesure où la production agricole profite surtout à l'État et à sa clientèle urbaine. L'ampleur de l'exode rural laisse entrevoir une sorte de « mouvement social » où, sans jamais se dire le mot, les jeunes protestent contre la marginalisation des hommes et des femmes de la brousse.

Dans certaines régions, la tentation d'échapper à l'impôt révèle un état d'esprit qui considère les mesures étatiques comme la représentation d'un pouvoir extérieur dont les paysans ne tirent aucun profit sensible.

Soulignons aussi l'attitude de nombreux paysans à l'égard des cultures de l'impôt auxquelles beaucoup ne se sont déci-

(23) Sur ce sujet, A. Franqueville, « La population rurale africaine face à la pénétration de l'économie moderne : le cas du Sud-Cameroun », *Le développement rural en question*, p. 442. Lire aussi du même auteur : *Une Afrique entre le village et la ville : les migrations dans le sud du Cameroun*, Orstom, 1987.

dés à consacrer leurs terres, leur calendrier agricole et leur force de travail que sous la contrainte de l'administration et de ses relais locaux. Au nord du Cameroun, pour la plupart des Kirdi descendus en plaine, le coton est resté longtemps une culture obligatoire, comme au Tchad ou en Centrafrique. Chaque année, il arrive ici que le nettoyage des champs de coton se fasse, peu avant les pluies, sous la menace des amendes ou des arrestations. Les mesures d'incitation déployées par l'État pour stimuler la production ne se comprennent que dans un contexte où les populations n'ont pas assumé positivement les travaux qui rappellent le « temps des Blancs ». Dans les régions cacaoyères, les paysans ne voient pas pourquoi ils devraient « redynamiser » une culture qui n'a pas posé les conditions d'un véritable démarrage économique et social des zones rurales. Dans certains villages de forêt, la monoculture cacaoyère apparaît à de nombreux paysans comme un « travail d'esclave ». Des ruraux en viennent à brûler leurs plantations pour investir dans les cultures vivrières jugées plus rentables. Ces conduites se multiplient dans les régions où les rigueurs de la crise agricole imposent des mesures de reconversion.

Dans cette optique, la diversification des activités agricoles et économiques apparaît comme une sorte de désengagement par rapport à l'agriculture d'État. Là où la pénurie des terres ne pose pas de problème aigu, peu de jeunes ruraux ou de fonctionnaires retraités s'engagent à créer de nouvelles plantations pour produire le cacao ou le café. Investir dans l'agriculture, c'est privilégier de plus en plus ces cultures de rente que constituent, aujourd'hui, les cultures vivrières dont les produits font l'objet d'une intense activité commerciale sur les marchés urbains. Quand il n'est pas possible de se livrer à ces cultures, l'on invente des activités différentes qui relèvent, en un sens, du « système informel » en milieu rural. C'est le cas de ces petits travaux qui font vivre de nombreux jeunes dans les régions où les questions foncières sont aiguës : petit élevage, construction et vente de briques de terre, vannerie, transport et commercialisation du sable, pêche ou petits jardins, travaux saisonniers chez les grands planteurs locaux ou étrangers à la région d'origine,

etc. On le voit bien au Cameroun, dans l'extrême Nord, où depuis une décennie, les cultures maraîchères se sont considérablement développées dans la plaine du Diamaré autour de la ville de Maroua en pleine expansion. Dans cette zone cotonnière, les petits agriculteurs ne tirent pas un bénéfice substantiel des travaux imposés par une culture contrôlée par une puissante société d'État. Un autre mode de contestation paysanne se manifeste par la tentative d'échapper à l'obligation de vendre la production agricole à l'État.

Les commerçants indigènes que les organismes étatiques écartent des marchés de coton, d'arachide ou de cacao, apparaissent comme les partenaires privilégiés des agriculteurs. Des alliances se nouent entre les commerçants et les paysans pendant les périodes de soudure où les coopératives gouvernementales ne permettent pas aux agriculteurs d'avoir les moyens de survivre jusqu'à la prochaine récolte. Durant cette période de « grave crise économique » dans les zones rurales, les paysans recourent le plus souvent aux crédits des commerçants qui trouvent, de ce fait, « une assise populaire dont l'État peut difficilement se prévaloir » dans les régions où les « primes de conjoncture » ne suffisent pas à faire face aux difficultés de la « soudure » ou de la « saison morte ». Des liens étroits se nouent d'autant plus entre les paysans et les commerçants que l'État ne cesse d'exercer des pressions dans le domaine fiscal sans toujours tenir compte des situations créées par les mauvaises récoltes et les faibles revenus des petits agriculteurs. « Au Mali comme au Niger, les bourgeoisies d'État ne sont pas parvenues à rompre l'alliance entre les paysans et les commerçants. Dès que les paysans s'aperçurent que l'État et ses agents avaient des agissements analogues à ceux des commerçants (malversations diverses), ils se tournèrent à nouveau vers ces derniers qui apparaissaient parfois même comme un rempart contre l'État. De plus, cette classe marchande entretenait des liens parfois anciens avec la paysannerie et demeure davantage en prise avec le système de valeur traditionnel et religieux » (24). Sur les routes africaines de la cola, une longue tradition d'échange s'est éta-

(24) J.-L. Amselle et E. Grégoire, *op. cit.*

blie entre les agriculteurs et les marchands noirs. Aujourd'hui, l'on mesure le poids de ces alliances dans les régions où les groupes dominants, souvent accusés de corruption, s'avèrent incapables de faire face à la pénurie provoquée par la sécheresse et la famine et n'hésitent pas à détourner les aides internationales (25) par des procédés que les Burkinabè qualifient avec humour de « watergrain » (26). Le commerce « illicite » se développe dans les zones rurales car les paysans n'hésitent pas à vendre une partie de leur récolte sans attendre le calendrier des marchés fixés par l'administration.

À la pratique du « coxage » imposée par les contraintes financières particulièrement fortes à l'époque des rentrées scolaires dans les zones rurales, s'ajoute, en divers milieux, le « marché noir » des produits agricoles, lui aussi combattu par les organismes officiels. Que ce marché profite aux petits producteurs ne peut être contesté. En 1977, les paysans pouvaient vendre au marché noir du Libéria 1 kg de café pour 600 F CFA alors que l'État ivoirien leur payait moins de la moitié. Après l'échec de plusieurs tentatives d'intimidation, l'armée dut intervenir pour bloquer tout passage à la frontière. Il existe une véritable épreuve de force entre les paysans et le pouvoir, dans les régions où les producteurs cherchent à tirer profit de leur récolte en marge des circuits officiels. Dans les pays d'Afrique dont les frontières ont été tracées artificiellement, selon des critères que l'OUA s'est refusé à remettre en question dès sa naissance, un « courant clandestin », contrôlé par le monde rural, se développe entre États voisins (27).

Au Sénégal, la résistance des paysans au système mis en place s'est traduite par le développement important d'un circuit de vente parallèle d'arachide et une fabrique artisanale d'huile (28) qui témoignent de la vitalité des pratiques populaires en Afrique noire. Des producteurs villageois expriment

(25) Cf. J.-L. Amselle, « Le détournement systématique des secours au Sahel. Aide internationale et accumulation capitaliste », *Le Monde diplomatique*, novembre 1981.

(26) C. Savonnet-Guyot, *État et sociétés au Burkina. Essai sur le politique africain*, Karthala, 1986, p. 61.

(27) Voir J. Igue, « L'officiel, le parallèle et le clandestin », *Commerce et intégration en Afrique de l'Ouest*, in *Politique africaine*, 9, mars 1985, pp. 29-51.

(28) Voir *Africa*, février 1985.

ici leur mécontentement face aux prix officiels par une rétention de stocks en vue de jours ou de cours meilleurs. Souvent, les pouvoirs réagissent en interdisant par moments la sortie des produits « nationaux » mais les paysans se montrent plus habiles que tous les contrôles étatiques (29). Pour les « sans pouvoir », il s'agit de relever les défis institutionnels afin de marginaliser l'État en le bravant dans un secteur vital que les sociétés publiques sont chargées de contrôler.

En Guinée où il semble que tout soit « à bâtir » après un quart de siècle au cours duquel Sékou Touré a utilisé sa clientèle pour asseoir une dictature sanglante (30), on se souvient des combats de rue où des milliers de femmes protestaient contre la faim et l'arrestation de leurs maris et de leurs enfants (31).

Il faut ici mentionner l'attitude de la paysannerie face à ce régime. Le système coercitif imposé dans les campagnes où il fallait créer une agriculture d'État totalement en marge des organisations traditionnelles a eu pour résultat le gaspillage financier et humain et provoqué chez les paysans une profonde défiance vis-à-vis de toute forme d'organisation collective. Les paysans devaient fournir la main-d'œuvre « volontaire » à des organismes gérés par le pouvoir et avaient l'obligation de livrer une certaine quantité de leur production ; cela n'incita guère à produire des surplus pour les vendre aux magasins d'État. Refusant d'être sacrifiés aux intérêts de la classe urbaine, les gens de la brousse se replièrent sur l'autoconsommation familiale. Ce repli marque le refus de se soumettre à un système coercitif, considéré aujourd'hui comme le principal responsable du déclin de l'agriculture dans un État qui se retrouve au rang des pays les moins avancés. Les paysans vendaient à l'État du fonio mélangé à du sable en sachant que ce produit n'était pas apprécié par les fonctionnaires. Pendant ce temps, les agriculteurs gardaient leur mil pour le vendre clandestinement dans les réseaux informels à des prix plus avantageux. Dans cette perspective, le

(29) J. Igué, *art. cit.*

(30) Cf. Dore, *Économie et société en République de Guinée*, 1986.

(31) Voir *Demain l'Afrique*, octobre 1977.

silence ou l'apparente approbation des paysanneries africaines dissimulent un vaste mouvement de résistance et d'indiscipline au sein des pratiques politiques les plus autoritaires. Il faut renoncer à penser qu'il ne se passe rien dans ces villages reculés où la paix des cimetières imposée par la répression ne signifie nullement l'absence de contradictions et de conflits aigus, voire d'un fond populaire de révolte.

Les analyses des problèmes paysans dans les sociétés où l'État postcolonial cherche à contrôler les développements locaux représentent un grand intérêt. Car, les planificateurs et les techniciens du développement sont amenés à réviser leurs conceptions des paysanneries africaines qu'ils ont tendance à considérer comme un groupe passif. Or les refus paysans constituent une sorte de paradigme dans un contexte où rien ne confirme le point de vue du pouvoir qui imagine sa domination sans heurts à tous les niveaux de la vie sociale. Quand l'État veut contraindre les dominés à demeurer dans son espace de contrôle, il ne cesse de rencontrer une vive résistance. On situe ici les analyses du pouvoir africain à partir des modes d'action politique qui s'inventent face à l'autoritarisme de l'État en Afrique noire (32). A cet égard, les formes de protestations paysannes dont nous avons relevé les aspects illustrent le rôle défaillant que joue l'État postcolonial dans le monde rural où les groupes dominés ne se laissent pas faire.

Les stratégies du pauvre mettent en lumière un aspect des rapports fondamentaux entre l'État et la société où, à partir de la paysannerie, Goran Hyden a dévoilé le jeu du chasseur et du gibier, l'impuissance du premier à capturer le second révélant ainsi sa faiblesse persistante. Pour Hyden, dans ces États forts et omniprésents, les paysans sont non capturés et gardent toujours une possibilité de sortir du marché et de l'État et de reproduire leur propre mode de production en se retirant dans l'économie de subsistance (33).

(32) Voir J.-F. Bayart, *L'État au Cameroun*, pp. 236-277. Lire aussi P. Geschière, « La relation État-Paysan et ses ambivalences : modes populaires d'action politique chez les Maka (Cameroun) et les Diola (Casamance) », Table ronde « *L'État contemporain en Afrique* », Paris, décembre 1985.

(33) G. Hyden, « La crise africaine et la paysannerie non capturée », *Politique africaine*, 18, juin 1985, pp. 93-113.

L'art de banaliser le pouvoir

La thèse selon laquelle l'État en Afrique a mis en place une stratégie globale pour jeter les filets où il croit pouvoir capturer l'ensemble des groupes dominés, doit être revue. En réalité, le pouvoir central ne parvient pas toujours à s'appropriier les territoires et les populations qui les habitent. La tentative d'échapper à l'emprise du pouvoir est incontestable comme le prouvent toutes les pratiques parallèles et clandestines ; mais l'État n'est pas pour autant remis en cause dans sa nature et sa fonction.

Les formes de résistance occulte ne peuvent être considérées comme des pratiques « révolutionnaires » qui tendraient à un renversement du système dominant. Au moment où ils cherchent à s'affranchir des contraintes que les groupes puissants leur imposent, les paysans donnent aussi l'impression de « courir » après l'État pour en « profiter » à leur manière. Les frustrations paysannes face au système des crédits agricoles sont significatives à cet égard dans les pays où les banques de crédit agricole risquent d'être confisquées par les élites du secteur public et privé invitées à investir dans l'agriculture. Selon les régions et les circonstances, les paysans n'hésitent pas à faire bon ménage avec les pouvoirs. Car, les rapports conflictuels et antagonistes n'épuisent pas le champ des relations entre les deux acteurs en présence. On cherche vainement sur la carte, les régions d'Afrique où, après les années de colonisation et l'avènement de l'État africain, les paysans noirs ont pu échapper totalement au marché pour revenir définitivement à l'économie de subsistance. Les réseaux clandestins de commercialisation des produits vivriers situent les résistances paysannes dans le contexte de l'économie du marché. Si les pouvoirs combattent ces pratiques, c'est parce qu'elles constituent une sorte de « détournement » des profits du travail paysan que les organismes d'État veulent s'approprier à des fins hégémoniques. Le contexte où les paysans produisent tandis que la ville consomme, permet de comprendre l'enjeu des conflits entre l'État et le paysan à partir des contraintes imposées par l'encadrement rural dans

les régimes africains. En définitive, ce qui est en cause, c'est le « problème du manger » autour duquel s'articule l'ensemble des rapports socio-politiques dans le contexte de l'État en Afrique.

Notons le : les résistances paysannes s'enracinent dans une conduite de non-participation aux efforts de développement qui ne changent rien à la vie des villages dans une Afrique où la montée des inégalités provoque des réactions propres à des sociétés marquées par les idéologies égalitaires.

On comprend difficilement l'attitude de nombreuses populations vis-à-vis des « exigences du développement » si l'on ne tient compte du choc provoqué par une économie de profit dans une société où, sans renoncer à l'accumulation des biens, les communautés privilégient l'harmonie par rapport à la richesse. Tout se passe comme si l'accumulation sans redistribution devait entraîner des « jalousies », mieux, des conflits et des ruptures dans le tissu social. On ne voit pas le groupe prendre des mesures de rétorsion à l'encontre des individus qui veulent s'enrichir en s'écartant de la communauté. L'accusation de sorcellerie joue un rôle redoutable dans les milieux où l'acquisition de richesses ne s'accompagne pas de la mise en place des mécanismes de redistribution et de partage destinés à réduire les inégalités intolérables. Ces repères socio-culturels permettent de comprendre les comportements économiques en Afrique. Un fond de résistance subsiste encore plus chez les peuples longtemps opprimés et exploités par un système qui n'a pu s'imposer que par la violence armée. Dans les régions où les paysans ont payé un prix lourd à la pénétration du « progrès », il faut s'attendre à des réactions de méfiance ou d'hostilité à l'égard de toute proposition autoritaire d'innovation. Dans un village kirdi du Nord-Cameroun, on a vu des ethnies montagnardes se livrer chaque année à la destruction rituelle des objets importés par les commerçants de la plaine, en signe de protestation contre un pouvoir qu'ils refusent. En Afrique noire, les observateurs pressés croient à l'absence de ligues paysannes combatives ou à l'inexistence d'une conscience de classe même fruste. Ce que les animateurs divers considèrent comme des « obstacles socio-culturels » au développement constitue une

source réaction aux risques et menaces de disparition culturelle et, en définitive, un état de résistance à l'aliénation. Aucune société ne peut assister passivement à son autodestruction. Tous les projets qui imposent aux sociétés rurales africaines des règles et des rythmes aliénants suscitent une attitude de « désobéissance » à laquelle il faut bien accorder une signification politique dans ces pays où l'opposition n'a pas droit de cité. A travers la plupart des pratiques de développement, il y a, au bout du compte, une relation au pouvoir. Dans les refus de coopération où les « développeurs » dénotent une absence d'initiative et de responsabilité, c'est une résistance muette qui s'exprime. L'échec infligé à tel projet n'est pas toujours le résultat d'un conflit ouvert. Il y a souvent chez les paysans noirs, une sorte de « désobéissance civile » par laquelle un groupe organise une résistance tenace à travers des formes de « patience tactique ». Les pouvoirs « lancent » une expérience de développement à partir du lieu de résidence des chefs ou des notables traditionnels qui cherchent à bénéficier, les premiers, des nouvelles techniques ou des produits nouveaux. On imagine que l'on peut ainsi diffuser des activités d'innovation à partir du centre vers la périphérie. C'est oublier les risques de blocage chez les paysans en cas de conflit entre les autorités coutumières et leurs populations. On entrevoit la complexité des problèmes de développement qui nécessitent la prise en compte des problèmes de pouvoir.

Dans les sociétés africaines où la relation à l'État peut être vécue selon les repères d'une culture interdite par les modes officiels d'expression, il n'est pas exclu que les autochtones utilisent les pratiques occultes pour contester l'autoritarisme des représentants du pouvoir. En l'absence d'un compromis avec les notables traditionnels par la soumission à des rites coutumiers, un projet peut être paralysé par les villageois qui font planer la menace de la mort sur les promoteurs en faisant appel aux forces occultes. Il peut s'agir d'une forme de chantage qui inscrit l'opposition dans cette relation à l'invisible qui, en un sens, constitue le centre de gravité de l'univers de l'homme africain si l'on tient compte de la persistance des croyances à la sorcellerie. Des anthropologues com-

mentent à interroger cet univers pour comprendre les pratiques politiques qui s'inventent dans les régimes où toute opposition organisée est impossible (34).

Les gens de la brousse sont bien conscients de la force des appareils de l'État. Aussi ne peuvent-ils leur résister de front. Par une sorte de détour, ils trouvent des formes qui échappent à la vigilance et à la violence du pouvoir, les modes de langage où se développe l'art de la dérision. Sans insister sur ce thème (35), qu'il suffise de relever ce fait majeur : tout effort pour imposer aux paysans noirs des programmes sans susciter leur adhésion se heurte à des résistances polies qui demeurent la réaction ordinaire contre l'autoritarisme de l'État en milieu africain.

Dans les cultures où la tradition de la palabre est établie, les stratégies d'autorité instituées par les représentants de l'État suscitent un mode de refus qui n'a toujours pas besoin de démonstration théâtrale. L'art de banaliser le pouvoir consiste à ne jamais lui permettre de repérer et d'identifier ses protagonistes. Ceux-ci « disparaissent » dans les paroles, les comportements et les réactions qui ne s'inscrivent dans aucun cadre institutionnel (36). La force de résistance dont les villageois ont souvent fait preuve face à un pouvoir étranger réapparaît sur le terrain des pratiques où l'on découvre que les agriculteurs ne s'engagent pas toujours « corps et âmes » dans les projets qui leur sont imposés d'en haut. Les résistances paysannes sont d'autant plus vives que les interventions des « développeurs » veulent imposer des formes de rationalité qui affichent un mépris de type colonial à l'égard des savoirs populaires en évitant toute confrontation féconde entre les apports extérieurs et les logiques des sociétés indigènes. Or, les technologies importées ne sont pas innocentes. Elles sont au service d'une stratégie globale qui, à son

(34) Voir P. Geschière, « Sorcellerie et modes populaires d'action politique chez les Makas », *Critique of Anthropology*, vol. 8, n° 1, pp. 35-63.

(35) Sur ce thème, C. M. Toulabor, « Jeu de mots, jeu de vilains. Lexique de la dérision politique au Togo », *Politique africaine*, 3, septembre 1981, pp. 55-71 ; voir du même auteur, *Le Togo sous Eyadéma*, pp. 300-309 ; G. Balandier, *Le pouvoir sur scènes*, Paris, Balland, 1980, p. 88 ; sur le pouvoir subversif du rire, lire J. Duvignaud, *Le Monde*, 27 février 1983.

(36) Sur ce sujet, lire *Le développement rural en question*, Orstom, Paris, 1984.

tour, est le reflet technique et productif d'un choix social. En fétichisant le « modernisme », les politiques de « modernisation » qui refusent de se placer du point de vue des sociétés locales risquent de se fermer aux effets négatifs de l'introduction de techniques qui, pour être « modernes », ne sont pas automatiquement « bonnes » et plus « efficaces ». Dans les villages où l'accès aux nouveaux facteurs de production engendre des différenciations entre les « planteurs », il faut penser à l'aggravation des disparités socio-économiques qui renforcent les conflits en milieu rural. La « modernisation » agricole accroît les inégalités à deux niveaux : elle bénéficie surtout aux régions déjà prospères, en laissant à l'écart celles où il faudrait, en priorité, vaincre les obstacles au développement. En outre, elle intensifie les inégalités à l'intérieur des régions qu'elle touche directement dans la mesure où elle concerne surtout les grands travaux, les opérations de prestige et ne concerne que faiblement les petites exploitations familiales. De nouveaux rapports sociaux naissent de l'inégal accès aux innovations technologiques et au crédit dans les systèmes où les opérations de développement bénéficient aux paysans les plus riches qui leur servent d'appui. Une société de classe trouve ses bases dans les zones rurales où les intérêts des planteurs sont loin d'être convergents. Les villages se structurent sur la base des conflits internes et des inégalités que dissimule le mythe libéral du « développement communautaire » en faisant comme si les petits paysans et les nouvelles classes d'entrepreneurs occupaient les mêmes positions face aux nouvelles possibilités d'accumulation. En réalité, il existe désormais une coupure fondamentale au sein de la population villageoise entre les « petits et les grands planteurs ». Au moment où le secteur rural offre aux élites urbaines une alternative d'investissement de leur fortune qui risquait de s'épuiser dans les dépenses d'apparat, le statut du petit exploitant villageois diffère nettement de la position des membres des élites politiques et administratives qui usent de leur poids et de leur influence pour obtenir les crédits et « moderniser » leur appareil de production.

En parlant du « monde rural » sans souligner ces contradictions, on risque d'imposer le mythe d'un monde homo-

gène et harmonieux. Dans les régimes où l'unité nationale est un objectif politique, il est indispensable d'en trouver les bases jusqu'au fond des villages en présentant la paysannerie comme une réalité indifférenciée. Ainsi, on « laisse croire à une unanimité, à une homogénéité, à une absence de lutte des classes (...). Pourtant, cette unanimité n'est que de façade : les planteurs villageois ne franchiront jamais la barrière qui les sépare des planteurs entrepreneurs » (37). L'exemple ivoirien fait apparaître une « bourgeoisie de planteurs » qui brise l'unité primordiale du monde rural en milieu africain. La crise de la paysannerie est ici aggravée par la discrimination établie entre les cultures pratiquées dans les villages. La « stratégie agraire » longtemps adoptée en Afrique repose sur un effort systématique d'expansion des applications de la science et des techniques, y compris les meilleurs apports extérieurs et des méthodes d'amélioration des rendements aux seules cultures d'exportation.

Une « modernisation » rurale génératrice de tensions et de conflits : tel est bien le bilan des politiques agricoles qui aggravent les rapports traditionnels d'inégalité dans les sociétés ébranlées autrefois par les nouvelles distorsions entre les planteurs européens et les paysans africains. Aux oppositions traditionnelles entre les aînés et les cadets, s'ajoutent les antagonismes basés sur les différents statuts qui se forment au sein des rapports socio-économiques inhérents aux villages contraints de s'intégrer dans les logiques étatiques.

L'attitude des villageois à l'égard des apports extérieurs est liée à leur position dans les nouvelles hiérarchies et aux écarts qui se manifestent entre les petits paysans, les anciens militaires et fonctionnaires qui s'installent au village après avoir nomadisé au gré des affectations dans les différentes villes du pays. Un grand nombre d'interventions tend à renforcer les positions des bénéficiaires de la « modernisation ». Ces processus accélèrent la crise des paysanneries traditionnelles.

(37) Lire J. M. Gastellu et S. Affou Yapi, « Un mythe à décomposer : la "bourgeoisie des planteurs" », *État et bourgeoisie en Côte d'Ivoire*, p. 178. Voir aussi P. Konnings, *The State and Rural Class Formation in Ghana, a comparative Analysis*, Londres, KPI, 1986.

Car, l'irruption d'une rationalité génératrice d'inégalités provoque des résistances qui mettent en cause l'hégémonie de l'État et la prétention du pouvoir à une légitimation écartant toute demande démocratique.

Les paysans ne se contentent pas toujours des « mots de dérision » ou des formes d'évasion passive et des modes de repli dans une agriculture non gouvernementale. On a assisté ici et là à des conflits violents entre les représentants de l'État et les agriculteurs. Au Sénégal, le « malaise paysan » a mis jadis le bassin arachidier au bord de la révolte (38). Au nord du Cameroun, les protestations des populations contre l'administration qui avait confisqué les cotisations destinées à la construction d'une école ont provoqué le massacre des paysans de Dollé sous le régime Ahidjo. Comme le rappellent les événements de Casamance, des jacqueries ne sont pas rares où des paysans se fiant à la protection de leurs fétiches affrontent le pouvoir avec des coupe-coupe ou des flèches empoisonnées (39). Dans les régimes qui ne peuvent détourner la colère paysanne en lui permettant de s'exprimer dans les réseaux de communication publique, il faut s'attendre à des explosions violentes. La répression brutale peut imposer un silence momentané à des voix qui posent des questions fondamentales dans des sociétés postcoloniales. En créant une catégorie de privilégiés à partir des interventions dans le monde rural, l'État africain risque de provoquer une situation de dissidence et d'opposition dans les villages de brousse. On mesure le poids politique des « bricolages » par lesquels s'exprime la révolte paysanne comme le rappellent les « coupeurs de route » dans le nord du Cameroun (40).

Certes, les groupes paysans ne passent pas toujours à une opposition ouverte contre le pouvoir et ses représentants locaux. Une action « politique » organisée suscite la répression violente des États qui reproduisent les méthodes du

(38) Voir M. Bourgeois, *Disoo ou le malaise paysan au Sénégal de 1966 à 1973*, Thèse de doctorat du 3^e cycle, Paris, 1975.

(39) Sur ce sujet, lire R. Dumont, *Pour l'Afrique, j'accuse*, pp. 146-147 ; P. Geschière, *art. cit.* ; voir aussi D. Darbon, « Le culturalisme bas-casamançais », *Politique africaine*, 14, juin 1984.

(40) Cf. *Cameroon Tribune*, 8 et 9 mai 1988 ; 11 mai 1988.

système colonial. Aussi, les groupes sociaux dominés se limitent à des procédés disparates et isolés qui n'ébranlent pas les fondements des nouveaux pouvoirs. Le mythe d'une paysannerie révolutionnaire résiste mal à l'épreuve d'une histoire où le mécontentement des masses rurales ne trouve à s'exprimer qu'à travers des formes de « duplicité », de « doubles attitudes », de « bricolages » et de comportements par lesquels l'ordre symbolique et l'ordre politique s'articulent dans le champ du pouvoir africain. Sans doute, les « doubles langages » des groupes dominés peuvent contribuer à ruiner le prestige et la crédibilité des instances officielles et à accentuer la rupture entre l'État et les paysans. Mais les populations rurales ne contredisent pas nécessairement les logiques étatiques dans la mesure où elles peuvent en tirer profit. On se demande si les paysanneries ne préfèrent pas gérer leur dépendance en s'appuyant sur les structures officielles susceptibles de concourir à leur progrès. Dans ces conditions, beaucoup s'accommodent de leur statut dans l'espace de domination et d'exploitation dans lequel l'État ne cesse de les intégrer. Ce fait n'exclut en rien l'intérêt des analyses des modes d'action par lesquels les groupes paysans ouvrent une brèche et amorcent des processus de rupture qui peuvent se cristalliser autour des revendications et des luttes organisées.

Cela suffit pour mettre en évidence le potentiel politique qui appartient aux pratiques paysannes qu'il faut bien comprendre en fonction des dynamismes culturels à l'œuvre dans les villages.

Des études régionales permettent de vérifier l'intérêt des approches qui montrent comment les paysans s'organisent pour construire un véritable ordre alternatif, mettant en œuvre, « au ras du sol », le projet d'une « contre-hégémonie » à travers les procédés qui les amènent à se rendre « invisibles » à toutes les formes de contrôle étatique (41). Il faut tenir compte de ces réactions venues d'en bas, souvent diffuses et difficiles à contrôler ; sous des formes apparemment

(41) Voir à titre d'exemple, les analyses de P. Geschière, sur les Makas de l'est du Cameroun, *art. cit.*

apolitiques, elles s'opposent à de nouvelles formes de domination. Au-delà des clichés hérités des approches conventionnelles, on retrouve une culture politique stockée dans les « maquis » de la forêt et de la savane. Cette culture rend compte des « pratiques » qui défient souvent le projet hégémonique de l'État postcolonial dans les villages de brousse.

Cette culture est loin d'être homogène compte tenu de la diversité des terroirs africains. On ne peut ignorer cette situation fondamentale si l'on veut éviter l'échec des projets de développement incapables de susciter l'adhésion volontaire des populations locales aux programmes agricoles. Une pédagogie du développement est à mettre en œuvre dans les milieux où la capacité de se rendre « invisible » et « insaisissable » devant les interventions autoritaires oblige les pouvoirs à inventer des mécanismes de participation permettant d'instaurer une véritable démocratie à la base. Cette recherche doit être menée d'urgence.

En Afrique noire, les puissants ont trop longtemps forcé les indigènes au travail. Si le rapport aux Arabes et au monde méditerranéen inaugure l'ère de la dépendance extérieure, l'État colonial structure le travail agricole en fonction des besoins de la métropole. Cette situation constitue l'infrastructure des systèmes politiques actuels où l'ordre postcolonial semble avoir été aménagé au profit des intérêts des groupes dominants. Au sein des formations sociales qui accentuent les clivages nés à l'époque coloniale, les travailleurs de la terre forment la grande masse des exclus. Comme l'observe Claudette Savonnet-Guyot, « s'il y a un groupe qui paraît exclu de la gestion du politique, c'est bien, partout en Afrique, la paysannerie qui représente pourtant la grande masse des citoyens » (42).

Les gens de la brousse ne sont pas un groupe amorphe. Depuis l'esclavage, les sociétés africaines n'ont cessé de manifester leur refus de la domination par des révoltes qui attestent leur historicité. Aujourd'hui, les indigènes ne se contentent pas de protester par la migration face aux pressions diverses en vue de la surexploitation. Comme la mise en

(42) C. Savonnet-Guyot, *op. cit.*, p. 202.

esclavage, le contrôle de la paysannerie par les appareils d'État suscitent des modes de désapprobation qui mettent en cause les prétentions des groupes dominants. A partir des modes de contestation occulte, on assiste à « l'invention du politique » dans les villages où l'État postcolonial cherche à bloquer une réelle participation paysanne aux efforts nationaux de développement en cédant à la tentation de l'autoritarisme.

Le despotisme de l'agro-industrie

Les analyses qui précèdent délimitent les domaines qui se dessinent grâce aux efforts d'historiens, de sociologues, d'économistes et d'anthropologues ouverts à l'étude des « sociétés paysannes » en Afrique noire. Les « études rurales » ne peuvent, en effet, passer sous silence les dynamiques en cours dans les régions où les politiques de développement semblent aggraver les anciens systèmes d'inégalité en milieu africain. Si la reproduction de l'État postcolonial repose en grande partie sur l'appropriation du surplus paysan, il faut identifier les nouvelles formes de domination déguisées dans les interventions contrôlées par les classes dirigeantes. Dans les terroirs étudiés par les géographes, il n'est pas sûr qu'il y ait une rupture entre les projets coloniaux de « mise en valeur » et les modes d'intervention postcoloniale qui, sous couvert d'opérations de développement (1), organisent la subordination des paysanneries à la logique des groupes dominants.

Ces processus s'intensifient avec le despotisme de l'agro-industrie : en effet, le capital extérieur ne peut être indifférent aux nouvelles possibilités dans les États en quête d'autres sources de devises dans la situation actuelle de crise économique.

(1) Lire à ce sujet, J. P. Cheveau, « Mise en valeur coloniale et développement », in *Paysans, experts et chercheurs en Afrique noire*, pp. 143-168.

Le besoin d'autonomie des puissances moyennes vis-à-vis des grands impérialismes peut peser considérablement sur le choix des politiques d'investissement des capitaux dans le secteur agricole en Afrique. Dans les pays industriels, où les exportations agro-alimentaires deviennent une sorte de « pétrole vert », les terroirs africains risquent d'être intégrés aux rapports de force qui se jouent entre les impérialismes ouest-européens et l'empire américain (2).

Dans la nouvelle stratégie de restructuration du capital, peut-être l'Afrique tropicale est-elle cette zone de repli et l'espoir des grands trusts à la recherche de terroirs intégrés dans les zones d'influence contrôlées par les grandes puissances. Le secteur agricole ne peut échapper à la convoitise des pays industrialisés où, avec la diminution des paysannes, la crise des économies dominantes se cherche une issue dans une plus grande ouverture aux marchés mondiaux pour des approvisionnements agricoles et alimentaires réalisés au meilleur coût dans les pays tropicaux. Les orientations actuelles de l'agriculture africaine sont une application des programmes élaborés par les experts. Au lendemain des indépendances, pour les régions de forêt, René Dumont proposait de rechercher « de nouvelles ressources parmi lesquelles la banane, l'hévéa et les oléagineux sont déjà les plus importantes ». Un tel projet exclut les « plantations familiales » qui « ne peuvent réussir économiquement » dans la mesure où elles sont « établies anarchiquement et trop dispersées » (3). Pour réduire les coûts de transport, il faut donc concentrer la production dans les grandes plantations modernes en suivant l'exemple de la Côte d'Ivoire où « les nouvelles plantations d'État sont dirigées par des Européens. Car ces dernières années ont été décevantes en matière d'africanisation prématurée » (4). En somme, « la zone forestière doit maintenir son effort sur les plantations où de strictes disciplines

(2) Voir A. Revel/C. Riboud, *Les États-Unis et la stratégie alimentaire mondiale*, Calmann-Levy, Paris 1981 ; « La guerre du blé », in *Le Monde diplomatique*, novembre 1986 ; lire aussi M. Pimbert, « La maîtrise de la production alimentaire : qui contrôlera le marché des semences ? », *Le Monde diplomatique*, avril 1987.

(3) R. Dumont, *Développement agricole africain*, PUF, Paris, 1965.

(4) *Ibid.*

culturelles peuvent assurer un très haut niveau de production ; en mettant d'abord l'accent sur l'huile de palme, l'hévéa et le cocotier, puis, avec prudence sur la banane, cacao et café robusta doivent seulement être intensifiés, sans viser d'accroissement de production. Seules ces cultures modernisées apporteront de grosses recettes et devises et permettront à cette région de s'équiper » (5).

On voit s'esquisser la « planification » des grandes plantations agro-industrielles qui s'inscrivent dans le choix d'un système de production intégrant l'Afrique forestière dans les mécanismes du marché mondial. Avec les disciplines culturelles qu'il implique, le système des plantations industrielles semble avoir été conçu comme le seul modèle qui s'impose aux populations marquées par la cueillette, la chasse ou la pêche. Dans le rapport d'étude rédigé à l'intention de la Commission économique pour l'Afrique. R. Dumont y voit une nécessité pour le développement agricole africain : « L'Afrique humide a absolument besoin de développer des plantations modernes et elle manque terriblement, pour cela, de cadres techniques qualifiés et de capitaux. Ces deux facteurs pourraient lui être fournis par la coopération bilatérale, européenne ou multilatérale (6). »

Dans les États endettés auxquels les organismes internationaux tels que la Banque mondiale et le FMI ne cessent de recommander le modèle de la croissance tournée vers l'exportation, le nouveau contexte de l'agriculture africaine n'amène-t-il pas à se poser en termes différents le problème des rapports entre le pouvoir et les paysans ? Quel avenir réserve aux gens de la brousse l'intégration accrue au système mondial actuel ? Autant de questions pour un débat qu'il est nécessaire d'approfondir.

Pour mesurer l'impact des mutations qui s'annoncent, il convient d'identifier les facteurs qui provoquent les transformations profondes dans les zones rurales à partir des nouveaux rapports de production et des conflits d'intérêts qui s'instaurent.

(5) *Ibid.*, p. 142.

(6) R. Dumont, *op. cit.*, p. 55.

Le « cultivateur en souliers vernis »

Pour situer le débat, il faut se demander d'abord si les nouvelles politiques agricoles ne visent pas la montée d'une « bourgeoisie paysanne » qui risque de contrôler les principaux facteurs de production agricole. Au Cameroun, cette évolution se dessine depuis qu'Ahidjo a, officiellement, au Comice agro-pastoral de Bertoua, « décidé que la priorité soit réservée désormais à la création de plantations nouvelles dont les promoteurs bénéficieront d'une prime spéciale ». On ne peut croire que ces promoteurs soient des paysans pauvres. Au moment où ceux-ci se voient honorés du titre de « Seigneurs de la terre », ce qui caractérise le nouveau mot d'ordre de la politique agricole, c'est « la reprise systématique en main de notre riche potentiel agricole par toutes les forces productives du pays, et notamment par les élites des secteurs public et privé ». Les occupations des terres et les mesures d'expropriation des paysans ainsi que les crédits agricoles doivent profiter, en « priorité », à une élite des planteurs du secteur public et privé. En fait, on voit apparaître des entrepreneurs agricoles dans les régions où l'espace est « convoité » par les élites nationales. Depuis les années 70, au moment où la « révolution verte » devient un élément essentiel de la politique agricole, les possibilités de financement de l'agriculture offertes par la création du Fonader suscitent, dans les classes dirigeantes, un intérêt accru pour les entreprises agricoles. La « ruée vers la terre » caractérise les élites au pouvoir dans certaines régions où l'on peut aujourd'hui établir la liste de gros propriétaires qui se sont hâtés d'acquérir de vastes superficies cultivables. Dans la course à l'argent qui mobilise les dignitaires du « Grand Parti National » et de l'administration centrale, l'agriculture devient un secteur où l'on peut investir.

La « bourgeoisie verte » l'a bien compris : on a vu les caisses du Trésor remplir les poches des nouveaux cultivateurs en souliers vernis. Au Nigeria, rappelons « l'étonnant spectacle d'une Mercedes-Benz ou d'une 505 Peugeot garée sur les bas-fonds entre la route et la ferme de 10 acres où des

équipes de travailleurs, le torse nu s'échinent à travailler sous l'œil dominateur et serein d'un personnage aux robes resplendissantes assis devant la voiture. Dans la terminologie officielle, ce personnage vêtu de blanc portant des souliers vernis achetés à Londres et surveillant des travailleurs en sueur et en guenilles est appelé le « cultivateur » (7). La formule tend à faire école en Afrique où les élites urbaines sont invitées à se lancer dans l'agriculture.

Ces élites ne se contentent plus d'assurer le contrôle des sols urbains dans les métropoles où les prix des terrains mettent en lumière les enjeux situés autour des systèmes fonciers et des intérêts dominants (8). Après la ville où le capital privé national s'est longtemps investi de manière à reproduire les formes de développement inégal, le monde rural devient un secteur stratégique dans les processus d'intégration des élites locales dans les rapports marchands. On assiste à un véritable « retour à la terre » dans un contexte où, en plus de la « maison en dur » et d'un groupe électrogène, une « plantation moderne » est la marque d'une élite qui enracine les bases de son pouvoir dans les « affaires » agricoles.

Au moment où les jeunes ruraux ont tendance à désertter les campagnes, les cadres urbains parcourent la brousse, en quête de terres à mettre en valeur. « Du bureau au champ » : telle est la nouvelle règle de vie des élites qui n'attendent plus qu'on leur demande de créer des plantations. De nombreux projets témoignent d'une conscience aiguë du « prix de la terre ». En Côte d'Ivoire, Houphouët-Boigny n'hésite pas à étaler au grand jour les richesses accumulées à partir de la production agricole.

« J'ai une partie de mes biens à Abidjan, déclarait naguère le chef de l'État ivoirien. Ce sont des milliards. Ils ne viennent pas du budget. C'est le fruit de mon travail. Une banque gère mes bénéfices sur la culture d'ananas. J'ai quatre

(7) O. Oculi, « Bourgeoisie verte contre paysans », *Le Monde diplomatique*, novembre 1981.

(8) Sur ce sujet, lire « Politiques foncières et territoriales », *Politique africaine*, 21, mars 1986. Voir surtout E. Le Bris, E. Le Roy, et F. Leimdorfer, « Enjeux fonciers en Afrique noire », Karthala, 1982 ; B. Crousse, E. Le Bris, E. Le Roy, « Espaces disputés en Afrique noire », Karthala, 1986.

milliards de chiffre d'affaires dans la culture d'ananas. Je paie celui qui vend les cartons pour l'ananas quelques 50 millions de francs par mois. Le bateau et l'avion : 150 millions de francs par mois. J'ai eu deux chutes brutales il y a deux ans alors que j'avais atteint jusqu'à 3 000 tonnes d'ananas par mois, produisant ainsi le tiers de la production nationale (...).

J'ai cessé de faire du café. Autrefois, on recevait très peu, peut-être cent millions de francs, mais ces cents millions de francs valent aujourd'hui des milliards. Et j'ai viré tout cet argent dans mes comptes en banques, en Suisse et cela a produit des intérêts importants. L'une des banques d'Abidjan possède de moi le quart de ses dépôts (...). Il y a une autre banque qui gère les bénéfices sur l'avocat dont, je crois, je suis le premier producteur en Côte d'Ivoire. Il y a une autre banque qui gère modestement les bénéfices de mon élevage de poulets. Mais ces milliards, parce que cela se chiffre en milliards, se trouvent dans le pays. C'est de l'argent placé dans les banques et prêté à mes compatriotes (...). Vous qui n'avez rien mais que ma politique a permis de sortir du trou, c'est vous qui allez maintenant me traiter de voleur ? Celui qui est né dans l'argent et qui reste dans l'argent ? » (9).

C'est cette voie que Paul Biya propose à ses compatriotes comme le suggère une grande affiche où l'on voit le Président-paysan dans sa plantation d'ananas, donnant ainsi le « bon exemple ». Les cadres urbains possèdent d'immenses terrains dans des régions entières. Compte tenu des revenus de ces exploitations, on devine à qui profite la « révolution verte ». Au Ghana, P. Konnings souligne l'émergence d'une classe relativement peu nombreuse d'agriculteurs capitalistes, principalement des étrangers à la région, qui, parfois, ne résident même pas sur place. Des subventions étatiques élevées et des prêts bancaires faciles à obtenir ont incité ces derniers à entreprendre la culture mécanisée du riz (10).

(9) Cf. *Fraternité-Matin*, 29 avril 1983.

(10) P. Konnings, « Riziculteurs capitalistes et petits paysans : la naissance d'un conflit de classe au Ghana », *Politique africaine*, 11, septembre 1983, p. 77.

Au pied du Kilimandjaro, les élites kényanes possèdent de grandes plantations. Au Nigeria, on trouve désormais des hommes d'affaires « sur le terrain », depuis que Shagari a annoncé, dans un discours à l'Université de Kano, qu'aucune révolution ne paraît nécessaire au Nigeria, ne mérite même qu'on en parle, « sinon la révolution verte ».

En Côte d'Ivoire, la bourgeoisie nationale est d'abord d'origine terrienne. Elle s'est formée avec le développement de l'économie de plantation comme le rappelle l'histoire du planteur Félix Houphouët-Boigny qui, dès 1944, disait à ses compatriotes : « Si vous ne voulez pas végéter dans les huttes de bambous, concentrez vos efforts dans la production du bon cacao et du bon café. Ils se vendront à un bon prix et vous allez devenir riches » (11). Comme on l'a vu dans le texte cité plus haut, le chef de l'État ivoirien symbolise l'enrichissement par l'agriculture. A l'heure où l'on cherche à sortir ce secteur du stade artisanal, c'est surtout la « bourgeoisie verte » qui investit ses ressources pour moderniser les méthodes culturelles.

Si la culture d'exportation reste largement familiale, il faut compter désormais avec les grands exploitants qui emploient une main-d'œuvre recrutée dans « les plantations modernes » (12). Naguère, les chefs traditionnels et les notables obligeaient leurs sujets à consacrer des journées de travail dans leurs plantations. Dans certains pays, ces corvées appartiennent aux systèmes des « redevances coutumières » sur lesquelles les nouveaux pouvoirs ont fermé les yeux. En renonçant ainsi à ébranler les régimes féodaux qui leur servent d'appui, ils laissent se reproduire les anciens systèmes d'inégalité et de domination. Aujourd'hui, ce sont les fonctionnaires et les commerçants, les militaires et les hommes politiques qui sont en quête d'une main-d'œuvre saisonnière ou permanente. Il en résulte une nouvelle catégorie sociale qui relaie les esclaves et les femmes dans la production domestique. Tout change dans les pays où, derrière une grande plantation, on reconnaît l'État et/ou le capital transnational.

(11) Voir A. Kader Sangaré, « La grande bourgeoisie ivoirienne », *Africa*, juillet 1987, p. 30.

(12) *Id.*, p. 31.

L'État planteur

Dans de nombreuses régions d'Afrique, les traditionnels fournisseurs des produits de base tendent à évoluer à la « périphérie » d'une agriculture d'État qui monopolise l'essentiel des investissements agricoles. En effet, le pouvoir prend désormais la place des petits paysans pour devenir le moteur essentiel de la production en assurant le contrôle exclusif des moyens de production et de modernisation. Qu'il suffise d'évoquer ce qui se passe dans les pays du Sahel où la mise en valeur des zones d'irrigation est confiée à des sociétés d'État ou para-étatiques. Au Sénégal, c'est le cas de Richard-Toll où les perspectives de la mise en valeur du fleuve font miroiter des profits considérables qui excitent les appétits de nombreux affairistes (13). Le contrôle de l'espace se concrétise autour des grands trusts dont l'empire s'étend sur les produits stratégiques dans une situation de crise alimentaire où nourrir les masses urbaines pose de graves problèmes à l'État en Afrique (14). L'agro-industrie occupe une place grandissante comme le rappellent, ici et là, les sociétés géantes qui exercent une véritable domination sur l'ensemble d'une région (15).

Tout se passe comme s'il fallait passer par l'État pour accentuer l'intégration des paysanneries dans les mécanismes du marché mondial. L'État élabore de nouvelles stratégies de capture au moment où les paysans disposent de multiples procédés d'évasion hors des zones de contrôle du pouvoir. S'il paraît difficile d'admettre un espace où l'État soit absent et qui servirait de « refuge » à ceux qui veulent lui échapper, on constate cependant un fait capital : à travers le système agro-industriel, l'État met en place un mode de production auquel sont acculés ceux que les limites de l'éco-

(13) Cf. OMVS : « Un avenir pour le fleuve Sénégal », *Marchés tropicaux*, 20 mars 1987.

(14) Voir M. Haubert et divers auteurs, *Politiques alimentaires et structures sociales en Afrique noire*, PUF, 1985.

(15) A titre d'exemple, lire le petit livre de V. Ombé Ndzana, *Agriculture, pétrole et politique au Cameroun. Sortir de la crise ?*, L'Harmattan, 1987.

nomie de subsistance obligent à vendre leur force de travail dans les plantations industrielles.

En privilégiant les complexes agro-industriels, l'État renforce les mécanismes de contrôle de la paysannerie. Comme le remarque bien P. Konnings, « les complexes agro-industriels sont devenus des instruments dans les tentatives de l'État postcolonial pour "capturer la paysannerie" » (16).

Il n'est pas nécessaire d'établir une carte de ces entreprises dans les pays où le sucre, les fruits et les légumes, le riz, le manioc, le palmier à huile ou l'hévéa mobilisent des ressources et des techniques dans la plupart des États africains. Ces projets s'inscrivent dans une phase des économies nationales où l'on passe du bricolage à des stratégies intégrées qui accentuent la pénétration du capitalisme dans l'agriculture africaine. Tout se passe comme si l'État se déchargeait sur les paysans de certaines productions vivrières pour se réserver le monopole d'intervention dans les secteurs stratégiques. Dans les pays où les industries alimentaires préfèrent s'approvisionner sur les marchés extérieurs, comme c'est la règle pour la plupart des sociétés privées, l'État s'est lancé dans l'agro-industrie en créant ses propres plantations. A partir des projets dont le coût, la réalisation et la gestion font recours aux organismes internationaux et aux sociétés multinationales, on assiste à une concentration spatiale des programmes de production qui tendent à marginaliser les petits paysans dans le « développement rural ». Pour réaliser les objectifs d'autosuffisance alimentaire et vendre sur les marchés extérieurs, l'État ne cherche nullement à s'appuyer sur les petits producteurs pour son approvisionnement.

La voie paysanne, même si elle occupe une place importante, se trouve reléguée au deuxième plan : en effet, les entreprises de type capitaliste ne se concentrent plus seulement dans le secteur agricole d'exportation mais pénètrent de plus en plus la production alimentaire (17). C'est cette

(16) P. Konnings, « L'État, l'agro-industrie et la paysannerie au Cameroun », *Politique africaine*, 22 juin 1986, p. 120.

(17) Voir les études réunies dans *Politiques alimentaires et structures sociales en Afrique noire*, PUF, 1985.

tendance qu'illustre l'établissement de complexes sucriers qui s'inscrivent dans un choix délibéré de création des « pôles de développement agro-industriels ». Ces options se généralisent dans les pays où les États africains, confrontés au choc vivrier, ont été amenés à revoir les investissements concernant l'agriculture. Les nouvelles stratégies manifestent une tendance commune des pouvoirs à diversifier la production agricole sans nécessairement renoncer à l'agriculture d'exportation qui a jusqu'ici absorbé la quasi-totalité des investissements.

La pénétration des firmes étrangères n'est pas un phénomène nouveau dans l'agriculture africaine. On connaît le rôle joué par les sociétés concessionnaires dans les cultures et le marché des produits tropicaux. Au Libéria, Firestone est l'exemple typique d'une plantation coloniale dominant un pays (18). Dès la colonisation de grosses sociétés procèdent à des investissements massifs : en Côte d'Ivoire, la Société des Plantations Réunies de l'Ouest Africain exploite en 1930 plus de 4 000 hectares (19). Au Nigeria, au Congo belge, des sociétés multinationales investissent dans les cultures de caoutchouc, de palmier à huile ou de cacao. Le Cameroon Development Corporation (CDC) dont les plantations sont localisées sur les pentes du Mont Cameroun produit les 3/4 des bananes du Cameroun britannique. Ce qui est nouveau, c'est que les grands trusts interviennent dans un contexte où l'agriculture, l'élevage et les activités forestières sont de plus en plus liés à une chaîne agro-industrielle dont ils deviennent un maillon important.

Plus précisément, l'agriculture moderne tend à devenir un monopole des grandes firmes dans les pays qui s'ouvrent aux capitaux extérieurs, pays qui connaissent actuellement la mise en culture généralisée des terres en friches. En effet, « tout se passe comme si un système agro-alimentaire mondial était en train de se mettre en place depuis des années, de plus

(18) Voir B. Kayser, *L'Agriculture et la société rurale des régions tropicales*, Sedes, 1969, pp. 149-155. Lire aussi une étude du BIT sur les problèmes de la main-d'œuvre dans les plantations coloniales : *Problèmes du travail en Afrique*, Genève, 1958.

(19) B. Kayser, *op. cit.*, p. 152.

en plus contrôlé étroitement par une bonne partie des sociétés agro-alimentaires multinationales dont le nombre a d'ailleurs tendance à diminuer. Cette hypothèse est vérifiée par la concentration progressive du capital entre les mains de quelques firmes (...). Comment ne pas en conclure que les activités agro-alimentaires sont quasiment devenues la chasse gardée des grandes sociétés multinationales de l'agro-industrie (20). L'Afrique noire n'échappe pas à l'emprise de ces multinationales dans les plantations capitalistes qui se développent au sein des États servant de relais à des groupes financiers internationaux (21).

L'unanimité se fait sur la priorité à donner à un seul produit dans une région où se concentrent les investissements, la technologie et les ressources financières d'origine publique. La « croisade du riz », les ceintures du sucre ou la culture du palmier à huile imposent à l'État une intervention massive dans le secteur agro-industriel. De nombreux projets de mise en valeur agricole traduisent le souci d'aménagement de l'espace par les plans palmier ou cocotier, les complexes agro-industriels de concentré de tomate ou d'ananas... Il n'est plus question de « planteurs pilotes » mais de périmètres agro-industriels pris en charge par une société d'État ou privée soumise à des contraintes de rentabilité. On arrive à une phase de l'histoire économique et sociale où le coût élevé des opérations accroît la dépendance à l'égard des groupes privés et des organismes multinationaux et l'intégration du milieu paysan au système mondial. L'avenir se dessine dans les grandes plantations où le contrôle de la terre et de la force de travail pose l'une des questions maîtresses du développement agricole. Plus de 80 ou 90 % des surfaces d'une région sont cultivées par des sociétés d'État ou privées qui emploient une main-d'œuvre salariée installée dans de nombreux « villages ». Au Cameroun, tout l'espace national est occupé par l'agro-industrie (22). Équilibre régional

(20) Cf. *Le Monde diplomatique*, septembre 1978.

(21) Sur le rôle des multinationales et le problème alimentaire en Afrique, voir le rapport de l'ONU sur *Les multinationales dans le développement mondial*, New York, 1983.

(22) Voir G. Courade, « Des complexes qui coûtent cher. La priorité agro-industrielle dans l'agriculture camerounaise », *Politique africaine*, 14 juin 1984,

oblige : depuis une décennie, il n'y a presque plus de province qui n'ait sa part de complexes agro-industriels. L'État a multiplié des sociétés agro-industrielles dont certaines, comme la CDC, font partie des 30 grandes entreprises nationales. Le climat et les ressources du sol jouent certes un rôle dans ces implantations. Mais, la création des complexes agro-industriels obéit aussi à des considérations politiques non négligeables dans un système où l'État s'assure une base régionale ou locale à travers une clientèle qui bénéficie des retombées de ces implantations. La production du sucre a été confiée, dans l'actuelle Province du Centre, à deux sociétés d'État implantées à Mbandjock, la Sosucam et la Cam-suco, au cours du II^e plan, baptisé « Plan du Paysan » (1966-1970). Le véritable paysan de Mbandjock, c'est l'État qui utilise une main-d'œuvre salariée.

Le plan palmier, lancé vers la fin de 1968 a, comme principal organisme d'exécution la Socapalm qui, en plus de l'Océan, dans le Sud et du Nyong-et-Kellé dans le Centre, étend sa zone d'influence dans le Littoral, en Sanaga-Maritime et dans le Mungo. Au cours des années 1970-1973, où la sécheresse a révélé brutalement la fragilité alimentaire d'une région où le mil et le sorgho constituent les aliments de base, la production du riz est assurée depuis 1971 par la Semry dont l'extension n'a cessé de croître dans le Mayo-Danaï et le Logone et Chari (23). Dans les périmètres irrigués, c'est l'État lui-même qui, à travers la Semry, laboure, irrigue et fournit les engrais aux paysans, ceux-ci assurent seuls la récolte et vendent, moyennant des redevances, toute la production de riz transformée localement dans les deux usines installées à Yagoua et à Maga. Le gouvernement a créé la Sodécoton en 1974 pour développer la culture du coton et promouvoir également la culture du sorgho, du maïs, de l'arachide, du riz, de l'igname et du niébé ; pour la culture du blé, une mission créée en 1973 se transformera en

pp. 75-91 ; lire aussi « Cameroun : Les projets agro-industriels », *Afrique-Agriculture*, mai 1977. Pour une étude approfondie : J. C. Barbier, G. Courade, J. Tissandier, *Complexes agro-industriels au Cameroun*, ORSTOM, Paris, 1980.

(23) Voir R. Levrat, *Une expérience de développement rural au Cameroun, La Semry*, Université de Yaoundé, Département de Géographie.

1975, en société, la Sodéblé après les résultats satisfaisants des essais faits à Wassandé, dans l'Adamaoua, sur 500 ha. La banane camerounaise, vendue sur les marchés français est produite par une société d'État, l'Organisation Camerounaise de la Banane (OCB), implantée dans les riches terres du Mungo, dans le Littoral, où elle s'occupe aussi des ignames, des patates et des pommes de terre. Dans le domaine des oléagineux, la production d'huile de palme industrielle est prise en main par l'une des plus anciennes sociétés d'État, le Cameroon Development Corporation (CDC) qui, dans le sud-ouest, constitue un État dans l'État, avec d'immenses palmeraies dont la superficie totale était portée à 17 184 ha au cours du IV^e plan (24).

A cette culture s'ajoute celle du thé, de la banane et de l'hévéa. Dans le nord du pays, une autre société d'État, la Sodécoton, occupe une place importante dans la production d'huile raffinée à partir des graines de coton et de l'arachide. En plus de la Safacam et de la Société des Palmeraies de la Ferme suisse, mentionnons une autre société privée, la Pamol implantée dans la région du Mont Cameroun où, depuis l'époque coloniale, Unilever s'est concentré sur l'huile de palme et l'hévéa. La Socapalm fait de l'État le plus grand planteur de palmier à huile du pays après la CDC. Le monopole que détient l'État dans le domaine agro-industriel indique une tendance majeure de l'agriculture actuelle. Dans les secteurs où la contribution du paysannat est majoritaire, comme le montre la culture du maïs, en transférant les investissements et les nouvelles techniques aux domaines de production étatique, il n'y a pas grand-chose à attendre des cultivateurs traditionnels. En fait, quand on parle aujourd'hui de la production de la banane, du riz ou du palmier à huile, du bois ou de la viande, en dehors de quelques nationaux et des sociétés privées étrangères, il s'agit bien de l'État et le maître des terres est aussi le principal fournisseur des denrées de consommation locale ou des produits d'exportation.

(24) Sur l'impact de cette société dans l'histoire et l'économie du Cameroun occidental, lire S. T. Epale, *Plantations and development in Western Cameroon, 1885-1974*, New York.

Dans ce sens, l'augmentation de la production agricole tend à se faire en marge des exploitations familiales. Bref, l'agriculture d'État se développe quand celle du paysannat stagne. Au moment où l'on assiste à l'émergence d'un secteur rentable représenté par les exploitations agricoles privées, étrangères ou nationales, l'État abandonne la production artisanale aux petits cultivateurs pour s'orienter vers des entreprises agro-industrielles. La crise mondiale de l'énergie a créé des perspectives favorables à la commercialisation du caoutchouc dont le Cameroun est producteur depuis la colonisation. Aussi, l'État s'est doté d'une société de développement de l'hévéa dans la Province du Sud, à Niété, où le complexe est appelé à exploiter 15 000 ha. En Afrique tropicale où les plantations d'hévéa sont contrôlées par Michelin et Firestone qui deviennent leurs propres fournisseurs de matières premières, Hévéa-Cameroun est une affaire d'État qui, à côté de la CDC et de la Safacam, emploie une importante main-d'œuvre. Dans la Province de l'Est où les Zapi ont longtemps assuré le contrôle des paysans à travers les coopératives, l'État a privilégié une société agro-industrielle de tabac (STC). Parmi les sociétés forestières où les nationaux ne représentent que le 1/3 des effectifs, la Sofibel vient largement en tête. Le complexe agro-industriel de l'ananas de Ntui montre aussi le rôle de l'État dans les cultures maraîchères. L'extension de la plantation de thé de Tolé, dans le Fako fait appel à des investissements importants où les pouvoirs publics affectent des millions de francs CFA comme le suggère l'évolution des financements des projets agro-industriels au Cameroun.

Notons la participation de l'État dans les complexes agro-industriels relevant du secteur privé tels que la Safacam et la Société des Palmeraies de la Ferme suisse. A travers les investissements de la SNI et de l'ONCPB, l'État produit donc l'hévéa et le palmier à huile à Dizangué et à Edéa. Sa volonté d'être présent dans l'économie du pays est manifeste comme le montrent les intérêts publics dans la plupart des sociétés concentrées depuis des décennies dans le Littoral en dépit des discours sur le « développement équilibré ». Au Gabon où, dans le contexte de l'après-pétrole, s'affirme une

**Financement des projets agro-industriels au Cameroun
(en millions de francs CFA)**

Années	81-82	82-83	83-84	84-85	85-86	Totaux	Nat. pub.	Exter.	Privés
Hévécam	2 000	3 000	4 000	5 000	6 000	20 000	5 000	15 000	
Socapalm Centre-Sud	1 000	5 000	—	—	—	1 500	1 000		
Socapalm Littoral	500	1 000	3 000	3 000	3 000	10 500	3 000	7 500	
Socapalm plant. villag.	1 000	1 400	700	500	500	4 100	1 500	1 000	1 600
Sosucam - Camsuco	10 000	—	—	—	—	10 500	3 000	7 000	
OCB	1 000	2 000	1 000	650	650	5 300	4 300	—	1 000
CDC	5 700	2 800	2 200	3 200	2 100	16 000	1 000	11 000	4 000
Pamol	—	1 000	2 000	2 000	1 200	6 200	—	—	6 200
Tombel - Banguem	—	100	100	500	1 000	1 700	500	1 200	
Semry	2 000	2 500	1 200	1 300	1 400	8 400	3 400	5 000	
Sodéblé	300	400	400	200	200	1 500	300	1 200	
Totaux	23 500	14 700	14 600	16 350	16 050	85 200	22 500	49 900	12 800

Source : données tirées des financements des projets provinciaux dans *V^e Plan Quinquennal, Secteur Agricole*, Ministère de l'Agriculture, Direction des Études et Projets, avril 1981.

nouvelle attitude envers l'agriculture, ce qui a retenu l'attention, c'est un type d'agriculture qui permet à des groupes agro-industriels étrangers de prendre en charge l'ensemble des projets où l'État est le principal actionnaire. « Par son importance, ses modalités et ses répercussions, le phénomène agro-industriel au Gabon est très révélateur d'une nouvelle phase de la stratégie capitaliste dans le domaine agricole » (25). Ce qu'il faut souligner, c'est la situation de quasi-monopole de l'agro-industrie dans les projets de développement agricole. Ce choix implique un nombre restreint de structures de production centrées sur une agriculture intensive, mécanisée et salariale. Dans cette perspective, si la mainmise des sociétés agro-industrielles s'étend sur les cultures d'exportation qui bénéficient de subsides importants, les grands projets ont été lancés autour des cultures vivrières. Outre la production maraîchère destinée à couvrir les besoins des employés d'Elf-Gabon, mentionnons la bananeraie de N'Toum conçue pour ravitailler la capitale gabonaise et les chantiers environnants. S'il y a un secteur où l'agro-industrie s'est imposée jusqu'à étouffer l'agriculture villageoise, c'est dans la production sucrière où l'on retrouve non seulement l'État, mais la Somdiaa et Elf-Gabon.

La Société sucrière du Haut-Ogoué (Sosho) constitue la plus importante agro-industrie avec un capital de 500 millions de francs CFA. Le III^e plan (1976-1980) et le plan intérimaire (1980-1982) ont affecté respectivement 73,7 et 64,9 % des crédits à l'agriculture aux seules opérations agro-industrielles (26).

L'étendue des superficies indispensables à l'implantation ou à l'extension des complexes agro-industriels souligne aussi le caractère primordial de ces activités. En Côte d'Ivoire où la « terre appartient à celui qui la met en valeur », l'État occupe de grandes étendues de terrains pour ses plantations agro-industrielles gérées par des entreprises publiques. Ainsi,

(25) D. Montferrer, « L'introduction de l'agriculture capitaliste en Afrique et ses conséquences : le cas du Gabon », in *Politiques alimentaires et structures sociales*, p. 269.

(26) Cf. C. Frelin et Nam Tram Nguyễn Trong, dans « *Nourrir les villes en Afrique sub-saharienne* », L'Harmattan, Paris, 1985, p. 333.

le palmier à huile dont la culture est contrôlée par la Sodé-palm, s'étend sur plus de 120 000 ha. La Société africaine de plantation d'hévéa (SAPH) gère un complexe agro-industriel de 35 000 hectares (27).

Au Gabon, l'Hévéagab a défriché 4 000 ha de forêt pour installer un complexe agro-industriel qui doit exploiter un vaste programme national comprenant 28 000 hectares (28).

Le Libéria et le Nigeria sont les plus gros producteurs de caoutchouc nature d'Afrique ; viennent ensuite la Côte d'Ivoire et le Zaïre, suivis de près par le Cameroun (29). Dans ce pays, les superficies destinées à l'agriculture d'État sont importantes. On s'en rend compte par l'évolution des superficies exigées par le « Plan palmier. »

Évolution de surfaces de plantation de palmier à huile (*)

	1981-1982	1982-1983	1983-1984	1984-1985	1985-1986
Socapalm	21 000	22 000	23 000	24 000	25 000
CDC	17 000	17 000	17 150	17 300	17 300
Pamol	8 000	9 000	10 000	10 000	10 000
Safacam	5 000	3 000	3 000	3 000	3 000
SPFS	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
Plant. village	2 000	3 000	3 500	3 500	3 500
	53 000	56 000	58 000	59 800	60 800

(*) Voir V^e plan, secteur agricole, Minagri, Direction des Études et projets, avril 1981.

La plupart des États privilégient le système des complexes agro-industriels. Depuis le début de son indépendance, la Côte d'Ivoire en a donné l'exemple en Afrique noire. On a cru que le pays du « Vieux » était le paradis du capita-

(27) Sur la culture de l'hévéa en Côte d'Ivoire, lire *Jeune Afrique Économie*, novembre 1986, voir aussi *Africa*, février 1985.

(28) *Africa*, *id.*

(29) Voir V. Ondo Etoa, « Les plantations villageoises en Côte d'Ivoire », *Hévécam*, 1987, p. 5.

lisme triomphant. Au moment où se forme une bourgeoisie d'État à partir de l'emprise des pouvoirs dans la vie économique, on découvre l'impact considérable de l'État dans le développement agricole. C'est ce que révèle la liste des sociétés d'État ou à majorité d'État dans le domaine agricole. L'aménagement de l'espace se traduit par des opérations de développement qui sont hors de portée des petits exploitants. Ces opérations portent sur le contrôle de la force de travail au sein des sociétés d'État. Après le café et le cacao, c'est autour du riz, des produits du palmier, du bois et de l'hévéa que se réalisent les options en faveur de la régionalisation à l'ordre du jour depuis 1970. Au nord, citons la Sodériz et, dans la région côtière la Sodépalm. L'urgence de la rentabilité des investissements encourage les grands périmètres. On réfléchit au type de paysannat à promouvoir après qu'on se soit heurté au problème de la main-d'œuvre. En fait, agro-industrie et « plantations villageoises » restent soumises aux impératifs de l'accumulation étatique dans le sens de la restructuration de l'économie mondiale. La tâche d'intégrer des ensembles régionaux dans ce système revient à l'État. Dès lors, le monde rural cesse d'être le principal fournisseur des produits d'exportation ou des denrées alimentaires de base. Il apparaît comme la « périphérie » d'un système de production dont l'État est l'acteur et le moteur privilégié. Si les opérations de développement contrôlées par le pouvoir restent en marge de l'économie locale, elles organisent de nouveaux rapports sociaux sur la base des innovations agricoles et supposent un mode d'appropriation de l'espace qui exclut les petits producteurs autochtones. Car, l'État s'impose un véritable retour à la terre dans un contexte où, avec les cultures pérennes, ce droit d'usage est en passe de devenir un bien marchand, un droit de propriété. Depuis une décennie, avec les nouvelles lois foncières élaborées par les États d'Afrique noire, l'exemple de l'appropriation des terres vient d'en-haut. Il en résulte un lien étroit entre la terre et le pouvoir.

En Côte d'Ivoire, le « Vieux » se présente comme « planteur » aux élections et exige que ses ministres et hauts fonctionnaires donnent le bon exemple et fassent un retour à

la terre (30). Dans ce partage, l'État se paie la part du lion. Il prend la relève des grandes sociétés concessionnaires grâce aux sociétés d'intervention qui s'adaptent aux mécanismes de l'économie de plantation. Ce modèle inspire les politiques de diversification agricole dans les régions où, après le cacao, le café ou le coton, le plan cocotier, les plantations d'hévéas et le plan palmier tendent à faire de ce pays une sorte de Malaisie africaine. La culture de l'ananas et de la canne à sucre qui alimentent l'une ou l'autre un réseau d'agro-industries privées ou d'État dépendent du même système de production.

Dans les milieux où s'ouvre le débat sur les sociétés d'État, il n'est pas sûr que l'attention se concentre sur le secteur agricole. A partir de certains produits vivriers, ne faut-il pas réapprendre à retrouver les appareils de pouvoir dans les régions où le secteur moderne de l'agriculture tend à devenir une affaire d'État ? Si les intérêts publics sont majoritaires dans la distribution de l'eau et de l'électricité, dans les transports et les communications, l'information et le tourisme, il faut désormais souligner leur poids dans les programmes agricoles. A travers l'agro-industrie, l'État possède plus ou moins le monopole de l'essentiel de la production nationale. En l'absence d'un capital privé local, il a été conduit à intervenir dans ce domaine qui exige des investissements lourds. Aujourd'hui, il a tendance à concentrer les ressources nationales pour financer ses propres plantations. Ainsi, la ponction des capitaux opérée sur le reste des agriculteurs contribue au développement d'État au détriment des exploitations familiales. Au Cameroun, durant le IV^e plan, 60 % des investissements nationaux ont été consacrés à l'agro-industrie.

Le despotisme de l'agro-industrie révèle le déséquilibre fondamental entre l'agriculture paysanne et l'agriculture d'État. En se réservant le monopole de la majorité des investissements pour sa propre production, l'État crée les conditions

(31) Sur cet « appel pressant » à tous les responsables politiques administratifs et législatifs, lire J. Baulin, *La politique intérieure d'Houphouët-Boigny*, Paris, 1982.

de la paupérisation paysanne. En effet, on peut aussi attribuer le sous-développement du système de production villageois aux mécanismes de financement qui favorisent les opérations agricoles de l'État. Si le processus de différenciation des producteurs agricoles n'élimine pas l'agriculture traditionnelle, il provoque une marginalisation accrue du monde rural. Au moment où l'État planteur tourne le dos au « développement autocentré » généralement prôné par les discours officiels, il se subordonne des groupes d'intérêts dont certains monopolisent l'achat et la commercialisation des produits stratégiques. On voit parfois des commerçants créer des pénuries artificielles pour spéculer sur le sucre ou l'huile de palme produits par les sociétés d'État. Autour de la monétarisation du surplus agricole se forme une techno-bureaucratie que l'État se rallie pour étendre son emprise en milieu rural. Le libéralisme planifié s'avère un étatisme au service des intérêts de classe. A partir des grandes plantations se met en place un modèle de société encouragé par les régimes qui implantent des empires agro-industriels pour diversifier l'agriculture et nourrir en priorité les villes en Afrique noire.

L'espace dominé

Ce système annexe les terroirs qui entourent les complexes agro-industriels. Car l'agro-industrie a sans cesse besoin d'espace pour accroître sa puissance. On ne peut ignorer la tendance à la conquête de l'espace liée à l'expansion du système de production capitaliste. Toute l'histoire de la colonisation nous éclaire sur cette soif de terres qui travaille les grands trusts en Afrique.

On se souvient de l'avidité propre au système des concessions qui s'est épanoui au Congo belge, au Nigeria, au Cameroun et en Afrique équatoriale. Le Congo n'a pas suffi à l'appétit de ces grandes sociétés. Il a fallu dépecer le reste des colonies pour ceux qui demandaient des concessions. A une époque où chaque colon mesure sa force en milliers

d'hectares de plantations, les zones rurales de l'Afrique occidentale n'échappent pas à l'emprise des sociétés engagées dans la conquête des terres. En Côte d'Ivoire, l'économie de plantation a enrichi de nombreux Européens. Au Sénégal, la Compagnie de Caoutchouc de Casamance s'est taillée une vaste région où elle avait le monopole du commerce. Les sociétés de négoce s'engagent partout dans la création des plantations où elles obligent les indigènes à travailler. Ce système a survécu, avec les déguisements imposés par le passage de la colonie à la souveraineté. Ainsi, la SCOA et la CFAO participent à de nombreuses entreprises agro-alimentaires en Afrique noire (31).

La Compagnie Sénégalaise de Canne à Sucre est un agro-business qui ne se contente plus de vendre son sucre. Elle commence aussi à cultiver le riz et l'arachide de bouche. Les bénéfices qu'elle tire la poussent à s'étendre dans la vallée aux dépens des paysans. Car, il lui faut obtenir des milliers d'hectares pour accroître sa production et envisager d'autres diversifications. Dans cette perspective, rien ne permet d'affirmer qu'en commençant par l'hévéa, tel grand complexe qui s'installe dans une région, ne finira pas par envahir les terres des environs pour d'autres cultures.

Par le système de l'agriculture contractuelle, il s'agit de faire basculer les paysanneries environnantes dans l'espace de l'agro-industrie. Dans les régions où la souveraineté de grands complexes est incontestée, les « petits planteurs » doivent se soumettre au système des grandes plantations. Cette situation résulte d'une politique d'expansion et d'extension. Par une sorte de dynamisme interne, tel complexe agro-industriel est amené à intervenir dans la production et la commercialisation paysanne au niveau local. Il fait de cette intervention l'un de ses objectifs.

Ce processus s'est développé en Côte d'Ivoire où la SAPH est devenue « le géant de l'Afrique dans la production du caoutchouc naturel ». Au niveau paysan, les rendements avoisinent ou dépassent ceux des complexes agro-industriels. A

(31) Voir Nguyen, « La pénétration du capitalisme dans la production alimentaire » dans *Politique alimentaire et structures sociales en Afrique noire*.

cet égard, l'expérience ivoirienne des plantations villageoises est apparue comme une « base de réflexion » pour d'autres États hévéaculteurs (32). Le Cameroun s'est aligné sur cette voie. Depuis 1973, la CDC prévoit l'extension des plantations villageoises ainsi que la Socapalm (33). Par le biais de la Société Hévéa-Cameroun, à partir de 1982, une expérience modeste se poursuit dans ce sens dans la région côtière de Kribi, à Niété. Elle se développe dans l'est avec la mise en place des plantations expérimentales qui attendent la phase de l'exploitation. Financés par la Banque mondiale et encouragés par l'État, ces projets sont inscrits dans les plans quinquennaux. A Niété, les paysans situés à proximité des grandes plantations sont invités à gérer leurs terres sous le contrôle d'une assistance technique fournie par la société. Cette assistance coordonne les aspects financiers et agricoles du projet.

On dira toujours que ces plantations villageoises permettent d'améliorer les revenus des paysans. Une fois de plus, les paysans sont pris pour alibi. Au Sahel, les grands barrages ont plus profité aux bureaux d'études et à la bureaucratie de l'OMVS qu'aux revenus des paysans. Dans les pays où l'invasion de l'agro-business chasse les Africains des terroirs que cultivaient leurs ancêtres depuis des siècles, il faut réfléchir sur les effets des grands travaux qui font supporter aux États emprunteurs des charges très élevées pour des opérations qui profitent largement aux fournisseurs de matériel très divers. Les experts et les bailleurs de fonds se lavent les mains devant les échecs de ces travaux.

L'État qui gère ces projets coûteux et douteux, contraint les paysans, par l'impôt, à supporter une partie de l'entretien des opérations engagées. Au moment où l'État africain passe la main à l'agro-business, il importe d'examiner avec lucidité les problèmes écartés par les bureaux d'études et des projets.

(32) Cf. V. Ondoa Etoa, *op. cit.*, p. 37.

(33) Voir P. Konnings, « L'État, l'agro-industrie et la paysannerie », *Politique africaine*, 22, juin 1986, pp. 126-137.

En Côte d'Ivoire, il existe un véritable « mythe de l'hévéa ». Du paysan au haut fonctionnaire de la république, sans distinction d'âge, ni de sexe, chaque citoyen veut faire de « l'hévéa » (34). Ce n'est pas le cas du Cameroun. Les grandes plantations industrielles restent encore l'affaire des sociétés d'État ou des entreprises privées.

A Niété, seuls les émigrés originaires des plateaux de l'Ouest et installés autour du complexe agro-industriel, se montrent favorables au projet des « plantations villageoises ». C'est ce que révèle l'origine des planteurs de la zone sud :

— Bamiléké	: 7 = 30 %
— Bassa	: 5 = 21 %
— Boulou-Eton	: 6 = 26 %
— Ngoumba	: 2 = 8 %
— Nord-Ouest	
— (Bamenda)	: 3 = 15 % (35)

Pour les populations autochtones, l'évolution qui se dessine autour des « plantations villageoises » amorce une stratégie d'annexion des paysans conduisant, à terme, à leur anéantissement. Les jeunes ruraux et les élites locales sentent ces menaces dans une région où Hévéa-Cameroun a privé les indigènes de leur zone de chasse. On a assisté naguère à un véritable conflit entre les promoteurs des « plantations villageoises » et les paysans intégrés dans l'économie cacaoyère depuis la colonisation.

A travers cet incident, se dissimule non seulement le conflit entre l'hévéa et le cacao, mais aussi la sourde résistance des populations qui redoutent une dépossession accrue à la suite de l'invasion d'un mode de production étranger, les autochtones craignent l'emprise de l'agro-business dans une région où elle tient à tout contrôler, y compris les terres, les hommes, leur temps et leurs activités. À la limite, il faut se demander si la pénétration de l'État et du capital dans l'agro-industrie n'aboutit pas à la liquidation de la paysannerie.

(34) Cf. V. Ondoa Etoa, *op. cit.*, p. 6.

(35) Hévécam. Direction Technique : *Projet de Plantations villageoises. Note de synthèse rédigée à l'attention de Monsieur le Préfet du Département de l'Océan à l'occasion de sa visite le 01/08/1984*, p. 5.

Crise des paysanneries africaines

Les experts qui envahissent les pays d'Afrique avec des projets d'aménagement ne prennent pas toujours en considération les risques sociaux des opérations décidées sans l'avis des populations locales. Le fameux « élément humain » qui figure dans la plupart des études est relégué, en vérité, au rang des préoccupations secondaires. Personne ne prend au sérieux les bouleversements des structures existantes et les coûts humains des mutations qui s'opèrent avec une « modernisation » génératrice de conflits. Dans de nombreuses régions, les paysans sont mis devant le fait accompli : il leur faut s'intégrer dans les projets dont l'exécution est une menace pour les civilisations agraires.

Vers une agriculture sans paysans ?

Telle est la situation que connaît l'Afrique noire au moment où de principal cultivateur, le paysan risque de passer au rôle de travailleur marginal. On a vu disparaître des milliers de petits artisans et de pêcheurs qui, privés de leur emploi, ont été contraints de travailler à la construction ou ont été réduits au chômage en ville. Les paysans ne sont-ils

pas mis en question dans les régions ouvertes à l'agro-industrie ? Observons ce qui se passe dans les zones où le salariat agricole devient un élément du paysage social.

Sur une photo de *Cameroon Tribune* illustrant la production du thé, on voit des femmes qui portent un panier sur le dos. Ce spectacle n'est pas rare dans la vie de « la femme des champs, la femme des rivières » chantée par l'Enfant noir dans un poème bien connu de Camara Laye. Pourtant, ces femmes courbées dans les plantations de la CDC situées à Tolé, près de Buéa, ne sont plus des cultivatrices : elles sont près de 900 à participer à la récolte du thé dans une société d'État qui les emploie comme manœuvres agricoles (1).

En examinant les mutations des sociétés rurales touchées par les programmes de développement, on se demande si nous ne sommes pas en présence de la dernière génération des paysans d'Afrique.

Paradoxalement, jamais les villages, avec ses objets, ses produits et ses valeurs n'ont joué un si grand rôle dans l'imaginaire et les États hantés par le chômage des jeunes alors que l'urbanisation de l'Afrique s'accélère. Tandis que la ville menace d'envahir l'espace, comme en Occident, les experts préconisent des stratégies de « rétention » dans les campagnes, l'exode rural ayant surtout des conséquences négatives (2). Mais, des mesures préconisées depuis des années n'ont pas réussi ; elles n'ont pas pu favoriser la diversification des revenus ruraux et les politiques de prix plus favorables aux producteurs n'ont pas eu beaucoup d'effets. Si l'on ne veut pas perdre de vue la dynamique interne des sociétés locales où la compétition pour la richesse et le pouvoir favorisent l'émergence des groupes autochtones qui accaparent les facteurs d'accumulation, ne faut-il pas constater la « disparition » progressive des petits producteurs de certains secteurs de l'économie rurale ?

Les revendeuses et d'autres intermédiaires prennent de plus en plus la place des paysannes dans la commercialisation des

(1) « Le bon thé de chez nous », *Cameroon Tribune*, 1^{er} décembre 1987.

(2) Sur ce point de vue, cf. J. Havet, *Le village et le bidonville : rétention et migration des populations en Afrique*, Ottawa, 1986.

produits vivriers, à côté de l'État qui sous-paie les producteurs villageois pour satisfaire sa clientèle urbaine. Ce fait témoigne de la marginalisation du monde rural dans les enjeux économiques.

Dans les États où le « retour à la terre » est une préoccupation des régimes en place, les jeunes ruraux risquent de disparaître dans les domaines de production où ils jouent souvent un rôle de pionniers. Au Cameroun, l'élevage des poulets qui se généralise dans certaines régions fut, au départ, l'initiative de jeunes paysans qui y ont découvert un moyen d'accroître leurs revenus monétaires. Les citadins aisés n'ont pas tardé à les imiter et à récupérer leur initiative pour créer des fermes avicoles autour des villes afin « d'occuper » l'espace sur les marchés où les « poulets congelés » font concurrence aux poulets de ferme. On constate également que le développement des cultures maraîchères devient le privilège des cadres urbains qui disposent de moyens financiers importants leur permettant de créer des « ceintures vertes » autour des villes et de ravitailler les consommateurs urbains en fruits et en légumes même en saison sèche, grâce à l'irrigation.

Cette évolution est très sensible en Côte d'Ivoire. Si le cacao, le café et le coton restent encore l'affaire des petits agriculteurs, les cultures vivrières engendrent un courant d'échange qui dépasse les limites des marchés locaux et ne sont plus le monopole des sociétés d'État ou des entreprises privées. De plus en plus, en dehors du secteur villageois d'hévéa, il existe des groupes de planteurs de palmier à huile, d'ananas, de légumes, d'avocats et d'agrumes qui s'organisent pour traiter ou vendre leurs produits, évoluant sans complexe aux côtés des grands ensembles agro-industriels (3). Ce sont des citadins qui investissent dans l'agriculture en créant des « plantations modernes ».

On retrouve le poids des « cultivateurs en souliers vernis » dont nous avons parlé plus haut. La crise des paysanneries locales s'accroît avec les mouvements de populations provoqués par la création des villages pionniers de colonisation.

(3) Sur cette évolution, lire V. Ondo Etoa, *op. cit.*, p. 2.

Au Cameroun, considérons à Minkama, à Njoré ou le projet « 1 000 familles », ces « isolats » où à partir des problèmes fonciers, des conflits de voisinage surgissent entre les « volontaires recrutés et les autochtones » (4). Dans le nord-ouest de la Bénoué, pensons aussi aux jeunes migrants confrontés aux populations locales qui « ne voient pas toujours d'un bon œil les défrichements et les travaux entrepris par les « nouveaux venus » dans la mesure où il est bien plus intéressant de faire appel à des ouvriers saisonniers que de voir des agriculteurs s'installer définitivement » (5). Examinons enfin la mise en valeur d'un périmètre rizicole dans l'arrondissement de Nkonkjo avec l'installation de pionniers selon le modèle de l'opération Yabassi-Bafang. Ces expériences de colonisation agricole montrent que le déplacement dans l'espace ne transforme pas toujours radicalement les techniques culturelles ; ainsi les montagnards qui tentent d'adapter à la plaine les techniques de lutte contre l'érosion des sols ne cherchent qu'à reconstruire les éléments principaux d'une agriculture de subsistance (6).

Sous la pression des nouvelles contraintes agricoles, tout se passe comme si le cultivateur traditionnel se transformait peu à peu en entrepreneur agricole. Les transformations du monde rural résultent de vastes projets réalisés dans un cadre qui ne cherche pas nécessairement à remettre en cause la rationalité dominante. Celle-ci bouleverse les anciennes logiques paysannes par des programmes de modernisation qui impliquent la dépossession des savoirs locaux. Les techniciens de l'agriculture, les agents de vulgarisation et les animateurs divers n'ont cessé de bousculer les paysans, exigeant d'eux qu'ils « changent de mentalité ». De nouvelles préoccupations de productivité surgissent avec la recherche de meilleures variétés et l'utilisation de nouvelles méthodes culturelles. Dans les villages où les sociétés d'intervention imposent leurs techniques, le paysan n'est plus tout à fait enraciné dans son

(4) Voir l'ouvrage collectif sur *Complexes agro-industriels au Cameroun*, pp. 259-263.

(5) J. Boutrais, « Les conséquences des migrations », in *Le Nord du Cameroun. Dix ans de recherche*, vol. II, p. 415.

(6) *Id.*

terroir. En ruinant l'économie traditionnelle, les politiques de développement héritées de la colonisation ont fait du cultivateur indigène un petit producteur dépendant du marché mondial.

L'exploitation d'une parcelle ne dépend plus nécessairement du nombre d'actifs vivant sous le toit quand, dans le cadre de la production familiale, les enfants et les femmes étaient considérés comme une force de travail indispensable. Ce que l'on privilégie désormais, ce sont les moyens financiers ou techniques et l'esprit d'initiative du chef de famille qui peut-être amené à travailler seul, loin des siens. Dans ce sens, beaucoup de « pionniers » ne sont plus tout à fait des paysans mais des entrepreneurs. De nombreuses expériences de développement agricole amènent à se demander si la paysannerie n'est pas finie. Ces expériences sont liées à un modèle de société où le capitalisme agraire crée une véritable mentalité de salariés parmi les nouveaux producteurs de l'agriculture industrielle. On observe cette mutation dans les régions du Ghana, du Nigeria ou du Cameroun où le cacao devient un « business » (7). Compte tenu du rapport spécifique à l'État et à l'économie marchande, les paysans attendent chaque année de leur « patron » les revenus des produits de leurs plantations. En un sens, les petits exploitants familiaux sont devenus des salariés saisonniers. Dans la mesure où l'amélioration des méthodes nouvelles « vulgarisées, c'est-à-dire imposées par la voie administrative (...) ne lui profite pas » le petit paysan apparaît, dans les conditions actuelles de modernisation, comme « dépossédé, aliéné » (8). Nous avons évoqué cette condition des « prolétaires à domicile » de plus en plus contraints de s'enfuir à la ville pour protester contre l'exploitation dont ils sont l'objet dans le système de « modernisation agricole ». On se demande comment de nouveaux rapports de production et d'exploitation s'articulent en se renforçant mutuelle-

(7) Cf. J. Lombard, « Une autre fin des paysans : ceux d'Afrique noire », in *Revue Tiers monde*, t. XXIII — N° 83, janvier-mars 1983, pp. 51-55.

(8) Voir la présentation de S. Amin du livre de Babacar Sine, *Impérialisme et théorie sociologique du développement*, p. 28.

ment au point de menacer l'existence de la paysannerie comme source d'un dynamisme spécifique.

Les réalisations privilégiées sont les opérations d'aménagement où le colon devient un ouvrier de l'État. Au Cameroun, dans l'opération Yabassi-Bafang qui a accueilli une importante migration de l'Ouest, le pionnier est un planteur et l'essentiel pour lui, c'est de vendre sa production. Le projet qui s'adresse à des volontaires n'attend pas autre chose. L'objectif visé au départ était la création d'un petit paysannat mais « les villages pionniers » se sont transformés en zone d'exploitation utilisant une main-d'œuvre à des fins commerciales (9). La dépendance vis-à-vis de l'État qui contrôle les terres s'accompagne d'une soumission accrue des travailleurs aux mécanismes du marché. Les pionniers deviennent alors des producteurs fascinés par la perspective d'un salaire à gagner après la récolte.

Dans les expériences d'aménagement qui engagent d'importantes innovations techniques, les exploitants ne s'inscrivent plus dans un cadre strictement rural. Au Burkina Faso, l'aménagement des vallées des Volta compte deux barrages (Sourou et Bagré) pour un potentiel de 60 000 ha dont 12 000 seulement concernaient naguère la colonisation paysanne. Au Mali, il s'agit d'étendre les superficies de l'Office du Niger, la première société d'État contrôlant les zones de production. Dans la plupart des pays du Sahel, les firmes d'équipement et d'ingénierie étrangères et, en définitive, les sociétés d'État contrôlent les terres et les techniques de production. Le passage des périmètres irrigués aux mains des classes ultra-rurales à hauts revenus met en lumière l'incapacité des voies de développement rural à intégrer les paysans dans les rapports de production capitalistes. Au Cameroun, dans l'extrême-nord, les riziculteurs de Yagoua, de Maga et de Pouss sont pratiquement devenus des travailleurs agricoles payés par l'État. La rupture entre le système d'exploitation traditionnel et le système actuel à profit individualisé fait éclater l'unité de production domestique et favorise l'individua-

(9) Lire J. C. Barbier, *Les villages pionniers de l'opération Yabassi-Bafang. Aspects sociologiques de l'émigration bamiléké en zone de forêt*, Yaoundé, Orstom, 1971.

lisation des investissements et des revenus. L'éclatement de la communauté familiale a été amorcé par la colonisation avec l'introduction des cultures industrielles, surtout dans les régions où la terre est devenue objet d'appropriation privée. L'installation dans une région éloignée du village d'origine et la nécessité de s'adapter à des techniques différentes imposent des contraintes qu'il faut apprendre à surmonter en dehors des cadres coutumiers et des rapports de parenté. Coupé de la « famille », le travailleur immigré vit de l'espoir de tirer profit de sa plantation ou de sa parcelle. Il lui faut contrôler un ensemble d'opérations, gérer des techniques nouvelles et ses revenus. Il doit inventer des stratégies de promotion sociale à partir des activités agricoles qui représentent la seule chance de réussite envisagée. Dans cette perspective, les revenus agricoles finissent par être considérés comme un salaire, puisque l'essentiel de la production est désormais de vendre à la société qui contrôle le projet d'aménagement ou de colonisation. Dans les périmètres irrigués ou les zones d'aménagement et les plantations agro-industrielles, ce qui compte, c'est de « produire », quitte à acheter sa nourriture avec le produit de la vente du riz, du palmier à huile, du sucre, du thé, des fruits, des légumes, du blé ou de l'hévéa. Planteurs et « colons » évoluent désormais dans un cadre socio-économique où le niveau de vie dépend du degré d'intégration dans un système de production capitaliste.

Le paysan d'hier n'est plus qu'un salarié vivant de sa force de travail. Dans ces conditions, il semble difficile de voir se constituer une classe paysanne. Dans la plupart des projets de développement agricole, du Cameroun au Sénégal, l'État s'approprie des terres qui pourtant appartiennent toujours à une communauté, pour les redistribuer théoriquement à des paysans : ceux-ci reçoivent un lot déterminé, mais sont dans l'obligation de respecter strictement les contrats de cultures imposés ; du labour à la commercialisation du produit, ils n'ont aucune autonomie et sont en réalité des travailleurs de la terre « fonctionnalisés » (10).

(10) S. Bessis, *op. cit.*, p. 184.

En Afrique noire, avec les investissements considérables qu'ils exigent, les programmes des cultures irriguées ne sont pas au-dessus de tout soupçon. On commence à douter de l'efficacité des projets qui ont englouti des milliards. Les résultats de nombreux grands barrages ont été décevants (11). On s'interroge sur l'impact sociologique de ces programmes : l'émergence d'un mouvement migratoire et l'accélération de l'abandon des terres familiales au profit du salariat agricole. Dans certaines zones d'irrigation infestées d'onchocercose, la sous-alimentation et le déracinement sont le lot des populations soumises au mode de production dominant. Se pose la question fondamentale : les paysanneries africaines sont-elles condamnées à suivre la voie des paysanneries occidentales ? Cette question s'impose dans les États où le modèle de l'agriculture américaine est proposé comme une solution aux problèmes alimentaires. Au moment où l'agriculture apparaît comme un secteur rentable, le mécanisme des mutations rurales marginalise les femmes et tend à faire disparaître les jeunes ruraux pour ne plus laisser la place qu'à des salariés de l'agro-industrie. A partir des complexes hydro-agricoles où la production alimentaire intéresse à la fois les marchés occidentaux investisseurs et les États locaux en quête de devises, c'est bien la paysannerie africaine qui est en crise. Si les grandes entreprises modernes venaient à se développer, la petite agriculture de traite qui domine largement dans les pays africains ne serait-elle pas ruinée ?

Dans les pays du Centre, l'agriculture s'est industrialisée : utilisation massive d'intrants, application systématique des résultats de la recherche, spécialisation des exploitants dans une chaîne de production et de commercialisation fortement structurée. Paradoxalement, loin d'engendrer l'euphorie, ces performances éveillent des inquiétudes. En Afrique noire, le « meurtre du monde paysan » serait-il le prix à payer à la « rationalité économique » dans un contexte social où l'exten-

(11) Voir R. Dumont, *Pour l'Afrique, j'accuse*, pp. 107-137 ; « Sahel : l'irrigation : oui, mais pour qui ? » *Croissance des jeunes nations*, mars 1981 ; Cl. Meillassoux, « 700 000 paysans de la vallée du Sénégal », *Le Monde diplomatique*, mai 1980.

sion du chômage se profile à l'horizon des pays qui doivent se tourner vers l'extérieur pour se nourrir ?

L'avenir des petits exploitants est en jeu dans les systèmes de production qui excluent *a priori* les paysans les plus pauvres, les femmes et les jeunes qui n'ont pas les moyens de « se moderniser ». Que veut dire investir dans l'agriculture et « moderniser » l'appareil de production agricole quand la majorité défriche au coupe-coupe et la minorité au bulldozer ?

« Le développement de maintenant, ça n'avance à rien du tout, observent les paysans sénégalais. Pas besoin d'être instruit pour connaître ça. Il n'y a aucune collaboration entre les paysans, les techniciens ; l'aide nous a dit au début : « Les paysans n'ont pas mérité le dialogue ». Et maintenant (...) nous luttons pour notre droit d'être reconnus » (12). Le combat semble perdu au moment où les grands ranches éliminent les petits éleveurs : l'industrialisation de la terre, avec l'expansion actuelle des complexes agro-industriels, conduit, à terme à « une autre fin des paysans » : ceux d'Afrique noire (13).

Au Gabon, où le contrôle d'une agro-industrie toute-puissante et « la détermination de ses options échappent largement à l'État », on constate cette évolution (14). Peut-être les particularités locales favorisent-elles ce processus. Car, en milieu rural, la force de travail est peu nombreuse dans ce pays peuplé naguère de moins de 500 000 habitants. De plus, les indigènes, déjà portés au salariat, préfèrent devenir manœuvres dans les plantations industrielles. Le quasi-monopole donné à l'agro-industrie pour le développement de l'agriculture nationale implique, à terme, la disparition de l'agriculture paysanne. Le problème est grave dans un système socio-économique où les sociétés ont tendance à se replier sur elles-mêmes et à apparaître comme des « usines aux grilles desquelles il ne reste plus qu'à afficher : « entrée interdite à toute personne étrangère au service » (15). Or, ces

(12) A. Adams, *op. cit.*, p. 195

(13) J. Lombard, *art. cit.*

(14) D. Montferrer, *op. cit.*, p. 269.

(15) D. Montferrer, *op. cit.*, p. 270.

sociétés drainent vers elles non seulement des moyens importants mais la force de travail que constituent les populations rurales. De « paysans intégrés », les villageois sont appelés à devenir des ouvriers de l'agro-industrie. Ainsi, une agriculture sans paysans se développe au Cameroun où la modernisation agricole aboutit à un renforcement de l'agro-industrie. Comme G. Gourade l'a bien observé,

« le développement rural, sur le plan instrumental, continue de venir toujours d'en haut, aux yeux des metteurs en scène et de l'extérieur des sociétés concernées. Il peut se faire "sans les paysanneries (agriculture salariée), contre elles (multiples expériences d'encadrement et de vulgarisation agricole), ou avec elles (scénarios tentées avec plus ou moins de bonheur pour certaines interventions). N'oublions pas que les solutions proposées à l'Afrique francophone ont été expérimentées dans l'agriculture française qui a vu la fin des paysans" » (16).

Tel est le terme d'un processus qui conduit à la destruction du paysannat local.

Si la pénétration de l'économie de marché, la scolarisation, les religions historiques et les mouvements migratoires ont désarticulé les sociétés rurales, ce qui s'opère dans les opérations actuelles de développement agricole, c'est une véritable « dépossession du monde ». Les interventions de l'État pour le développement n'ont pas seulement pour résultat d'accroître les inégalités entre les ruraux et les citadins ; elles conduisent à une sorte de « clochardisation » dans les villages où les contradictions et les conflits prennent le pas sur la vie communautaire. Dans une société où les citadins ont le monopole du sens de ce qui fait la « vie d'aujourd'hui », les jeunes ruraux refusent de s'enfermer dans « l'illusion villageoise ». Aussi, beaucoup cherchent-ils à sortir des impasses du développement rural par tous les moyens. Cela peut aller jusqu'à la prolétarianisation dans les plantations agro-industrielles. Au terme de cet exode, se perd ce qui restait encore de « paysan » dans le système agricole hérité de la

(16) G. Gourade, « Des complexes qui coûtent cher », p. 78.

tradition. A partir d'une nouvelle articulation de l'État, du capital et de la terre, on voit naître une génération de ruraux « dépayonnés » qui constituent les manœuvres de l'agro-industrie en pleine expansion dans les pays qui se lancent dans la « Révolution verte » et la « modernisation » du secteur agricole.

Le village piégé

Des changements fondamentaux sont en cours dans les États où il existe déjà une tendance au latifundisme. Des mutations s'opèrent quand les traditions de propriété se heurtent aux normes « modernes ». Dans les pays d'Afrique, comme ailleurs dans le Tiers monde, les petits paysans sont victimes des grandes transformations agro-industrielles qui introduisent, où bon leur semble, les monocultures et les « révolutions vertes ». Des milliers de petits cultivateurs sont ainsi refoulés vers les agglomérations urbaines où ils sont entassés dans les bidonvilles et réduits à l'état de sous-prolétaires ; chassés vers des terres ingrates, ils essaient de survivre et contribuent par le déboisement à l'érosion des sols et à la désertification. Ce déracinement forcé des travailleurs de la terre dans les plantations agro-industrielles est très grave.

On ne peut dissocier les processus de prolétarianisation des paysans et les pratiques foncières mises en œuvre par les États au moment où l'avenir de l'agriculture se cherche dans l'agro-business. La terre qui était entre les mains des paysans d'une région devient, par décret officiel, la propriété de l'État ou d'une société privée. Pour survivre, les anciens propriétaires sont contraints de s'engager comme travailleurs agricoles. Le mouvement d'élimination qui les transforme en ouvriers de l'agro-industrie est lié à la violence du capitalisme d'État qui reproduit l'une des manifestations de la violence coloniale.

Peut-être la question foncière est-elle l'un des grands enjeux qui se profile à l'horizon de l'an 2000 dans les pays où le capital convoite les vastes domaines qui s'offrent à l'expansion.

sion de l'agro-business. En effet, la terre apparaît comme un facteur décisif d'accumulation du capital. C'est pourquoi, le monopole de la terre est un problème vital dans les mutations en cours.

Quelle est l'incidence des transformations foncières engagées dans le processus d'industrialisation ? Une nouvelle organisation de l'espace implique des enjeux sociaux qui font partie des facteurs de crise des paysanneries africaines. Au sein des sociétés où un nouveau droit se heurte à une autre vision des rapports traditionnels entre la terre et la société (17), des écarts se creusent dans le domaine foncier. Les systèmes juridiques mis en place conduisent à des pratiques foncières qui profitent aux catégories sociales disposant de ressources pour valoriser le patrimoine national.

Depuis une décade, les nouvelles législations foncières offrent des garanties à ce déploiement du capital en milieu africain. L'État étant le propriétaire du « domaine national », il devient possible de négocier avec lui pour la mise en valeur des terres propices aux cultures dont l'agro-industrie a besoin. Ces garanties existent dès lors que la terre appartient à celui qui la cultive. Dans ces conditions, il n'est pas évident que les paysans les plus pauvres puissent avoir accès à la terre dans tous les pays africains. Il est déjà difficile à un villageois d'être reçu dans les bureaux où l'établissement d'un titre foncier exige des papiers compliqués. Les bénéficiaires des réformes foncières risquent de n'être encore que les cadres urbains appelés à devenir des « planteurs d'élite » auxquels les crédits agricoles sont rarement refusés. Quand la terre cesse d'être une propriété collective du lignage et tend à être appropriée individuellement, on voit apparaître des exploitants agricoles qui travaillent avec une main-d'œuvre salariée. Les États africains affrontent les contradictions des stratégies du développement rural élaborées selon les critères extérieurs au terroir. En introduisant dans les campagnes des concepts nés ailleurs, les nouvelles lois foncières font planer sur les ruraux la menace d'une expropriation pour des « raisons

(17) Lire les textes réunis et présentés par A. Verdier et A. Rochegude, *Systèmes fonciers à la ville et au village. Afrique noire francophone*, L'Harmattan, 1986.

d'utilité publique ». Il est difficile au paysannat d'échapper à la menace d'une mainmise par la « bourgeoisie verte » ou du transfert à l'État des terres que les petits paysans ne peuvent pas mettre en valeur. Au moment où la lutte contre l'exode rural préoccupe les pouvoirs, la création des emplois par l'implantation agro-industrielles semble justifier les politiques de développement.

La mise en place des sociétés agro-industrielles s'accompagne de l'expropriation des communautés rurales. De nombreux paysans ont dû être dépossédés de leur terre pour la réalisation de grands projets de canne à sucre, d'hévéa ou de palmier à huile, de riz, de blé ou de thé. De plus, le capital étatique s'investit dans les zones de forte densité de population afin de constituer un réservoir de travailleurs potentiels. Au Cameroun, à Djuttitsa, les plantations de la CDC utilisent une majorité d'ouvriers issus de la région. Il a fallu créer ici une pénurie de terres pour obliger les paysans à dépendre de leur travail salarié. Tel est le principe appliqué par l'État postcolonial et le capital financier international pour éliminer les paysans comme producteurs autonomes et exploiter leur force de travail. Depuis la colonisation, cette situation prévaut dans la région du Sud-Ouest où l'appropriation des terres pour les plantations d'une filiale d'Unilever (Pamol) et la CDC, devenue aujourd'hui l'une des plus importantes sociétés d'État, a créé une génération de travailleurs agricoles soumis à un processus de prolétarianisation (18).

Cette stratégie suscite de graves interrogations : quel avenir l'État prépare-t-il pour le monde rural peuplé en majorité de petits exploitants lorsque le coût des aménagements des terres dans les grands projets agro-industriels écartent les paysans de la gestion des terroirs ?

Pour réaliser les objectifs définis par les politiques officielles, la stratégie adoptée était fondée jusqu'ici sur de grands projets caractérisés par des coûts élevés, un degré remarqua-

(18) Voir G. Courade, « Les plantations d'Unilever au Cameroun ou la croissance d'une firme multinationale dans une région marginale », *Cahiers de l'Onarest*, Vol. 1, n° 2.

ble de rigidité et une mise à l'écart des populations concernées par ces projets.

Le village risque d'être piégé au sein des régimes où la crise de la paysannerie est inséparable de la crise de l'État dans un contexte de récession économique. Il faut dévoiler cette dimension du débat actuel dans les pays où la « révolution libérale » est proposée comme la voie du salut pour sortir des impasses budgétaires génératrices de tensions sociales.

Mais, on peut se demander si les paysans d'Afrique ne vont pas retomber entre les mains des nouveaux concessionnaires au moment où l'on s'oriente vers « moins d'État et plus de marché ». L'administration a fait la preuve de son inefficacité et de son incompétence dans la gestion des affaires économiques. Devant ce fait, tout se passe comme si la rationalité et l'efficacité étaient le monopole du secteur privé. Dès lors, il faut livrer l'espace économique à la libre entreprise en obligeant l'État à se désengager de nombreux domaines pour stimuler la compétitivité, « exporter plus et mieux ». Le débat sur un retour à « l'État minimum » intervient alors que les potentialités économiques du monde rural africain n'échappent pas à la convoitise du capitalisme agraire. Celui-ci ne peut projeter en Afrique que le modèle d'une agriculture sans paysans qui est celui des grands producteurs mondiaux. A l'heure où le libéralisme veut remettre les États en crise sur la voie des « choix économiques rationnels », les paysans noirs risquent d'être engagés dans des processus de prolétarianisation inhérents au mode de production dominant. Dans un contexte d'« ajustement structurel », le « problème paysan » risque d'être résolu par l'élimination du plus grand nombre des ruraux. Les famines, la sécheresse ou l'exode rural ne constituent donc pas la seule menace des sociétés paysannes.

L'agriculture coutumière ne peut être compétitive dans un système où le critère de la rentabilité capitaliste impose ses contraintes ; aussi, l'agro-business s'offre comme la priorité et la seule voie d'avenir, mais elle implique une destruction des sociétés rurales. Les investisseurs n'ont que faire du « développement au ras du sol » qui semble mieux répon-

dre aux préoccupations quotidiennes des gens de la brousse. Dans ce sens, là où des milliards sont engloutis pour de vastes programmes d'aménagement, la crise des paysanneries apparaît comme un préalable à la révolution agricole. Telles sont les voies élaborées par les empires de la finance dans la crise actuelle de l'Afrique. Ces voies risquent de s'imposer jusqu'à la fin de cette décennie (19) au moment où « l'Afrique se réajuste » (20). Dès maintenant, le libéralisme marque des points dans différents pays du continent. Or le réajustement du rôle de l'État et la recherche de l'efficacité économique occultent les implications sociales des politiques de production. Au-delà des problèmes de « restructuration », il faut s'interroger sur les besoins paysans. Un cortège de programmes ou de projets grandioses n'a pu accroître la production dans des proportions suffisantes pour combler le déficit alimentaire de l'Afrique et permettre aux paysans de vivre mieux. Si les tendances actuelles se poursuivent, le développement des grands travaux d'irrigation et des projets agro-industriels en vue d'une exportation accrue, va entraîner les sociétés rurales dans l'engrenage de la « Révolution verte » par des investissements ne profitant qu'à une minorité.

Les bailleurs de fonds internationaux ne dissimulent pas toujours leur objectif immédiat : amoindrir le potentiel d'action autonome des équipes au pouvoir en les contraignant à se soumettre aux directives des organismes bancaires qui détiennent le remède-miracle à la « crise » et sont prêts à intervenir pour répondre aux besoins de prêts à l'ajustement structurel.

Dans une situation grave où le niveau d'endettement des États africains réduit toute marge d'initiative, il faut mesurer les effets néfastes de la marginalisation du continent noir dont le poids sur la scène internationale est nul au moment où d'autres régions du globe se préparent à devenir les centres dynamiques de la fin du siècle. Des millions d'hommes se débattent dans des sociétés bloquées où les corporations

(19) Sur ce sujet, lire M.F. L'Héritau, *Le fonds monétaire international et les pays du Tiers monde*, n° 100, 1987.

(20) Cf. *Jeune Afrique Économie*, n° 100, 1987.

dirigeantes s'enlisent dans l'incapacité d'imaginer les mécanismes de production d'une société d'entrepreneurs qui peut aider à sortir des impasses actuelles. La fragilité de l'Afrique s'aggrave d'autant plus que les groupes qui tentent de se sauver du déluge s'avèrent incapables d'éviter de remettre en question le modèle d'État autoritaire. Par cette incapacité, l'État en Afrique accentue la marginalisation socio-économique des groupes privés de leur autonomie. A la limite, le refus des élites au pouvoir de redéfinir les rapports entre l'État et les secteurs non étatiques renforce l'immobilisme et accélère le dépérissement de l'État bureaucratique et autoritaire ; il remet en cause toute capacité de négociation dans la configuration actuelle du système-monde. Plus précisément, tant que l'Afrique ne parvient pas à surmonter l'impasse totalitaire qui paralyse les dynamismes locaux dont l'intervention permettrait à des groupes indigènes de se constituer en véritables opérateurs économiques, elle s'expose à jouer un rôle de figurant dans le jeu du monde. L'absence d'un autre modèle du pouvoir contraint les élites dirigeantes à se plier aux objectifs qui ont la faveur des grandes instances financières dans cette opération de marchandage où la souveraineté nationale est en jeu.

« Tout en reconnaissant les conditions défavorables qu'ont connues les gouvernements africains ces dernières années, les organismes internationaux (et la plupart des experts en sciences sociales qui sont leurs conseillers) ont rendu responsables de la situation actuelle les gouvernements africains eux-mêmes. En particulier, ils ont souligné le champ d'action trop vaste et la gestion incompétente des interventions gouvernementales. D'où le besoin pour les organismes internationaux d'intervenir et de mettre les gouvernements africains sur le chemin d'une politique économique saine et infléchissant la gestion par l'État selon les lois du marché. Comme le remarquait, à plusieurs reprises, un consultant réputé de la Banque au sujet des problèmes de l'agriculture africaine, au cours d'un récent séminaire, il n'y a personne en dehors de la Banque mondiale qui puisse "venir à bout" des gouvernements africains et les faire changer de voie » (21).

(21) *L'État contemporain en Afrique*, p. 373.

Dans les pays où le bois et l'agro-industrie représentent un atout considérable pour les investisseurs étrangers, si la « privatisation » de la production vient à s'imposer dans le contexte de la « crise », c'est la soumission intégrale des paysanneries aux sociétés multinationales qui se profile à l'horizon. C'est ce qui se passe là où l'État est chassé des secteurs qu'il s'avère incapable de contrôler selon « les lois du marché ».

Peut-être le continent noir est-il appelé à prendre la relève des régions du Tiers monde où les stratégies proposées aux États en crise ont été expérimentées depuis des années sans grand succès. On le voit en Amérique latine où l'industrialisation de la terre a entraîné la disparition des activités rurales autonomes. Avec quelques années de retard, l'Afrique noire devrait reproduire ce processus dans les pays où, comme des empires, les grands trusts se nourrissent du labeur des manœuvres prolétariés. A partir des résultats désastreux de l'agro-business en Amérique latine, il faut méditer sur le drame des autochtones dans les forêts amazoniennes où des conflits meurtriers opposent les paysans et les sociétés multinationales (22). En Afrique noire, on entrevoit les perturbations qui se préparent avec les grandes opérations agricoles où s'établit un système de contrôle de la force de travail à travers les sociétés d'État ou privées.

Après les déboires d'une agriculture extravertie, on revient aux grands aménagements qui avaient été jadis mis en place par les colonisateurs (23). On fait appel à des techniques de pointe pour la mise en œuvre des grands travaux sans qu'il soit évident que ces entreprises vont utiliser, à plein, la main-d'œuvre locale et freiner efficacement l'exode rural. Les experts n'ont pas trouvé qu'il fallait, en priorité, multiplier des unités de production modestes, à l'échelle des communautés de base afin d'assurer aux paysans des meilleures conditions de vie (24). Pour la mise en valeur des périmètres

(22) Sur ces conflits, lire R. Kotscho, *Le massacre des posseiros : conflits de terres dans l'Araguala-Tocantins*, Syros, Paris 1983.

(23) Voir C. Coquery-Vidrovitch, « Grands projets, petits périmètres et motivations paysannes. Passé, présent, avenir », in *Les politiques de l'eau en Afrique noire. Développement agricole et participation paysanne*, pp. 139-141.

(24) Voir R. Dumont, *Pour l'Afrique, j'accuse*, p. 184.

de culture du riz qui exigent des milliards d'investissement, l'on accélère l'intégration du monde rural dans le circuit du capitalisme mondial. L'intérêt national coïncide-t-il vraiment avec le « mal-développement », auquel l'échec de la modernisation capitaliste mal adaptée aux pays du Tiers monde a abouti ? En Amérique latine, dans les bidonvilles de Mexico, de Lima ou de Buenos Aires s'entassent les paysans chassés de leurs villages par une agriculture technifiée soutenue par des investissements publics et extérieurs. Cette technification profite, en dernière analyse, aux multinationales qui fournissent le matériel, les engrais, les pesticides et autres intrants. L'Afrique noire ne saurait rester passive et indifférente devant une situation qui impose un débat fondamental sur le sens et la finalité du « développement agricole ».

Dans de nombreuses régions du continent, la mise en valeur des périmètres irrigués par les machines risque de rendre les populations locales inutiles (25). Les communautés villageoises qui ont servi de base à l'agriculture ne vont-elles pas être remplacées par les exploitations capitalistes ? (26) Le modèle de développement qu'on propose à l'Afrique à partir des grands projets d'aménagements hydrauliques implique un choix d'avenir qui met en cause la survie des millions de paysans. Que veut dire le « développement » d'une région qui n'est pas centré sur les populations qui l'habitent ? Peut-on affirmer qu'il est défini en fonction des besoins réels des paysans, lorsque les options de base sont axées sur la transformation de la société en zone d'expansion du capital pour le bénéfice des forces économiques qui coupent les populations locales de leurs ressources ? Peut-être les États d'Afrique sont-ils en train de planifier le sous-développement de la majorité des paysans en subissant les pressions des investissements étrangers.

Certes, les politiques agricoles sont loin d'être monolithiques ; elles ne cessent d'évoluer en fonction des débats internes autour des enjeux où se heurtent les intérêts des classes marchandes en voie d'émergence, des élites assurées de posi-

(25) S. Amin, *La question paysanne et le capitalisme*, Anthropos, 1978.

(26) Cf. M. Franco, *La planification du sous-développement*, 1975, p. 245.

tions de pouvoir dans les appareils d'État et des groupes financiers extérieurs. Selon les intérêts dominants, on s'oriente tantôt vers le paysannat familial traditionnel, tantôt vers le capitalisme d'État. La prévalence de l'une de ces tendances ne peut manquer d'avoir des répercussions dans le monde rural. Celui-ci peut-il se développer dans l'autonomie avec les modes de gestion centralisée de l'espace rural qui réactualisent l'héritage colonial ? L'efficacité de ces projets n'est pas assurée. Or, la multiplication de petits équipements d'un coût relativement faible risque d'avoir des résultats moins décevants. Les projets qui excluent la société paysanne créent une situation d'anomie qui ne permet pas d'enraciner les actions à entreprendre dans les dynamismes locaux. L'intervention des grands organismes financiers engage l'Afrique dans les programmes hydro-agricoles et vivriers qui agissent sur le milieu rural sans agir avec lui ; aussi l'affaiblissement des structures sociales existantes accentue la mise à l'écart des petits producteurs des différents projets d'aménagement. Dès lors, la résistance aux modèles économicistes imposés par des groupes d'intérêts semble seule ouvrir la voie d'une véritable promotion du monde rural en Afrique noire. Les limites internes, les échecs et les handicaps des ensembles agro-industriels qui avaient suscité beaucoup d'enthousiasme au départ (27) obligent à reconsidérer les modèles élaborés selon les normes de « rationalité économique » peu adaptées à la réalité paysanne.

(27) Sur ce sujet, lire C. Coquery-Vidrovitch, *op. cit.*, pp. 135-143.

Travailler la terre dans une plantation industrielle

Les sociétés africaines sont désormais confrontées aux problèmes du travail en dehors des ports, des usines, des chantiers publics ou des centres miniers. Avec la création des complexes agro-industriels, ces problèmes sont inévitables dans les systèmes économiques qui obligent les ruraux à sortir des lieux de production familiale pour produire la canne à sucre, le palmier à huile, le riz, les fruits et légumes ou l'hévéa dans le cadre des entreprises étatiques ou privées. Dans ces plantations agro-alimentaires, les paysans sont mis au travail moderne, c'est-à-dire salarié. Dès lors, la concentration des manœuvres agricoles pose des problèmes auxquels s'exposent les régimes politiques qui ont peur que la production agricole échappe à la comptabilité publique et au circuit monétaire contrôlé par l'État. Autour des grandes plantations de l'agro-industrie où, pour la première fois, de nombreux jeunes ruraux passent du paysannat au salariat, l'on découvre un monde de travailleurs africains contraints de s'adapter à des rythmes précis et invariables et d'accomplir des tâches pour lesquelles il faut des motivations spécifiques. Dans les entreprises agro-industrielles, les cadres dirigeants s'interrogent sur l'aptitude des indigènes à travailler de façon productive dans une sphère d'influence capitaliste. Il faut s'attendre à des tensions et à des perturbations profondes dans les modes de

production où les notions de temps et le comportement face au rythme du travail industriel impliquent un véritable conflit des cultures. La mise en œuvre des complexes agro-industriels où l'État, les multinationales de l'agro-industrie et les banques étrangères interviennent dans la production agricole est un vaste champ où les sciences sociales trouvent leur compte. De plus en plus, la relation au capital se vit en pleine brousse, loin des grands centres urbains, là où des milliers de manœuvres travaillent la terre pour une entreprise agro-industrielle. Les rapports qui se tissent entre le complexe agro-industriel et sa main-d'œuvre amènent à s'interroger sur les contraintes spécifiques auxquelles les ouvriers se heurtent dans un contexte où la salarisation est liée, en grande partie, au travail manuel. Car la plupart des salariés sont recrutés ici pour des tâches effectuées à la main. Dans les sociétés sucrières, la grande masse des ouvriers est, en réalité, constituée de saisonniers qui vendent leur force de travail pour placer des boutures dans les sillons et biner à la main. Des milliers de manœuvres doivent abattre à la machette entre 1,5 et 2 tonnes de cannes dont il faut ôter les feuilles laissées sur place en vue d'un apport en matières organiques. La main-d'œuvre des plantations agro-industrielles occupe désormais une place déterminante dans la diversification des situations laborieuses.

Un modèle colonial

Relevons l'étrangeté du système de production où les travailleurs migrants sont confrontés aux groupes politico-économiques et aux forces technico-financières engagées dans les complexes agro-industriels. Comme le souligne Gourou, « la plantation est étrange par les plantes cultivées, souvent apportées d'autres continents (...). La plantation est étrange par l'économie qui la crée : dans des surfaces inexploitées ou vouées à une agriculture de subsistance, la plantation, entreprise étrangère, répond à une demande que fait un ache-

teur lointain d'une denrée qu'il ne peut produire (...). L'étrangeté de la plantation se manifeste par un paysage réglé qui contraste avec le paysage naturel des alentours (...). L'étrangeté se marque dans les bâtiments nécessaires aux manipulations qui commercialisent la récolte, dans les techniques agricoles, le personnel de direction, de maîtrise, et dans la main-d'œuvre. La plantation est une enclave de civilisation » (1). En Afrique noire, comme en Indonésie, au Cambodge ou en Malaisie, la plantation s'est identifiée avec le « colonialisme » grâce à l'exploitation d'un travail à bon marché (2). Est-il nécessaire de le rappeler : ce qui a fait la fortune de nombreux colons, ce ne fut point le travail de bureau, mais l'énorme accumulation réalisée dans les plantations avec la main-d'œuvre indigène surexploitée. Au Congo belge, dans les plantations de palmier à huile, de café, de coton, de cacao et d'hévéa, les problèmes de travail se posent dans un contexte où la contestation sociale est liée à l'émergence d'un prolétariat indigène.

Les élites africaines privilégient un modèle de production inventé par les États négriers. Dans les régions sous-peuplées, les implantations agro-industrielles ne peuvent se passer de ceux qu'il faut bien considérer comme des « émigrés de l'intérieur ». On se souvient des exploités du Niger engagés dans les grands projets qui nécessitent une main-d'œuvre que les zones de production ne peuvent fournir (3). La Gold Coast est demeurée longtemps une vaste zone d'exploitation soumise au capitalisme international à partir de l'huile de palme, du caoutchouc ou du cacao autour desquels s'est formé un salariat agricole avec une importante main-d'œuvre immigrée. En Côte d'Ivoire, le travail obligatoire profitera aux planteurs européens dans les régions forestières qui attirent de nombreux étrangers.

Au Cameroun, les Allemands ont fait des plantations un instrument primordial de mise en valeur des richesses dont ils firent l'inventaire dès la conquête du pays (4). Ils ont ins-

(1) P. Gourou, *Les pays tropicaux*, PUF, 1966.

(2) B. Kayser, *op. cit.*, p. 138.

(3) Voir Amidu Magasa, *Papa-commandant a jeté un grand filet devant nous*, Maspero 1978.

(4) Sur ce sujet, lire Curt Von Morgen, *A travers le Cameroun du Sud au Nord*, Paris, 1982.

titué le recrutement forcé de la main-d'œuvre. Cette situation posera un problème important aux Français et aux Anglais quand ils hériteront des plantations allemandes après la Première Guerre mondiale (5). Dans ce pays qui, par sa situation géopolitique, occupe une position stratégique par rapport aux territoires d'Afrique centrale, les intérêts européens sont considérables dans l'agriculture, ainsi que le montrent les plantations situées sur les pentes du Mont Cameroun. On comprend les résistances que rencontre l'abolition des travaux forcés au moment où ceux qui profitent de la surexploitation de la main-d'œuvre indigène tentent de réhabiliter le système de domination, au cours des États généraux de la colonisation française tenus à Douala peu avant l'émergence du nationalisme radical (6). En cet âge de fer, les forces coloniales sont toujours en quête de travailleurs agricoles ; et, dans la zone anglaise, 52 % des employés des plantations sont issus du Cameroun sous mandat français. Parmi ces travailleurs, une importante colonie vient de la région de Yaoundé (7). Depuis la période allemande, les ouvriers des plantations viennent de différentes régions d'Afrique ; on retrouve ici non seulement des autochtones mais aussi des Nigériens, des Togolais, des Dahoméens et des Libériens.

Ces grandes plantations sont des lieux sinistres où peinent des paysans engagés de force par l'administration au bénéfice du capital privé. Lorsque l'État colonial a attribué des territoires immenses à une seule société qui dispose du monopole commercial, il a fallu réquisitionner les indigènes pour le défrichement et la culture. Ce processus demeure dans les nouveaux rapports entre l'État et le capital dans les sociétés postcoloniales.

(5) Voir M. Michel, « Les plantations allemandes du Mont Cameroun. 1885-1914 », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, LVII, 207. Lire aussi H. Rudin, *Germans in the Cameroons 1884-1914*, Yale university Press, London 1968 ; P. Gifford, *Britain and Germany in Africa*, Yale university Press, London, 1965.

(6) Lire R. Joseph, *Le mouvement nationaliste au Cameroun*, pp. 76-81.

(7) N. W. Delancy, « Plantation and Migration in the Mont Cameroon Region », in *Kamerun : Strukturen und Problem der Sozio-Oekonomischen Entwicklung*, Mainz, 1974, pp. 196-197.

Comme à l'époque coloniale, la circulation des personnes à l'intérieur du continent donne lieu aujourd'hui à des formes de travail social qui intègrent le rapport à la terre aux lois du marché. Lié à la décomposition des sociétés précoloniales, ce phénomène met en évidence l'impact du capitalisme agraire dans les régions où les processus destructeurs sont à l'œuvre. Ainsi, certains groupes sociaux constituent-ils des réservoirs de main-d'œuvre dont les plantations ont besoin.

Dans bien des régions touchées par les mécanismes qui aggravent le phénomène migratoire, les contradictions internes des sociétés de départ et l'appel de main-d'œuvre exercée par les zones de capitalisme agraire font de la migration un phénomène auto-entretenu (8).

La mise en place d'un système migratoire au Nord-Togo a longtemps créé un flux de main-d'œuvre vers les plantations du Ghana. Au Burkina Faso, outre les situations de pauvreté, la domination des aînés sur les cadets engendre un courant migratoire vers la Côte d'Ivoire où, depuis la colonisation, le problème de la main-d'œuvre n'a pu trouver de solution sans une véritable politique d'immigration. « En 1960, un accord entre les deux pays en réglemente le recrutement. Leur nombre s'accroît considérablement au lendemain de l'indépendance avec la mise en œuvre de grands projets agro-industriels en Côte d'Ivoire. Les Ivoiriens considèrent ce réservoir comme intarissable. A aucun moment, ils ne posent en fait le problème de savoir s'ils pourraient continuer à y puiser indéfiniment ou non » (9). Les stratégies de développement choisies déterminent le choix des migrants. S'il y a une importante migration interne en direction de

(8) Sur ce sujet, cf., Ph. Rey, « Les formes de la décomposition des sociétés précapitalistes au Nord-Togo et le mécanisme des migrations vers les zones de capitalisme agraire », in S. Amin, *L'agriculture africaine et le capitalisme* ; lire aussi les études présentées par Ph. Rey, *Capitalisme négrier*, Maspero, 1976. Pour un débat sur ces phénomènes, consulter l'ouvrage collectif *Les migrations contemporaines en Afrique de l'Ouest*, Maspero, 1976.

(9) A. Schwartz, « Le sociologue face aux grandes opérations de développement. Une étude de cas en Côte d'Ivoire : l'Opération San Pedro », in *Le développement : idéologies et pratiques*, Orstom, 1983.

la région forestière, on rencontre surtout des Burkinabè et des Maliens venus travailler dans les plantations ou les activités urbaines. En 1980, on estimait le nombre des immigrés à 2,5 millions dont les 2/3 d'ouvriers agricoles.

Dans les villages où l'agriculture d'exportation s'avère incapable d'améliorer les conditions de vie des ruraux, les jeunes adultes doivent choisir entre la misère ou la vente de la force de travail dans les complexes agro-industriels. Ils sont prêts à suivre le capital là où il émigre.

On ne peut oublier ici la question du travail migratoire en Afrique australe. Le capital mondial se concentre dans cette région dont l'enjeu économique et stratégique est important dans le contexte des luttes d'influence des puissances industrielles (10). Les immigrés de l'apartheid subissent la même surexploitation que les Noirs d'Afrique du Sud. On retrouve ces travailleurs dans les mines d'or, de cuivre et de charbon ou les plantations industrielles. Ils viennent de la sous-région où le colonialisme a créé une situation de dépendance envers le puissant voisin. Le travail migratoire pose un problème régional d'autant plus grave que la surexploitation de la main-d'œuvre noire est un facteur essentiel du développement économique de l'État raciste, alors que les bénéfices de ce développement continuent à être refusés à des millions de Noirs enfermés dans les ghettos. Dans cette région, les métaux stratégiques sont essentiels à la survie d'un régime discrédité : sans le travail des Noirs, l'or du Transvaal resterait sous terre, les usines seraient paralysées et le sucre sécherait au soleil. La minorité blanche doit sa prospérité à l'exploitation et à l'oppression des paysans sans terre et des travailleurs vivant « presque comme des esclaves » (11). Cette situation ne doit pas occulter la condition des migrants à l'intérieur du continent où les pôles de concentration du capital extérieur exercent une emprise indéniable auprès des

(10) Sur cet enjeu et le poids des minerais stratégiques, cf. *Le Monde*, 5 et 6 août 1986 ; *Le Monde diplomatique*, septembre 1986 ; voir aussi « Les intérêts britanniques dans l'enjeu sud-africain », *Libération*, 5 août 1986.

(11) Cf. « Les arrières-cours de l'apartheid », *Le Monde diplomatique*, janvier 1984. « Les ouvriers agricoles d'Afrique du Sud », *Entraide et Fraternité*, 20 avril 1987.

populations condamnées à survivre en recourant à des formes d'activité qui aggravent leur état misérable.

On a assisté naguère à l'exode des travailleurs burkinabè vers d'autres marchés de l'emploi. Ce fut, notamment, l'époque de la « fuite » vers le Gabon à partir d'un « véritable circuit de traite de la main-d'œuvre voltaïque, mais aussi malienne et ivoirienne. Fin 1975, quelque 2000 travailleurs avaient transité par ce circuit. Recrutés en Côte d'Ivoire (...), alléchés par des promesses mirobolantes de salaires particulièrement élevés, ils étaient acheminés au Gabon par avions privés ou par charters spécialement affrétés » (12). Il existe une Afrique en état d'exode à la recherche d'une meilleure rémunération de la force de travail dans un contexte où le capital « joue » avec les migrants contraints à un incessant nomadisme. Certains pôles d'expansion du capital apparaissent comme une sorte de terre promise avec le mirage des hauts salaires agités par les « nouveaux traitants ». La Côte d'Ivoire fut longtemps ce pays de rêve pour l'Afrique de l'Ouest. Au Kenya où une bourgeoisie rurale se dessine alors que les petits terrains forment une alternative viable aux grandes fermes, c'est aux immigrants ougandais, rwandais ou burundais qu'est réservé « traditionnellement le travail non qualifié et sous-payé dans les plantations de café et de thé ». Ce travail est fait aujourd'hui par les Kenyans « au moment où des milliers de jeunes sont voués au chômage dans les bidonvilles de Nairobi » (13).

En Afrique de l'Ouest, si les Mossi émigrent vers les plantations de Côte d'Ivoire et du Ghana, les « navetanes » sont plusieurs dizaines de milliers à travailler pour la campagne de l'arachide au Sénégal.

L'histoire des migrations de travail est fort ancienne dans de nombreux pays d'Afrique. Poussés par des pressions internes et l'impact du capitalisme en expansion, les peuples divers sont entrés dans un processus migratoire à des périodes différentes. La crise économique et sociale du continent accé-

(12) Al. Schwartz, *op. cit.*, p. 89.

(13) Voir V. Brittain, « Pilier de la stratégie américaine dans la région, le Kenya dans toute sa fragilité, *Le Monde diplomatique*, août 1987.

lère ce processus. Au sein d'un même pays ou dans les pays limitrophes, se constitue une masse de travailleurs étrangers à la région. Comme le rappelle la tragédie des étrangers au Nigeria, l'Afrique aussi a ses travailleurs immigrés. Ces groupes se concentrent dans les chantiers divers, les entreprises ou les grandes plantations où ils reproduisent les structures de la société d'origine à travers les associations à base ethnique ou régionale. Si le brassage des populations d'origines diverses est une source de conflits potentiels, il faut souligner les difficultés dues aux changements d'habitudes alimentaires dans les complexes agro-industriels où les problèmes d'approvisionnement de la main-d'œuvre en produits vivriers sont un élément de crise de la stabilité des travailleurs agricoles.

On se demande si le choix d'une région de faible densité de population ne profite pas au capitalisme agraire qui peut ainsi « spéculer » sur la situation des migrants pour leur imposer des conditions de vie qu'ils acceptent parce qu'il ne leur est pas possible de faire autrement pour survivre.

Dans la région Obala-Nanga-Eboko où de puissants intérêts financiers étatiques et multinationaux sont engagés dans la « ceinture du sucre », les habitants des zones surpeuplées du département de la Lékié répugnent à travailler dans des conditions de rémunération et de vie précaires. Si les ouvriers sont venus des régions voisines dès le début, le salariat agricole n'a pas retenu longtemps les jeunes Vuté de retour au pays. Pour « attraper » les coupeurs de canne, l'État a dû recourir à ces « Mossi » du Nord du Cameroun qui, en provenance du Mayo Danaï, constituent la majorité des manœuvres de la Sosucam et de Camsuco : « Le recrutement d'ouvriers agricoles originaires du Nord est apparu de première importance dès 1969. Leur nombre va désormais croître sans cesse : il atteignit 1360 en 1974, soit 58 % des salariés (...). L'importance de cette immigration, et sa nouveauté, au Cameroun, n'est pas sans rappeler, à une plus petite échelle bien sûr, le mouvement des Voltaïques vers la basse Côte d'Ivoire (14). » Il s'agit souvent de jeunes célibataires

(14) *Complexes agro-industriels au Cameroun*, p. 157.

en quête d'argent pour la dot dans une région où les parcelles de coton sont une maigre source de revenus monétaires. Généralement illettrés et sans qualification professionnelle, les manœuvres, dont certains ont été recrutés d'urgence par avion spécial pour la coupe de canne qui ne peut attendre, ont fait de l'émigration leur seul moyen de survie.

Dans l'Ouest-Cameroun, s'ajoutant aux pressions démographiques qui s'exercent sur les terres des hauts plateaux entièrement mises en valeur par des montagnards entrepreneurs, la crise interne des sociétés fortement hiérarchisées n'a cessé d'entretenir une sorte de pression migratoire dont bénéficie le complexe agro-industriel d'Hévécam. Dans cette région de forêt, la quasi-totalité de la main-d'œuvre est allogène. En 1984, on compte parmi les manœuvres les effectifs suivants par régions d'origine :

Centre et Sud	: 36 %
Littoral	: 6 %
Ouest-Nord	:
Ouest-Sud	:
Ouest	: 46 %
Extrême-Nord	: 1 %
Est	: 8 %
Étrangers	: 1 %
Origine inconnue	: 2 % (15)

La migration de main-d'œuvre expose les travailleurs agricoles à des rapports de force qui imposent des conditions de vie de bagnards. Dans les zones de production ouvertes aux intérêts étatiques ou privés, le processus de prolétarianisation est loin d'être un phénomène marginal. Pour s'en rendre compte, il suffit d'examiner les contraintes de travail à l'œuvre dans l'agriculture d'État qui se développe jusqu'au fond des brousses.

(15) Sur l'émigration bamileké dans l'ouest du Cameroun, lire les études de J.-C. Barbier en collaboration avec J. Champeau et F. Gendreau, *Migration et développement : la région du Mongo au Cameroun*, Paris, Orstom, 1983.

Vivre au rythme de la plantation

En dépit des apparences, le climat de travail ne permet pas de détendre l'atmosphère dans la plantation. Sans analyser la journée d'un ouvrier ou d'un manoeuvre dans le cadre d'une filière précise, retenons quelques aspects des contraintes liées à une organisation quasi militaire du travail dans la plupart des complexes agro-industriels (16). Elles sont particulièrement lourdes pour la majorité du personnel qui ne trouve déjà pas un cadre de vie conforme à ses désirs. Pour les jeunes célibataires recrutés pour la première fois, l'employeur ne fait pas beaucoup d'efforts pour faire miroiter les avantages de la vie en plantation. Insistons sur les conditions de travail qui ne sont guère attractives.

Tout employé engagé par une société agro-industrielle est tenu de vivre en permanence dans la plantation selon un emploi du temps imposé par les impératifs de la production. Compte tenu de ces horaires rigides, chaque ouvrier a un rendement minimum à fournir parmi les tâches définies pour lesquelles son travail est « pointé ». Ce rendement est exigé pour bénéficier d'une journée entière de travail. On entrevoit les tensions qui surgissent dans le rapport à la terre dans ce cadre socio-temporel. Une anthropologie du travail agro-industriel mettrait en lumière les ruptures qui s'opèrent dans une situation critique où les cultivateurs d'hier doivent vivre 24 heures sur 24 au rythme de la plantation (17). Non seulement il faut désormais travailler avec des groupes d'origine ethnique différente, mais on doit rompre avec l'organisation socio-culturelle traditionnelle des activités de production. Une autre logique du travail s'impose à des ouvriers marqués par une société et une culture qui obéissent à d'autres modèles (18).

(16) *Complexes agro-industriels au Cameroun*.

(17) En témoigne ce PV : « Le DG rappelle qu'Hévécam vit au rythme des champs et de la saignée et non des bureaux », 26 mars 1985. Pour se faire une idée de la vie dans une plantation de canne, lire P. Atangana, *Les migrations de travail dans la région de Mbandjock : le cas du personnel de la Sosucam*, ENS, Yaoundé, 1985, pp. 154-163.

(18) Voir *Le travail en Afrique noire*, Présence africaine, 1952.

Pour les indigènes habitués à un régime d'autonomie dans les champs où les seules contraintes de travail sont imposées par le calendrier agricole ou les aléas climatiques, il faut désormais renoncer à la flexibilité du travail villageois pour se soumettre aux impératifs de rentabilité. Dans ces complexes où les intérêts des groupes financiers puissants sont considérables, les « manières indigènes » de travailler doivent céder devant les contraintes du capital. C'est pourquoi, une discipline rigoureuse règne dans ces zones de production. La structure pyramidale de l'organisation du travail relève de ces impératifs majeurs. Chaque tâche est soumise au contrôle d'un chef d'équipe qui a sa place dans une division à laquelle il se rattache. Ce contrôle est effectué à tous les niveaux par souci d'un rendement maximum.

Les manœuvres sont payés à la tâche. Diverses « primes » les incitent à se soumettre à des surcharges de travail. Son insertion dans une équipe de travail impose un mode de vie où le moindre geste, du saigneur, du collecteur de régimes de palme ou du coupeur de canne à sucre, est « noté » par le surveillant. La plantation agro-industrielle est un système où tout a été pensé pour les manœuvres de telle sorte que la tâche assignée à chaque ouvrier s'insère dans une gestion du temps dominé par les exigences de la productivité.

En parcourant les procès-verbaux des réunions des délégués du personnel avec la direction d'Hévécam, on peut se représenter les difficultés de la vie quotidienne auxquelles sont confrontés les manœuvres agricoles (19).

Dans une société où 63 % du personnel sont célibataires, le plus grand loisir est la femme avec tous les risques encourus compte tenu de la prolifération des maladies sexuellement transmissibles. A Hévécam, les bars ouverts à 17 h doivent être fermés à 20 h. Le problème des loisirs se pose de façon aiguë quand il s'agit d'aller à Kribi, la ville la plus proche pour faire des achats à la fin du mois et se détendre en changeant d'atmosphère. Les contraintes de travail sont telles qu'il faut parfois sacrifier le dimanche pour rattraper le temps perdu de la semaine. Le travail du dimanche révèle les

(19) Nos enquêtes ont porté sur 1985.

contraintes dans un complexe où les encadreurs risquent de perdre leurs primes s'ils refusent systématiquement de travailler ou de faciliter un travail obligatoire.

Cependant, on doit reconnaître les efforts de la société pour doter le complexe d'Hévécam d'équipements médicaux qui font pâlir d'envie de nombreux hôpitaux départementaux ou régionaux. Si la structure médicale centrée sur les soins donne la priorité à l'ouvrier, de nombreux problèmes de santé sont liés à l'état d'insalubrité des villages, à commencer par les latrines et les logements. Le village d'Okoa est « le plus sale de tous ». Le problème de la propreté est aggravé par la divagation des animaux. Dans certains villages de la plantation, « porcs et chèvres divaguent partout ». Devant les bars, des dépôts d'ordures s'accumulent. Les cas de dysenterie sont fréquents dans tous les villages où l'on signale la pollution de l'eau. On se demande si le château d'eau a jamais été vidangé et nettoyé. Au V5, l'eau n'est pas claire. D'une façon générale, les problèmes d'environnement sont liés au manque de temps : compte tenu du rythme de travail, les ouvriers manquent de temps pour s'occuper de leur village après le travail dans cette forêt infestée de moustiques.

Les problèmes d'alimentation retiennent aussi l'attention ; les travailleurs agricoles sont exposés à acheter du riz avarié. L'approvisionnement en vivres est un facteur de stabilisation de la main-d'œuvre. La ration des malades hospitalisés vient rappeler l'importance des problèmes nutritionnels dans la santé des travailleurs de l'agro-industrie. Le problème des tenues herbicides et des bottes de travail se pose dans les plantations où les risques d'accident sont fréquents. C'est ce qui arrive quand la société se trouve en rupture de stocks, les fournisseurs n'arrivant pas à honorer les commandes. Un autre domaine met en lumière les difficultés de la vie quotidienne : la circulation d'un village à l'autre. Ce problème se pose surtout pour les ouvriers qui doivent visiter leurs champs installés dans leurs villages de départ. Sur le plan scolaire, il existe des écoles où l'anglais n'est pas enseigné alors que 47,75 % de la main-d'œuvre viennent de la région de Bamenda.

Pour les jeunes, enfermés dans une forêt où rien ne vient briser la monotonie de la vie quotidienne, les bas salaires,

la précarité des conditions de logement des manœuvres ainsi que la discipline liée au régime de travail de l'hévéa constituent le lot de la majorité des manœuvres (20). Il faut avoir vécu 24 h à Hévécam pour se rendre compte des implications sociales de ces complexes agro-industriels.

A Niété, l'on s'interroge sur « le paradis des ouvriers hévéaculteurs ». Car « tout ne baigne pas dans l'huile. Au regard de leurs revenus mensuels, tous les manœuvres s'estiment lésés au profit de leurs supérieurs hiérarchiques et, surtout, des cadres expatriés dont l'opulence est évidente (...). Pour les moins bien lotis de la société, leur emploi est un pis-aller » (21). Travailler la terre dans une plantation agro-industrielle ne permet pas d'accéder à la promotion rêvée : « Pauvre enfant de Manta » : cette inscription qu'on lit sur la porte de la case d'un jeune du nord-ouest met en évidence les conditions précaires des saigneurs d'hévéa.

A la Sosucam Camsuco, « les manœuvres sont soumis quotidiennement à un rythme de travail (...) quasi militaire, à la limite de l'esclavage » (22). La pénurie de vivres est dramatique dans la ville qui s'est formée à partir du complexe agro-industriel. Les manœuvres sont contraints de dépenser leurs maigres salaires dans les innombrables bars qui constituent les seuls centres d'animation. A Mbandjock, le complexe sucrier s'est installé « au cœur même du terroir villageois ». Dès lors, les paysans ont été rejetés sur des terres hostiles « où ils ont dû ouvrir de nouveaux champs de cultures vivrières assez loin de leur habitat, notamment au nord de la ligne de saison sèche ». Dans ce contexte, la demande de vivres devient un problème quotidien. En 1981, les autorités administratives ont été obligées de tenir une réunion avec les organismes privés « pour traiter des problèmes de commercialisation des produits vivriers et du ravitaillement des grands centres ». Les superficies réservées à la production de nourriture n'ont pas été prévues dans ces complexes, à

(20) Pour un aperçu de ces problèmes, lire Oyebe Sébastien Léon, *Le personnel du complexe agro-industriel d'Hévécam à Nye'ete (Kribi)*, ENS, Yaoundé, octobre 1984.

(21) Voir « L'or blanc de la Niété », *Esti-Forum*, juillet 1987.

(22) Voir P. Atangana, p. 164.

la famine qui menace les coupeurs de canne, s'ajoutent les risques d'onchocercose dans cette région sucrière où les travailleurs sont des aveugles potentiels, si l'on en croit un rapport d'enquêtes cliniques faites en 1976.

« De Mbandjock à Nkoteng, le sucre est aussi amer. » Cette information de *Cameroon Tribune* laisse entrevoir la difficulté de vivre dans une région où « le sucre fait la loi » (23). On retrouve ici le drame des pays du Tiers monde où « le sucre et la faim » constituent la dure réalité des journaliers qui ne savent pas en se levant à 4 heures du matin, s'ils seront sur la liste des engagés (24). Dans le centre du Cameroun comme dans le Nord-Est brésilien et les Caraïbes où des milliers de Haïtiens sont exploités par les planteurs nationaux ou les grands trusts de l'agro-industrie (25), c'est toujours la même histoire du « sucre amer » (26).

L'institution de l'esclavage et du travail forcé s'était chargée de fournir jadis une main-d'œuvre qui n'avait pas d'autres alternatives dans l'économie de plantation. L'État postcolonial reprend un modèle de production associé à un système de contraintes destinées à lier le travailleur agricole à une tâche pénible et mal payée. Le statut des coupeurs de canne s'enracine dans les structures socio-économiques des complexes agro-industriels où le sucre a profondément marqué l'histoire de l'Afrique, des Antilles et de l'Europe du XVI^e au XIX^e siècle à travers l'esclavage et l'essor du capitalisme (27). A partir de la récolte de canne à sucre, ce qui se passe, ici et là, avec l'embauche « volontaire » des jeunes sans travail ou exposés à la faim dans de nombreuses régions, c'est une sorte d'esclavage dans les plantations où, souvent, le « maître », c'est l'État ou une société privée.

(23) *Cameroon Tribune*, 1^{er} août 1987.

(24) R. Linhart, *Le sucre et la faim : enquête dans les régions sucrières du Nord-Est brésilien*, éd. de Minuit, Paris, 1980.

(25) Voir J. Chonchol, *Paysans à venir, les sociétés rurales du Tiers monde*, p. 254.

(26) M. Le Moine, *Le sucre amer : esclaves aujourd'hui dans les Caraïbes*, éd. Encre, Paris 1981.

(27) Sur ce sujet, lire J. Forester, « King Sugar ». *Naissance et expansion de l'économie de plantation dans les Caraïbes*, PUF, 1978, pp. 310-329.

Au Sénégal, les ouvriers de la Compagnie sucrière n'échappent pas à la mécanique des bas salaires dans une région où les travailleurs saisonniers constituent une main-d'œuvre dont le groupe Mimram a besoin pour produire 70 000 tonnes de sucre. La prospérité du « milliardaire en jean » repose sur le monopole de fabrication du sucre accordé à une compagnie toute puissante qui peut se permettre de sous-payer des milliers d'hommes occupés à la culture de la canne à sucre (28).

Il ne s'agit plus, par le biais des prix aux producteurs, d'extorquer à la petite paysannerie des surplus énormes mais de la réduire à la condition de travailleurs surexploités. Au lieu que la Caisse de Stabilisation et de Soutien des produits agricoles se contente de fixer à bas prix la plupart des grands produits qui assurent un revenu monétaire aux paysans, les sociétés d'État et privées réalisent des bénéfices en sous-payant les salariés agricoles dont beaucoup sont confinés dans les ghettos et les conditions d'un habitat fruste.

En Côte d'Ivoire où la main-d'œuvre agricole est composée en majorité de travailleurs étrangers, le salaire ne permet pas de constituer l'épargne qui constitue la motivation principale des travailleurs migrants (29). Si une masse monétaire est transférée au village, elle est rarement investie dans un secteur productif. Sur place, elle est dépensée pour des vêtements de luxe, des chaussures, des lunettes et les postes de radio qui constituent des objets de prestige pour certains manœuvres agricoles.

Pour ces catégories professionnelles, la faiblesse des salaires n'est pas un fait de hasard. Dans les systèmes où le « libéralisme planifié » occupe une place de choix sur le front idéologique, les revenus monétaires des travailleurs agricoles obéissent aux conditions sociales inhérentes aux choix des États en matière de politique économique. Or, la plupart des pays d'Afrique assurent à l'investisseur étranger des garanties fondamentales parmi lesquelles il faut compter une main-d'œuvre

(28) *Jeune Afrique*, 10 avril 1986 ; *Le Monde*, 10 juin 1986.

(29) Voir Affou Yapi, « La réalité du salariat dans les plantations villageoises du Sud-Est ivoirien », *Politique Africaine*, 24, décembre 1986, pp. 41-52.

salariée bon marché. La problématique de la main-d'œuvre salariée implique, au départ, la prolétarianisation des jeunes ruraux dans les complexes agro-industriels (30).

L'on s'en rend compte dans un pays qui accorde la priorité à l'agro-industrie dans l'agriculture. Au Cameroun, les manœuvres de Mbandjock étaient payés au SMAC de la III^e zone. En 1971, les tarifs étaient alors les suivants :

- 6 lignes de 50 m : 160 F CFA
- 5 lignes de 50 m : 160 F CFA
- 4 lignes de 50 m : 80 F CFA
- 1 ligne de 50 m : rien

Au salaire s'ajoutaient des primes d'assiduité : 15 F CFA par jour. Pour bénéficier des primes de rendement, les manœuvres devaient atteindre les 6 lignes de 50 m par jour, soit 50 F CFA. Plus de 25 jours de travail par mois valaient 100 F CFA de prime. Avec toutes ses primes, l'ouvrier pouvait avoir un revenu de 6 125 F CFA par mois pour les 30 jours de travail. Des sanctions diminuent les salaires si la tâche minimum n'est pas effectuée.

Parmi les conditions d'embauche, le manœuvre de Niété apprend qu'au salaire brut s'ajoutent :

- une prime d'assiduité qui peut représenter jusqu'à 4 jours de salaire supplémentaire par mois ;
- diverses primes de rendement liées au travail effectué : greffage, plantation, traitement herbicide, etc.

Malgré toutes ces mesures, « les rémunérations directes ou indirectes ne fournissent pas à l'ouvrier des plantations un revenu supérieur à celui que lui procurerait une exploitation agricole moyenne en économie marchande (plus de 200 000 F CFA par an en 1980). Enfin, les conditions et le cadre de vie dans les complexes agro-industriels ne sont pas très attractifs : habitat de style militaire souvent, approvisionnement difficile, vie sociale atone et peu variée » (31).

Ainsi, l'huile de palme, le latex, le riz ou le sucre sont liés à une histoire sociale des producteurs voués à une sorte

(30) Sur la problématique de la main-d'œuvre salariée en Côte d'Ivoire, lire le texte de A. Schwartz dans *Le développement : idéologies et pratiques*, p. 88.

(31) G. Courade, *art. cit.*, p. 89.

de prolétarianisation. On ne saurait faire l'inventaire des produits de l'agro-industrie en oubliant les conditions sociales des milliers de travailleurs migrants.

Pour les jeunes ruraux venant de régions où la vie quotidienne est un sous-développement constant depuis l'avènement du capitalisme agraire, il y a là une source de frustration et de désillusion qui semble liée à la logique de l'État postcolonial dans les pays où les complexes agro-industriels sont inscrits dans la planification du développement national. À partir de l'agriculture d'exportation, les paysans ont fait, jusqu'ici, l'objet d'une exploitation « à domicile ». Car, on ne peut analyser la surexploitation du travail en Afrique noire sans prendre en compte l'impact d'un mode de production qui accélère ce que Ph. Rey a appelé « la marche des paysans vers le prolétariat ».

Instabilité de la main-d'œuvre ou prolétarianisation accrue ?

L'histoire de ce système de production est jalonnée par de graves conflits du travail pouvant se traduire par l'incendie des plantations ; les départs imprévisibles des manœuvres prolétariés s'inscrivent dans la tradition des « conflits clandestins ». Ces attitudes remontent à l'époque coloniale, dans les zones d'exploitation où se sont développées les « formes cachées de la résistance » (32). Les manœuvres s'en vont pour protester contre les conditions de vie qui leur sont faites dans la plantation. Les « désertions » mettent en lumière la frustration des travailleurs migrants. L'ampleur de ce phénomène chez les seigneurs d'hévéa est particulièrement frappante.

Le poids des contraintes diverses aide à comprendre les « fuites » des manœuvres déracinés. Dans les plantations agro-industrielles qui reposent sur une organisation pyramidale du travail (33), les contraintes disciplinaires heurtent les tradi-

(32) Sur ce sujet, lire l'étude de R. Cohen, « Les formes cachées de la résistance et de la conscience ouvrière », in *Classes ouvrières d'Afrique noire*, Karthala, Paris.

(33) Voir G. Courade, *Les plantations d'Unilever au Cameroun ou la croissance d'une firme multinationale dans une région marginale*, Orstom, Paris, 1980.

tions agricoles de nombreux paysans noirs. A Hévécam, l'agro-industrie ne parvient pas à inciter les populations locales à améliorer les conditions de vie des ruraux par un travail salarié. Les gens des villages environnants se refusent à ce qu'ils considèrent comme « une vie d'esclave ». Car, l'absence d'une tradition agricole dans cette zone de chasse et de pêche ne suffit pas à expliquer la faible participation des populations de la région aux travaux des plantations. De même, on ne peut invoquer le taux de scolarisation élevé pour comprendre le peu d'intérêt accordé au salariat agricole par les jeunes des villages où 43 % de la population ont le niveau du cours moyen. Pour les cultivateurs de cacao dont le revenu mensuel ne dépasse pas 18 000 F CFA, il n'est pas évident que la salarisation dans l'agro-industrie apporte le progrès social proclamé. La majorité des manœuvres redoute la soumission à des mécanismes d'exploitation qui rendent compte de l'instabilité des travailleurs migrants. A Mbandjock, les coupeurs de canne effectuent des travaux très durs pour des revenus dérisoires (34). « Environ 600 Tupuri ont été embauchés par la Sosucam depuis l'ouverture du complexe agro-industriel. 400 d'entre eux sont partis. Recrutés sur un contrat de 6 mois, la plupart d'entre eux préfèrent partir avant la fin même d'un contrat qui leur assure pourtant un retour payé à leur village d'origine : 1/4 des recrutés abandonnent devant la dureté de la tâche. Seul 1/10 des recrutés tiennent plus de 6 mois » (35).

On le voit : les primes diverses s'avèrent incapables de retenir la main-d'œuvre dont l'instabilité est un handicap sérieux pour les complexes sucriers. L'ampleur de l'instabilité des manœuvres agricoles témoigne de la pénibilité des conditions de travail. L'attitude des migrants à l'égard du salariat retient aussi l'attention. Tout se passe comme si ce statut avait déçu les jeunes migrants qui se voient obligés de renoncer à ce qui devait améliorer leur vie. A Mbandjock, on observe cette

(34) Sur les bas salaires des manœuvres de Mbandjock, lire P. Atangana, *op. cit.*, pp. 125-128, 173-174.

(35) J.-C. Barbier, J. Tissandier, *Mbandjock ou les promesses d'une ville liée à un complexe agro-industriel sucrier*, p. 167.

attitude chez les manœuvres originaires des zones cacaoyères habituées à un niveau de vie relativement plus élevé. Le système des grandes plantations leur impose des conditions de rémunération qui provoquent un mouvement de protestation. Tel est le sens des ruptures de contrats et des nombreuses démissions dans les complexes sucriers. Ces départs témoignent d'un véritable refus du processus de prolétarianisation. En définitive, la résistance au salariat se traduit par des formes occultes indiquant que les travailleurs africains semblent bien refuser d'assumer la mission historique attribuée au « prolétariat ». Le travail salarié agricole ne répond pas aux attentes des migrants. On ne se bat pas pour transformer la situation laborieuse. On préfère renoncer à ce travail en désertant la plantation pour devenir un paysan.

En Côte d'Ivoire, l'« épargne n'étant plus possible, le travailleur préfère rentrer au pays... ou passer de la migration du travail à la migration agricole, en s'installant dans la forêt comme planteur, ce qui se produit de plus en plus fréquemment » (36).

Les jeunes dont les diplômes ne sont pas valorisés ne peuvent s'établir dans ces camps de travailleurs où la vie est monotone. S'ils supportent un travail très dur (37), ils ne considèrent pas les « villages » de l'agro-industrie comme un lieu de vie pour toujours. La plantation n'est qu'un tremplin pour aller investir sa force de travail ailleurs quand on a réussi à réunir une certaine somme d'argent. Certains jeunes ne travaillent dans la plantation que le temps de préparer un concours. A cet égard, l'instabilité de la main-d'œuvre paraît liée aussi à la structure des groupes d'âge et à la situation matrimoniale.

A Hévécam, 63 % du personnel sont célibataires. Pour le groupe des manœuvres, ce taux atteint 79 %. Or, plus de 53 % des travailleurs agricoles ont ici 26 ans. Ce groupe d'âge n'est pas venu s'enterrer dans la forêt pour l'hévéa. Ce qu'il recherche, c'est l'argent. En dépit des infrastructures sociales que l'on vante, il faut recruter 3 ouvriers pour

(36) Voir *Le développement : idéologies et pratiques*.

(37) Cf. P. Atangana, *op. cit.*, p. 195.

qu'un seul reste au bout d'un an. La société redoute une baisse régulière des effectifs au moment où elle veut porter sa production de 8 200 tonnes à 38 000 tonnes à l'horizon 1995 (38). Le salaire versé aux manœuvres ne suffit pas pour les stabiliser. Selon la direction d'Hévécam, seuls 48 % des travailleurs ont plus de deux ans d'ancienneté dans l'entreprise. On saisit le contraste avec la stabilité des 47 cadres dont 12 sont des expatriés. L'instabilité des manœuvres est l'indice d'un processus de prolétarianisation avancé. Cette situation se dissimule à travers une sorte de paternalisme larvé. Les manœuvres qui se résignent à rester dans la plantation s'organisent pour créer de petites activités. Certains ouvriers disposent de petits terrains pour les cultures vivrières d'où ils tirent des revenus complémentaires. Pour les manœuvres dont les salaires dépendent de l'arbitraire du pointeur, il y a là une source appréciable d'accumulation. Ces possibilités sont limitées pour les manœuvres travaillant à « temps plein ». Il est invraisemblable qu'ils puissent avoir assez de la force de travail nécessaire à une production substantielle des cultures vivrières. Dans une entreprise où la forte hiérarchisation du personnel a des incidences sur l'attribution des parcelles à vocation vivrière, les nouveaux arrivants et ceux qui occupent les postes inférieurs doivent se contenter de parcelles plus limitées et plus éloignées des villages d'habitation.

Dans de nombreux villages, on retrouve des petits tailleurs et des cordonniers, des métiers du bois ou de la liane, sans oublier les petits vendeurs ouvrant des « boutiques » ou des bars. Les femmes monopolisent la vente des beignets dans tous les « camps ».

Cette économie parallèle souligne la fragilité de la situation sociale de la majorité des salariés de l'agro-industrie. En s'investissant dans ces activités « informelles » et spontanées, les travailleurs rappellent que le système de production capitaliste qui les utilise n'ouvre pas la porte à l'enrichissement. Devant les incertitudes des lendemains, il faut inventer un « un petit métier » ou faire partie d'une « tontine » pour

(38) *Cameroon Tribune*, 4 mars 1988.

épouger ses dettes et disposer d'un peu de ressources pour la boisson.

A Hévécam, les camions des brasseries du Cameroun débarquent des tonnes de bière à chaque fin de mois. Ainsi, les salaires de la plantation ressortent par un système de consommation où les travailleurs indigènes réinventent les formes traditionnelles d'échange.

Les manœuvres s'entendent pour « battre en générosité » leurs amis en les faisant boire le plus possible le jour de la paie qui constitue le grand événement de la plantation. Comme disent les manœuvres de Niété, on assiste alors à un « match entre "la Banque mondiale" et "les Brasseries du Cameroun" ». La « Banque mondiale » représente ici l'un des grands bailleurs de fonds d'Hévécam qui autorise les camions des brasseries à venir vendre la bière aux ouvriers. Bien sûr, la « Banque mondiale » sort toujours victorieuse de ce « combat » dans la mesure où les manœuvres en arrivent à boire jusqu'à dépenser leurs maigres ressources. Ce « jeu » où se dévoilent les mécanismes d'une économie de prestige traduit une situation où les manœuvres agricoles sont intégrés dans un système de circulation monétaire bien organisé.

Dans le complexe sucrier de Mbandjock, on est frappé par le nombre de « bars » où, faute de vivres sur les marchés environnants, les manœuvres viennent dépenser leurs salaires après un dur labeur. Dans les plantations de la CDC, des enquêtes signalent l'ampleur de l'alcoolisme et de la prostitution dans les villages ouvriers (39).

A Hévécam, les filles de joie guettent les jours de paie dans les villages où le sexe et la bière constituent un véritable dérivatif. On pense aux « nuits de Niété » où la majorité des saigneurs dépensent leur salaire sans compter : « Quand je reçois ma paie et que je me retrouve ici, c'est pour moi le seul moment d'oublier le dur travail de tous les jours » (40).

On peut s'interroger sur la fonction politique de ces pratiques sociales dans un contexte où le travail et le hors-travail

(39) V. Ombe Ndzana, *op. cit.*, p. 143.

(40) Voir « L'Or blanc de la Niété », p. 25.

ne peuvent être dissociés. Les processus de prolétarianisation obligent le capital à créer les conditions de la reproduction de la main-d'œuvre agricole. Aussi, le marchandage du sexe ou les bals organisés dans les villages ouvriers contribuent à stabiliser les salariés des plantations. A travers ces appareils socio-culturels des complexes agro-industriels, peut-être l'État post-colonial cherche-t-il à se reproduire par « le bas ». Dans ces entreprises, financées par les revenus du cacao ou du café, les classes dirigeantes ont trouvé un moyen de mettre les paysans au travail pour des profits qui reposent sur la prolétarianisation des travailleurs immigrés. Ce que rappelle la faible épargne des jeunes dont certains ont voulu échapper à la tutelle des aînés, c'est que la misère des manœuvres agricoles appartient au mode de fonctionnement de l'État qui tend à faire de l'agro-industrie un puissant facteur d'accumulation.

Une image du futur

A travers le passage à l'usine où se forme le salariat agricole, on soupçonne les groupes qui « se sucent » sur les marchés mondiaux à partir des plantations de sucre, de palmier à l'huile, d'hévéa, de riz ou de fruits.

L'État africain tend à reprendre un modèle esclavagiste qui représente la forme dominante d'organisation des ressources agricoles d'un pays. Au-delà des critères de rentabilité imposés par les impératifs de marché, les agro-industries traduisent la volonté des pouvoirs de participer activement au commerce mondial et mettent en jeu non seulement des objectifs économiques mais aussi des rapports sociaux.

Si la ségrégation entre l'univers du complexe et les villages d'alentour est manifeste, c'est aussi au sein de la population employée dans la plantation qu'on retrouve les oppositions et les antagonismes. Tout se passe comme si une logique d'exclusion fonctionnait à l'intérieur de l'ensemble du système de production qui fait naître des inégalités dans le monde agro-industriel. Dans ces complexes qui coûtent cher,

face à la « Cité des Cadres », située dans ce qu'on appelle le « centre », les « villages » ou les « camps » ont été rejetés à la « périphérie », dans un cadre où l'archaïsme de l'habitat des ouvriers contraste avec le « modernisme » des techniques de production et des villas.

« A Mbandjock, le cadre matériel de vie de ces travailleurs immigrés est réduit au maximum. Certains sont logés dans des camps de la Sosucam (cette formule sera développée après 1970), ou dans les quartiers de l'agglomération où ils louent une pièce à plusieurs (...). Quelques travailleurs mariés et qui ont fait venir leurs épouses, ont même reconstitué aux abords mêmes de l'usine des cases rondes semblables à celles du pays tupuri. Ces cases, aux toits de chaume pointus, s'appuyant sur des murets d'argile et entourées de champs de manioc, de gombos et de quelques tiges de mil, apportent une note villageoise et exotique à un paysage dominé par la masse métallique de l'usine et les étendues géométriques des plantations » (41). Au-delà de ce caractère bucolique, ces cases suggèrent la ségrégation de l'habitat et la marginalisation sociale d'une main-d'œuvre immigrée. En effet, l'effort accompli par le complexe sucrier pour améliorer les conditions de logement des travailleurs agricoles « reste en dessous de ce qu'il faudrait faire pour intéresser une main-d'œuvre sudiste habituée à un plus haut niveau de vie » (42). On retrouve une situation commune aux plantations où domine la logique du profit. Dans les blocs de plantation industrielle d'Unilever, « les conditions de vie du manœuvre dans les plantations ne sont pas très attractives », pouvait-on observer naguère.

Les jeunes adultes sortis des villages sont « parqués » dans les « camps » qui s'apparentent à des ghettos. Dans certaines plantations, le visiteur a l'impression de se trouver devant un camp militaire avec ces fils de fer qui quadrillent les villages ouvriers comme on le voit à la CDC. Ce fait banal témoigne d'un système de contrôle dont les travailleurs agricoles font l'objet dans les plantations qui sont traditionnelles.

(41) *Complexes agro-industriels au Cameroun*, p. 177.

(42) *Ibid.*, p. 165.

lement des espaces de conflits graves. On se souvient du cortège de violences et de discriminations, de révoltes et d'inégalités dans les îles à sucre. L'Afrique noire s'oriente vers une voie de développement calqué sur un système d'exploitation des terres et des hommes hérités des États négriers.

Les stratégies d'enfermement dans les ghettos créent une situation explosive que redoutent sans cesse les maîtres de l'agro-industrie. A l'entrée de la « Cité des Cadres », l'État est amené à installer un poste de gendarmerie pour garantir la sécurité des nantis contre l'invasion des manœuvres exposés à la misère. Les complexes agro-industriels apparaissent comme des foyers de tensions qui se multiplient dans l'espace national. Tout peut arriver dans ces zones de brassage où des conflits de travail peuvent se transformer en conflits ethniques. Au Cameroun, avec la diversité des origines géographiques des travailleurs agricoles et les différences de niveau de scolarisation, les complexes sucriers de Mbandjock concentrent les inégalités susceptibles de provoquer des tensions dont l'ampleur dépasse le cadre régional ; en effet, les travailleurs embauchés dans l'agro-industrie tendent à regrouper les différentes régions du territoire national. Les révoltes et les colères couvent dans les sociétés sucrières marquées par les inégalités. Cette situation résulte des contradictions inhérentes aux formations sociales qui se développent dans la plantation à partir de l'inégale intégration au nouveau mode de production. Si l'on retrouve une main-d'œuvre provenant de régions différentes, les critères socio-professionnels attribuent à chacun sa position dans les rapports de force en présence. D'où que l'on vienne, et en dépit des affinités ou des associations qui reproduisent les sociétés d'origine, on est d'abord cadre, agent de maîtrise ou manœuvre. Les conditions de vie dépendent de ces critères dans les complexes où, au niveau des cadres eux-mêmes, il existe des écarts entre les nationaux, réduits souvent au rôle de simples exécutants, et les expatriés, les véritables maîtres qui conçoivent les politiques de production. Les groupes autochtones sont loin d'être homogènes en dépit des affinités ethniques ou régionales. Les manœuvres agricoles considèrent tous les cadres comme les « Chefs », les « Grands », ou les « Patrons », alors qu'ils ont

le sentiment d'être les « esclaves » à côté des « vrais gens », comme disent les saigneurs de Niété.

En fait, les cadres habitent à part, dans un environnement où tout a été prévu pour agrémenter leur séjour dans les régions enclavées où s'implante l'agro-industrie. Deux mondes coexistent sans se rencontrer en dehors de la plantation et de l'usine où les rapports sociaux sont déterminés par la structure pyramidale du personnel. Le monde des ouvriers est souvent éloigné de plusieurs kilomètres de celui des cadres vivant en vase clos dans les villas ombragées qui rappellent les quartiers résidentiels des grandes métropoles.

A partir des logements de manœuvres qui ne bénéficient d'aucun confort, on en vient à se demander si l'essentiel n'est pas, ici, la production ; le reste, c'est-à-dire, les conditions de vie des manœuvres, semble secondaire. En effet, la main-d'œuvre agricole ne semble guère imposer de lourdes charges sociales aux entreprises agro-industrielles. Précisément, ces conditions de vie peuvent être considérées comme le type de « changement » proposé par l'État planteur aux immigrés venus vendre leur force de travail dans l'agro-industrie. Il faut y voir la réponse fournie par les classes dominantes aux questions qui concernent les immigrés en matière de « développement ». L'hétérogénéité ethnique et régionale de la main-d'œuvre des plantations ne saurait donc occulter les rapports sociaux nés du mode de production capitaliste dans les grands projets où les « manières d'habiter » inscrivent dans les formes d'appropriation de l'espace les inégalités inhérentes à l'industrialisation de la terre.

Dans le monde bâtard, mi-rural mi-urbain qui se forme autour des agro-industries, des écarts se dissimulent à l'intérieur du système socio-économique créé par ce que l'on considère comme une « société de développement ». Si l'univers hors complexe reste à l'écart de toute modernisation, on voit se creuser dans la plantation elle-même un fossé entre l'élite des techniciens et un sous-prolétariat en formation. L'analyse des conditions de vie des manœuvres agricoles s'inscrit dans le contexte d'une réflexion globale sur les problèmes de développement en tenant compte de la « transition vers le modernisme » qui se dessine dans les lieux de production où règne la logique du profit.

Dans les projets de développement où le principal pilier de l'agriculture d'État est une main-d'œuvre bon marché, on ne peut analyser les problèmes de travail sans prendre en compte les contraintes qui résultent des normes imposées par les nouveaux modes de production. Peut-être la plantation industrielle est-elle cet instrument de contrainte où les conditions de vie font penser à une sorte d'asile dans un contexte marqué par les contradictions liées à la structure de classe qui se met en place. La situation précaire de la majorité des manœuvres met en lumière la formation d'un prolétariat africain à partir des complexes agro-industriels. Dans ce sens, le travail et le hors-travail révèlent les mécanismes de marginalisation sociale auxquels l'État postcolonial soumet les jeunes adultes confrontés au problème de l'emploi dans la crise actuelle des sociétés africaines.

Peut-être faut-il s'attendre à une vive aggravation de la surexploitation de la force de travail de nombreux Africains à partir des programmes d'ajustement structurel que les bailleurs de fonds occidentaux s'efforcent d'imposer aux régimes en crise. Des politiques à courtes vues accélèrent la vulnérabilité de l'Afrique. Celle-ci risque d'être étouffée dans la jungle du « Grand Marché » où s'organise le bal des vampires (43). Or, le souci pour l'avenir économique de l'Afrique subsaharienne n'a jamais été aussi faible dans les milieux d'affaires, face à l'attraction de l'Est européen.

La Hongrie avant le Mali : n'étant plus le champ clos des rivalités entre les puissances industrielles, le continent noir a fini par lasser les meilleures volontés. Il s'expose à un véritable déclassé à l'heure où se dessine une nouvelle carte du monde (44).

Au terme d'une décennie qui s'achève par l'effondrement des empires staliniens, la victoire du capitalisme est plus totale que jamais. Sans antidote ou sans contre-modèle, au moment où s'engage la grande bataille de l'après-communisme, le

(43) Sur ce sujet, lire notre intervention dans *Jeune Afrique Économique*, septembre 1989 ; voir A. Mbembe, « L'Afrique noire va implorer », *Le Monde diplomatique*, avril 1990.

(44) Cf. Z. Laïdi, « Entre Berlin et le Bénin », *Libération*, 11 déc. 1989.

système dominant peut se permettre de multiplier les inégalités et les contradictions dans la perspective d'une « société de marché » imposée à toute la planète (45).

Il faut s'interroger sur les nouveaux défis du continent noir en tenant compte des retombées de l'« argent fou » (46). Dans des pays où des caricatures n'hésitent pas à présenter le Noir à la loterie de la mort. « L'Afrique est-elle perdue ? » se demande R. Dumont (47).

Au seuil du troisième millénaire, les réponses crédibles à cette question mettent à l'épreuve le dynamisme d'une société qui a droit à l'existence face aux efforts de totalisation de l'État en Afrique noire.

(45) Voir J. Juliard, *Le Génie de la liberté*, Seuil, Paris, 1990.

(46) Titre de l'ouvrage de A. Minc publié chez Grasset en 1990.

(47) Cf. *Le Monde diplomatique*, mai 1990.

Conclusion

La fin des hérésies

Au terme de cette étude, il devient difficile de reproduire un discours « patrimonial » sur les villages d'Afrique. Dans les terroirs concernés par la mise en œuvre des politiques de développement, il faut rompre avec les représentations du milieu rural produites par l'imaginaire dominé par les schémas « fétichisés » qui justifient les interventions « modernistes » et les pratiques « technicistes » en évacuant les phénomènes de pouvoir et les clivages internes aux sociétés post-coloniales. Pour rendre compte des échecs des projets de « modernisation », on culpabilise les modèles culturels des sociétés ethnologisées.

En insistant sur l'emprise de l'État dans les zones rurales, nous avons souligné les mutations profondes qui bouleversent la condition paysanne et mettent en jeu les acteurs sociaux aux intérêts divergents. On ne peut exclure les classes dominantes en formation des rapports de force et des conflits qui s'articulent entre l'État et le développement en Afrique noire.

De ce point de vue, les « actions de développement » en milieu rural n'invitent pas seulement à l'analyse des phénomènes de reproduction sociale : il s'agit de cerner les mécanismes d'une société en train de naître. Ces actions constituent donc un véritable « objet d'étude » qui met en relief des « sujets porteurs ». Nous avons pu percevoir la complexité des rapports entre les problèmes de développement, l'État

et la paysannerie à l'intérieur d'un système de contrôle où des logiques et des stratégies s'affrontent autour des projets concrets et des niveaux de décision, suscitant des dynamiques spécifiques dont témoignent les pratiques de protestation paysanne face aux visées hégémoniques des classes dirigeantes.

Dans ce qu'il est convenu d'appeler le « développement » et qui regroupe un ensemble d'acteurs individuels ou collectifs, il faut saisir non seulement les idéologies sous-jacentes ou explicites mais aussi les conflits et les enjeux, compte tenu de la nature des pratiques mises en œuvre et de l'identité des protagonistes. Les « pratiques de développement » constituent des lieux d'analyse des logiques et des stratégies sociales et politiques (1). Si l'accumulation « d'études de cas » laisse le champ libre à des approches sectorielles, il faut rendre compte de la complexité des situations concrètes à partir des marges de manœuvre que les mécanismes de domination extérieure laissent aux sociétés indigènes. A partir du « champ paysan », le poids des hégémonies politiques et sociales au niveau villageois devient un objet d'étude privilégié. Ce qui se joue autour du développement national interpelle les anthropologues et les sociologues, les historiens et les politistes. En nous risquant sur des terrains où les économistes sont invités à confronter leurs analyses aux études socio-politiques, nous nous rendons compte des limites de nos propres recherches. Les problèmes abordés dans cet ouvrage nécessitent un dialogue soutenu et approfondi des différents représentants des sciences sociales.

Sur le plan pratique, nos analyses conduisent à une série de remarques dont il faut esquisser une formulation globale afin de préciser les questions fondamentales posées par la pénétration de l'État au village. Nous mesurons l'ampleur des défis à relever pour sortir des sentiers battus dans un contexte où l'échec des stratégies de développement rural adoptées jusqu'ici ne peut plus être occulté. Les ministres de l'économie de l'Afrique ont reconnu naguère que la crise

(1) Sur ce point, lire l'article de Y. Goussault dans *Revue Tiers-Monde*, t. XXVII, n° 112, 1987, pp. 773-775.

du monde rural avait pour cause première le refus des gouvernements de traiter l'agriculture comme la pierre angulaire du développement, en lui consacrant moins de 10 % des dépenses publiques. Cette autocritique lucide et courageuse tranche avec les déclarations préfabriquées de ceux qui, pour se voiler la face, lancent des anathèmes sur les autres.

Au-delà des problèmes écologiques et en dépit des contraintes de l'environnement international, ce sont bien les politiques mises en œuvre qu'il faut revoir. Au lieu d'étouffer ce que les gens des villages savent, ne faut-il pas s'efforcer de ré-inventer la rationalité venue du dehors à partir des logiques locales ? Depuis un quart de siècle, il était encore paradoxal de relier dans une même interrogation sur le développement problèmes socio-culturels et évolutions technologiques à l'époque où l'on croyait sans nuances à la valeur des avancées technologiques comme facteur de progrès. Au fil des décennies du développement, cette approche a été largement prise en défaut dans les États qui ont échoué dans leur volonté « d'acheter le développement » par de simples importations de « paquets techniques » plus ou moins complexes. Le débat sur les nouvelles stratégies de développement rural nous fait percevoir la richesse et la diversité des savoir-faire locaux et des dynamiques paysannes refoulés par les modèles de développement imposés par « le haut ». Faire droit à la complexité et à la richesse des pratiques qui s'inventent par « le bas » conduit à mettre en œuvre un processus d'accompagnement des hommes et des groupes qui pousse à une prise progressive de pouvoir.

Si les projets élaborés en fonction des aspects spécifiques à chaque type de société et à chaque région doivent être confrontés aux pratiques paysannes et aux traditions socio-culturelles des différents territoires, il faut bien constater qu'on ne peut éviter de prendre en compte la dimension socio-politique évacuée par des problématiques technicistes. La production agricole est un enjeu politique dans les sociétés actuelles qui ont cessé d'être homogènes, contrairement aux clichés chers à l'ethnologie coloniale.

Personne ne peut se permettre de dire que les paysans d'Afrique sont pauvres parce qu'ils ne travaillent pas assez.

En réalité, ils travaillent pour nourrir d'abord ceux qui vivent à l'ombre du pouvoir. L'argent n'abonde pas nécessairement entre les mains de ceux qui travaillent dans les conditions très dures, avec les moyens limités.

Or, le contrôle des ressources agricoles commande les stratégies politiques que les classes dominantes inventent à partir de l'État. Dans les régimes où le politique doit être ramené à ce que dit, pense et fait l'État, l'idéologie unitaire relève du principe autoritaire en fonction duquel s'organisent les rapports entre l'État et la société. Hors des savoirs et des pratiques étatiques, tout ne peut être déviance et indocilité, désordre et subversion. Au nom de ce principe organisateur, les élites autochtones ont réinstauré la culture de la chicotte. Il faut revenir dans les villages pour cerner la nature réelle de l'État postcolonial.

Ce qui se vit socialement et politiquement jusqu'au fond des brousses, c'est une situation de servitude qui s'organise à partir d'une « culture de la terreur » imposée par la dictature du parti unique. La mise en tutelle des paysanneries est liée aux stratégies globales des classes dominantes qui, pour accaparer les ressources nationales, utilisent les appareils de pouvoir afin de ne laisser aucun espace de liberté où les groupes de base peuvent s'organiser et affirmer leurs droits. Ces réalités n'ont pas toujours été considérées comme des « objets » dignes d'étude. La recherche africaniste s'est surtout attachée à déceler les obstacles à la « modernisation ». Depuis des années, il s'est agi de mettre en évidence le « facteur humain » entravant la réussite des projets de développement économique et social. On s'est occupé de mesurer la réceptivité des paysans aux innovations modernistes (2). Dans cette perspective, l'État se charge de l'effort de « modernisation » qui mettrait fin au « retard » hérité du système traditionnel. Aujourd'hui, le débat sur la « modernisation » ne paraît plus être le débat essentiel.

On commence à comprendre qu'une réappropriation des technologies est une condition de réussite d'un projet de

(2) Voir Ph. Bernard, « Pour une généralisation de l'étude des facteurs sociaux et culturels du développement », *Revue Tiers-Monde*, t. XVIII, n° 70, avril-juin, 1977.

développement. Pour être performants, les outils de pointe doivent avoir l'adhésion des populations qui, sans cela, n'ont pas d'autres langages pour s'exprimer que la résistance passive ou le sabotage.

Dans les systèmes où chacun se lave les mains, on tente de briser tout surgissement des groupes dominés. Il faut donc renoncer à attendre « le développement » dans le contexte des sociétés auxquelles les mécanismes du pouvoir refusent toute possibilité de se dégager des filets de l'autoritarisme des interventions étatiques. Car, il semble bien que le facteur principal de stagnation, soit cette volonté d'émasculer les sociétés africaines. Analyser la condition des paysans noirs, c'est tenter une anthropologie du malheur dans un contexte où la pénétration de l'État au village confère à la violence une dimension politique.

Cette situation dure depuis trente ans. Car dans la majorité des États noirs, l'indépendance n'a pas toujours été synonyme de liberté. Pour s'en convaincre, il suffit de relire le Nigérian Wole Soyinka, le Congolais U Tam'Si ou les Camerounais Mongo Beti et Bernard Nanga. La dénonciation des régimes policiers et corrompus est devenu l'un des thèmes majeurs de la littérature africaine depuis un quart de siècle. Aujourd'hui, la presse occidentale lève le voile sur un continent où elle semble découvrir l'impasse des pouvoirs depuis longtemps discrédités.

Il a fallu que les jeunes descendent dans la rue à Abidjan, à Libreville ou à Lumumbashi pour que cette presse apprenne qu'en Afrique aussi on meurt pour la liberté. Les tensions actuelles qui mettent en cause le régime des « pères de la nation » révèlent l'ampleur des contradictions et des conflits qui ont marqué les rapports de force entre l'État postcolonial et la société. Des appareils répressifs n'ont pu venir à bout d'une véritable « culture de la revendication » qui s'est développée dans des milieux les plus divers. Cette culture retrouve sa force à l'heure où « l'Afrique secoue ses chefs » (3).

(3) Voir *Libération*, 28 et 30 mai 1990 ; « France : le piège africain », *L'Express*, 8 juin 1990 ; « L'Afrique reste un atout », *id.* 22 juin 1990, « France's black bur-

Pour les générations actuelles, il faut ramer à contre-courant pour se faire le défenseur des systèmes politiques autoritaires. La demande démocratique n'est pas nouvelle en Afrique noire. Elle a été longtemps refoulée par les classes dominantes qui ont confisqué le pouvoir au nom de « l'unité nationale » en stérilisant et en infantilisant la vie politique.

Face à l'arrogance des pouvoirs dont les symboles sont la cible des jeunes en colère dans un contexte économique et social difficile, les révolutions qui ébranlent les régimes impopulaires expriment la volonté d'un peuple décidé à en finir avec un mode de gouvernabilité qui fait de l'État un instrument de domination et d'enrichissement. Les gens en ont assez de se serrer la ceinture tout en subissant la censure des appareils de pouvoir prêts à jeter en prison les détenteurs d'un tract jugé « subversif ». Ils veulent participer au contrôle de la gestion des ressources nationales par le jeu démocratique. Tel est le fond du problème que la situation des paysans africains impose au débat en cours dans les mutations actuelles.

Si le développement de l'agriculture ne doit pas viser d'abord le renforcement de l'État, il faut en finir avec les « fétiches » produits par les classes dominantes qui n'ont cessé d'imposer un mode de gouverner qui conduit au refus du pluralisme politique. On ne voit pas comment le continent africain peut sortir de la tragédie économique avec les mythes et les pratiques qui ont conduit au rejet de la démocratie au nom de l'identité culturelle et à la légitimation du pouvoir personnel. Les blocages actuels risquent d'entraîner l'asphyxie de la société et la paralysie de l'État lui-même. Car le type de pouvoir qui prévaut en Afrique possède les germes de sa propre destruction. « En étouffant systématiquement tout élan de créativité qui jaillit spontanément des différents secteurs de la société, l'État non seulement bloque, à moyen terme, les chances de développement mais se

den », *The Guardian*, 6 juin 1990. Sur l'insurrection contre la dictature des partis uniques et les demandes démocratiques, lire surtout A. Mbembé, « L'Afrique noire va implorer », *Le Monde diplomatique*, avril 1990 ; A. Bourgi et P. Weiss, « Pour une deuxième décolonisation de l'Afrique », *Le Monde diplomatique*, juin 1990.

condamne lui-même à la stérilité. Il n'y a pas d'État créateur sans une société créatrice » (4).

Face à l'ampleur des mécanismes de domination et des systèmes d'inégalité qui résultent de l'instauration de l'État postcolonial, on saisit l'urgence d'un débat sur « démocratie et développement » dans un contexte où le parti unique justifie l'emprise aliénante des interventions qui ne profitent qu'à une mince couche de la population. Les problèmes de survie posés autour de l'accès à la terre et à l'eau, à la nourriture et à la santé renvoient à une situation de pauvreté où, faute d'un débat politique réel, les élites au pouvoir ont accaparé l'État pour marginaliser les producteurs de la richesse nationale. Les demandes sociales qui émergent des zones rurales amènent à s'interroger sur un réaménagement de la société politique qui implique un développement intégrant les aspirations paysannes dans la distribution de la carte du pouvoir. Ainsi, aborder les problèmes de développement en milieu rural, c'est revenir à la question centrale de l'État à partir des réalités quotidiennes. La façon dont les appareils de pouvoir « encadrent » les paysanneries laissent apparaître un mode de gouvernement où l'on retrouve ce qu'Edem Kodjo appelle « le despotisme obscur », c'est-à-dire un « système caractérisé par l'autocratie, l'extrême concentration des pouvoirs entre les mains d'un seul homme, la quasi-inexistence des libertés fondamentales et l'absence des contre-pouvoirs » (5).

Après le retrait des puissances coloniales, il semble que les paysans noirs soient tombés dans les mains de nouveaux « papas commandants ». Là où les mythes du pouvoir habillent l'hégémonie croissante de l'État à travers un jeu de réseaux symboliques et de stratégies de légitimation, à partir du problème paysan se pose la question de la gouvernabilité et de la démocratisation de la société en Afrique noire.

Pour inverser les tendances actuelles, il faut donc trouver une autre « économie de l'État » en renonçant à culpabiliser

(4) M. Ikonicoff, « Théorie et stratégie du développement : le rôle de l'État », *Revue Tiers-Monde*, t. XXVI, n° 93, janvier-mars 1983, p. 36.

(5) Edem Kodjo, *Et demain l'Afrique*, p. 153.

les conflits et les désaccords. L'État et l'agriculture sont un enjeu autour duquel s'articulent les rapports de force et les contradictions qui ne peuvent plus être occultés si l'on prend au sérieux l'historicité propre des sociétés mises en place depuis les indépendances. Des stratégies s'élaborent pour « mettre la main » sur les appareils de pouvoir afin de contrôler les possibilités d'accumulation offertes par les investissements dans le domaine agricole. Pour empêcher les producteurs de base d'accéder à ces possibilités, les classes dominantes ont inventé des procédés divers. On a vu que le parti unique est un masque qui dissimule les intérêts de classe dans les régimes où le politique reste un domaine interdit « aux gens d'en bas ». Dans les nations de paysans que sont les nations africaines, un développement venant du dynamisme de la société implique un rôle politique accru au moment où les associations villageoises mettent en valeur leurs capacités d'initiative et d'organisation. Le développement doit s'ouvrir à plus de société au niveau villageois. On le voit : face à l'État centralisateur, toujours en quête d'un espace unique à construire, les paysans avec leurs capacités d'auto-organisation, représentent un défi primordial qui exprime l'une des contradictions politiques fondamentales de l'Afrique d'aujourd'hui.

Le paradoxe de la situation actuelle, c'est l'impuissance des pouvoirs à répondre aux besoins élémentaires des populations au moment où ils affichent leur prétention à tout régenter. Mais ce qui apparaît comme un signe d'impuissance, c'est aussi la peur de l'État postcolonial à assumer toutes les créativités populaires qui émergent au sein des sociétés où les gens se « débrouillent » et inventent des stratégies de survie. Faute d'un espace d'accueil, les « bricolages » qui attestent le dynamisme des groupes de base se développent en marge des institutions établies. Les classes dominantes s'avèrent incapables de faire épanouir dans les réseaux officiels l'extraordinaire vitalité dont les paysanneries ont fait preuve depuis les luttes anti-coloniales et les formes de protestation contre les différents systèmes d'inégalité et de domination.

Si un débat de société est au cœur des problèmes de développement, ne faut-il pas sortir du « maquis » les dynamis-

mes paysans longtemps étouffés par les organismes d'État ? Dans les divers milieux, on sent l'urgence d'une autre stratégie qui fait appel à l'intelligence des paysans en leur fournissant des moyens d'information et de formation enfin conçus en fonction de leur langage et de leur culture ainsi que leur existence dans le monde d'aujourd'hui. A cet égard, ce dont les politiques agricoles ont besoin, ce sont des cadres de terrain qui croient en cette intelligence, suscitent sur place la confiance des ruraux, écoutent leurs questions et considèrent ces hommes et femmes comme des êtres d'élite qui ont quelque chose à dire sur les questions politiques qui sont les questions de tout le monde.

Dès lors, il ne suffit plus de décentraliser les instances de pouvoir au niveau régional ou local. Il nous faut construire une société où les classes au pouvoir renoncent à pourchasser les acteurs et les groupes opposés à des systèmes d'exploitation organisée. Il est grave que les paysans d'Afrique soient ponctionnés au nom de la « construction nationale » dans les régimes qui considèrent toute protestation contre la violence étatique comme un signe de dissidence et une « atteinte à la sûreté de l'État ». Ces pratiques de pouvoir relèvent des archaïsmes et sacralisent l'arbitraire, allant jusqu'à ériger en objet de culte les institutions ou les hommes qui imposent des limites à des générations tentées par les risques d'explorer le champ du possible.

Pour repenser « les problèmes de développement » en Afrique noire, il nous faut donc désacraliser l'espace du politique. C'est la condition primordiale pour assurer leur pleine légitimité aux luttes des paysans, cette majorité de la société civile qui tend à disparaître de la scène de l'histoire avec les prétentions de l'État postcolonial à la toute-puissance. Les ruraux ne peuvent modifier leur condition d'existence par la seule « modernisation » des méthodes culturelles. Il s'agit désormais de laisser les dynamismes populaires se déployer dans les champs d'intervention où les acteurs sociaux sont en mesure de remettre en cause les choix et les modèles, les décisions et les orientations économiques et politiques qui aggravent leur marginalisation. Dès lors, au lieu de dépolitiser les sociétés paysannes au profit des groupes qui contrô-

lent les économies agricoles, il faut réapprendre à gérer le conflit dans les pratiques de l'État en milieu rural.

En créant des mécanismes de contrôle et de répression, l'État postcolonial a fait naître une culture de résistance qui s'organise dans « l'espace du secret ». Une véritable « ouverture politique » peut, seule, permettre à des acteurs sociaux d'intervenir dans les débats qui s'imposent sans avoir besoin d'exprimer les revendications populaires dans les « conflits clandestins » comme si l'on vivait encore au temps des maquis. Il y a là un problème fondamental qui doit être pris en compte dans les pays où, à travers les supports institutionnels et symboliques, les serviteurs des despotes vantent les bienfaits de la « démocratie à l'africaine ». Un processus de « désacralisation » du pouvoir s'impose dans les systèmes totalitaires qui se sont constitués à partir des mythes fondateurs des années 60.

Pour retrouver sa crédibilité auprès des générations qui montent, le discours d'État doit accepter dans le champ symbolique les langages qui ont été jusqu'ici refoulés dans « l'informel » et réduits à la « clandestinité » dans les maquis de la résistance populaire. Il faut réhabiliter les « pensées maudites » et les réinjecter dans les canaux de communication ordinaire. La fin des hérésies : telle est la grande attente des sociétés bloquées.

Un vent de liberté souffle sur l'Afrique en cette fin de siècle. Ce processus semble irréversible et aucun pays ne peut y échapper. Tout le problème est de savoir comment les élites qui disent adieu au parti unique vont répondre aux promesses non tenues par les népotismes à bout de souffle.

Des voix surgies du néant s'élèvent, amplifiées par les médias à sensation : elles réclament le respect des droits de l'homme et la restauration du multipartisme. Si le retour à cette expérience ne résout pas toutes les difficultés économiques, il a aussi ses exigences sociales que les régimes contestés par la rue n'ont pas su satisfaire. Le retour à la démocratie passe par des sentiers escarpés. Il exige en particulier un autre sort pour les paysans, ces véritables oubliés des indépendances africaines.

Dans ce sens, il faut bien assumer le réveil de la société pour empêcher les élites au pouvoir de reproduire le processus de la surexploitation des gens de la brousse.

L'État doit renoncer à proférer des « paroles de révélation » pour mettre en valeur les énergies qui se perdent en marge des cadres culturels et institutionnels de la société. On ne saurait condamner indéfiniment les groupes dominés à « jouer avec l'État » à travers des « bricolages » divers tandis que les coalitions s'organisent pour capturer les appareils de pouvoir à leur profit. Dans la mesure où l'avènement des indépendances s'est traduit par des décennies de surexploitation et de domination des agriculteurs, il faut bien comprendre que le problème du « développement rural » est politique. Au sein de l'État postcolonial qui s'est défini contre la société et a confisqué le pouvoir à des fins clientélistes, il s'agit d'assumer les ressources et les initiatives d'une société longtemps écartée des espaces de parole au nom des mythologies des entreprises autoritaires. Une autre voie du « développement » doit s'ouvrir par la réconciliation de l'État avec les dynamismes locaux. L'échec du « développement par le haut » nous oblige à situer « hors d'État » les espoirs d'un autre développement. Il semble difficile d'éviter cette option si l'on veut bien revenir aux paysanneries, réhabiliter leurs initiatives et reconnaître leur place dans les dynamismes socio-économiques. Il convient de reposer la question du développement rural à partir de la « société politique » restaurée, au-delà des images simplistes qui ramènent les conflits d'intérêts à des luttes tribales ou régionales. Compte tenu du rôle des agriculteurs dans cette société dont l'État s'efforce de briser les dynamismes, il faut laisser à la paysannerie ce que A. Mbembé appelle « sa capacité historique d'indiscipline » (6). En tout état de cause, on ne peut plus se permettre de parler de « développement » comme si les gens ne cherchaient pas à s'exprimer et à défendre leurs intérêts. A partir des enjeux socio-politiques de la production paysanne, il faut revoir la question de l'État « par le bas », du point de vue

(6) A. Mbembé, *Afriques indociles*, p. 148.

du village dans la mesure où les organisations nées des initiatives locales constituent un contrepoids à la recherche hégémonique des groupes qui vivent à l'ombre du pouvoir.

Dans les villages d'Afrique, on trouve des hommes et des femmes qui apprennent à réfléchir à leurs problèmes et s'exercent à la prise de responsabilités, face à la défaillance de l'État qui gère la médiocrité ambiante avec les budgets de répression. Au moment où les grands programmes déposent les exploitants locaux et les marginalisent, il nous faut réhabiliter les petits paysans de brousse qui ne demandent qu'à vivre chez eux et inventent d'autres techniques pour améliorer leur sort et assumer leur avenir.

L'on ne doit nullement céder au mythe des groupes de base dont les projets ont besoin d'être reliés aux pratiques d'ensemble au sein des systèmes où les paysans ne sauraient être considérés comme des sous-hommes. Mais, il faut reconnaître un fait : dans un continent en crise, c'est de cette brousse que l'État n'écoute pas et à laquelle il devrait laisser la parole libre que vient le réveil de l'Afrique à partir des pratiques et des initiatives qui n'ont pas été programmées de manière technocratique. Au milieu des interventions qui avortent, malgré l'appui des techniciens et des grands bailleurs de fonds internationaux qui ignorent souvent les organisations populaires, les petits paysans permettent à des familles entières de survivre.

Il faut insister sur ce paradoxe pour se faire une image exacte de ce qui se passe dans le continent dont la vision misérabiliste masque les efforts et les luttes des paysanneries qui refusent la fatalité du malheur. « On considère encore trop souvent l'Afrique comme un continent désespéré, qui ne peut pas sortir du marasme dans lequel il s'est jeté lui-même. Or, les contacts avec les villageois (...) permettent de découvrir une Afrique bouillonnante, vivante, complexe, une Afrique qui se cherche, qui est loin de se complaire dans la passivité (7). » Les effets de la sécheresse et de la pauvreté ont provoqué ici et là un choc qui a servi de révélateur non

(7) Lire « Sus à la sécheresse », *Afrique-Asie*, 19 mai 1985.

Voir surtout, P. Pravand, *L'Afrique en marge*, Plon, Paris, 1989.

seulement aux erreurs et aux tares des politiques économiques mais aussi au potentiel libérateur des gens eux-mêmes à travers les pratiques qu'ils inventent. Au moment où les regards cliniques ne se fixent que sur les « plaies d'Afrique » (8), l'on doit rappeler l'existence des lieux de créativité qui échappent au diagnostic des experts. Nous avons besoin de revenir à ces espaces d'invention par lesquels des organisations villageoises où, souvent les femmes jouent un rôle moteur, nous font découvrir une autre Afrique qui se lève et peut devenir une terre de « Bonne espérance ». Face aux défis quotidiens, des hommes et des femmes prennent des risques et des initiatives. La recherche des voies d'avenir requiert de l'imagination au sein des régimes où les détenteurs du pouvoir doivent se rappeler qu'en fin de compte, ils ne sont que des hommes. Selon le mot de Montesquieu, « les paysans ne sont pas assez savants pour raisonner de travers ». Au moment où l'État africain s'emploie à tout contrôler, les gens trouvent d'autres chemins pour sortir des carcans inhibiteurs. La mise en tutelle des villageois se heurte au dynamisme des paysanneries qui imaginent des contre-poids à la volonté étatique de tout régenter. Dès lors, la crise actuelle des modèles nous accule à prendre au sérieux le dynamisme interne des sociétés africaines pour inventer d'autres alliances entre acteurs de terrain. Dans cette recherche, ne faut-il pas méditer les paroles de ces jeunes ruraux du Sahel : « Aujourd'hui, lorsqu'il s'agit d'échanger, nous sommes des partenaires (9). »

(8) Sur ce thème, lire les articles publiés dans *Le Monde* des 29-30 et 31 mai 1990.

(9) Voir le document publié par ENDA sur le thème : *Initiatives paysannes au Sahel. S'organiser pour lutter contre la fatalité*, 1985, p. 130.

Table des matières

Avant-Propos : les « usages » de la dépendance.....	5
I - Les jeux du pouvoir.....	21
— Rêve unitaire et mythes du développement...	24
— La sacralisation du pouvoir.....	30
— Gouverner et manger.....	37
— Un débat de société.....	41
II - L'État au ras du sol.....	47
— La figure du père.....	49
— Les nouveaux fétiches.....	55
— Faire le vide.....	58
— Le surplus agricole : un enjeu politique.....	62
III - Interventions étatiques ou organisations paysannes ?	77
— Subordination du travail agricole et « déguisement »	77
— Le contrôle de la paysannerie.....	80
— Un apolitisme organisé.....	88
— Décoloniser l'État ?.....	92
IV - Paysans d'Afrique, un peuple en marge ou en marche ?	97
— La sclérose des structures administratives.....	98
— Un continent à la dérive ?.....	102
— La pauvreté rurale, un effet de domination....	107
— Les indépendances africaines : le point de vue des paysans.....	117
— Une économie invisible.....	128

V - Discours agraire et réalités paysannes.....	135
— Priorité à l'agriculture ?.....	138
— Des villages sous tutelle.....	144
VI - Culture paysanne et pratiques politiques.....	151
— Les paradoxes du pouvoir africain.....	152
— Une tradition de lutte.....	155
— Un contre-savoir.....	160
— Les stratégies du pauvre.....	164
— L'art de banaliser le pouvoir.....	171
VII - Le despotisme de l'agro-industrie.....	181
— Les « cultivateurs en souliers vernis ».....	184
— L'État planteur.....	188
— L'espace dominé.....	200
VIII - Crise des paysanneries africaines.....	205
— Vers une agriculture sans paysans ?.....	205
— Le village piégé.....	215
IX - Travailler la terre dans une plantation industrielle	225
— Un modèle colonial.....	226
— Vivre au rythme de la plantation.....	234
— Instabilité de la main-d'œuvre ou prolétarianisation accrue ?	241
— Une image du futur.....	246
Conclusion : la fin des hérésies.....	253

ÉDITIONS KARTHALA

(extrait du catalogue)

Collection Méridiens

- Bernard LEHEMBRE, *L'Ile Maurice*.
Christian RUDEL, *Mexique, des Mayas au pétrole*.
Christian RUDEL, *La République dominicaine*.
J. BURNET et J. GUILVOUT, *La Thaïlande*.
Philippe DAVID, *La Côte d'Ivoire*.
Marie-Paule DE PINA, *Les îles du Cap-Vert*.
Attilio GAUDIO, *Le Mali*.
Philippe L'HOIRY, *Le Malaïi*.
Catherine BELVAUDE, *La Mauritanie*.
Alain et Denis RUELLAN, *Le Brésil*.
André LAUDOUZE, *Djibouti*.
Pierre VÉRIN, *Madagascar*.
Antonio RALUY, *La Nouvelle-Calédonie*.
P. MOUREN-LASCAUX, *La Guyane*.
Christian RUDEL, *Le Paraguay*.
Catherine BELVAUDE, *L'Algérie* (janvier 90).

Collection Les Afriques

- Bernard LANNE, *Tchad-Libye : la querelle des frontières*.
J.S. WHITAKER, *Les États-Unis et l'Afrique : les intérêts en jeu*.
Jean-Marc ÉLA, *L'Afrique des villages*.
Collectif, *Demain la Namibie*.
Amadou DIALLO, *La mort de Diallo Telli, premier secrétaire général de l'O.U.A.*
Jacques GIRI, *Le Sahel au XXI^e siècle. Essai d'étude prospective sur les sociétés sahéliennes*.
Jacques GIRI, *L'Afrique en panne. Vingt-cinq ans de « développement »*.

Jacques GIRI, *Le Sahel demain. Catastrophe ou renaissance ?*
 Michel N'GANGBET, *Peut-on encore sauver le Tchad ?*
 Marcel AMONDJI, *Félix Houphouët et la Côte d'Ivoire. L'envers d'une légende.*
 Jean-François BAYART, *La politique africaine de François Mitterrand.*
 François GAULME, *Le Gabon et son ombre.*
 Mobiba MAGASSOUBA, *L'islam au Sénégal. Demain les mollahs ?*
 Comi M. TOULABOR, *Le Togo sous Eyadéma.*
 Tidiane DIAKITÉ, *L'Afrique malade d'elle-même.*
 René OTAYEK, *La politique africaine de la Libye.*
 Fayçal YACHIR, *Enjeux miniers en Afrique.*
 François CONSTANTIN, *L'islam en Afrique orientale.*
 Pascal LABAZÉE, *Entreprises et entrepreneurs au Burkina Faso.*
 Claude FREUD, *Quelle coopération ? Un bilan de l'aide au développement.*
 Gilles DURUFLÉ, *L'ajustement structurel en Afrique (Sénégal, Côte d'Ivoire, Madagascar).*
 François BURGAT, *L'islamisme au Maghreb (La voix du Sud).*
 Christian COULON, *Les musulmans et le pouvoir en Afrique noire.*
 Abdoulaye WADE, *Un destin pour l'Afrique.*
 Olivier VALLÉE, *Le prix de l'argent CFA. Heurs et malheurs de la zone franc.*
 C. GEFFRAY, *La cause des armes au Mozambique.*
 S. ELLIS, *Un complot colonial à Madagascar. L'affaire Rainandriamampandry.*
 Pierre CLAUSTRE, *L'Affaire Claustre. Autopsie d'une prise d'otage.*
 Ahmed ROUADJIA, *Les frères et la mosquée. Enquête sur le mouvement islamiste en Algérie.*
 Jean COPANS, *La longue marche de la modernité africaine.*
 B. CONTAMEN et Y.A. FAURÉ, *La bataille des entreprises publiques en Côte-d'Ivoire.*
 M.C. DIOP et M. DIOUF, *Le Sénégal sous Abdou Diouf.*

Collection Économie et Développement

1. Essais

BLACT, *Introductions à la coopération en Afrique noire.*
 Andrée MICHEL et al., *Femmes et multinationales.*

- Guy BELLONCLE, *La question éducative en Afrique noire.*
- Guy BELLONCLE, *Participation paysanne et aménagements hydro-agricoles.*
- Collectif, *Paysans, experts et chercheurs en Afrique noire.*
- J.-F. DREVET, *La Méditerranée et l'Europe des Douze.*
- GRAAP, *Nouvelles paroles de brousse.*
- P. NICOLAS et M. GAYE, *Naissance d'une ville au Sénégal.*
- Geert DIEMER, *L'irrigation au Sahel.*
- Denis REQUIER-DESJARDINS, *L'alimentation en Afrique.*
- Marie MONIMART, *Femmes du Sahel.*
- B. CABEDOCHÉ, *Les chrétiens et le Tiers monde. Une fidélité critique.*
- R. CHAMBERS, *Le développement rural. La pauvreté cachée.*
- I. DROY, *Femmes et développement rural.*
- Y.-S. AFFOU, *La relève paysanne en Côte-d'Ivoire. Étude d'expériences vivrières.*
- Hamed SOW, *Le bois - énergie au Sahel. Environnement et développement.*

2. Études et manuels

- P. BUREAU, *Apprentissage et cultures.*
- P. EASTON, *L'Éducation des adultes en Afrique noire.*
Tome 1 : Théorie. Tome 2 : Technique.
- Collectif, *La participation populaire au développement.*
- Frank SILLONVILLE, *Guide de la santé au village.*
- H. AGBESSI DOS SANTOS et M. DAMON, *Manuel de nutrition africaine* (2 tomes).
- F. LÉVY-RANVOISY, *Manuel de dessin pour communiquer avec des populations non alphabétisées.*
- M. BONFILS, *Halte à la désertification au Sahel.*
- D. LEMONNIER, *Carences nutritionnelles dans les PVD.*
- P. PETIT, *Géographie physique tropicale. Approches aux études du milieu.*
- Collectif, *Projets productifs au Sénégal. Guide d'évaluation économique.*
- C. GIRARD, *Construire la ville africaine. Chroniques du citadin promoteur.*



Achevé d'imprimer par Corlet, Imprimeur, S.A.
14110 Condé-sur-Noireau (France)

N° d'imprimeur : 16707 - Dépôt légal : octobre 1990 - *Imprimé en C.E.E.*

Composition, mise en pages :
Vire-Graphic

Z.I., rue de l'Artisanat, 14500 Vire